

nos. 223-224

1^{er}-Février 1945

EGYPTE CONTEMPORAINE

LE CAIRE

Revue de la Société Fouad I^{er}
d'Economie Politique,
de Statistique et de Législation

LXXXVI^e ANNÉE



IMPRIMERIE NATIONALE, LE CAIRE
1945

Preis P.T. 40

Les numéros non réclamés par les Membres et Abonnés dans le délai d'un mois à partir de la date de leur publication, ne leur seront remis que contre paiement du prix.

Les opinions émises par les collaborateurs n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente Revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit remis à "L'Egypte Contemporaine" devient la propriété de la Société.

SOMMAIRE

For translation see corresponding page of back cover

Pages

LISTE DES MEMBRES I-XXVII

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES

H. EL ARDEL, HAMID DADAOUT PACHA.—La liberté de la parole en Egypte (en arabe)	1- 33
J. I. CRAIG.—The definition of "Inflation"	35- 46
DR. A. EMAN.—La circulation fiduciaire et les prix en Egypte depuis 1939	47- 93
K. LACKANY BEY.—From the Middle East Monetary Conference to Bretton Woods	93-109
M. MESSIQUA.—Les problèmes économiques américains d'après guerre	111-127
DR. J. DORRETSBERGER.—Misunderstanding about full employment	129-155
MAHMOUD SALEH EL PALAKI.—The Bretton Woods' International Finance programs	157-201

DOCUMENTS ET STATISTIQUES

DR. KAMEL MOUSTY BEY, Secrétaire Général.—Rapport sur les travaux de la Société Fond 1 ^{er} d'Economie Politique, de Statistique et de Législation pour l'année 1943	203-209
L. VAN DAMME, Trésorier.—Rapport sur la situation financière de la Société au 31 décembre 1943	210-214
ISCANDAR A. DOSS ET SELIM A. HADDAD, Censeurs.—Rapport sur les comptes de la Société au 31 décembre 1943	215

L'ÉGYPTE CONTEMPORAINE

REVUE

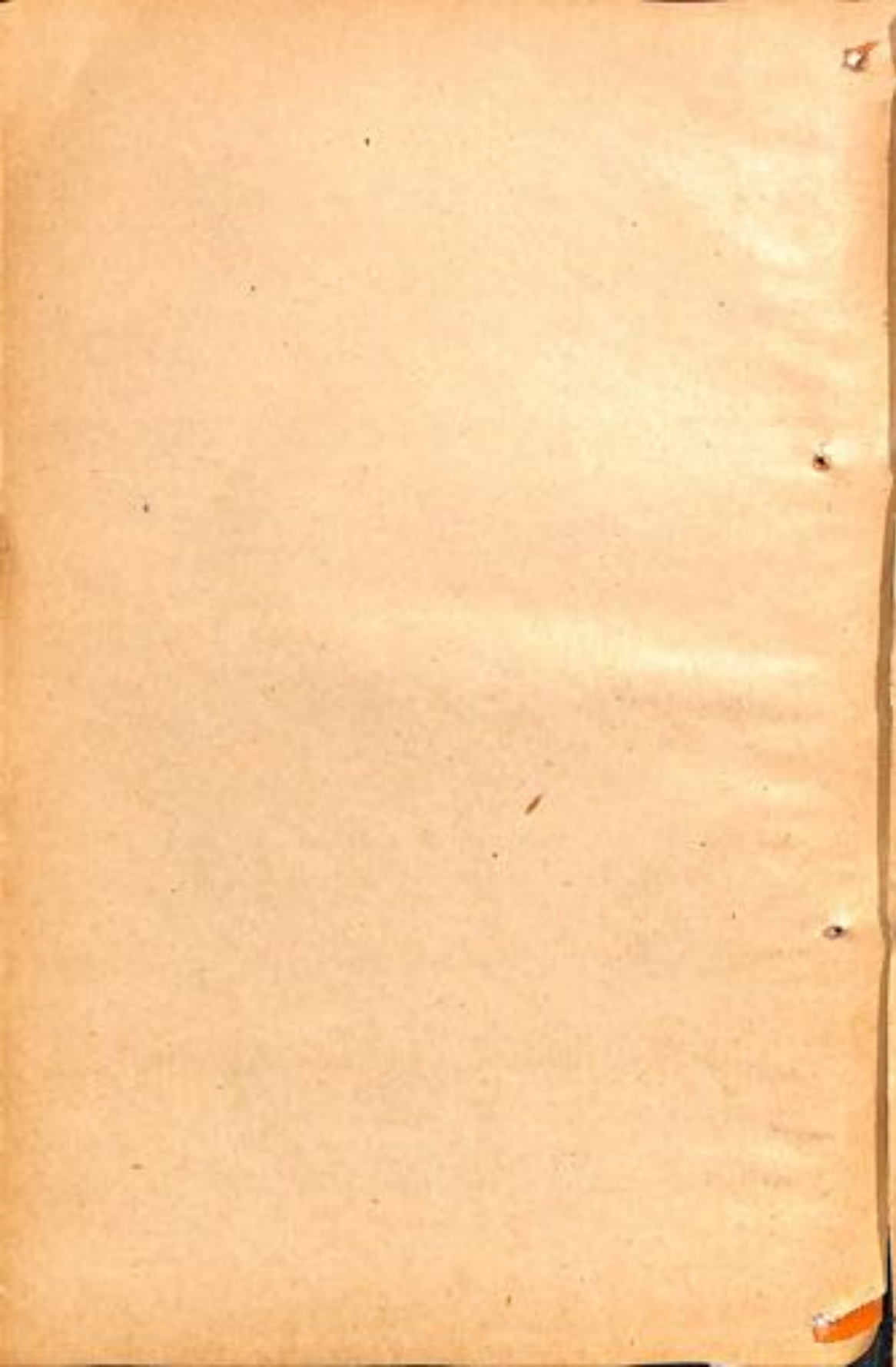
DE LA SOCIÉTÉ FOUAD I^{er} D'ÉCONOMIE POLITIQUE
DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION

TOME TRENTE-SIXIÈME

1945



LE CAIRE
IMPRIMERIE NATIONALE
1945



L'ÉGYPTE CONTEMPORAINE

REVUE

DE LA SOCIÉTÉ FOUAD I^{er} D'ÉCONOMIE POLITIQUE,
DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION

*La reproduction et la traduction des articles publiés
dans la présente Revue sont interdites,
sauf autorisation préalable de la Société.*

LISTE DES MEMBRES

Les Membres dont les adresses ne sont pas exactement indiquées sur la liste suivante sont priés d'en informer le Secrétariat de la Société (Avenue de la Reine Nazli, No. 16). Ceux dont les adresses ne sont pas suivies du nom de la ville résident au Caire.

No.
d'inscrip-
tion

MEMBRES DONATEURS

- 214 Alexandria Navigation Company (Tho), B.P. N° 32 (Alexandrie).
- 338 Banque Belge et Internationale en Egypte, Rue Nour-el-Nil, No. 45.
- 552 Banque Misr, Rue Emad-el-Dine, N° 18.
- 278 Banque Ottomane, Rue El-Manakh.
- 589 Banque K.A. Zikha, Rue El Sultan El Sahab, Hamraoui; P.O. Bag.
- 262 Beida Dyers, S.A.E., Midan Soliman Pacha.
- 190 Cairo Electric Railways and Heliopolis Oases Company Ltd., Boulevard Abbas, Heliopolis.
- 330 Compagnie Centrale d'Eclairage et de Chauffage par le gaz, Rue Sidi el-Matoulli; B.P. N° 241 (Alexandrie).
- 306 Compagnie Centrale d'Eclairage et de Chauffage par le gaz, Rue Aboul-Ela; B.P. N° 48.
- 62 Compagnie Misr-Fluviale, Rue Chérif Pacha, N° 10; B.P. N° 57 (Alexandrie).
- 260 Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez, Rue El-Ibnakimi, N° 6, Kasr-el-Doubara; B.P. N° 2120.
- 231 Comptoir National d'Escompte de Paris, Rue Chérif Pacha, No. 11; B.P. N° 593 (Alexandrie).
- 549 Cozica & Cie (P.), Rue Soliman Pacha, N° 26.
- 289 Crédit Agricole d'Egypte, Rue Gamch Charbass.
- 223 Crédit Foncier Egyptien, Rue Manakh, N° 14; B.P. N° 141.
- 344 Crédit Lyonnais, Rue Chérif Pacha, N° 4 (Alexandrie).
- 77 Crown Brewery, Rue Eleusis, N° 39 (Alexandrie).
- 286 Delta Trading Company, Rue Iba el Razbid, N° 44 Quessiret Badran.
- 294 Eastern Company, S.A.E., B.P. N° 1543.

No.
d'inscrip-
tion

- 58 Egyptian Copper Works, S.A.E., *P.O. Bag, Bacos (Ramlah)*.
- 434 Egyptian Genetal Oumibus Cy. S.A.E., *Rue Kasr-el-Nil, N° 22; B.P. N° 717*.
- 363 Egyptian Hotels Ltd, *Shepherd's Hotel*.
- 225 Egyptian Produce Trading Cy. S.A.E., *Rue Nebi Daniel (Alexandrie)*.
- 259 Egyptian Salt and Soda Company, *Rue Fouad Ier, N° 1 (Alexandrie)*.
- 235 Electric Light and Power Supply, *Rue Bustan el-Dekka, N° 13*.
- 345 Emilio Lévi & C°, *Rue Abdel Moncim, N° 73 (Alexandrie)*.
- 325 Etablissements Orosdi Back, *B.P. N° 332*.
- 212 Filature Nationale d'Egypte, *B.P. N° 119 (Alexandrie)*.
- 136 Grands Magasins Cicurel, S.A.E., *Rue Fouad Ier, N° 3*.
- 361 Land Bank of Egypt, *Rue Toustous Pacha, N° 6; B.P. N° 614 (Alexandrie)*.
- 134 Marconi-Radio Telegraph Cy. of Egypt, S.A.E., *Rue Eloui, N° 5*.
- 156 Mohammed Ahmed Farghali Pacha (S.E.), *B.P. N° 594 (Alexandrie)*.
- 137 Mohamed Sayed Yassine Bey, *Rue Kasr-el-Nil, N° 34*.
- 224 National Bank of Egypt, *Rue Kasr-el-Nil*.
- 182 Pharaonic Mail Line (The), S.A.E., *Rue El-Madabegh, N° 26*.
- 132 S. & S. Sednaoui & Co. Ltd., *Midan El-Kharindar*.
- 87 Société Anonyme Egyptienne d'Assurances "Al Chark," *Place Soliman Pacha, N° 2*.
- 89 Société Anonyme de Nettoyage et de Pressage de Coton; *B.P. N° 1855 (Alexandrie)*.
- 295 Société Anonyme des Eaux du Cairo, *Rue Fouad el-Teraz el Boulakieh; B.P. N° 55*.
- 322 Société Anonyme des Tramways du Cairo, *Boulevard Maspéro; B.P. N° 254*.
- 402 Société Anonyme de Waïi Kotn Ombo, *Rue Cheikh Aboul-Seban, N° 17; B.P. N° 738*.
- 85 Société d'Avances Commerciales, *Rue Maleka Farida, N° 41*.
- 101 Société de Ciment Portland de Hérouan, *Rue Fouad Ier, N° 21*.
- 357 Société Egyptienne de Minoterie et de Silos, *B.P. N° 1657 (Alexandrie)*.

No.
d'inscrip-
tion

- 162 Société Egyptienne des Ciments Portland Tourah, Tourah.
419 Société Financière et Industrielle d'Egypte, Avenue Fouad Ier
N° 2, (Alexandrie).
154 Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte
Rue Cheikh Aboul-Seban, N° 12 ; B.P. 763.
174 Société Misr pour la Filature et le Tissage de Coton (Mehalla
el-Kobra).
478 Société Nationale du Papier, Rue Adly Pacha, N° 19.
93 Société Orientale de Publicité, Rue Galal, N° 24.
387 Société Royale d'Agriculture, B.P. N° 63, Guizah.
51 Société Viticole et Vinicole d'Egypte, Rue Borsa, N° 5.
155 Tractor and Engineering Company, S.A.E., B.P. N° 396.
26 United Egyptian Nile Transport Cy., Rue Adly Pacha, N° 4.
298 United Egyptian Salt, B.P. N° 955 (Alexandrie).
535 Usines Textiles "Al Kahira", Rue El Azhar, N° 70.

MEMBRES HONORAIRES

- 109 Linant de Bellefonds (Maurice), Ancien Secrétaire Général de
la Société Fouad Ier d'Economie Politique, de Statistique et
de Législation ; Les Peyreux, par Villemur (Haute Garonne).
203 Germain Martin, Ancien Ministre, Rue du Bac, N° 1 (Paris).
50 Wathelet (Jules), Ancien Secrétaire Général de la Société Fouad Ier
d'Economie Politique, de Statistique et de Législation, Avenue
Léo Errera, N° 32 (Bruxelles).

MEMBRES TITULAIRES

- 449 Abaza Pacha (S.E. Fouad), Directeur Général de la Société
Royale d'Agriculture ; B.P. N° 63, Guizah.
120 Abbas Sid Ahmed Pacha (S.E.) Ancien Directeur de l'Adminis-
tration Générale au Ministère de l'Intérieur, Rue El Asir Fouad,
N° 2, Zamalek.
226 Abdallah Kishk, Sous-Directeur du Contentieux de la Khazna
et des Wakfs Royaux, Palais d'Abdine.

No.
d'inscrip-
tion

- 301 Abd el-Aziz Biblaoui, avocat, *Contentieux de l'Etat, Rue Izet Pacha, N° 5, Matruh.*
- 82 Abd el-Aziz Fahmy Pacha (S.E.), *Ancien Ministre, Rue Boutros Pacha Ghali, N° 16, Héliopolis.*
- 28 Abd el-Fattah el-Sayed Bey, *Ancien Président de la Cour de Cassation, Rue El Manial, N° 35, Rodah.*
- 317 Abd el-Fattah Yehia Pacha (S.E.), *Ancien Président du Conseil des Ministres, Zizinia (Ramleh).*
- 124 Abd el-Hadi Ahmad, *Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Farouk Ier (Alexandrie).*
- 569 Abd el-Hakim Farrag, avocat, *Contentieux des Ministères de l'Instruction Publique, de l'Agriculture et de la Guerre.*
- 318 Abd el-Hakim el-Rifai, docteur en droit, *Professeur à la Faculté de Droit, Rue Habacha, N° 4, Guizah.*
- 544 Abd el-Hakim Elzabri, avocat, *Pension Idéale, Paggolah.*
- 305 Abd el-Hamid Badawi Pacha (S.E.), *Ministre des Affaires Etrangères, Rue Nubar N° 8, Héliopolis.*
- 395 Abdel-Hamid Roustoun, avocat, *Rue Elastrat, N° 2.*
- 269 Abdel Hamid Youaif, avocat, *Rue Mohamed Pacha Sidky, N° 6, Midane El Falaki, Abdine.*
- 550 Abdel Maksid Ahmad Bey, *Vice-Président Administrateur-Délégué de la Banque Misr, Rue Ramsès N° 44, Héliopolis.*
- 146 Abdel Monem Kalsouni, *Rue Moustapha Kamel, N° 24, Abdine.*
- 200 Abd el-Moneim Riad Bey, *Juge au Tribunal Mixte, Rue Amoris, N° 4, Héliopolis.*
- 443 Abd el-Moti Khayyal, *Professeur à la Faculté de Droit, Rue El Adel Abou Bakr, Zamalek.*
- 68 Abd el-Rahim Ghoneim, *Conseiller à la Cour d'Appel Indigène.*
- 163 Abdel Rahman el-Rafsi Bey, *Sénateur, Rue Adly Pacha, N° 21.*
- 92 Abd el-Razzak Ahmed el-Sanhoury Bey, *Ministre de l'Instruction Publique, Rue Chéid, N° 5, Koubbeh Gardens.*
- 457 Abd el-Rahman Nour, avocat, *Rue Rifas, N° 6, Guizah.*
- 293 Abd el-Salam Zohai Bey, *Conseiller à la Cour d'Appel Mixte (Alexandrie).*
- 43 Abet (G.), avocat, *Rue Soliman Pacha, N° 14.*

No.
d'inscrip-
tion

- 135 Abner (Molse), avocat, *Harit el Sioufi*, N° 4; B.P. N° 299.
- 291 Abouf (A.), *Villino Speranza*, *Via Claudia Monteverde*, N° 12, *Quartiere Pinciano (Rome)*.
- 559 Aboua (Joseph), *Rue Hachmat Pacha*, *Zamalek*.
- 351 Aboul Fetouh Bey (Ismail), *Juge au Tribunal Mixte*.
- 486 Abou Steit Hechmat, *Professeur à la Faculté de Droit*, *Rue Sahli*, N° 2, *Guizeh-Branch*.
- 207 Adda (Charles), avocat, *Rue Kasr-el-Nil*, N° 17.
- 389 Adda (Joseph D.), *Rue Legrand*, N° 4, *Moharram Bey (Alexandrie)*.
- 149 Adda (René), avocat, *Rue Kasr-el-Nil*, N° 17.
- 555 Adès (Clement N.), *Rue Ismail Pacha*, N° 20, *Garden City*; B.P. N° 342.
- 430 Adler (Richard), *Rue El Amir Hussein*, N° 15, *Zamalek*.
- 237 Afifi (Taha), *Expert Fiscal*, *Rue Gare du Caire* N° 3 (*Alexandrie*).
- 271 Aghazarian (Jacques), avocat, *Rue El-Adel Abou Bakr* N° 8, *Zamalek*.
- 540 Ahmed Abdel Gaffar Pacha (S.E.), *Ministre de l'Agriculture*, *Midan Abdel Moneim*, *Dokki*.
- 251 Ahmed Aly Pacha (S.E.), *Ancien Ministre*; *Rue El-Madrassa*, N° 2, *Mounira*.
- 39 Ahmed Dimirdash Touni, *Inspecteur de l'Administration de Coopération*, *Palais de Koublek*.
- 324 Ahmed Choukry El Hakim, *Fondé de pouvoirs de la Société Mixte d'Assurances*, *Rue Kasr el Nil*, N° 43.
- 218 Ahmed Fahmy Beheri, avocat, *Contentieux des Ministères de l'Instruction Publique, de l'Agriculture et de la Guerre*, *Rue Soliman Pacha*, N° 4.
- 455 Ahmed Hamdy Seif el Nasse Pacha (S.E.), *Ancien Ministre*, *Rue Kheirou Pacha*, *Héliouan*.
- 492 Ahmed Helmy Bey, *Conseiller à la Cour d'Appel*, *Rue El Nil* N° 37, *Roda*, *Guizeh*.
- 482 Ahmed Kamal el-Diwani, *Rue Abdel Rehim Sabry Pacha*, N° 14, *Dokki*.
- 530 Ahmed Kamel Pacha (S.E.), *Avenue Farouk I^{er}*, N° 218, (*Bulkeley*).
- 381 Ahmed Kamel Mohammed Bey, *Ancien Conseiller à la Cour d'Appel Indigène*, *Rue El Haram*, *Guizeh*.
- 525 Ahmed Loutfi el-Sayed Pacha (S.E.), *Ancien Ministre*, *Rue Nubar*, N° 3, *Héliopolis*.

No.
d'inscrip-
tion

- 541 Ahmed Mamdouh Moursi Bey, *Directeur Général de l'Inspectorat des Finances et des Recettes, Ministère des Finances.*
- 533 Ahmed Mohammed Hassanein Pacha (S.E.), *Chef du Cabinet de S.M. le Roi, Palais d'Abdine.*
- 81 Ahmed Mohammed Ibrahim (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Rue Cléopâtre, N° 3, Héliopolis.*
- 160 Ahmed Mohammed Khachaba Pacha (S.E.), *Ancien Ministre, Méadi.*
- 254 Ahmed Mokhtar Bakhit Bey, *Conseiller à la Cour d'Appel Indigène, Rue Sidi Awaï, N° 71, Zeitoun.*
- 32 Ahmed Moussa (Dr.), *Rue Koubbek, N° 20, Héliopolis.*
- 445 Ahmed Naguib el-Hilaly Pacha (S.E.), *Ancien Ministre, Rue N° 11, Issa, N° 35, Méadi.*
- 341 Ahmed Nazmy Abd el-Hamid, *docteur en droit, Rue Mansour, N° 11, Incha.*
- 252 Ahmed Rasheed Bey, *Chef du Parquet Mixte, San Stefano, Ramleh.*
- 564 Ahmed Safwat Bey, *Conseiller à la Cour d'Appel, Rue N° 51, Villa N° 19, Méadi.*
- 181 Alexander (A.), *avocat, Shell House, Rue Chérifain, N° 4.*
- 193 Allam Mohammed Bey, *Sous-Directeur Général du Crédit Hypothécaire d'Egypte, Rue Gassch Charhaus, N° 11.*
- 178 Aly El-Chamsi Pacha (S.E.), *Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt; Rue Wilcox N° 12, Zamalek.*
- 195 Aly Haider Pacha Hogasi (S.E.), *Conseiller à la Cour de Cassation, Rue Menouf, N° 3, Héliopolis.*
- 34 Aly Hamdy Hussein, *Rue Kasr-el-Ain, No. 25.*
- 97 Aly Mohammed Allouba, *Directeur du Bureau des Recherches Economiques, Département du Coton, Ministère des Finances.*
- 284 Aly Mohamed Balawi Bey, *Ancien Doyen de la Faculté de Droit, Rue Kasr el Nil, N° 22.*
- 476 Aly Tewfik Haggag, *Attaché à Présidence du Conseil des Ministres.*
- 358 Aly Zaki el-Orabi Pacha (S.E.), *Ancien Président du Sénat, Midan Abdel Monem, Gizeh.*
- 205, Ambacha (S.), *Directeur Général de l'Electricity and Ice Supply Co.; B.P. N° 935.*
- 255 Amin Anis Pacha (S.E.), *Ancien Président du Contentieux de l'Etat, Rue Néfeka, No. 6, Héliopolis.*

No.
d'inscrip-
tion

- 386 Ancona (Isaac), Expert Syndic, *Rue Zaki, N° 12; B.P. No. 1346.*
- 477 Anfossi (Charles), *Rue Premier Khédive, No. 45 (Alexandrie).*
- 164 Anthony (H. M.) C.B.M., *Rue Izzet Pacha, Matariah.*
- 590 Anwar Bakir, docteur en droit, *Avenue Reine Nazli, N° 216.*
- 19 Arangio-Ruiz (V.), *Ancien Professeur à la Faculté de Droit.*
- 180 Arida (Fouad), *Directeur du Contentieux Municipal (Alexandrie).*
- 185 Asfar (Gabriel), avocat, *Rue Kasr-el-Nil, N° 34.*
- 356 Audi (Raphaël), Licencié en Droit, *Interprète au Tribunal Mixte.*
- 153 Aura (Bichara), avocat, *Sous-Chef du Contentieux de la Banque Misr, Rue Doubarah, N° 19.*
- 441 Autrand (Louis), *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte; B.P. N° 763.*
- 8 Avigdor (S.), *Rue Fouad El Awal, N° 159, Zamalek.*
- 215 Awad Pacha (S.E. Elias), avocat, *Rue Mohamed Mazhar Pacha, Zamalek.*
- 309 Ayoub Bey (Charles), *Conseiller Royal au Contentieux de l'Etat (Alexandrie).*
- 204 Aziz (Philippe), avocat, *Rue Seif-el-Dine el-Mahrani, N° 10.*
- 427 Badih Moustah, *Rue Abdel Rahman Pacha, No. 26, Helwan.*
- 53 Bahari (Toufik), *Directeur de l'Union Foncière d'Egypte, Rue Gasseh Charhass, N° 7.*
- 340 Bakhoun Fahim, avocat, *Rue El Malaka Farida, N° 13.*
- 240 Barckon (Henri), Ingénieur, *Société Siegart, Maassarah.*
- 217 Barnada Bey (Ahmed Naguib), avocat, *Rue El Malaka Farida, N° 56.*
- 239 Barsoum (Adel), *Rue Baron Empain, No. 18, Héliopolis.*
- 110 Barsoum Bey (Kamel), rentier, *Rue Baron Empain, N° 13, Héliopolis.*
- 93 Bechmann (H. G.), *Président du Tribunal Mixte, Rue Saraya el Kobra, N° 14, Kasr-el-Doubara.*
- 485 Bempéchat (Raymond), *Cairo Electric Railways and Héliopolis Oases Company, Héliopolis.*
- 322 Benoist (Baron L. de), *Agent Supérieur de la Cie du Canal de Suez.*
- 69 Benveniste (Henri), *Rue El Nimr, N° 3.*
- 404 Beressi (Victor), Agent de Change, Imm. "Immobilis" *Rue Kasr el Nil.*

No.
d'inscrip-
tion

- 562 Besso (Joseph M.), *Administrateur de Sociétés, Rue El Askar, N° 70; B.P. N° 1358.*
- 517 Bestavros (Charles), avocat, *Rue de la Reine Naïli, N° 81.*
- 148 Biagiotti (Ferdinand), avocat, *Rue El-Fadl, N° 7; B.P., N° 142.*
- 595 Bitar (Dr. Ibrahim), *Rue Kasr el Auli, N° 33, Garden City.*
- 90 Blanchard (Georges), *Rue Philippe du Roule, N° 5 (Paris).*
- 426 Böhm (A. R.), Ingénieur, *Rue N° 79, N° 17, Maadi.*
- 453 Boulad (Georges), *Avenue Fouad Ier, N° 33.*
- 463 Bourkear (D.), docteur en droit, "*National Bank of Egypt*".
- 516 Bouquet (Georges), *Professeur à l'Ecole Française du Droit, Moussira.*
- 237 Boyé (A. J.), *Directeur de l'Ecole Française de Droit, Rue Moussira.*
- 67 Braun (Fernand), avocat, *Avenue de la Grande Armée, N° 14 (Paris).*
- 539 Bresciani-Turroni (C.), *Ancien Professeur à la Faculté de Droit.*
- 432 Bussach (Dr. A. N.), *Rue Cheikh Aboul Seban, N° 17.*
- 261 Bussard (Eugène), *Rue Kitchner, N° 28 (Port-Saïd).*
- 424 Byé (Maurice), *Professeur à l'Ecole Française de Droit.*
- 108 Cadémenos (Stavros), avocat, *Rue Chawarby Pacha, N° 6.*
- 314 Calothy (T.), expert-agronome, *Rue Antikhana el-Maaria, N° 30.*
- 308 Camel-Toueg (Fayez), avocat, *Rue Pharran, N° 9, Fleming (Ramlah).*
- 147 Campa (Albert), avocat, *Ancien Inspecteur des Greffes au Parquet Général Mixte.*
- 531 Campbell (Hon. Cecil), C.M.G., *Administrateur-Délégué de la Marconi Radio Telegraph Co. of Egypt, Rue Eloni, Radio House.*
- 444 Caramanian (Z.), *Fabrique de cartonnage Matossian & Cie, Rod el Farag.*
- 337 Caruso (S.), *Ancien Chef Huissier du Tribunal Mixte.*
- 274 Cassia Bey (Joseph), *Ancien Conseiller Royal, Avenue Mohamed Aly, N° 17, Héliopolis.*
- 152 Castro (Léon), avocat, *Rue El Melika Farida, N° 45.*
- 506 Casulhi (M. S.), négociant, *B.P. N° 1430 (Alexandrie).*
- 349 Cattani Bey (Aslan), *Sénateur, Rue Ibrahim Pacha Naguib, N° 8, Garden City.*

No.
d'inscrip-
tion

- 411 Cattani Bey (René), *Directeur Général de la Société Anonyme de Wadi Koum Ombo*; B.P. N° 733.
- 208 Cavalli (Joseph), *Ancien Chef Comptable et Administratif de la Raffinerie de Haoumdick*.
- 300 Ceyssens (Albert), *Sous-Directeur Général de la Société Générale des Sucreries*.
- 141 Chablot (Jules E.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Rue Parvis, N° 1, Koubbeh Gardens*.
- 84 Chaker (J. H.), *Directeur pour l'Egypte et la Palestine de la Cie. Internationale des Wagons-Lits, Gare du Caire*.
- 198 Chalom Bey (Rudolph), *avocat, Rue Cheikh Aboul-Seban, N° 17*; B.P. N° 76.
- 507 Chalom (Willy), *avocat, Rue Aboul Sebân, N° 17*.
- 508 Chammah (J. R.), *avocat, Rue El Manakh, N° 22*.
- 334 Chawarby Pacha (S. E. Hamod), *Zamalek*.
- 242 Chebata (Tewfik), *docteur en droit, Rue Boustan El Maksi, N° 10*.
- 599 Chevalier (Maurice), *Rue Shagaret el Dow, N° 5, Zamalek*.
- 166 Chevallier (Jean), *Professeur à l'Ecole Française de Droit*.
- 447 Chiniara (Khalil), *avocat, Contentieux du Ministère de la Défense Passive, Rue El Hawayati*.
- 38 Christophides (Michel), *Contentieux du Crédit Foncier Egyptien, Rue Antikhana, N° 15*.
- 220 Cleland (W.), *Professeur à l'Université Américaine, Rue Kasr el-Aini, N° 113*.
- 307 Cocti (Léon M.), *Fondé de Pouvoirs de la Maison Jacques Menhès, Rue Enad-el-Dine, N° 135*.
- 396 Colucci Bey (Domenico), *Via Cesare Battisti, N° 191 (Venetia)*.
- 321 Comanos (Miltiade), *avocat, Rue Bachler, N° 1*; B.P. N° 365.
- 22 Cottan (Emile), *avocat, Fondé de Pouvoirs et Sous-Chef du Contentieux du Crédit Foncier Egyptien, Rue Madabegh, N° 29 bis*.
- 194 Cox (Richard), *Rue Adel Abou Bakr, N° 7, Zamalek*.
- 140 Craig (J. I.), *Commissaire du Gouvernement pour les Douanes, Ministère des Finances*.
- 253 Crouchley (A. E.), *Rue Camboni, N° 5, Zamalek*.
- 186 Cucinotta (Comm. E.), *ancien Juge au Tribunal Mixte*.
- 365 Curiat (Dr. Maurice), *Rue Guccierek, N° 12*.

No.
d'inscrip-
tion

- 270 Curiel (D.), banquier, *Rue Chawarby Pacha, N° 6.*
- 537 Curiel (Henri), *Rue Chawarby Pacha, N° 6.*
- 128 Curiel (Samuel), ingénieur-architecte, *Rue N° 13, Méadi.*
- 511 Daniel (Mayer A.), *Rue Sergani, N° 3, Abbassieh.*
- 24 Danon (J. H.), *Rue Adib, N° 1 (Alexandrie).*
- 497 Darian (Georges L.), avocat, *Rue Adly Pacha, N° 16.*
- 322 Davezac (G.) ingénieur, *Sous-Directeur du Crédit Lyonnais (Alexandrie).*
- 560 Davis (Joseph T.), Statistician, *Middle East Supply Centre; G.H.Q; M.E.F.*
- 311 Debeney (F.), *Sous-Directeur de la Cie. Centrale d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz.*
- 581 Debono (René), *Rue Chérif, No. 5.*
- 577 Deboosque (Gaston), ingénieur, *Rue Essad-el-Dine, N° 177.*
- 142 Delany (W. B.), *Rue Bahr-el-Aama, N° 10, Guizeh.*
- 209 Delavor Bey (M. A.), *Rue Borsa, N° 6, Teuflich.*
- 131 Demanget (Paul Expert-Syndic, *Rue El Falaki, N° 46.*
- 64 Dichy (Léon), *Secrétaire du Conseil Economique, Ministère des Finances.*
- 75 Dichy Bey (M. E.), *Secrétaire Général de la Société des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte.*
- 130 Djiladjian (Antoine), *Rue Cattaoui Bey, N° 3.*
- 52 Dorra (Albert), ingénieur, *Rue Gorat, No. 27, Balkeley (Ramlah).*
- 129 Doss (Iscondar A.), Expert-Syndic, *Rue El Madabegh, N° 30.*
- 91 Economidès (Jean), *Fondé de Pouvoirs au Crédit Foncier Egyptien.*
- 534 Edrei (Raymond), *Rue Young, N° 1 (Alexandrie).*
- 125 Eid (Jean), *Rue El-Mahrani, N° 3; B.P. N° 359.*
- 323 Elias (Alexandre), avocat, *Rue Anga Haneou, N° 3, Choubra.*
- 245 Elima (W. A.), avocat, *Rue Kasr-el-Nil, N° 25.*
- 450 El Maary Pacha (S.E. Habib H.), *Ancien Conseiller Royal, Rue Ramsès, N° 11, Héliopolis.*
- 418 El Saïd Mostafa el-Saïd, *Professeur à la Faculté de Droit, Rue El Méhias, N° 36, Rodah.*
- 377 El Sawy Abd el-Rahman Bey, *Doyen de la Faculté Polytechnique, Guizeh.*

No.
d'inscrip-
tion

- 372 Eman (André), docteur en droit, *Avenue Guézirch, N° 6.*
- 177 Falqui-Cao (Vincenzo), *Ancien Conseiller à la Cour d'Appel Mixte (Alexandrie).*
- 288 Fanous (Louis), Sénateur, *Rue El Daramally, N° 11.*
- 315 Fayad (Georges), avocat, *Midan Ismail, N° 2.*
- 376 Feldmann Bey (Isidore), *Rue Adly Pacha N° 12.*
- 78 Ferrier (Henri J. L.), *Directeur du Crédit Immobilier Suisse-Egyptien, Rue Cheikh Aboul-Sebas, N° 8.*
- 103 Fessard (Henri), *Directeur Général de la Cie. d'Assurances "Al Chark", Rue Soliman Pacha, N° 14.*
- 167 Fesser y Reina (J.), *Juge au Tribunal Mixte.*
- 65 Fichenjian (Torcom), expert-comptable, *Rue Soliman Pacha, N° 27.*
- 464 Fischer (M.), publiciste, *Rue El Malaka Farida, N° 18 ; B.P. N° 509.*
- 510 Foa (Egizio), *Rue Gohar el Caïed, N° 3.*
- 573 Fouad Sultan Bey, Sénateur, *Rue Youssef Mosséri, N° 18. Guich.*
- 113 Francis (Alexandre), avocat, *Contentieux des Affaires Judiciaires Indigènes.*
- 229 Fraser (T. H.), *Méadi.*
- 12 Galal Hussein, *Administrateur de la Central Navigation Company, Rue Roda N° 32.*
- 396 Garbus (Maurice), Ingénieur-Agronome, *Midan Soliman Pacha, N° 1.*
- 374 Gasche (L.), industriel, *B.P. N° 119 (Alexandrie).*
- 210 Ghali Bey (Boutros M.), *Rue Walda Pacha, N° 15.*
- 336 Gharib El Gammal, *Chef Section Tissus, Bureau de l'Approvisionnement (Alexandrie).*
- 216 Gilles (Professeur R.), *Rue Chagaret el Doré, N° 17, Zamalek.*
- 425 Godard (Jean), avocat, *Rue Dumani, N° 1 (Beyrouth).*
- 287 Golding (Charles), avocat, *Rue Soliman Pacha, N° 20, Gresham House.*
- 414 Gorra (Pierre), *Rue Djabarti N° 6 (Alexandrie).*
- 23 Grego (Oscar), *Administrateur-Délégué de l'Industrie "Fibres Textiles", Boîte Postale N° 2106 (Alexandrie).*
- 56 Guzel (Pierre), avocat, *Rue Emad el Dine.*

No.
d'inscrip-
tion

- 491 Habachi Bey (S.E. Saba), *Ancien Ministre, Charch El Malek*
N° 121, Koubbék Gardens.
- 206 Habashy Simry, avocat, *Contentieux du Ministère des Commu-
nications.*
- 15 Habert (Félix), ingénieur, *Rue Fouad Ier, N° 157.*
- 342 Habif (Maro), *Avenue de la Reine Naeli, N° 182.*
- 4 Haddad (J. C.), avocat, *Rue Soliman Pacha, N° 44.*
- 246 Haddad (Professeur Sélim Amin), *Rue Gamch Charkass, N° 32.*
- 532 Hafez Aïû Pacha (S.E.), *Président du Conseil d'Administration,
de la Banque Misr, Rue El Malek, Koubbék Gardens.*
- 488 Haggar (Georges J.), avocat, *Rue Emad el Dine, N° 181.*
- 546 Haggar (William) *Rue Touchtousor, N° 5*
- 312 Haim Henri, *Administrateur-Délégué de la Société Orientale de
Publicité.*
- 366 Hakim (M. S.), *Sous-Directeur du Service de la Statistique et
des Recherches Economiques, au Crédit Agricole d'Egypte, Rue
Hawayati, N° 29.*
- 347 Hakim Zaki, docteur en droit, *Chancelier du Grand Rabbinate
d'Egypte, Rue Zaki, N° 12.*
- 535 Halfon (Benoit), avocat, *Rue Soliman Pacha, N° 11.*
- 561 Hamed Abdel-Kérim, avocat, *Contentieux du Ministère des
Travaux Publics.*
- 172 Hamed el-Sayed Azmi, *Deputy Director of Taxes on Revenue,
Rue Gamch El Ismaili, N° 39.*
- 428 Hamed Fahmy Bey, *Ancien Conseiller à la Cour de Cassation
(Zagazig).*
- 104 Hamed Sultan, *Maître de Conférences à la Faculté de Droit,
Rue Amir Hussein, N° 23, Zamalek.*
- 303 Hanki Bey (Aziz), avocat, *Midan Moustapha Pacha Kamel,
N° 3.*
- 498 Harari (M. S.), ingénieur agricole, E.N.A.G., *Rue El Madabegh,
N° 15.*
- 13 Hassan Aly Allouba Bey, *Rue Menès, N° 3, Héliopolis.*
- 465 Hassan Helmy, docteur en droit, *Directeur du Département
des Marques de Fabriques, Rue Emad-el-Dine, N° 187.*

No.
Description

- 121 Hassan Mokhtar Rasmi Bey, *Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère des Finances.*
- 580 Hassan Moussa, *Directeur de la Société Mixte Fluviale, Rue Kasr el Nil, N° 39.*
- 512 Hassan Sadek Pacha (S.E. Dr.) *Villa Saklour, N° 6, Méadi.*
- 397 Hassan Safwat El-Abassiri, *avocat, Contentieux du Ministère des Finances.*
- 379 Hassan Saïd Pacha (S.E.), *banquier, Rue El-Madabegh, N° 23.*
- 439 Hazan (Elie), *avocat, Place Saad Zaghloul, N° 11 (Alexandrie).*
- 292 Hazan (Victor), *avocat, Midan Tawfikieh, N° 3.*
- 70 Heller (Gustave de), *agronome, Rue El Madabegh, N° 15; B.P. N° 111.*
- 440 Helmy Bahgat Balaoui, *Juge, Rue Senan Pacha, N° 21, Zeitoun.*
- 272 Hemein Pacha (S.E. Sadek), *Directeur Général de la Société Anonyme des Eaux du Caire, Rue Diacono, N° 8, Zamalek.*
- 484 Henriot (M.), *Directeur du Crédit Lyonnais (Port-Saïd).*
- 100 Hirsch (S.), *Directeur de l'Egyptian Copper Works, S.A.E., Rue Borchgrevink, N° 15, Bulkeley (Ramlah).*
- 384 Hokedouni (Georges), *avocat, Contentieux du Ministère des Travaux Publics.*
- 46 Homay (Raymond), *Midan Tawfik, N° 4.*
- 139 Hornstein (Henri), *Crédit Foncier Egyptien.*
- 458 Hulman (Henri); *B.P. N° 2068.*
- 99 Hussein Abd el-Rahim, *avocat, Chareh El Hatam, Guizh.*
- 72 Hussein Fahmy Bey, *Directeur Général de l'Egyptian Salt and Soda Co., Rue Fould Jee N° 2 (Alexandrie).*
- 542 Hussein Fahmy Hussein, *avocat, Contentieux du Ministère des Wakfs.*
- 487 Hussein Fakhry Bey, *Juge au Tribunal Mixte (Alexandrie).*
- 490 Hussein Hosni, *avocat, Midan El Malika Farida, N° 19.*
- 518 Hussein Sirry Pacha (S.E.), *Ancien Président du Conseil des Ministres, Rue Chagaret el Dorr, N° 12, Zamalek.*
- 582 Ibrahim Aref Bey, *Ancien Conseiller à la Cour d'Appel, Rue Hiss, N° 8, Guizh.*
- 431 Ibrahim Rashad Bey (Dr.), *Contrôleur des Coopératives au Ministère de l'Agriculture.*

No.
d'inscrip-
tion

- 396 Ibrahim Rizk, Ingénieur, *Rue Terrat el Gabel, N° 36, Koubbek Gardens.*
- 233 Iliff (W.A.B.), *Rue Tolumbat, N° 10.*
- 422 Impallomeni (V.), *Ancien Juge au Tribunal Mixte d'Alexandrie.*
- 158 Ismaïl Sidky Pacha (S.E.), *Ancien Président du Conseil des Ministres, Rue El-Amir Fouad, Zamalek.*
- 29 Ismailum (Max), ingénieur des mines, *Rue Maspéro, N° 17.*
- 45 Israël (G.), *Sous-Directeur de la Société Financière, et Industrielle d'Egypte, Rue Fouad Ier N° 1 (Alexandrie).*
- 348 Israël (V.), *Avenue Fouad Ier N° 279 (Sidi-Gaber), Ramsleh.*
- 138 Issawi (Charles), *American University (Beyrouth).*
- 587 Itriby Aboul Izz Pacha (S.E.), *Rue N° 19, N° 40, Méadi.*
- 79 Jacot-Descombes (Paul), Ingénieur, *Avenue Fouad Ier, N° 21.*
- 368 Jaquet (M.), *Conseiller Royal, Rue Dar El-Chefa, N° 18, Garden City.*
- 388 James (Emile), *Professeur à la Faculté de Droit (Paris).*
- 543 Jassy (Samuel), avocat, *Rue Kasr el Nil, N° 9.*
- 40 Job (H. S.), O.B.E., *Sous Gouverneur de la National Bank of Egypt (Alexandrie).*
- 448 Kahil (Georges), *Midon Tawfik, N° 3.*
- 144 Kahil (Raïf), *Rue Khéops, N° 3, Héliopolis.*
- 538 Kahla Bey (Nicolas), *Industriel, Rue Bab el-Narr, N° 1, Gamalich.*
- 405 Kamel el-Masri, *Substitut au Contentieux du Ministère des Travaux Publics.*
- 519 Kamel Bey Ibrahim (S.E.), *Ancien Ministre, Rue El-Haram, Guizh.*
- 343 Kamel Pacha Sidky (S.E.), *Ancien Président de la Cour des Comptes, Rue Abou Chamar, N° 7, Guizh.*
- 429 Kamel Malache, docteur en droit, *Juge, Rue El-Malch el-Afdal, Zamalek.*
- 11 Keown Boyd (Sir Alexander), K.B.E., C.M.G., *Rue Saleh Ayoub, N° 10, Zamalek.*
- 48 Khadour (César), *Rue Boutan Ebo Séraus, Farouk.*
- 31 Khalil Sirry, *Substitut du Parquet (Sobag).*
- 58 Khallaf Huvain, *Chargé de cours à la Faculté de Droit, Bacos (Ramsleh).*
- 304 Kher (Antoine), *Rue Chérif Pacha, N° 26.*

No.
d'inscrip-
tion

- 339 Kher (Marcel), avocat, *Rue Adly Pacha, N° 19.*
- 285 Khouri (Gabriel Solim), docteur en droit, *Rue El-Malek el-Kawel (Mansourah).*
- 73 Kiddis (Sabet), Expert-Comptable, *Rue Aboul Rish, N° 1, Faggala.*
- 362 Korostortsev (M.), *Correspondant de Tass, Rue Fould 1^{er} N° 18.*
- 94 Laforge (M.), *Juge au Tribunal Mixte, Rue Sabri Pacha, N° 11, San Stefano (Rasoul).*
- 521 Laberrère (Louis), ingénieur, *Directeur Général de la Société des Tramways du Caire.*
- 41 Lahovari (Jean), avocat, *Rue El Malek Farida, N° 13.*
- 111 Lambiotte (O. E.), *Directeur de la Banque Belge et Internationale en Egypte (Alexandrie).*
- 71 Langlois (H.), *Directeur de la Cie. d'Assurance "La Paternelle", Rue El Madabegh, N° 39.*
- 469 Lascaris (M.), *Administrateur-Délégué de la Banque d'Athènes (Alexandrie).*
- 59 Latis (E.), docteur en droit, *Boulevard Saad Zaghloul, N° 13 (Alexandrie).*
- 228 Lebnan (Bakhou), ingénieur, *Rue El-Amir Suld, N° 4, Zamalek.*
- 3 Leduc (Gaston), *Professeur à l'Ecole Française de Droit.*
- 299 Lessing (Dr. Walter), industriel, *Rue Abdel Monim, N° 73 (Alexandrie).*
- 6 Lévi (Dr. I. G.), *Ancien Directeur Général du Département de la Statistique et du Recensement, Rue Kasr-el-Nil, N° 9.*
- 350 Lévi (Théophile), *Rue el Gabalaya, N° 55, Zamalek.*
- 475 Lévi (Octave G.), *Rue el Gabalaya, N° 24, Zamalek.*
- 30 Lotfallah (S.E. l'Emir Michel), *Palais Guzeirch, Zamalek; B.P. N° 679.*
- 57 Lana (F.), *Co-Directeur de la "Banca Commerciale Italiana per l'Egitto"; B.P. N° 239.*
- 276 Maakul Walih, *Inspecteur en Chef des Greffes au Parquet Général Mixte (Alexandrie).*
- 133 Machart (R.), *Secrétaire Général du Crédit Foncier Egyptien; B.P. N° 241.*
- 355 Macqueron (J.), *Professeur à l'Ecole Française de Droit.*
- 459 Mahaim (Jean), ingénieur, *Rue El Falaki, N° 57, Boîte Postale N° 1475.*

No.
d'inscrip-
tion

- 273 Mahmoud Abou Essoud, *Rue Malek Farida, N° 23.*
- 413 Mahmoud Amis Anis, *Bureau des Recherches Economiques, Ministère des Finances.*
- 21 Mahmoud Bayram, *Secrétaire Général adjoint de la Fédération Egyptienne des Industries.*
- 42 Mahmoud Choukri Pacha (S.E.), *Ancien Ministre; Manchiet el-Bakri, Héliopolis.*
- 296 Mahmoud Fahmy el-Nokrachy Pacha, *Président du Conseil des Ministres, Rue Ramsès, N° 9, Héliopolis.*
- 499 Mahmoud Fahmy Guindé, *avocat, Rue Chérif Pacha, N° 40.*
- 197 Mahmoud Fahmy Youssaf Pacha (S.E.), *Président de la Cour d'Appel Indigène, Rue Héliouan, N° 70.*
- 375 Mahmoud Fakhry Pacha (S.E.), *Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Egypte, Place des Etats-Unis, N° 2 (Paris).*
- 109 Mahmoud Fathi Omar, *Rue Hassan el Akbar, Imaret el Issa-darsai.*
- 481 Mahmoud Hassan Pacha (S.E.), *Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Egypte (Washington).*
- 98 Mahmoud Hassan Pacha, *Président du Contentieux de l'Etat, Rue Sorayot, N° 16, Abbassieh.*
- 127 Mahmoud Hilmy Soukrah Bey, *Juge au Tribunal Mixte, Rue Farouk Ier, N° 12, Guizeh.*
- 394 Mahmoud Kamel, *avocat, Rue Kasr el Nil, N° 47.*
- 373 Mahmoud Mohammed Bey, *Rue El-Falaki, N° 24.*
- 501 Mahmoud Mohammed El Darwish Bey, *Rue Amir Fouad N° 13, Zamalek.*
- 161 Mahmoud Mostafar Madkour, *Rue El Diwan, N° 10, Garden City.*
- 187 Mahmoud el-Naghib Gamal, *avocat, Rue Mohamed Marnachly Pacha, N° 1, Zamalek.*
- 184 Mahmoud Saber El-Akkari, *avocat, Contentieux des Ministères de l'Instruction Publique et de l'Hygiène.*
- 416 Mahmoud Sadek Ramadan, *Substitut du Procureur Général au Tribunal Mixte (Mansourah).*
- 1 Mahmoud Saleh El-Falaki Bey, *Directeur Général de l'Administration Centrale, Ministère des Finances.*
- 523 Mahmoud Zaki Bey, *Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Approvisionnement.*

No.
d'inscrip-
tion

- 568 Makoud (Henri), avocat (*Manzourah*).
- 279 Malatesta (T.), avocat, *Rue Kasr-el-Nil*, N° 35.
- 60 Mamdouh Bey Riaz, *Directeur Général adjoint de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Égypte*.
- 191 Maney (Azis), avocat, *Rue Emad-el-Dine*, N° 128.
- 454 Mandicas (A. S.), *National Bank of Egypt*.
- 159 Manbès (Jacques), *Rue Emad-el-Dine*, N° 138.
- 371 Mansourian (G.), ingénieur, *Avenue du Baron Empain*, N° 43, *Héliopolis*.
- 556 Mansour Ismail Pacha (S.E.), *Conseiller à la Cour de Cassation*, *Rue Farouk Ier* N° 129, *Gizeh*.
- 258 Marcarian (A. D.), B.P. N° 1657 (*Alexandrie*).
- 433 Mavand (Antoine), *Crédit Foncier Egyptien*.
- 37 Mattatia (David A.) B.P. N° 355 (*Alexandrie*).
- 558 Maizaoui (Georges), avocat, *Rue Emad-el-Dine*, N° 9.
- 116 Mazon Mohamed Sami, *Conseiller Royal, Contentieux des Affaires Judiciaires Indigènes*.
- 593 Mebeka Wakhba, *Rue Pasteur*, N° 2, *Héliopolis*.
- 283 Messique (B.), *Administrateur-Délégué de la Société Anonyme des Drogueries d'Égypte*.
- 2 Messique (Marcel), *Directeur de l'Egyptian Produce Trading Company*, *Rue Nebi Daniel* (*Alexandrie*).
- 213 Meyer (Georges), *Rue El Aziz Osman*, N° 9.
- 410 Minoat (Emile), *Administrateur-Directeur Général du Crédit Foncier Egyptien*; B.P. N° 141.
- 520 Mirahy Pacha (Emmanuel, S.E.), avocat, *Rue Cheikh Aboul Sebaa*, N° 27; B.P. N° 176.
- 548 Mohammed Abdalla Bey, *Secrétaire du Cabinet de S.M. le Roi*.
- 578 Mohammed Abd el-Hamid el-Souccari, *Juge au Tribunal National* (*Sohag*).
- 570 Mohammed Abd el-Moneim Baïr, *Professeur à la Faculté de Droit*, *Rue Iba Sandar*, N° 64, *Koubbeh les Bains*.
- 257 Mohammed Aly Allouba Pacha (S.E.), *Ancien Ministre*; *Rue Menès*, N° 4, *Héliopolis*.
- 504 Mohammed Aly Arafat, *Professeur à la Faculté de Droit* (*Alexandrie*).
- 385 Mohammed Aly El-Ghatite, avocat, *Avenue de la Reine Nasli*, N° 189.

No.
d'inscrip-
tion

- 80 Mohammed Aly Imam (Dr.), *Substitut du Parquet Mixte (Alexandrie)*.
- 435 Mohammed Aly Nashat (Dr.), *Attaché au Corps Diplomatique, Palais de Koubbek*.
- 558 Mohammed Aly Sadek Bey, *Consul Général du Royaume d'Egypte, Rue Saint Jacques, Marseille*.
- 493 Mohammed Aly Zaky Bey (S.E.), *Conseiller à la Cour d'Appel Mixte, Rue Moustapha Pacha Maher, N° 7, Glyxosopoulo (Ramleh)*.
- 290 Mohammed Bahi el-Dine Barakat Pacha (S.E.), *Rue El-Guizeh, N° 7, Guizeh*.
- 524 Mohammed Chafik Pacha (S.E.), *Rue Cléopâtre N° 15, Héliopolis*.
- 553 Mohammed Effat Bey, *Juge aux Tribunaux Indigènes, Rue Rifat, N° 24, Guizeh*.
- 466 Mohammed Eloui el-Gazzar Bey, *Sénateur, Rue de l'Hôpital Italien, N° 9, Abbassieh*.
- 118 Mohammed El Saïd Mohammed, *Rue El Ajlal, N° 17, Abbassieh*.
- 188 Mohammed Fahim, avocat, *Rue Scheikou, N° 30, Citadelle*.
- 596 Mohammed Fouad Minchawi Bey, *propriétaire, Rue El-Mounira, N° 46*.
- 236 Mohammed Fouad Mohanna, *Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Farouk Ier (Alexandrie)*.
- 248 Mohammed Hachem, *Rue Bakr el-Dama, Guézirch*.
- 316 Mohammed Hamed Mohasseb Bey, *Député, Rue Rachdanne, N° 6, El Orman, Guizeh*.
- 333 Mohammed Hilmy Issa Pacha (S.E.), *Ancien Ministre de la Justice; Rue El-Aziz Osman, N° 10, Zamalek*.
- 157 Mohammed Ibrahim Fahmy El Saïd, *avocat, Rue Korah Ibn Shorrah, N° 2, Guizeh*.
- 241 Mohammed Kamal, *Secrétaire de la Municipalité (Suez)*.
- 354 Mohammed Kamal Hilmy Bey, *Eslet el Sioufi; Gare de Siouf (Ramleh)*.
- 61 Mohammed Kamel Azmi, *Secrétaire Général adjoint de la Fédération Egyptienne des Industries*.
- 436 Mohammed Kamel el-Bindari Pacha (S.E.), *Ancien Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Egypte, à Bruxelles, Rue Farouk Ier, Guizeh*.
- 588 Mohammed Kamel Moursy Bey, *Conseiller à la Cour de Cassation, Rue El-Aziz Osman, N° 5, Zamalek*.
- 76 Mohammed Mahmoud Bey, *avocat, Rue Soliman Pacha, N° 14*.

No.
d'inscrip-
tion

- 55 Mohammed Mahmoud Galal, avocat, *Rue du Khédive Ismaïl, N° 112, Guizé.*
- 36 Mohammed Mustafa el Kolaly, *Professeur à la Faculté de Droit, Rue Khartoum, N° 4, Héliopolis.*
- 382 Mohammed Rachid, *Egyptian Produce and Trading Co., Rue Nebi Daniel (Alexandrie).*
- 211 Mohammed Rifai Bey, ingénieur, *Avenue Fouad I^{er} N° 55, Héliopolis.*
- 572 Mohammed Rouchdy Bey, avocat, *Chef du Contentieux de la Banque Misr.*
- 391 Mohammed Sadek Fahmy Bey, *Conseiller à la Cour d'Appel Indigène.*
- 266 Mohammed Saleh Bey (Dr.), *Rue Ibrahim Pacha, N° 11; Héliouan.*
- 446 Mohammed Towfik Khalil Bey, *Rue Kasr el Nil, N° 47.*
- 536 Mohammed Yassin Mohanna Bey, *Président du Tribunal Indigène de première instance (Alexandrie).*
- 25 Mohammed Zaki Aly Pacha (S.E.), *Vice-Président de la Cour de Cassation, Rue El Mokdadine, N° 43.*
- 119 Mohammed Zaki Hashem, avocat, *Rue Yeboub, N° 10, E. Malieh.*
- 280 Mohammed Zohair Garranah, avocat, *Rue Cheikh Hamza N° 8.*
- 505 Monnerat (Eugène), Ingénieur, *Rue Guéziréh, N° 18, Zamalek.*
- 545 Monteiro (M.), *Ancien Président du Tribunal Mixte (Alexandrie).*
- 320 Morcos Hanna (Youssef), *Substitut au Contentieux de l'Etat Ministère de la Justice.*
- 519 Morcos Naguib, *Commis Greffier au Tribunal Mixte.*
- 227 Morpargo (Nelson), avocat, *Rue Cheikh Aboul-Sebas, N° 25.*
- 33 Mortera (Luciano), Agent de Change, *Avenue Farouk, N° 124, Orman.*
- 35 Mosséri (Henri), *Rue Cheikh Aboul-Sebas, N° 25.*
- 102 Mosséri (Maurice N.), *Rue Gabalayah, N° 10, Guéziréh; B.P., N° 988.*
- 494 Mostafa Kamel, avocat, *Rue Hassan el-Akbar, N° 14, Abdine.*
- 364 Mouguib Fathy, Industriel, *Rue Souk el-Hatab, Boulac.*
- 171 Mouskheli (Michel), *Professeur à la Faculté de Droit, Rue Mazhar Pacha, N° 10, Zamalek.*

No.
d'inscrip-
tion.

- 192 Moustapha Abd el-Latif Bey, *Conseiller Royal au Contentieux du Ministère des Communications, Rue Farouk Ier, Guizah.*
- 496 Moustapha Abd el-Razek Pacha (S. E.), *Ministre des Wakfs, Charch El Khalifa el Moazzoun, N° 34, Manshiet el-Bakri.*
- 7 Moustapha Aziz El-Korachi, *Ministère des Finances.*
- 579 Moustapha El-Nahas Pacha (S. E.), *Ancien Président du Conseil des Ministres, Rue Abbas, N° 31, Héliopolis.*
- 412 Moustapha El Sadek Bey, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères.*
- 219 Moustapha Helmy, *avocat, Contentieux des Affaires Judiciaires Indigènes.*
- 585 Moustapha Rachid Bey, *Rue Helwan N° 73.*
- 598 Mustaki (William), *Rue Chérif Pacha, N° 16 (Alexandrie).*
- 420 Naar (Henri), *Rue Aboul Hassan, N° 6.*
- 456 Nabih (Youssef), *avocat, Secrétaire Légal du Service de l'Exploitation et des Marchandises aux Chemins de fer de l'Etat.*
- 480 Nacattuli (Isaac E.), *négociant, Rue Chérif Pacha, N° 18 ; B.P. N° 533.*
- 63 Naggat (Raphaël), *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte.*
- 10 Naguib Youssef, *Professeur à la Faculté de Commerce.*
- 415 Nahal (Antoine Ch.), *avocat, Contentieux Mixte de l'Etat, Rue Kasr el-Nil, N° 15.*
- 474 Nahas Bey (Joseph), *docteur en droit, Secrétaire Général du Syndicat Agricole d'Egypte, Rue Champollion, N° 7.*
- 95 Najar (André), *propriétaire, Rue Chérif Pacha, N° 26, Imme. Immobilia.*
- 346 Najar (Claude), *Rue Kasr el Nil, N° 8.*
- 16 Najar (Emile), *avocat, Rue Kasr-el-Nil, N° 13.*
- 244 Nassif (Elie), *docteur en droit, Rue Marashly Pacha, N° 16, Zamalek.*
- 506 Needham (Maurice d'Arhan), *American Legation.*
- 199 Nessim Sourour, *avocat, Rue Fouad Ier, N° 19.*
- 452 Neuville (P.), *ingénieur, Inspecteur à la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte ; B.P. N° 763.*
- 122 Nixon (C. N.), *Gouverneur de la National Bank of Egypt.*

No.
d'inscrip-
tion

- 96 Nubar Pacha (S.E. Arakel), *Rue du 19 Janvier, N° 27bis (Garches ; Seine et Oise).*
- 470 Ultramaré (Léon Ch.), *négociant, Haret-el Daramally, N° 11 ; B.P. N° 601.*
- 423 Ossola (René O.C.), *Directeur de la Cairo Electric Railways and Héliopolis Cy. Ltd., Boulevard Abbas, N° 34, Héliopolis.*
- 472 Padon (Félix), *avocat, B.P. N° 420 (Alexandrie).*
- 5 Padoya (Aldo), *Vice-Président de la Chambre de Commerce Italienne ; B.P. N° 589.*
- 150 Pangalo (Raoul), *avocat, Rue Chérif Pacha, N° 43 ; B.P. N° 205.*
- 265 Pearson (Ch. R.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Avenue de Koubbek, N° 20, Héliopolis.*
- 173 Pennotta (A.), *Ancien Président du Tribunal Mixte.*
- 66 Perez (J. H.), *Agent de Change, Rue Malika Farida, N° 41.*
- 359 Peuch (J. B. H.), *Conseiller à la Cour d'Appel Mixte (Alexandrie).*
- 179 Pezas (Antoine), *avocat, Rue Soliman Pacha, N° 26.*
- 117 Phroumos (A.), *avocat, Rue Baehler, N° 1.*
- 473 Picot (Georges J.), *Agent Supérieur adjoint de la Compagnie du Canal Maritime de Suez ; B.P. N° 2120.*
- 399 Pilavachi (A.), *avocat, Midan Tewfik, N° 3 ; B.P. N° 628.*
- 176 Polnauer (L.), *Consul Général de Hongrie, Rue Nefi Daniel N° 8 (Alexandrie).*
- 54 Pozzi (Giovanni), *Rue Modabegh, N° 15 ; B.P. N° 661.*
- 281 Prati (U. F.), *Ancien Greffier en Chef du Tribunal Mixte.*
- 489 Radi Abou Seif Radi Bey, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Sociales, Rue Had el Loban, N° 2, Garden City.*
- 528 Ragheb Istandar Bey, *avocat, Place Bab el-Hadid, N° 7.*
- 483 Rahn (Dr. Robert), *Rue Malika Farida, N° 7.*
- 529 Ricci (U.), *Ancien Professeur à la Faculté de Droit.*
- 597 Rivet (L. T. J.), *Chef du Contrôleur de la Cie du Canal de Suez (Ismailieh).*
- 250 Rodrigue (E.), *Directeur Général de la Singer Sewing Machines Cy. ; B.P. N° 103.*
- 353 Roilos (Georges Z.), *Juge au Tribunal Mixte, Rue Bah el-Aama, N° 24, Guizh.*
- 408 Romano (Albert), *avocat, Rue El-Amir Hussein, N° 36, Zamalek.*

No.
d'inscrip-
tion

- 528 Rosenfeld (Félix), *Bureau des Statistiques, Affaires Economiques D.G.P.C. (Beyrouth).*
- 107 Rossetti (Roberto A.), avocat, *Rue Cheikh Aboul Sebaa, N° 27; B.P. N° 176.*
- 451 Rothstein (Albert), *Rue Wilcoz, N° 20, Zamalek.*
- 406 Roussio (Mario), *Rue Tigrane Pacha, N° 122 (Sidi-Gaber).*
- 509 Ruelens (Charles), avocat, *B.P. N° 1241 (Alexandrie).*
- 580 Saad Sadek, Ingénieur-Electricien, *Rue Fould Ier, N° 55.*
- 112 Saba (Jean), docteur en droit, *Présidence du Contentieux de l'Etat, Rue El Falaki.*
- 151 Saleh Gawdat Bey, avocat, *Rue Mostadefane, N° 15.*
- 339 Saleh Nasser, *Substitut du Parquet (Minich).*
- 437 Saleh Sadek Bey, avocat, *Rue Alderson, N° 47 (Bulkeley)*
- 326 Salèn (T.), *Juge au Tribunal Mixte.*
- 126 Salib Sami Pacha (S.E.), *Ancien Ministre, Rue El Maleka Farida, N° 37.*
- 114 Saltiel (Albert), *Avocat du Prince Ibrahim, N° 57, Sporting (Roualeh).*
- 594 Samné (Elie), avocat; *Boite Postale N° 22 (Mansourah).*
- 310 Samy El Mousfy, c/o *Egyptian Salt and Soda Cy. (Alexandrie).*
- 49 Saniclevisi (Eugène G.), *actuaire, Civil Affairs Branch C.M.Q.*
- 383 Saroit Iamall, *Juge au Tribunal Mixte (Alexandrie)*
- 14 Savidié (Joseph), *Agent de change, Rue Chauarby Pacha, N° 2.*
- 44 Sayed Mostafa Pacha (S.E.), *Ancien Vice-Président de la Cour de Cassation, Rue Makrizi, N° 20, Manchi et Bakri.*
- 448 Sawiria (Salib Botros), *Rue Yaf Ebn Zeid, N° 13, Guizeh, Orman.*
- 583 Scandar (Adly), avocat, *Rue Saraya el-Ezbekieh, No. 11.*
- 234 Schatz (Lucien), *Secrétaire de la Fédération Egyptienne des Industries.*
- 327 Schenckel (Raymond), avocat, *Rue Kasr el-Nil, N° 35.*
- 400 Schmitt (Dr. Ludwig), avocat, *Rue Saad Zaghloul, N° 33 (Alexandrie).*
- 319 Sednoui Bey (Elie S.), négociant, *Midan El-Khazindar; B.P. N° 23.*
- 183 Sednoui Pacha (S.E. Joseph), négociant, *Midan El-Khazindar; B.P. N° 23.*

No.
d'inscrip-
tion

- 329 Selassoni (Michel), avocat, *Rue Kass-el-Nil, N° 22, Imm. Bachler*.
- 526 Sékaly Bey (Achille), *Rue Rouchdy Pacha, N° 12, Héliopolis*.
- 403 Shabetaj (Yacoub) *Directeur-Adjoint au Ministère des Affaires Étrangères*.
- 27 Shafik Ghorbal Bey, *Sous-Secrétaire d'Etat adjoint du Ministère de l'Instruction Publique, Rue Dimitrina, N° 5, Héliopolis*.
- 263 Shalom (N. M.), *Rue Adly Pacha N° 19*.
- 20 Sidarouss Pacha (S.E. Sésostris), *Ancien Ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Égypte à Washington, Rue El Salamlek, No. 2, Garden City*.
- 409 Simaika (Jacques), P.h. D. Statistics; *Rue Gueziret Badran, N° 57*.
- 313 Simaika (Sammi), *Rue Marbar Pacha, N° 3, Zamalek*.
- 74 Siméonides (Georges C.), *Rue des Pharaons, N° 44 (Alexandrie)*.
- 302 Soliman Elias, *Contentieux du Crédit Foncier Égyptien*.
- 442 Sornino (Vita), avocat, *Rue El Maleka Farida, N° 13*.
- 9 Sornaga (Samuel), *Rue Kass el Nil, N° 22; B.P. N° 653*.
- 438 Suatès (C), banquier; *B.P. N° 547 (Alexandrie)*.
- 407 Syriotis (Michel), avocat, *Rue El Maleka Farida, N° 32*.
- 527 Staszy (Etienne de), *Ancien Juge au Tribunal Mixte (Mansourah)*.
- 196 Tadros (Fanni), avocat, *Contentieux du Ministère des Communications*.
- 398 Tagher Bey (Albert), *Direction des Affaires Judiciaires Mixtes, Rue Kass el Nil, N° 15*.
- 514 Taher el Lozy Bey, *Route N° 11, Méadi*.
- 17 Tahsine El Masri, ingénieur, *Rue Nabatat, N° 6, Garden City*.
- 565 Talaat Pacha (S.E. Abdel-Wahhab), *Rue El Selouli, N° 14, Guizah*.
- 421 Tarruf Aly Pacha (S.E.), *Rue Mariette Pacha, N° 13*.
- 115 Termes (M. J. De), *Directeur de la Cie. d'Assurance "Royal Exchange" Rue Kass el Nil, N° 50; B.P. N° 1734*.
- 502 Théodorakis (D. A.); *B.P. N° 1480 (Alexandrie)*.
- 378 Toros (Salvator), boursier, *Rue Chérifein, No. 11*.
- 367 Totongui (Emile), avocat, *Rue Chérif Pacha, No. 28*.
- 461 Trembley (E.), *Administrateur-Délégué de la Société Égyptienne de Ciment Portland, Tourah; B.P. N° 344*.
- 557 Unsworth (Capt. Gordon L.), *Civil Affairs Branch C.N.C.*

No.
d'inscrip-
tion

- 401 Van Damme (Louis), *Administrateur-Directeur de la Banque Belge et Internationale en Egypte, Rue Kasr el Nil, N° 45.*
- 503 Vatimbella (N.), *avocat, Rue Sésostris, N° 11 (Alexandrie).*
- 575 Vacher (Georges), *docteur ès lettres, Directeur pour l'Orient de la Compagnie d'Assurance "La Genevoise"; B.P. N° 1132.*
- 515 Vestarkis (Georges M.), *Agent du Crédit Agricole d'Egypte (Assiout).*
- 268 Vitalis (Dimitri Th.); *B.P. N° 471 (Alexandrie).*
- 455 Vincenot (M.), *Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien.*
- 522 Vitale (Dr. Serge), *Rue Chagaret el-Dorr, N° 17, Zamalek.*
- 571 Wadie Farag, *Professeur à la Faculté de Droit, Avenue Fouad Ier, N° 183, Zamalek.*
- 463 Wabba Sadek Pacha (S.E.), *Ancien Ministre; Rue El-Tolombat, N° 9, Garden City.*
- 247 Wahib Messiha, *Professeur à la Faculté de Commerce.*
- 380 Weillhoff (S.), *Rue Adib, N° 1 (Alexandrie).*
- 175 Yassin Koth, *Rue Salim Pacha el-Khadem, N° 5, Boulac.*
- 18 Yéhia Bey (Ahmed), *Rue El Sabah, Route des Pyramides.*
- 230 Yéhia Pacha (S.E. Aly Essine), *Zirinia (Bamleh).*
- 123 Yousan (Antoine), *Premier Substitut au Contentieux de l'Etat, Avenue Nubar, N° 9, Héliopolis.*
- 360 Youssef Mina Bey, *Ancien Conseiller Royal, Rue Touman Bey, N° 124, Zeitoun.*
- 600 Zakaria Mahran Pacha (S.E.), *avocat, Charah el Goleini N° 6, Dokki.*
- 479 Zaki Abd el-Motaal, *Doyen de la Faculté de Droit d'Alexandrie Rue El Mahroussa, N° 23, Koubbeh Gardens.*
- 500 Zaki Shual, *avocat, Rue Kasr el Nil, N° 37.*
- 143 Zananiri (Fernand), *avocat, Rue Kasr el Nil, N° 39.*
- 221 Zannia (Joseph), *Contentieux du Crédit Foncier Egyptien.*
- 576 Zaracoudi (Jean) *Rue Sidi Mîssouli, N° 16 (Alexandrie).*
- 335 Zariffa (Joseph), *Crédit Foncier Egyptien.*
- 574 Zuckerman (Charles J.), *Avenue Fouad Ier N° 393, Cléopatra (Bamleh).*

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES

حرية القول في مصر

لصاحب المعالي عبد الحميد بدوي باشا
وزير الخارجية

حرية القول — وقد يطلق عليها على سبيل المجاز حرية الرأي أو الفكر ، لأن القول لا يعدو أن يكون إعلاناً لرأي أو جهراً به ، ولأن الرأي لا يكون له قيمة أو شأن إلا بقدر ما يجهر به ويتبادل بين الناس — هو أن الإنسان يقول ما يشاء ويعلن ما يعرف أو يرى . والقول هنا يشمل اللفظ باللسان كما يشمل الكتابة والرسم والصور وغيرها من وجوه أداء الفكر والاجازيس أما حرية الرأي بالمعنى الحقيقي وهي ألا يكلف المرء رأياً أو عقيدة غير ما يرى ويعتقد ، فقد حدثكم عنها صديق الدكتور إبراهيم بيومي المذكور بما لا مزيد عليه لمستريد . وهي حرية لازمة أي أنها لا تعني إلا صاحب الرأي أما حرية القول فهي حرية متعددة تعني حق الفائل في القول والمستمع في الاستماع وحق الجدل والمناقشة .

وكلا الحريتين جزءان من الحرية الشخصية بالمعنى العام ولكلها يتميزان عن الحرية الشخصية بالمعنى الخاص وهي حرية الإنسان في شخصه أو بدنه وحرية في القيد والرواح وهي الحرية التي قامت من أجلها بعض الثورات لتفريغها من سلطان أهل الحكم فيما يتعلق بالانضاض على الناس أو حبسهم وينظم محاکمتهم .

وحرية القول أو الرأي ليست هي الحرية السياسية ولا تختلط بها ،
فالأولى تتعلق بالفرد أصلا وبالذات ، وأما تتعلق الثانية بالشعب في جملة
وتنفيد حقه في حكم نفسه . على أن بين الحريتين صلة ، فحرية القول هي
التي أنت بالحرية السياسية وهي نظام الحكم المعروف بالديموقراطية ، وحرية
القول من جانب آخر من مستلزمات الديموقراطية فإن النظم الحرة لا تعيش إلا
في ظل حرية القول .

والحرية بوجه عام معنى يصف صلات الناس في المجتمع ، سواء كانت
الصلوات بين فرد وآخر أم بين الفرد والمجتمع مشخضا في الدولة أو الحكومة .
ولا يمكن أن تكون معالقة . ولو أنها كانت كذلك لترتب عليها فناء
بني الانسان وفناء الحريات نفسها . لذلك لا تكون حرية الفرد حرية صحيحة
إلا إذا كانت بحيث تكفل حريات سائر الأفراد وبقاء المجتمع الذي يتألف
منهم .

فالحرية يجب إذن أن تكون مقيدة ، والقيد شرط وجودها والتمتع بها .
وتبين مدلولها ومدادها هو تعريف القيود التي تحددها إن كثيرة فالحرية
ضيقة المجال أو قليلة فهي رحيبة واسعة .

وليس من العسير تصوير الحرية الشخصية وجودها والنتائج التي تترتب
على إطلاقها أو تقييدها وما يجب اتخاذها لحمايتها والتوفيق بين حريات
الأفراد وبين تلك الحريات ومصلحة المجتمع . فإن موقع الحرية الشخصية
ومجالها هو عناصر الحياة المادية من حركة وسكون وغدو ودواح وسمي
للرزق وما إلى ذلك .

أما حرية القول فتتصل بعناصر الحياة المعنوية ، فالأديان والأخلاق
والسياسة أو نظم الحكم والعلوم والآداب والفنون ، كل ذلك مما أنبته
حرية القول وأثمره طول استعمالها منذ وجد الانسان . وربما أنست المقاصد
ما اتخذ في سبيلها من وسائل . فإذا خفي أثر حرية القول فيما يعتقه الانسان
من دين ، أو يتخذه من خلق وقواعد سلوك ، أو فيما يدير به صلاته
بالأفراد والمجتمع ، وتساس به أمورهم ، أو فيما يعالجه من آيات العلوم

والآداب والفنون ، فلا تبغ تأويل ذلك الا في أن حرية القول اختلطت بموضوعها ، فبرز الموضوع وهو المقصد وخفى أثر الحرية وهى الوسيلة .

هذه المقابلة بين عناصر الحياة المادية والمعنوية تظهر لك على دقة تصوير القيود التي يمكن أو ينبغي أن تحاط بها حرية القول . فإذا قدرت ما اتخذته الانسانية في أول عهد ما بالوجود من عقائد وقواعد وماملات وتدابير حكم وما وعته من مشاهدات كونية وما عالجته من صناعات وقارنت تلك الصورة الأولية بما وصلت اليه في أعلى ما بلغت من درجات المدنية عرفت ما قطعت الانسانية ، وعرفت كذلك ما أنت به حرية القول فعلا ، دون أن تعرف كل ما كان يمكن أن تأتي به لو كانت أكثر إطلاقا ، ودون أن تستطيع طبعيا معرفة ما ستأتي به في المستقبل .

والحق أنه بالرغم من تقدم الانسانية في كل المناحي تقدم ما يبهز الخيال ويغصر دونه البصر فإن طريق حرية القول لم يكن ذلولا ، وكانت سيرتها فضلا مستورا ومقاومة عنيفة . وهل يمكن الآن وبعد أجيال لاتعد من هذا النضال ، أن يقال إن هذه الحرية أصبحت حرية مقرررة لاجدال فيها حرية بينة المالم والحدود .

يمتاز الانسان بأنه حيوان ناطق ، وهو أبدا في حاجة إلى أن يتكلم ويحكم على الأشياء ويبادل غيره القول والرأى . وقد كانت النظم الأولى ثمرة ذلك التفكير والحكم وتبادل الرأى ، ولكنها ظالت تتغير وتبدل ، لأن الانسان لا يستقر له رأى ولا يبق على حال ، إذ هو لا يزال تتع له تجارب ومشاهدات جديدة . نعم كان ميدان هذه الحرية ضيقا بقدر ضيق مجال التجمع الأول وبساطته ، فهو لا يتجاوز الأسرة أو القبيلة أو المدينة .

ولكن هل نكون مسرفين إذا قدرنا أن ناريخ تلك الحرية في ذلك المجال لم يغفل على ضيقه من مأس . وهل يصعب أن نتصور على مثال ما نعرف منذ التاريخ المكتوب أن من كان يعلن رأيا يخالف رأى الجماعة لم يكن يحصد لنفسه سبيلا غير الحرب والتشريد .

وقد كان الدين في تلك المهود بكاد يشمل كل جليل ودقيق من سيرة الناس في حياتهم الخاصة ، وفي نظم الحكم . ونحن نعرف من قصص الأنبياء وهم يردون الناس عن ما ألوفهم ما كانوا يلقون من محنت واضطهاد فإذا هبطنا الى التاريخ المسدون ذكرنا قصة سقراط وقد اتهمه أهل اتينا بالاحاد ، لأنه كان ينكر الآلهة التي تعترف بها الجماعة ، وبفساد الأخلاق لأنه كان ينهى الشبان بتعاليمه ومبادئه .

وداهى قصص الأنبياء الأقرين موسى وعيسى ومحمد تذكر اتباع كل منهم بما احتملوه من شدة وأذى . أو ليست ذكرى هجرة النبي صلى الله عليه وسلم التي تحتفل بها كل عام رمزا ساميا للصبر على الأذى في سبيل حرية القول للدعوة للإسلام .

وقد مضت بعد ذلك بالانسانية قرون عديدة لقيت حرية الرأي فيها أشد صنوف الحرب وأقسى صور التنكيل ، أما البلاد المسيحية فعرقت فيها مراقبة المطبوعات ومحاكم الفتش وحروب العلم والفلسفة ، ومن لا يذكر من أعلام المضطهدين أمثال غاليليو وبرونو ؟ وانسفت على الكنيسة طوائف الإصلاح أو البروتستانت وقامت حروب دينة من كل لون ، كذلك رميت بعض البلاد اسلامية باضطهاد العلماء . واتهم كل من الدينين بضيق الصدر عن العلم وحرية البحث . ولعل منكم ممن عاصر صدر هذا القرن يذكر دور الجدل الذي قام في هذا الشأن ، ويذكر الرسائل العظيمة التي اشترك بها فيه الاستاذ الامام الشيخ محمد عبده . وقد كان محور البحث في هذا الجدل مرفقة ما اذا كان الدين نفسه بمبادئه وأصوله هو الذي لا يطلق حرية البحث ويترجم بها . ولست أدعى العلم بأصول المسيحية ، علما يبيع لي أن أدافع عن تسامحها مع العلم والعلماء وأهل الرأي بوجه عام . ولكنني وهذا البلد دينه الرسمي الاسلام ودستوره الذي يعلن ذلك في المادة ١٤٩ يعان كذلك في المادة الرابعة عشر أن حرية الرأي مكفولة . ولكل إنسان الاعراب عن فكره بالقول أو بالكتابة أو بالتصوير أو بغير ذلك في حدود القانون . أحسن أنه ينبغي أن نقييوا ما اذا كان بين هاتين المادتين

من الدستور ١٤ و ١٤٩ تنافرا وتعارضا . ربما كان خير جواب على هذا السؤال هو ما أجمل به الأستاذ الامام مبادئ الاسلام في الرسائل التي أشرت اليها ، وهو يردّها الى أصول ثمانية أجترى منها بعضها مما يتصل مباشرة بحرية الرأي . فن أصوله "نظر العقل لتحصيل الايمان ، وتقديم العقل على ظاهر الشرع عند التعارض ، والاعتبار بسنن الله في الخلق ، وعدم اتخاذ سلطة دينية . وهذه الأصول ، لا تبيح حرية الرأي فحسب بل تركبه وتقتضيه . على أن هذه الاصول يعلوها كلمتان كبيرتان من رسالة الاسلام : الاولى من سورة البقرة " لا إكراه في الدين قد تبين الرشد من الغي فمن يكفر بالطاغوت ويؤمن بالله فقد استمسك بالعروة الوثقى لا انفصام لها والله سميع عليم " والثانية من سورة الكهف " وقل الحق من ربكم فمن شاء فليؤمن ومن شاء فليكفر " .

ولعل ما فاسته الانسانية من عدم التسامح - حين كان بعض أهل الدين يظنون أن حرية الرأي تورد الناس موارد الزيف والفساد فيفسدون في اضطهاد أصحاب الآراء - يرجع بوجه خاص الى حرص هؤلاء على الدفاع عن مكائهم وظفوفهم ومصالحهم مما يظنونهم خطرا عليهم من انتشار بعض الآراء ، وإلى اختلاط الدين بالسياسة ، وإلى جهود التكر وضيق النظر في تقدير مصالح الدين العليا .

وقد لا يستطيع أحد التاكيد بأن الانسانية نبذت عدم التسامح الديني وراء ظهرها فلا تزال ترى بعض البلاد تشغل الاضطرابات المنصبة بالدين ورجالها حيزا غير ضئيل من سياستها وخصوماتها . بل قننا الداخلية كما أن بلادا أخرى اعتنقت مذاهب سياسية تنكر معاني الأخوة العامة والرحمة التي تنطوي عليها تعاليم الأديان فأصبحت ترى في الدين ورجالها خصوما وأعداء يجب إسكاتهم ومقاومتهم والتشكيك بهم عند الضرورة بل إن بلادا عرفت بحرية الرأي الواسعة والتسامح الكبير خلصت من عدم تسامح أهل الدين ووقعت في شيء من عدم التسامح تلقاءهم مبالغ في عاربه ما يمكن أن يكون لهم من نفوذ أو تأثير في السياسة .

ومها يكن من كل ذلك فإن المنتضى لأحوال العالم قبل الحرب يتبين أن قدرا كبيرا من التسامح كان يسود البلاد الديموقراطية وهذا التسامح خاتمة جهاد طويل بدأ بالجهاد أمام جهاد الانقياد وأصحاب الآراء الجديدة في ابلاغ رسالاتهم ونشر آرائهم . ولم يكن معنى صاحب الرسالة أو الرأى أن يجادل حرية الرأى في عمومها بل كان همه أن يبلغ الرسالة أو أن ينشر الرأى . وقد أخذ الكاتب الإنجليزي المشهور بفرايب فكرة براردشو على سقراط والسيد المسيح أنهما لم يدافعا عن حرية الرأى وأن يكونا قد استشهدا في سبيلها وتولى هو ذلك في حوار ظريف في مقدمة روايته "على الصخرة" على أن هذه القضية الخاصة بقضية شهداء حرية الرأى وخصايه استعالت على مدى الزمن ، وبعد أن استفاضت ، أن قضية عامة قضية حرية الرأى في ذاتها ، لا في خصوص رأى أو مذهب بعينه ، وفي هذه القضية أبلى الكتاب والشعراء ورجال السياسة والفلسفة خير بلاء .

وقد كان في صدر من ساهم في هذا الجهاد الخاص الشاعر الإنجليزي المشهور متون (Milton) ويؤثر عنه من كتاب أريو باجيتيكا (Areopagitica) الذى وضعه للدفاع عن الحرية قوله " إن الحرية في أن تعرف وفي أن تقول وفي أن تحاول بلا قيود وفقا لما تحس وتعتقد هي فرق الحريات جميعا ومن أعزها وأغلاها " كما يؤثر عن فولثير تلك الكلمة الطريفة " انى كاره لما أقول وأخاطفك في كل حرف . . . ، ولكنى أقاتل حتى الموت في سبيل حلفت في أن أقوله " .

ولم تكن هذه الكلمة أو تلك خيال شاعر بل كانتا صورة لمعنى نضج واستقل عن الآراء فلسفيا التى كان يقتل في سبيلها في الأجيال السابقة وأصبح هو الذى يثار من أجله ويدافع من دونه . فلك شأن حرية القول منذ أكثر من ثلاثمائة سنة حتى هذه الأيام . وهل يحفل أحد أن الرئيس روزفلت حين أراد أن يحدد الأغراض التى تقاتل الديموقراطيات من أجلها ، والتي تعقد بها سلامة العالم ، أجملها في أربع حريات أولها حرية القول . فهو في رسالته التى وجهها الى الكونغرس في ٦ يناير سنة ١٩٤١ يقول : في العهد المقبل الذى نسمى في تحديقنا تستشرف عالما يبنى على حريات أربعة لا بد منها ولا غنى عنها :

الأولى حرية القول والتعبير ، في كل مكان في العالم .
والثانية حرية كل إنسان في أن يعبد ربه على طريقته ، في كل مكان
في العالم .

والثالثة التحرر من العوز ومعناه ، في صورة عالمية ، التفاهم الاقتصادي
الذي يوفر لكل شعب حياة صحية آمنة لأفراده ، في كل مكان في العالم .
والرابعة التحرر من الخوف ومعناه ، في صورة عالمية ، تخفيض عام
للاسلحة الى حد ، وعلى وجه ، لا يستطيع شعب معها أن يترف أي عمل
من أعمال الاعتماد على أي جاره ، في أي مكان في العالم .
وليس هذا حلمًا ، بل عالم خيالي سعيد بعيد . وانما هي قواعد ثابتة لعالم
يمكن تحقيقه في عصرنا وفي جيلنا .

فلما كان الرابع عشر من أغسطس سنة ١٩٤١ والتقى الرئيس روزفلت
والوزير الأول تشرشل أعلنوا عبر البحار " الميثاق الأطلسي " وثيقة سياسية
يراد بها تأليف أمم العالم من وراء أغراض سياسية معينة . ولم يذكر في هذا
الميثاق غير الحريتين الأخيرتين باعتبارهما الجزء المأساوي للمعوس من نعمة
الحرية . فلما أبلغ الرئيس الكونجرس توقيعه ذلك الميثاق في ٢١ أغسطس
من ذلك العام قال " ولست في حاجة لأن أشير الى أن إعلان المبادئ " الذي
قام عليها الميثاق يتضمن ضرورة وحتما حرية القول وحرية العبادة فإنه لا يستطيع
أمة أن تعيش في ظل تلك المبادئ " اذا لم تجتمع هاتان الحريتان الأخيرتان
فهما جزء لا يتجزأ من جملة الحرية التي تسعى الى تحقيقها " وقد أيدت
مجموعة الأمم المتحدة هذه المبادئ في أول يناير سنة ١٩٤٢ حين وافقت على
الميثاق الأطلسي .

هذه إذن مترلة حرية القول في بدء الجهاد وختمائه . وبين هذا وذاك لم
يفعل العالم بين حين وآخر عن تقريرها وتأييدها . وأول إعلان للحقوق في
وثيقة هو الاعلان البريطاني المعروف باسم (Bill of Rights) في سنة
١٦٨٩ ومويرى ان تأمين الناس على حرياتهم ويتخذ في ذلك صورة من
مشاكل العصر الذي صدر فيه ومن ظلاله الخاصة فلا نجد فيه ما نجد من

التجريد الظري أو التعميم الذي تجسده في الاعلانين الامريكى والفرنسى لحقوق الانسان وإن يكن قد تضمن تقرير حرية القول لأعضاء البرلمان ومن الخير دائما أن تذكر صيغة هذين الاعلانين فأولهما هو اعلان الاستقلال الامريكى في الرابع من يوليو سنة ١٨٧٦ يقول : إننا نرى هذه الحقائق واضحة لا ريب فيها ألا وهى أن الناس خلقوا سواسية وأن خالقهم وهبهم حقوقا لا يجوز لهم أن ينزلوا عنها وإن من بين هذه الحقوق الحياة والحرية والسعى الى السعادة وأنه لتوفير هذه الحقوق وتأمينها تقوم الحكومات بين الناس مستمدة سلطانتها العادل من رضى المحكومين وأنه إذا أصبح أحد اشكال الحكم هادما لتلك الأغراض حق للشعب أن يغيره وأن يلتقيه .

والثانى هو اعلان حقوق الانسان في سنة ١٧٨٩ وهو يقول : ان الغاية لكل جماعة سياسية هى حفظ حقوق الانسان الطبيعية التى لا تتقاوم وهذه الحقوق هى الحرية والملك والامن ومقاومة الظلم .

وقد نقل بيان حقوق الفرد بعد ذلك الى الدساتير المكتوبة ، ولكن عادة تحرير وثائق عامة عن حقوق الانسان لم تنقطع وقد كان بفرنسا جماعة تسمى عصبة حقوق الانسان . (Ligue des droits de l'homme) كانت ترى فرضا عليها أن تهب للدفاع عن المظالم الصارخة . وفي العهد الأخير عمدت جماعات مهمة في انجلترا — اشترك فيها بعض الكتاب المشهورين كولس (G. H. Wells) وجود (good) الى وضع وثيقة القرن العشرين عن حقوق الانسان . وفي هذه الوثائق جميعا تجدد حرية القول في الصدر وتقول الجماعة التى كان منها ولس (Wells) في مقدمة هذا الاعلان : تحت ضغط احوال الحياة الجديدة يزداد قلق الناس على امنهم سيما تزداد المفاسد والمظالم ، وتزايى الحرية وعلى وجه الخصوص حرية الرأى والقول ، وفي صورة بعد أخرى تقيد هذه الحكومات حرية انطلاق الذهن الانسانى وهو الحافظ لنشاط الانسانية وسعادتها .

ولا يرى هؤلاء الذين يعنون باعلان حقوق الانسان انهم يضعون وقتهم عبثا في تقارير نظرية لا تترتب عليها نتائج عملية . وانهم يرون أن أكبر ظفر لهم أن يضمن بيان تلك الحقوق في الدساتير واذن لا تكون مجرد

حقوق انسانية خالدة يستوحىها الناس في تصرفاتهم دون أن تربطهم رباطا قانونيا ، بل تكون أحكاما دستورية لها ما لأحكام الدستور بوجه عام من صفة الإلزام للشرع ومن آثاره .

وفي فرنسا حيث لا يتضمن الدستور الذي نظم الجمهورية الثالثة شيئا عن حقوق الانسان كانوا يتسامحون عما إذا لم يكن اعلان الحقوق في الثورة الفرنسية في سنة ١٧٨٩ و ١٧٩١ لا يزال قائما وله ما لأحكام الدستور من صفة الإلزام ؟ .

ولا شك بعد هذا في أن غاية انصار الحرية هي أن تدون هذه الحقوق وأن تثبت على وجه يكون لها به اكبر قدر من القوة والفائدة والاثر ولا يكون ذلك الا باتباعها في الدستور لتلزم السلطة التشريعية نفسها فاذا لم تلتزم استطاعت هي أن تلزم بها ، بما تضع من قوانين السلطة القضائية والتنفيذية معا .

وأول ما يستوقف النظر في أمر تضمين الدستور للحريات هو الدستور الأمريكي فقد كان أول تعديل أدخل على ذلك الدستور ، التعديل الخاص بحرية الفكر ، وتعلمون أن المحكمة العليا في الولايات المتحدة تملك أن تفضي بأن قانونا أقره الكونجرس وصدق عليه رئيس الجمهورية صدر مغالفا لأحكام الدستور والا تطبق قانونا تراه معطلا لحرية القول . ولذلك نجد في أحكام تلك المحكمة تعليقا نفسيا على تلك الحرية وبيانا لحكمة ذلك التعديل فتعطف منه أقوال أحد كبار قضاتهم (برنديس) "أن الذين كسبوا لنا استقلالنا كانوا يعتقدون أن الغاية من الدولة هي أن تجعل الناس أحرارا في تنمية مواهبهم وأنها في حكومة الناس تغلب سلطان التدبير والرأي على سلطان التمسك . وكانوا يعتقدون الحرية على أنها مقصد ووسيلة معا ، وكانوا يعتقدون أن الحرية سر السعادة والشجاعة سر الحرية ، وكانوا يعتقدون أن الحرية في أن تفكر كما تريد وفي أن تقول كما تفكر وسيلة لا غنى عنها للوصول الى الحقيقة في أمور السياسة ولتشر تلك الحقيقة ، وأنه اذا لم تتوفر حرية القول والاجتماع فلا جدوى من مناقشة ولا طائل من

ورائها . وأنه بهما يكون في المناقشة عادة السبيل لانتفاء انتشار الآراء المؤذية ، وأن أكبر خطر على الحرية أمة جامدة ، وأن المناقشة العسامة واجب سياسي ، وأن هذا يجب أن يكون مبدأ أساسيا للحكومة في امريكا . وقد كانوا يعرفون ما تتعرض له المذاشات الانسانية من أخطار ، ولكمهم كانوا يعرفون أيضا أن النظام لا يوفر بمجرد الخوف من العقاب على مخالفتهم ، وأن من المجازفة أن يثبط الفكر ، والأمل ، والخيال ، وأن الخوف يولد القمع ، والقمع يولد البغض ، والبغض يهدد ثبات الحكم . وأن طريق السلامة هو التمكين من المناقشة الحرة في الظلمات المزعومة ووجوه الإصلاح المترددة ، وأن العلاج الشافي للرأى الفاسد هو الرأى الصالح ، وأن كانوا يثقون بقوة العقل كما يقبل من المناقشة الحرة ، فقد تجنبوا الأخذ بالسكوت الذي يرغم عليه القانون . وهو حجة القوة في أسوأ صورها . واذ كانوا يعلمون أن الأغلبية الحاكمة تغطي بين حين وآخر ، فقد عدلوا الدستور لكي تكون حرية القول والاجتماع مكفولة .

ولا تبلغ الدساتير في البلاد الأخرى حتى الدستور الانجليزي يبلغ الدستور الامريكي من وجود هيئة قضائية تشرف على مطابقة التشريع لأحكامه . وأن حاولت بعض الدساتير التي وضعت بعد الحرب الماضية افساء مثل ذلك النظام . وقد ذهب بعض كبار رجال الفقه الدستوري في فرنسا الى انه ليس في النظم القائمة ما يمنع ، مع عموم ولاية الحاكم من أن تقضى بعدم تطبيق قانون اذا رأت ان الشارع تجاوز الحدود التي رسمها له الدستور . كما ذهب بعضهم الى الاستشهاد بتلك الاقوال في مصر لقرار هذه القاعدة عندنا . والحق ان واضع الدستور لم يحسبوا انه يجوز يوما أن يقضى تطبيقه الى تولية الحاكم مثل هذا السلطان . وانها لتفتضي عادة طريقة على الاستقلال في الرأى ، والشجاعة الأدبية ، وقوة في الرأى العام ، واء اذا غير هين لهيئة القضاء لتولى تلك الساطة الرهيبية . ونرجو أن يبلغ ذلك كله في عهد غير بعيد . إذن لا يزيد إعلان حق من الحقوق في دستور ما على انه بيان للأسس الكبرى التي ينبغي أن يقوم عليها الحكم وتنبية للسلطة التشريعية الى وجوب مراعاتها فيما تضع من قوانين . فلننظر كيف كان هذا البيان والتنبية في الدستور المصري وما على شاكلته من الدساتير .

يعلن الدستور حرية الرأي بالمعنى الخاص في مادتيه الثانية عشرة والثالثة عشرة . تعلن الأولى أن حرية الاعتقاد مطلقة . وتقرر الثانية أن الدولة تحمي حرية القيام بشعائر الأديان والعقائد طبقا للعادات المرسية في الديار المصرية على ألا يخل ذلك بالنظام العام ولا يتنافى الآداب . ثم يمرض لحرية القول ويسمى حرية الرأي في مادتيه الرابعة عشرة والخامسة عشرة ، فيقول في الأولى حرية الرأي مكفولة ، ولكل انسان الاعراب عن فكره باقول أو الكتابة أو التصوير أو غير ذلك في حدود القانون . وفي الثانية الصحافة حرة في حدود القانون ، والرقابة على الصحف محظورة وإذاز الصحف أو وقفها أو إلغاؤها بالطريق الإداري محظور كذلك الا اذا كان ضروريا لوقاية النظام الاجتماعي .

ونرى أن الدستور لا يعلن هذه الحرية مطلقة ، وهو يقيد بها بالقانون أي بما تضعه السلطة التشريعية أو بعبارة أخرى بأقلية البرلمان من قواعد وأحكام دون أن يحدد صورة معينة لنوع القيود التي تملك تلك السلطة فرضها . فحرية القول معيارها أحكام القانون التي ترفع النواهي للعقاب على مخالفتها . فهل تكون الهيئة التشريعية إذن مفوضة في أن ترسم هذه النواهي تفويضا تاما يجعل لأغلبية أن تقيد حرية الرأي بمجرد مشيقتها .

وهما يحيط بمدى هذا التفويض من إيهام فإن لحرية الرأي حدا أدنى لا تكون حرية ولا يصح أن توصف بذلك الوصف الا اذا كان ذلك الحد مكفولا . ذلك الحد هو أنه لا يجوز إخضاع الرأي الى رقابة سابقة . وتكاد هذه الرقابة لا تتصور في القول باللسان دون أن يترتب عليها كم الأضرار وحسب الألسنة عن الكلام . وهي متصورة في المكتوب والمطبوع سواء في ذلك الكتب والصحف . ولكنها اذا كانت متصورة فهي غير مقبولة . وامتناع الرقابة مفهوم من مجرد إعلان حرية الرأي . فلو أن الدستور لم يتكلم عن خطرها لما تترتب على هذا السكوت أي شك أو شبهة في أنها ممتنعة محظورة ، هل أن الدستور لم يتكلم الا عن خطر رقابة الصحف ولم يشر الى الكتب ولكن عدم ذكرها لا يقدح في أن حكم الحظر قائم بالنسبة لها

أيضا . بل ربما كان تمنع الكتب بالحرية أكبر وأظهر في كل البلاد . وإذا لم تكن رقابة على الكتب أو الصحف قبل نشرها وكان لا يجوز أن يحال بين القائل أو الكاتب وبين ما يريد اعلانه من قول أو رأى فلا يبقى إلا أنه يكون محابا على ما يقول أو يكتب بمعايير القوانين الضابطة لحرية الرأى . فما هي الأسس التي يقوم عليها التشريع في ضبط الحريات أو بحارة أخرى ما هي الحدود التي ينبغي على الشارع أن يلزمها ولا يجوز له أن يتعداها .

ولا شك في أن أول السبل لالتباس معرفة تلك الحدود هو تعريف ماهية الحريات . وتعلمون أن كتاب القرن السابع عشر والثامن عشر وقد كتبوا فيها كثيرا كانوا يرونها حقوقا طبيعية وتعرفون نظريات لوك وروسو في حالة الطبيعة أو الفطرة وفي العقد الاجتماعي كما تعلمون أنها كانت توصف كذلك في وثائق إعلان الحقوق وفي الدساتير . ولا يزال الكتاب الحديثون في علوم السياسة والنفس والاجتماع يصفونها أيضا بأنها حقوق طبيعية . غير أن نظريات حالة الطبيعة والعقد الاجتماعي إذا كانت في الماضي قروضا وتجريدات يوحى بها الخيال الخصب ولا يجد فيها العقل بحالا للآليات أو التحديق فالكتاب المحدثون يتبنون ذلك الوصف على تحليل الطبيعة البشرية وهي الأحاسيس والدوافع والرغبات التي تجددها في الإنسان من أى جنس وفي كل زمان ومكان ، كما ينبغي على استقراء ما تستلزمه تلك الطبيعة من حقوق للإنسان وواجبات على المجتمع .

وقد لا تزيدنا الفروض أو التحليلات علما بمحقيقة الحدود التي نلشددها فانها جميعا مما يختلف الناس في صحتها ، وعلى الأقل في النتائج التي يراد ترتيبها عليها ، ولذلك عمد بعض الكتاب الذين عالجوا أمر الحرية بوجه عام ، وحرية الرأى بوجه خاص ، الى قضايا وضعية وعقلية يصعب إنكارها أو الجدل فيها . ومن أقدر من كتب في شأن الحرية الكاتب الإنجليزي المشهور ميل Mill في كتابه عن الحرية وهو محجة في بابها . وهو لا يبنى الحرية على أنها حق بل على أنها نافعة للمجتمع وهو ما يسمونه مبدأ النفعية (Utilitarianism) وهو يرى أن مصالح الإنسان الدائمة بوصف

انه مخلوق مندفع للتقدم بنفسها توفير الحرية لوسط الآراء وتقبلها . وإن شأن صاحب السلطان أيا كان نوعه أى سواء أكان دينيا أم سياسيا أم اجتماعيا أن يكره النقد . على أن صلاح شؤون الناس من الوجهة العقلية — وعليه يترتب صلاح شؤونهم من سائر الوجوه — يقتضى إطلاق حرية الآراء . وهو يقول لو أن الناس قاطبة أجمعوا على رأى واحد وخالفهم فى ذلك فرد لما كان لهم من الحق فى إسكاته أكثر مما له الحق فى إسكاتهم إن استطاع الى ذلك سبيلا . وإلّايات ذلك يفرض فروضا ثلاثة :

أولها — أنه يجوز أن يكون الرأى الجديد الذى يراد إجماده هو الصواب . نعم إن من يريد إجماد الرأى الجديد ينكر صحته ويفرض صواب رأيه هو ولكنه غير معصوم من الخطأ وليس له حق الفصل فى الأمر دون غيره . فإذا فعل حرم الناس فرصة الاستفاح بالرأى الصحيح أو أجله عليهم زمانا طويلا والغريب أنه بينما لا يدعى العصمة ويعترف بأنه يجوز عليه الخطأ قلما يشك فى أن الرأى الذى يفترض صحته قد يكون أحد الأغلاط التى يفرض بأنه مستهدف لها .

وهناك فرق شاسع بين افتراض الصواب فى رأى من الآراء ، لأن الدليل لم يقم على خطئه وفساده مع تعريضه للناقشة والانتقاد ، وبين افتراض الصواب لا لفرض سوى صيغته من النقد . وإطلاق الحرية للغير فى المعارضة والنقد هو الشرط الجوهرى الذى يسوغ افتراض الصواب .

والفرض الثانى — أنه إذا كان الرأى الذى يراد إجماده مخالفا للصواب فقد يكون مشتملا على جزء من الحقيقة وهو ما يقع بالفعل فى أكثر الأحيان . ولما كان الرأى السائد فى أى شأن قلما يشتمل على كل الحقيقة فلا سبيل الى إحراز بقيتها الا اذا عرضت الآراء السائدة بالآراء المخالفة . والحقائق الجديدة فى أول العهد بها تكون فى جانب الأقلية فإذا كانت تتنازل بالقوة والظنانيان بدلا من الهبة والافتناع تعرضت الانسانية أبداً الى سد موارد العرفان والتقدم .

والفرض الثالث — أنه إذا فرض بدلا أن الرأى السائد موافق للصواب وأنه يشتمل على كل الحقيقة فإن من الضرورى مع ذلك إطلاق الحرية للناقشة فيه بحد وشدة ولو لم تطلق هذه الحرية لتزل الرأى فى اذهان الناس

منزلة العقيدة الجامدة فلا تخضع أسبابها أو الحكمة منها . وليس أدل على صواب رأى من إطلاق الحرية في تفكيره وعجز الثاقدين عن نقضه أو توهين أساسه .

ويضيف الى ذلك أن الرأى السائد الذى لا يناقش يتعرض معناه الى خطر التلاشى أو الاضمحلال فيفقد تأثيره فى الأخلاق ويصبح لا يردى للناس شيئا من النفع . ولأن يختلف الناس وأن يعمل كل منهم الى أن يحمى ملكاته على طريقته وأن يستخلص بمجهوداته الخاصة أقصى ما يستطيع من ذات نفسه لخير من أن يدربوا جميعا على كمال آلى .

وقد حاول كثير من بعده أن يصوغوا المجمع بصيغة أخرى أو أن يضيفوا اليها حججا جديدة ويكفينا من كل ذلك أن نشير بإجمال الى الطريقة التى بسط بها الفيلسوف الانجليزى جود (goud) قضيته وهو يرى أن الحرية قيمة من القيم الانسانية كالحق والسعادة تطلب لذاتها دون أن تكون وسيلة لمطلب آخر كما يرى أن المدنية يرجع الفضل في نشأتها وتطورها الى آثار الرجال العبقريين فى الدين أو السياسة أو الاجتماع . ومهما تحتط العبقريّة فى بعض الأحيان بالحقون ومهما يكن ما يضيفه الرجل الممتاز الى ذخر الانسانية ضئيلا فإن ما بين الآراء بعضها البعض من تعاقب وترتب وما تستفيد الانسانية من تبادل الآراء ومن تحفظاتها وتكاتها ، كل ذلك يجعل تعطيل أى رأى تضيقا لحظقة من حلقات التقدم . وأن الدولة ليست غاية فى ذاتها وإنما يقصد بها الى تحقيق غاية تتجاوزها ، هي رفاهية الأفراد . وأن التجارب دلت على أن كثيرا من الآراء المقبولة كانت خاطئة بل أن الناس لتتحمس لخطأ أكثر مما تتحمس للصواب . وأن الساطان يفسد صاحبه حتى مع لراثة الخير .

وانكم لترون ان هذه الأدلة وما يجرى مجراها ترمى الى إباحة الفكر بلا قيد وكذا قد بلجنا الى تحليل الكتاب لفضية الحرية من حيث هي مسألة واقعية اجتماعية لا من حيث هي مسألة نظرية علنا نجد في آرائهم أجدلين بين ما يحل ويحرم من القول فهل ترى أخذت القرائين بما ذهبوا اليه أم هي تأخذ على الناس بعض المسالك فتبيع للناس قولها وتحرّم آخر .

وقد قلنا إن حرية الرأي أو القول تجرى على أمور الدين والسياسة والاجتماع والآداب والفنون كما تجرى على كلام الناس بعضهم في بعض ، فإذا صح أن القوانين لا تأخذ باطلاق حرية النقد فلا هي ضوابط تلك الحرية في كل من هذه الأمور ؟ وسيكون كلامنا قاصرا على ما هو واقع في مصر إلا إذا اطرده الحديث أو اقتضى الحال قياسا أو مقارنة أو مقابلة لغيرها .

ففيما يتعلق بمحدود حرية الرأي في الدين نهى القانون عن التعدي على الأديان التي تؤدي شعائرها علنا . والأمر في تعيين الأديان التي تؤدي شعائرها علنا ويتولاها القانون بحمايته — بحسب ما يقضى به الدستور في المادة الثالثة عشرة التي أعلنت حماية الدولة لحرية القيام بشعائر الأديان والمعتقدات — مرهون بالعادات المرمية في البلاد المصرية . وتعاملون سماحة مصر المسلمة في احترام غير الاسلام من الأديان . وربما لا تزيد عليها في التسامح البلاد التي ليس لها دين دولة وإن يكن فضل مصر في ذلك اكبر لأن لها دين دولة . ولست بحاجة لأن أعرض عليكم من وقائع التاريخ الاسلامي الدام أو الخالص بمصر آيات ذلك التسامح ، والحياة اليومية تظهركم على كثير منها . أو أن أشير الى أن بعض البلاد الكبرى لا تمنح من التعدي غير الدين الغالب فيها .

أما ما يعتبره القانون تمديدا أو بالعبرة الفرنسية (Outrage) فلم يعرفه القانون ، فالأمر فيه اذن موكل لفهم القاضي ولتقديره في نفسه بكلمة التعدي . وهي في ظاهرها ليست مرادفة للنقد أو مساوية له . ومما يجعل هذه المساواة بعيدة أن القاتون نفسه رأى أن يضرب أمثالا للتعدي فذكر حالتين فيها دلالة واضحة على خطورة القول أو الكتابة أو العمل الذي يبلغ مبلغ التعدي : أولها طبع أو نشر كتاب مقدس في نظر أهل دين من الأديان التي تؤدي شعائرها علنا إذا حرق عمدا نص هذا الكتاب تحريفا بغير من معناه ، والثانية تقليد احتفال ديني في مكان عمومی أو مجتمع عمومی بقصد السخرية به أو ليتفرج عليه الحضور . وكلمة التعدي والكلمة الفرنسية المقابلة لها outrage تستعمل في القانون عادة في معنى انتهاك الحرمه والاهانة والمساس بالكرامة والخط من القدر والزيارة .

وقد يشور بين حين وآخر بعض رجال الدين لأنهم يرون من خلال بحث من الأبحاث تعريضاً بالدين أو تمديداً عليه كما يقع أن يتجه التفكير إلى الحد من بعض أعمال التبشير، ولكن العبرة في استحقاق العقاب في مثل هذه الأحوال بحسب القانون المصرى الحاضر هو أن يقع تعمد مقصود بطريقة من طرق العلانية على دين من الأديان التي تؤدى شعارها علناً . ولست أرى دليلاً على قدر التسامح في تطبيق هذا الحكم خيراً من أن أشير إلى أن شكوى من كتاب اتهم صاحبه بالظلم في الدين الاسلامى حفظت بعد أن قررت النيابة أن ما ورد في الكتاب يعتبر بلا شك طعناً في الدين . وقد حفظت الشكوى لأن النيابة تبين أن العبارات الماسة بالدين إنما أوردتها الكاتب في سبيل البحث العلمى مع اعتقاده أن بحثه يقتضيها ولذلك يكون القصد الحثاى غير متوفر .

ولا أستطيع أن أقول إن تشريع البلاد الذى تعاقب كل ما يسمونه (Blasphemy or blasphemous libel) أرفق بالنقد وأوسع صدراً له من التشريع المصرى .

وأما حرية الرأى في أمور السياسة فتتمس قبودها في الباب الرابع عشر من قانون العقوبات وهو باب الجحجى التى تقع بواسطة الصحف وغيرها . وترى أن القانون المصرى احتفظ ببعض جرائم الرأى (Délits d'opinion) أخذها عن القانون الفرنساوى الصادر في سنة ١٨١٩ وإن يكن قانون الصحف الفرنساوى الصادر في ١٨٨١ قد حذفها لإبهامها وعموميتها وخافت التسف في تطبيقها ، وقيامها لذلك حائلاً دون حرية النقد . ومن هذا الجرائم التحريض على قلب نظام الحكومة المفترى في القبط المصرى أو على كراهيته أو الازدراء به والتحريض على بعض طائفة أو طوائف من الناس أو على الازدراء بها إذا كان من شأن هذا التحريض تكدير السلم العام . والتحريض على عدم الانقياد للقوانين أو تحسين أمر من الأمور التي تعمد جنائية أو جنحة بحسب القانون . والقضاء أحد رجال الدين في أثناء تأدية وظيفته وفي محل عمومى مقالة تتضمن قدحاً أو ذمماً في الحكومة أو في قانون الخ

وقد كان النص القديم فيما يتعلق بالجريمة الأولى التحريض على كراهة الحكومة أو الازدراء بها فاستعفى منذ سنة ١٩٢٣ عن كلمة الحكومة بعبارة " نظام الحكومة المقرر في القطر المصري " وقبل في تعاليل ذلك إن النص القديم كان يمكن تفسيره تفسيراً ضيقاً واعتبار أنه لا يشير إلا إلى الحكومة أى الوزارة القائمة وقتئذ . على أن كلمة الحكومة يجب إعطاؤها معنى واسعاً وهى تشمل كل النظم الأساسية للدولة : الوزارة ومجلس النواب ومجلس الشيوخ والقضاء والجيش .

فالجريمة الجرمية لم تتغير باستبدال عبارة نظام الحكومة المقرر بكلمة الحكومة بل هى هى وكل ما بينهما من فرق أن الصيغة الجديدة أريد بها أن تكون أوسع لتشمل إلى جانب الوزارة الهيئات الأخرى التى سبق ذكرها . وقد قيل فى هذه الجريمة بحق إنه إذا كانت الكراهية نفسها لا تعد جريمة فى نظر القانون فلا معنى لأن يعتبر التحريض عليها جريمة .

وهذه الجريمة شبيهة بالجريمة التى تعرف فى بريطانيا العظمى باسم (Sedition or seditious libel) وقد يبدو غريباً أن بلداً تمنع بما تمنع به بريطانيا من حرية القول تحتفظ بجريمة كهذه، ولكن الواقع أنها لا تطبق عادة ، ولو أن كثيراً مما تقوله أو تكتبه المعارضة يجوز أن يعتبر داخلًا تحت طائفتها . ويلوح أنها لا تطبق إلا فى ظروف استثنائية ويصعب تحديد ضوابط إعمالها وإعمالها .

ومنذ سبتمبر سنة ١٩٢٣ استحدثت فى مصر جريمة جديدة عدلت صيغتها فى سنة ١٩٢٧ وهى فى حلقها الزائدة " تحييد أو ترويح المذاهب التى ترمى إلى تغيير مبادئ الدستور الأساسية أو النظم الأساسية للهيئة الاجتماعية بالقوة أو بالإرهاب أو بأى وسيلة أخرى غير مشروعة " وقيل فى بيان الغرض منها إنه قصد بها إلى قمع الدعوة المضرة التى تقوم بها الهيئات الفرضوية أو الشيوعية . وقد لحظ الدستور وكان قد صدر فى ١٩ أبريل من عام ١٩٢٣ هذا الغرض من قبل . فإنه بعد أن أعلن حرية الرأى وقرر أن إنذار الصحف ووقفها أو إلغائها بالطريق الإدارى محذور استثنى من هذا الحظر حالة ما إذا كان الإنذار أو الوقف أو الإلغاء

ضروريا لوقاية النظام الاجتماعى . وإنما عني نـش الدعوة التى استحدثت من أجلها الحرية المتقدم ذكرها . واستعمل عبارة (وقاية النظام الاجتماعى) أيضا لإباحة أى تدبير فيما يتعلق بحق الاجتماع وفى إجازة تسليم اللاجئين السياسيين ، استثناء من أصل احترام حرية الرأى فى الحالتين .

ووجه العقاب على هذه الحرية هو أنها ليست مجرد نقد للأنظمة القائمة أو بيان رأى فى إلغاء حق الملكية بل لأنها تحرّض على تحقيق أغراض دعوة معينة بالقوة ولأن من مبادئها المقررة أنها لا تنهى على حرية القول فالخوف من توجيه مثل هذه الدعوة إلى جمادير قد لا تحسن التمييز والحكم الصحيح ، والمحرص على عدم إهليل حرية القول ، هو الذى سوغ فى نظر الشارع المصرى منع هذه الدعوة والعقاب عليها .

والى جانب هذه الجرائم التى تحصل بحرية الرأى أو لا تتصل بهن قانون العقوبات على جرائم تدور حول العيب أو الإهانة للهوىسات أو الموظفين وليس العيب أو الإهانة من حرية القول فى شئ .

هذا هو شأن النظم العامة وهيئات الحكم ومبلغ ما يرضاه القانون فى سبيل حرية قدّها ، ولكن الحياة العامة لا تقوم على السياسة وأسبابها وحدها . والناس بحاجة الى قواعد لضبط السلوك والمعاملات فيما بينهم وهم يضمون هذه النواحد أخذاً عن الأديان أو عملاً بحكم العرف والاصطلاح ويسمونها الآداب والأخلاق ، ويختلف العرف فى شأن هذه الآداب والأخلاق باختلاف الزمان والمكان وهى أبداً فى تطور وتحول ، وكثيراً ما يخرج الكتاب بوصفهم أو يقدم عن ما ألوف الناس فالآداب والأخلاق إذن قد تجمعها حرية القول . فهل تمت حد فى هذا الشأن يقف دونه الناس وينهون عن تجاوزه ؟ . نعم يرى القانون أن الحرية فى هذا الشأن كما هى فى الدين والنظم العامة يجب أن تكون مقيدة ويصرف هذا القيد بالمادة ١٧٨ من قانون العقوبات فكل من انتهك بواسطة إحدى طرق العلانية حرمة الآداب أو حسن الخلق يعاقب . ولكن مم يتألف انتهاك الحرمة أو بحسب العبارة الفرنسية (Outrage) ؟ ليس لهذه العبارة تعريف قاطع أو كما يقولون جامع مانع .

وقد عوقب في فرنسا وإنجلترا مؤلفون أو ناشرون على نشر كتب وصودرت تلك الكتب لأنها تضمنت ذلك الانتهاك ومن بينها ما يعتبر الآن من الطراز الأول في الكتب الأدبية . وهو الآن منتشر بين أيدي الناس .
 بمعنى الانتهاك أمر نسبي يختلف تقديره لا باختلاف الزمان والمكان بحسب بل باختلاف أشخاص القضاة وتقديرهم . وأكثر ما تكون المؤاخذه على الكلام في المسائل الجنسية .

ولعل أحدا لا يجهل أن تفكير الناس في هذه المسائل وتعيين ما يباح قوله فيها وما يحرم تغير في هذا الجيل تغيرا كبيرا بحيث يكاد لا يتصور أن تقع في هذا العصر محاكمات من نوع ما وقع لزولا وللقلوبرو وبدياير وكثير غيرهم .

إن هناك نوعا من الكتب والرسوم المفضحة نسميها (Pornography) تقوم على إثارة الشهوات ، ولا يختلف أحد في وجوب العقاب على نشرها ، وليس هذا النوع من حرية القول في شيء .

عرضنا فيما تقدم لقيود حرية الرأي في الشؤون العامة من دين وسياسة وآداب وأخلاق ولكن القول ، في تعدد صوره وأغراضه وسعة مراميه ، لا يقف عند هذه الحدود وقد يتوغل في سير أفراد الناس ويمس أعمالهم وتصرفاتهم وسلوكهم في حياتهم العامة أو الخاصة ولما كان شرط السكينة والنظام في مجتمع أن تتوفر للأفراد كراماتهم فوجب أن نجد حرية القول بما يوفر تلك الكرامات فلا تستعمل أداة لإفساد العلاقات بين الناس بما يشر بينهم من أقوال كاذبة أو مضللة أو خبيثة . لذلك نجد قوانين البلاد المختلفة تعاقب على الفذف والسب ولكنها إذا كانت تنفق على المعنى العام فانها تختلف اختلافا شديدا في الصور التي يستظهر بها هذا المعنى . فقانون المصري بعد قاذف كل من أسند أو نسب غيره بطريقة من طرق العينية أمورا لو كانت صادقة لأوجبت عتاب من أسندت إليه بالعقوبات المشددة لذلك قانونا وأرجبت احتقاره عند أهل وطنه ولا يقبل من الماذف إقامة الدليل لاثبات ما قذف به حتى ولو طلب ذلك المقدوف فيه وإمسا تقبل إقامة الدليل إذا كان طمعا في أعمال موظف عام أو شخص ذي صفة نيابية عامة

أو مكلف بخدمة عامة وكان لا يتعدى أعمال الوظيفة أو النيابة أو الخدمة العامة . ويعنى القانون إذا كان القذف قد حصل بسلامة نية وأثبت حقيقته . ويعرف السب بأنه كل عبارة لا تقتصر على اسناد واقعة معينة بل تتضمن بأى وجه من الوجوه خدشا للشرف والاعتبار . ويشدد العقاب في قذف الموظف ومن يلحق به كما يشدد حين يكون القذف أو السب طعنا في عرض الأفراد أو خدشا لسمعة العائلات . ويعنى من العقاب نشر ما يجرى في الدعاوى إلا إذا كانت المحاكم قررت سماعتها في جلسة سرية أو كانت الدعاوى تتعلق بمنح الصحف أو جرم القذف والسب وإنشاء الأضرار كما يعنى نشر ما جرى من المناقشات العلنية في إحدى مجامع البرلمان إلا إذا كان النشر بغير أمانة وبسوء قصد .

ومصدر القانون المصرى في هذا الشأن هو بوجه عام القانون الفرنسى . ويرت هذا القانون والقانون الانجليزى بخلاف يكاد يتناول الكليات . فالقانون الانجليزى لا يعرف التفريق بين القذف والسب ويرى ان ذلك التفريق متعذر في كثير من الأحوال ولكنه يعرف تعريفا آخر بين (Libel و Slander) الأول للعيب المكتوب والثانى للعيب الشفوى . وهو يقبل اقامة الدلائل بوجه عام سواء بناء على طلب الغاذف والمقذوف فيه وهو يعنى من العقاب على القذف أيا كان نوعه وأيا كان المقذوف فيه موظفا أو غير موظف إذا كان للصاحبة العامة وثبتت صحته . ولا يعاقب عليه كذلك ولو لم تثبت صحته إذا اعتقد الغاذف بحسن نية صحته وكان القذف يمس موظفا أو ذا صفة نيابية عامة أو يمس أى شخص آخر يشترك في الشؤون العامة فيما يتعلق بأعماله العامة أو يمس قيمة كتاب أو رواية أو أثر أدبى أو فنى أو أى عمل معروض لتقدير الجمهور وحكمه والقانون الانجليزى كالقانون المصرى يعنى من العقاب على نشر ما يجرى في المحاكم أو البرلمان بوجه عام . ولكنه يختلف منه في اباحة نشر ما يجرى في قضايا الصحف أو القذف . (١)

(١) وتصل حرية الرأى بالتعليم وبحرية الصحافة والجمعيات والجمعيات . ولما في كل شأن من هذه الشؤون مسائل تختلف الاتجاهات فيها وتباين الآراء . وبعض هذه المسائل تكتسب أهمية في تعيين ما يفتنه الصبيان في التعليم العام وحتى آدابهم في اختيار المعلمين والكتب .

ومدى القيود التي يجب أن تعد لمصلحة الجماعة حتى لا يتجاوز حق التعبير الحدود التي تكون الجمليات كأن تدار الخدومات وخلافات لا تجد لها مدى في مصر فإن مصر حديثة العهد بهذه الحريات من جانب وأسلوب هذه الخلافات مائة من طابع خاصة بالمدنية الغربية لم تخلق بعد في مصر أو لا يتوقع أن تتخلق .

يتميز النظام الإنجليزي عن النظام الفرنسي فوق ذلك بأن قضايا القذف في الأول مدنية غالبا في حين هي في الثاني جنائية واشتهرت قضايا القذف في بريطانيا بحداسة ما يجرى به فيها من التوريات والواقع أن الخلاف بين الثنائيين يرجع إلى فروق في الإجراءات القضائية في البلدين . فالقذف في إنجلترا لا يختلف شروطه مدنيا عنها جنائيا ولكن الدعوى لا ترفع جنائيا إلا إذا أذن القاضي بذلك وهو لا يأذن إلا إذا تبين أن التوريت مهما يكن بالغا لا يكون كافيا للدعوى . ولا يجمع في الدعوى الجنائية بين العقوبة والتوريت وذلك يكسب الخلاف فيه عادة بالمبالغة بالتوريت وليس بذلك احتمال رفض الأذن .

وفي فرنسا لا يلجأ إلى الطريقين اللذين عتبة أن يظن أن القذف ليس له الخطر الذي يدرج عما كنهه جنائيا ، إذ كان الطريق الجنائي مفتوحا للقذف فيه ، لا يجوز ذلك حاله . ثم إن إجراءات القضاء المدنية لا تكثر عادة بعكس الإجراءات الجنائية وكثيرا ما يجرى القذف فيه تشرعا حصل أمام الحاكم والإجراءات الجنائية بعد ذلك أسرع وأقل تكاليفا على الموقوف فيه ولكن من الجلس بين العقوبة والتوريت . وإن يكن التوريت في فرنسا يلتصق في كثير من الأحوال على المطالبة بفرض واحد ومزا لمعنى التوريت . وربما كان ذلك أثرا لهذه القسرية والممارزات إذ كان الشرف لا يمكن ولا يجوز أن يتفقد ثمرة وكان يجب إذا أهين أن يراق على جوانبة الدم ولا ربه في أنه من الطبيعي أن يكون اجتماع العقوبة والتوريت في قضية واحدة من شأنه أن يمنع من المبالغة في التوريت فإن هذه المبالغة ليست في ذاتها إلا عقوبة ومن الحق أن العقوبة لا تتعدد .

ولقدوة بنظم — خصوصا عندما كثر تعرض بعض الصحف المصرية لأعراض وصحة الأسر ومكر في تشديد العقوبة في مثل تلك الأحوال — لو اتخذت هذا النظام الإنجليزي يتبع بضاته الكبيرة . وربما كان ذلك غير ميسور لأن نظام القضاء في شبه النظام الفرنسي من النظام البريطاني . وليس هذا النظام الأخير به مرضيا عند أهله . فإن فريقا يشكون من أن مائة من الجرائد تصيد بعض الأخبار تكسب شهرة ودواجا من التوريت لحرياتهم الخاصة ومن أن القانون الإنجليزي لا يعرف حق الرد ، كما يشكو أصحاب الصحف والمطابع من حرية القول وتشر المعلومات العامة تعرض لتعظيم كبير وكثير ممن تناولهم تلك المعلومات يستغلون هموض القانون وتنفيد وكثرة مزايا الدعوى في الحصول على توريتات كبرى ، وقد يكون ذلك في الأحوال لا يزداد الذهب فيها على خطأ مصادر عادة جديدة بالظن . وبالرغم من أنهم يقولون استدعاهم التام للاعتذار عن ذلك انطفا فان المحققين يترجون عادة إلى منع تلك التوريتات ويأمرون في تقديرها مكانة الجاني عليه وقد يأنفون في تقديرها في التصديرات السياسية . ولذلك فان أصحاب الصحف والمطابع يندفرون في أكثر الأحوال إلى المساومة على مبلغ رضاه الموقوف فيه . ولعل الحق بين الفريقين .

وفي أمريكا يشبه النظام في أغلب الولايات المتحدة النظام الإنجليزي لأنه مستمد من دستور القانون العام غير أن قوانين الولايات — عملا على منع التوريتات السيرة والمساورة غالبا — لا تخلق للبلدين الحرية في تقدير التوريت إلا في الاطاعات القاضية وتنتشر ألا يكون تمت شك في حجب

كان الحديث حتى الآن في ماهية القيود التي تحد حرية القول من حيث طبيعة الشؤون التي تجري عليها تلك الحرية إن ديناً أو أدباً أو أخلاقاً أو سير أفراد الناس . فقد جاء ذكر الصحافة باعتبارها وسيلة استظهار تلك الحرية . ولكنها ليست الوسيلة الوحيدة قال جانبها وسيلتان بلغتا شأواً بعيداً في نقل المعاني والآراء والمعلومات هما السينما والإذاعة . وقد أصبح لهذه الوسائل الثلاثة في ذاتها أهمية خاصة وأصبحت تثير مشاكل في شأن حرية الرأي . وأنكم تعلمون أنه منذ اختراع الطباعة أصبح الكتاب عاملاً كبيراً في نشر التنقيف وتليه الأذهان ، ولكن الصحف منذ بدأت تعرف في القرن السابع عشر برزته شيئاً فشيئاً بانتظام صدورها ، وبسهولة انتشارها ، وبسرعة تبعاً لسهولة أسباب المواصلات والنقل ، وأصبحت عاملاً ذا خطر في الحياة العامة فهي التي تنقل للناس أخبار الوقائع والحوادث التي يستمدون منها آراءهم وينون عليها أحكامهم وهي لا تكفى بالنقل بل تعتمد بالذات ومباشرة إلى تكيف الرأي العام وتكوينه . فقد أصبحت المعترك الأكبر للآراء والمصالح المتعارضة .

ولكنها بما انتهت إليه من الشيوع والانتشار وما يقتضيه ذلك من إعداد دور ضخمة لآلاتها وإداراتها واختيار الكتاب والمراسلين العديدين لتحريرها وموافقتها بأنواع الأخبار من كل لون ، وتوفير الأموال الطائلة للاتفاق على ذلك كله ، أصبحت الحياة الصحافية بدورها تجارة وصناعة من أكبر ضروب التجارة والصناعة ، وقام التنافس بين وظيفتها من حيث هي وسيلة أمينة للنشر الأخبار والآراء ، وضرورات حياتها من حيث هي تجارة أو صناعة ، وقد أجهل أحد الكتاب المعروفين في بريطانيا "نورمان أنجل" ما يؤخذ على صحافة القرن العشرين في عبارة جامعة إذ قال :

" في مدنية — لا تزال على مدى الأيام تزداد تعقيداً ، وتضخم سياستها ، ولا تزال تتطلب من الناس مستوى مطرد العلوم والفهم بل من الخلق أي من المقدرة على ضبط الغرائز التي إذا لم تضبط أصبحت منافرة لروح الاجتماع

الهدف وأن ترفض الصحيفة الاعتذار فإذا انتشرت الصحيفة قبل رفع الدعوى وكان القذف راجعاً إلى خطأ أو سوء فهم لم يحكم إلا بالتعويضات الفعلية وهي إذ ذاك قليلة . ثم إن المحاكم العليا تباثرت بنفسها تخفيف التعويضات إذا تبين أن المحققين أمرؤوا في تقديرها .

خادمة — في مدنية كهذه تجد الصحف نفسها مضطرة ، من أجل كسب الأرباح التي هي شرط وجودها ، أن تخاطب في قرائها أسهل مصالحهم ويقاظ وأن تنجس إلى الفرائز والأحاسيس الأسرع إثارة وإلى أفكارهم الأولى دون الثانية ، دون أن تلقى بالا إلى الآثار الاجتماعية التي قد تترتب على مخالفته بذلك من نزعات أو طبايع . ولما كان الاحساس الأسرع إثارة في الغالب هو أشد الاحساس مناعة لروح الاجتماع ، وكانت الفكرة الأولى إذا قبست إلى الثانية أولى إلى الهوى وأبعد عن الحكمة ، كان مثل هذا التسابق جديرا بأن يبطل بمستوى فكر الجمهور وحكمه ، وبأن يجعله عاجزا عن أن يقدر في فطنة وصواب الأضرار التي يتوقف عليها حسن تدبير المجتمع “ ويرى أنجل أن ” الصحافة تتعرض إلى أخطار أخرى يستجيبها ذلك الخطر الأول فانها كثيرا ما تكون خادمة مصالح سياسية أو مالية خاصة ، وبوجه خاص خادمة جماعات من أصحاب رؤوس الأموال أو خادمة أصحاب الاعلانات على أنها لا تستطيع أن تقوم على خدمة تلك المصالح إلا بالتأثير في أفكار الجمهور على طريقة معينة وبتخاذ خطة معينة “ .

هذا ما يشكو منه بعضهم من أمر الصحافة على أنه يجب أن نبادر إلى القول بأن نوعا من الصحف والمجلات لا يزال يحافظ على مستوى رفيع من الأمانة في أداء رسالتها لأنه بمنجاة من ضرورات المعيشة التي تقدمت الإشارة إليها . وقد يخطئ أو يضل الطريق عن غير قصد ، ولكنها لا تجد غضاضة أو حرجا في العودة إلى طريق الحق بعد أن تذهب أو تنقبه إليه . وحتى الصحافة الأخرى تجد من وقت لآخر من أسباب المنافسة والمساواة ما يقوم أعوجاجها . ذلك أن في حرية القول نفسها علاج لكل داء . أما البلاد التي منيت بالحكم الأوتوقراطي فقد أصبحت الصحافة فيها عبدا للحزب السائد تسخر لأغراضه وتقوم على نشر دعايته المضللة فلا تعرف الحق لذاته ويصبح معيار ما يقال وما لا يقال مصلحة ذلك الحزب كما يراها رؤساؤه .

والأسباب التي أفضت بالصحافة في أوروبا وأمريكا إلى مثل هذه النتيجة قلما تشبه واقع الحال عندنا ، لاختلاف ظروف المجتمع بيننا وبينهم ، إن لم يكن في طبيعتها ، ففي أقدارها . ولذلك فإن ما تأخذه من الهبات

على صحافتنا لا شك أسهل علاجاً وأيسر تقويماً. وإذا كانوا يرجون أن يكون السافس بين الصحافة وغيرها من وسائل النشر جديراً بتقويمها فأخلق بنا أنه يكون رجائزاً أوسع وأوفى تحقيقاً.

وكما أن اختراع الطباعة كان — بعد اقتراحه بظروف مواتية أخرى — سبباً في قيام الصحافة وازدهارها وانتشارها وقوتها ، خلق التصوير — بعد تقدم فيه — مستصحب التعلق معه — أداة صالحة لنشر الأخبار والأفكار هي السينما — وبين المسرح والسينما وصلات كثيرة وإن رأى بعضهم أن لكل منهما فناً يختلف عن الآخر بينهما وجوه شبه عدة لاسيما من ناحية حرية القول .

وقد كان الغرض الأول من المسرح التسلية والترفيه ، غير أنه كان بين وقت وآخر أداة لنشر بعض الأفكار . وطالما كانت الصحافة والمسرح قليلي الأهمية ضليل الأثر لم يكن لأمر الحرية فيها خطر كبير . غير أنه منذ بدأ الشعور بقوة الصحافة وامتنع على الحكومات أن تقيد حريتها كان للمسرح سيرة أخرى ، فإن اجتماع جمهور النظارة فيه في مكان محدود جعل شأنه أكثر اتصالاً بالنظام والأمن العام ، لاسيما وأن الأثر بالخطاب يعد دائماً أسهل من التأثير بالكتابة ، وإن عدوى التقليد في الجماعة تتحقق فيه دون الصحافة ، لذلك أخضع تمثيل الروايات إلى رقابة سابقة في البلاد المختلفة حتى التي تتنعم بأكبر قسط من الحرية . ولا تختلف مصر عن غيرها في هذا الشأن . وربما تلاشت الرقابة أو ضعفت في بعض الأوقات ولكن مبادئها لم يمسه الشك ولم يزل بالتقدم .

كذلك السينما منذ أول نشأتها أخضعت للرقابة السبالة . وفي بعض البلاد التي اعتادت الحرية أكثر من غيرها اشتعل خطر قابلية الأفلام للاحتراق ، وصلة ذلك بالأمن العام ، لإيجاب اطلاع الساطات عليها قبل عرضها للجمهور ، ولكن أغلب البلاد تتخذ مبدأ الرقابة في غير تحرز وبلا حاجة إلى تعليل ، قياماً على المرحح . وقد برزت السينما المسرح في الأهمية لكثرة الجماهير التي تغشاها ولأنه يمكن فيها ما لا يمكن في المرحح . واختلت منه في أن صغار السن يأنسون لها ويحذون فيها كثيراً من أسباب المرح والتسلية واستعملت وسيلة لتأنيبهم المعلومات المختلفة في العلوم الطبيعية وفي الجغرافيا

والنارنج وغيرها . وقد أخذ عليها أنها هونت على الناس من أمراء آل القسوة
والعنف وعودتهم على رؤية كثير مما لا يتفق مع حسن الآداب . على أنها
قد أصبحت ، مما فيها من جمال الصور ، ونفاذ الأثر ، بطريق السمع
والبصر ، وسيلة أداء ونقل آراء يعتد بقوتها ويحوز أن تقاس إلى الصحافة .
ولذلك استخدمت أكبر استخدام في الدعاية . حتى لقد وضعت الحكومات
الأوروبية يدعا عليها في بلادها لقصرها على هذا الغرض أو أخضعها
لرقابة وإشراف شديدين . وضعت بعضها تهديد يمنع ادخال أفلام الشركات
التي تروج دعاية ضدها في البلاد الأخرى ، وبذلك نجحت في أن تجعل
منها سبيل دعاية إيجابية وسلبية ، أهلية ودولية .

والولايات المتحدة القدر المثل في صناعة السينما وليس من السهل على
غيرها منافستها في هذا المضمار ، على أن كل بلد لا يزال حريصا على استظهار
حكائمه ومقدرته في هذه الصناعة ، وعلى الانتفاع بمزايا السينما انتفاعا قوميا ،
يوصفها وسيلة للدعاية وللشراء والآراء والتعليم . ولا تخلو بلد من أسباب
التشجيع لرقى هذا الفن الجديد .

والما عانا من أمر السينما أنها وسيلة من وسائل حرية القول ، ولكن
ما تقتضيه منها ضرورات الرمح بوصف أنها صناعة ، وما تستخدم فيه من
شؤون الدعاية وما تخضع له من المراقبة يجعلها وسيلة ناقصة . وربما كان
غير توجيه لها في مثل بلادنا ، فيما عدا أغراض التسلية والترفيه ، هو أن
تستخدم في شؤون التعليم للصغار والكبار ، وأن يشجع الأكار من إنتاج
الأفلام التعليمية ويسهل عرضها في أنحاء البلاد .

وتحت اختراع ثالث ، الإذاعة بالراديو ، خلق لنا وسيلة ثالثة لتسلل
الأخبار والآراء ونشرها ، والتسلية والترفيه أيضا ، وهو نوع من الصحافة
يختلف عنها في وسائلها الفنية وفي أغراضه ، ويمتد على الأذن بدلا من
العين . فهو يجلب إلى العارفين بالذاعة والكتابة وإلى الأمينين جميعا ، كما
يختلف عنها أنه عادة مملوك للحكومة ، وأنها مما يملكه الأفراد والشركات ،
وجمهور المستمعين إلى حد كبير هو جمهور قراء الصحف . وبينه وبين
الصحافة مسابقة ومنافسة يربس منها الخير الكبير لكليهما .

وإذا نظرنا إليه من حيث إنه وسيلة لحرية القول ، ألفينا وسيلة ناقصة أيضا . نعم إنه ليس خاضعا لضرورات الربح كالصحافة أو السينما ، فإن موارده توفر له من سبيل الضرائب ، ولا يخشى لذلك أن يتأثر بتلك الضرورات ، أو أن يوجه تأثيره وجهة مصالح خاصة ، كما يخشى مثل ذلك في الوسيلتين الأخريين . ولكنه وهو مملوك للحكومة لا يصلح أداة لتفدها أو لإبلاغها ما يحسه الجمهور نحو أعمالها . وقد وقفت الحكومة الانجليزية الى أن تجعل هيئة الاذاعة البريطانية المعروفة B. B. C. وجودا مستقلا يسند الى قانون خاص ، وإلى أن تجعل تصرف أمورها بيد هيئة يرأى في اختيارها سعة العلم وحسن التدبير ، ويتبع أعضاؤها باستقلال كبير . وبذلك تكاد الاذاعة ترقى الى أن تكون من وسائل حرية القول الكاملة . وليس استمارة مثل هذا النظام في مصر بالامر العسير ، وقد قارب عقد الاجارة الحالية نهايته .

والآن وقد جلوت لكم معنى حرية الرأي وصورة مجملتها من تاريخها وقت أن كان النضال عليها غتلطا بالنضال على شئون الدين ، ومن تاريخها بعد أن أصبحت قضية قائمة بذاتها مستقلة عن الشئون التي تتعرض لها ولم يعد يشغل الانسان شأن واحد بل جعلت تلك الشئون تعدد كلما تقدمت المدنية واتسع العمران . وبسطت أكم أمرها حين أظنها الثائرون في أمريكا وفرنسا حقا من حقوق الانسان وحين أدجت بعد ذلك في الدساتير وترك تحديد ضوابطها للقانون ورحا نسائل أهل الرأي في الأصول التي ترجع اليها في ذلك التمهيد فالقياهم يترعون الى الامتلاق ولم تظفر منهم بجواب شاف وعدنا نراجع القوانين لتعرف كيف نفذت ما فوضت فيه من بيان تلك الحدود وعرضنا حكمها في مختلف الشئون التي يعالجها الانسان في حياته حين يتكلم وحين يكتب وأخذنا عليها ما بها من إبهام أو غموض ، ولعلنا لم نجد في تلك القوانين أو في الطريقة التي طبقت بها دائما حكاية صادقة لما قصدت اليه الدساتير .

الآن يبقى لنا أن نقف قليلا لنبين آثار حرية القول في مدينتنا . ولنسأل أولا : ما تتكون هذه المدنية . لا أريد استظهار أى جزء أو ركن منها لأجل له شأنا فوق شأن سائر الأجزاء أو لأجل منه رمزاً أو مقصدا لغيره .

ولا أرى بأساً من أن أعدد أركانها فربما كان لحرية القول أثر في بعضها دون الآخر. أليست المدنية تتألف من حياة مادية يأكل الناس فيها ويشربون ويأوون إلى بيوت ويلبسون أرزاقاً ويباشرون أعمالاً ، ومن دين ، ومن نظم حكم ، ومن حريات سياسية وشخصية ، ومن آداب وأخلاق ، ومن نظم اجتماعية ونظم اقتصادية ومن علوم ومن آداب وفنون . ولست أزعج أني حصرت أركان المدنية ولعل ذكرت أهمها . فأي ركن منها خلا من أثر حرية القول ؟ وهل كان أي منها لولا تلك الحرية يكون ما هو . أرى أن الناس في طعامهم وشرابهم ومسكنهم كما بدأ الإنسان على الأرض وهل كان هذا التغير الكبير إلا نتيجة لما أخذ على القديم وآراء جديدة وها هو العلم ، وهو ثمرة أخرى من حرية القول ، يسعى الآن في أن يجعل حياة الإنسان أصح وأهنأ وأسهل كما كانت . وهل بقيت الأعمال والأرزاق والنظم الاقتصادية على حالتها منذ خلق الإنسان أم ترى أن المدنية تتجه لتحرير الإنسان من العوز وتؤمنه على حد أدنى من مرافق الحياة . ولو قيل ذلك منذ قرن أو قرنين لكان أمراً إذا . وهل من العسير أن يدرك المرء كم يرجع من ذلك إلى حرية القول . والأديان ونظم الحكم والاجتماع والحريات المختلفة والأخلاق أليست كلها ثمرة تلك الحرية ، لا ، الحرية تجسدي في رفق ويسر ورضى من الناس ، ولكن الحرية تتأهل وتجاهل وتقاوم وتجاهد . وكذا استقرت المدنية في ناحية من هذه النواحي على حال لم تزل حرية القول تزقب تلك الحال وتنفذ إلى نقائصها ويعيوبها ووجوه سيرها وإصلاحها والدفع بها قدماً أو تغييرها إذا رأى أن شيئاً آخر أفضل وأجدر بالاختيار . وها هو النظام البرلماني ألا يقال فيه إنه خير ما انتهى إليه الإنسان من نظم الحكم ، أرى حرية القول سكنت عن مداركة عيوبه وتبسط مقوماته من أحزاب أو انتخابات . والحريات نفسها ألا تتبعها حرية القول وتنظر نافذة فيما اتخذ لها من أسباب الحماية أو التوقيف بينها وبين نظم المجتمع . والأخلاق ، ألا تتغير بين جيل وآخر بفعل النقد والتطور . وأداة حرية القول نفسها من صحافة وإذاعة وسينما ألا تسلط عليها تلك الحرية فتقوم اعوجاجها وتصلح فاسدها وتكشف

ما تضل المصالح بها في بعض الأحيان . وقد لا يظن الناس أن العلوم والآداب والفنون إلا أرضا تلك الحرية تجول فيها كل مجال . ولكن كم حرية القول فيها أيضا من قتال وقد لا يخفى على أحد أن الإنسانية مدينة فيها كسبته في هذه الميادين جميعا لحرية الرأي . ولكن الذي يخفى هو أن هذه المكاسب كثيرا لا تنال في سهولة ويسر . نعم ليست حرية القول هي التي تخلق صور المدنية التي أشرنا إليها وإنما هي غرائز الإنسان وملكوته ولكن مدنية تعتمد على تلك الغرائز والملكات دون أن تكفيها وتقوّمها حرية القول مدنية تكون بلا شك جامدة إذا قدر لها البقاء .

ذلك أن النفس أمانة بالسوء . والإنسان لا يحكم العقل دائما في خواطره وتصرفاته بل قد يشور عليه ويرضى حكم شهوانه وغرائزه ، وهو أبدا بحاجة إلى أن يبصر بطريق أنير أن يؤخذ بضبط الفكر والسلوك ، ولكنه أبدا كاره لحرية الجدل والمناقشة . فأنها تعرض يقينه وتحدث له الشك من حيث لم يكن ولكنه جهلا فكريا غير يسير وتضطره بعد ذلك لأن يسلم بالخطأ وإن يقبل راضى النفس قبض رأيه وعكس حكمه . ذلك هو ذل حال الفرد فيها هو من شعوبه . والجماعة في حملتها لا تختلف عن ذلك كثيرا فأنها إذا أُنما رأى سديد قابله بالتكر والانقباض لأنه يخالف ماؤها ودافعه عن نفسها ورجا قومت صاحبه بكل ما أوتيت من قوة واضطهده وسامته عتا وعذابا شديدا . على أن الرأي الجديد إذا كان خيرا من القديم الذي جاء يلحقه لا يزال يجاهد الجماعة ويغالبها بقوة العقل والافتناع حتى يرضخ له وترضاء . فإذا رضيت ذلك الرأي قوة في ذاته بل أصبحت قوة الجماعة من ورائه محبة وتأييد ، فإذا جاء رأى جديد آخر لاقى ما لقيه الأول وهكذا دواليك .

ليس إذن غريبا أن تكون حرية القول خيرا عموما كما وصفنا وأن تلقى مع ذلك ، انقيته في الماضي من الإعنتات والاضطهاد لاسيا وأن الآراء الجديدة فوق ما تعارض من عواطف الجماعة وشهواتهم قد تصادم مصالح قائمة ثابتة فلا يالو أصحاب تلك المصالح دافعا عنها .

ولكن أليس حسب الإنسان تجارب الماضي العديدة ليقنع بأنه خير له أن يشفع صدره للرأي الجديد ولا يتبرم به ولا يبدأه بالعنف أو يعمل

على إعادته فإنه إذا كان صوابا كان خليقا بأن ينتهي إليه ويستقر عنده وإذا كان خطأ لم تقم له قائمة . " فاما الزيد فيذهب جفاء وأما ما ينفع الناس فيمكث في الأرض " بل لنقدية يوم الرأي الجديد و يعمل على إعادته فيلجأ أصحابه الى الترويج له سرا .

وقد يعين التكتك على نشره أكثر من الدعوة له جهارا . ولو قد أطلقت فيه المناقشة الحرة لتكشف ما يقوم عليه من أوهام أو أخطاء .

فإذا اعتبرنا بتلك التجارب فماذا يكون الواجب في شأن هذه الحرية وما هي الخطة التي تكفل لنا إقرارها وتأسيدها على خير وجه وأفضل صورة .

أطرح جانبا طبعاً الوقت الذي نعيش فيه الآن فإن الدستور أجاز تعطيل أحكام الدستور أثناء قيام الأحكام العرفية وقد أعلنت هذه الأحكام تنفيذا لمعاهدة التحالف بين مصر وبريطانيا . وهذه الأحكام تميز للسلطة القائمة على إيجرائها مراقبة الصحف قبل نشرها وقد كثر الكلام في أمر هذه الرقابة . ولعل أصدق حكم على ما يجب أن تكون عليه هو ما أعلنه القائم عليها في بريطانيا العظمى من أنها لم تستعمل في تلك البلاد إلا فيما يتصل بشئون الحرب . وظلت حرية الرأي والنقد في كل ما عدا ذلك من الشئون مكفولة .

لعل أول واجب بعد زوال تلك الأحكام هو أن يرجع النظر في القوانين ليذلل ما فيها من عقبات في سبيل تلك الحرية . وربما كانت أكبر عقبة فيها هي تلك الأحكام المبهمة الغامضة التي تؤلف جرائم الرأي . وقد أشرت الى طائفة كبيرة منها ولم أذكرها على سبيل الحصر . نقلت هذه الجرائم عن القوانين الفرنسية القديمة . ورأى قانون الصحف الفرنسي الذي صدر في سنة ١٨٨١ من الخير أن يلغىها . وبعض هذه الجرائم له أشباه ونظائر في القانون الانجليزي واكتها كما قلنا لا تطبق إلا في ظروف استثنائية . والواقع أن هذه الأحكام لم تعد تطبق كثيرا في مصر . ولست أشير الى الوقت الحاضر والأحكام العرفية قائمة والرقابة تحول دون نشر شيء يمكن أن تكون منه جريمة . ولكنني أعني الوقت الذي سبق الحرب . ذلك أن

النظام البرلماني لما يقوم عليه من عدم مؤاخذة أعضاء البرلمان بما يبدون من الأفكار والآراء في المجلسين معذور على حرية القول خارجهما . ولقد كانت مواد جرائم الرأي قديما تطبق على وجه لا يتفق كثيرا مع حرية الرأي ، ويعاقب بها على عبارات هينة ، وكان هذا التطبيق يسير بطبيعة الحال تطبيق قانون المطبوعات المصري الصادر في سنة ١٨٨١ وهو القانون الذي كان يبيع للحكومة إيقاف الجرائد وتمطيلها إداريا .

وقد شهدت التجارب بأن قيود حرية القول تحرم أصحاب الرأي مخرجا ومتفسا لا بد منه ، كما تحرم الناس علما بوقائع وآراء قد يبدون منها كثيرا وتقيم مقام الحكم من يجوز الا يكون أفضل من أصحاب الرأي انفسهم أو أدنى الى الصواب ، وهي تضفي على القديم حماية بل قداسة لا تخلو من الغلو والسرف ، وتوصد دون الجديد متافذ القول . وفي الحق ليست العبرة فيها دائما بالحق والعدل في ذاته بل بما يرضى أو لا يرضى أصحاب الحل والعقد . وربما كان أصح فيصّل وأفضل ضابط في أمر هذه الحرية هو الأمن والسلام لما يهدده حقيقة لا فلنا وتقديرا يكون محرما وما لا يهدده مباح . ونمت نقطة تتحول فيها حرية القول الى ما يشبه حرية العدل وهي هذه النقطة التي لا يجوز أن تبلغها حرية القول .

وقد تقدم القول في الدعوة الى الشيوعية وموقف القانون المصري منها ولا شأن لحديثنا اليوم في الشيوعية في روسيا فالشيوعية في ذلك البلد ثورة قامت في ظروف استثنائية ونجحت . وليس هذا مجال البحث في أن هذه الثورة لم تكن لتنجح الا في ذلك البلد أو أن ذلك النظام كان صالحا له ولم يكن يصلح الا له . وإنما البحث في دعوة بالقول والكتابة تشرف في بلد آمن وتقوم على استعمال القوة في تغيير النظام الأساسية للجمع وعلى استعمال القوة كذلك في منع أي رأي يخالفها اذا هي نجحت واستتب لها الأمر ، فانها من الناحية الأولى تحريض على ارتكاب الجرائم وهو أمر كان دائما معاقبا عليه وهي من الناحية الأخرى إبدان بالحرب على حرية الرأي . وهذا لا مجرد إبداء رأي ، هو ما أظن أن الشارع المصري قصد اليه بالعقاب على تلك الدعوة .

ولا ريب من جهة أخرى في أن المدنية في صورتها الحاضرة جعلت الفرد في الحياة العامة شأنًا وعبرة لم يكنوا له من قبل . فهناك نفر غير قليل تؤثر أعمالهم وتصرفاتهم في شئون الآخرين، ويحق لهؤلاء من أجل ذلك أن يتناولوهم بالنقد ولكن لذلك النفر من جانب آخر حاجة من الحياة يجب أن تصان حرمتها من العبث وكرامة ينبغي أن توفر . وقد تتعارض المصلحتان لذلك وضعت جريمة القذف ليرعى لكل منهما جانبه وتيسر له الحماية الواجبة . وأحال أن الحماية التي يسطها القانون المصري لا تخلو من ثغرات كثيرة قد تكون بحاجة إلى أن تسد . فقد لا يمكن القاذف من إثبات ما قذف به ولو أن في القذف وإثباته مصلحة عامة . ويقصر الإثبات على حالة الموظف ومن أعطى حكمه من ذي نيابة عامة أو مكلف بخدمة عامة . ولا يمكن المقدوف فيه في غير هذه الحالة الخاصة من مطالبة القاذف بالإثبات ليلزمه الحجة بالمعجز . ويحظر نشر إجراءات قضايا القذف إطلاقًا ولا يبدو أن هذا الحظر يعتبر في كل الأحوال حماية . ولعل نظرة في أحكام القذف توفر لحسرية القول مجالًا في شئون المصلحة العامة لا يقض من حرمة الحياة الخاصة .

على أن القيود التي تقدم لنا القول فيها وهي قيود القوانين ليست وحدها التي تحدد حرية القول فإن الرأي العام له في هذا الميدان شأن وأى شأن ولعله — وهو مرآة النظم العامة والعمد التي تقوم عليها — يستوجبه الشارع في وضع القيود القانونية ويستلهمه القاضي في تقديره حين يطبق تلك القيود وللرأي العام قوة لا يستهان بها من الناحية الاجتماعية قد لا تكون أقل شأنًا من قوة القانون . وهو بطبيعته يحافظ كلره لحرية النقد . فكيف السبيل إلى جعله أرفق بالنقد والناقدين وأرحب صدرًا له وأكثر استعدادًا لفهمه وتقبله . وإنما السبيل إلى ذلك هو التربية والتعليم .

أما التربية فتتلقي كل صغير وكبير أن يتسامح مع من يخالفونه في الرأي وأن يستمع لهم وأن ينظر في حججهم وهي خصلة يوصى بها الدين ويقرها العقل وتؤديها المصلحة . ولعل ما سقناه من الشواهد والأمثلة لا يدع مجالًا للريب في شيء من ذلك .

وأما التعليم فلا نه كلما كثر زاد الإنسان العقل كان أقدر على فهم الأشياء والتمييز بينها وتقدبرها والحكم عليها . فإذا كبر نصيب المرء منه كان أدنى إلى الشك في الحقائق المطلقة . وهذا الشك جدير بأن يبصره بجزء الحقيقة في كل قول ودأى .

ولا يسبقني إلى ظنكم أن التربية والتعليم لا يجدهما الإنسان إلا في البيت والمدرسة فقد استحدثت الاختراعات وسائل جديدة تشهدنا ونحس آثارها كل يوم . ولا أريد أن أشير إلا إلى أهمها وهي الصحف والأذاعة والسينما .

وقد أصبح اثنان من هذه الوسائل وهما الصحافة والسينما تجارة وصناعة في ذاتهما ولهما ضرورات ربح وصلات مصالح قد تؤثر من حيث حرية الرأي فيما يأتيه كل منهما وما يدع ، وفيما يقوله أو يسكت عنه ، أو فيما يظهره وما يخفيه ، واثنان من هذه الوسائل وهما الأذاعة والسينما ، خاضعتان حتى في البلاد الديمقراطية لرقابة الحكومة . وإن دق عمل تلك الرقابة أو خفى .

ولكن هذه الوسائل بما لكل منها من صورة ومذهب في القول وبما بينها من تسابق وتنافس وتفاعل وتعارض ، لا تزال بالرغم من تلك الضرورات والصلوات ومن قيود الرقابة كفيلاً بنشر حرية القول وإحيائها إذا هي سلمت من مرض الدعاية propaganda والدعاية نوع من الدعوة هيأته هذه الوسائل الجديدة وتستخدم فيها كل وسائل التأثير التي يعرفها علم النفس . وهي ترمى بالتكرار والإيحاء إلى خلق رأي عام من غرار واحد يرى بعين واحدة ويسمع بأذن واحدة . وليست الدعاية على هذه الصورة أمراً جديداً ولكن ما للوسائل الجديدة من الانتشار والنفوذ وهبتها قوة لم تكن لها من قبل .

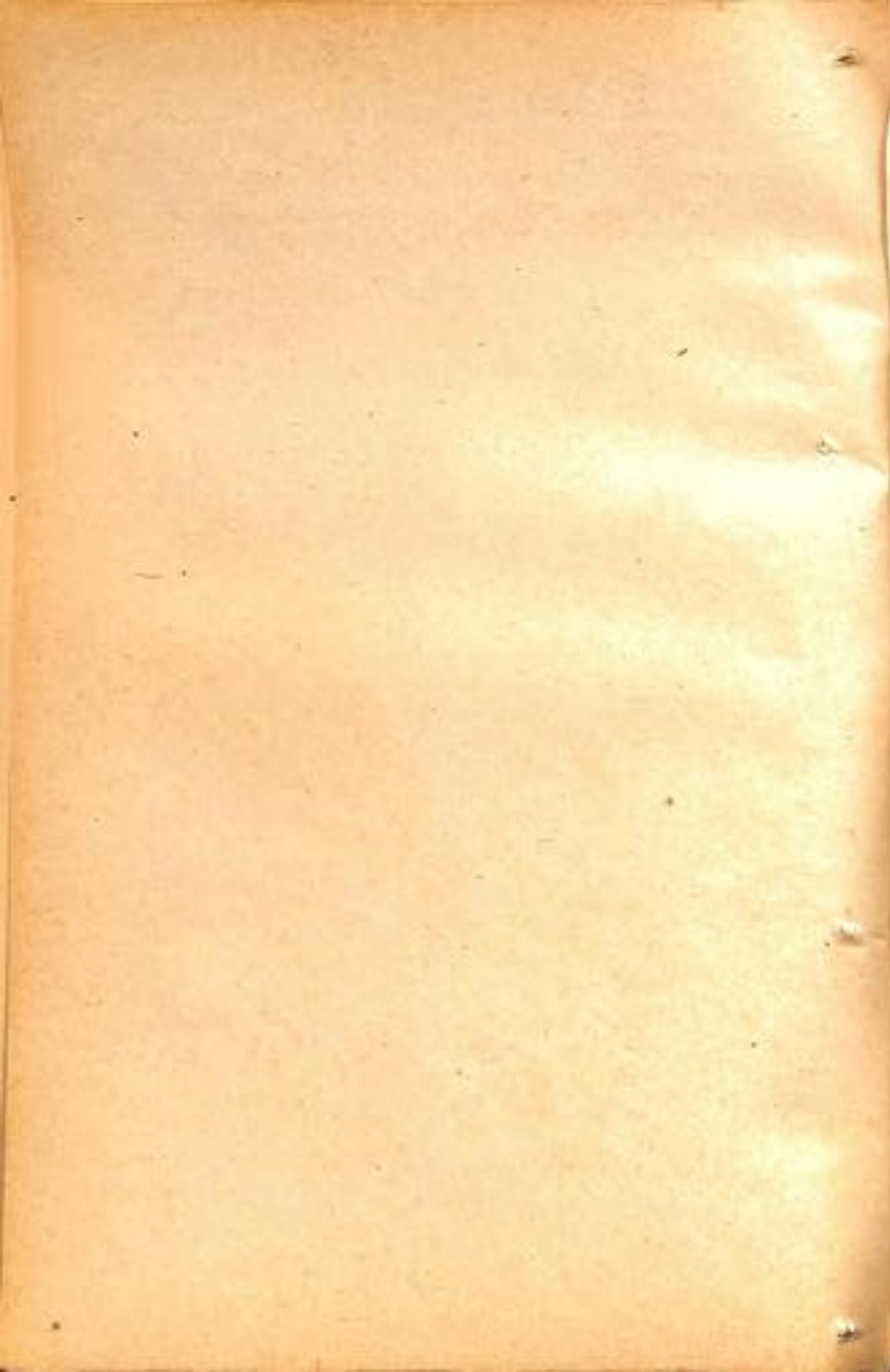
وفي الدعاية الطيب والخبيث ولكلما جعما تضعف الشخصية وتفتلها وتحول دون إبراز كل ما أودعه الله في العقول والنفس المتباينة من خصال وملكات ، ودون أن يحيا الناس حياة خاصة كاملة .

وما نحن الآن نشهد عهداً فعلت فيه هذه الدعاية فعلها وظلت فيه حرية القول على أمرها ونصلي حرباً وقودها المدنية نفسها بعد أن عانت الإنسانية في بلوغها شذائد الأحوال وقطعت في سبيلها ما لا يعد من الأجيال .

ولكن حرية القول التي قاومت العذاب والاضطهاد ودكت معاقل الاستبداد
 وخارجت من كل ما منيت به من محن وأحيطت به من سلاسل وقيود ظافرة تضيء
 على العالم في كل ناحية من حياة الانسان ظللا ممدودا ، هذه الحرية جديرة بأن
 تتغلب على هذه المحنة وإن تكن أشد ما لقيت وأن تضيء العالم من جديد بنورها
 وتمده بروحها .

ولكن هذه الحرية لا تبث إلا إذا تمتلأها الناس وعملوا لها واستذكروا عبر
 الماضي ونظروا فيما حولهم هل يرون خيرا إلا هي مصدره وشر الا هي التي تقته
 وإلا اذا جاهدوا في رد كل ما يراد لها من كيد ، وكسر كل ما تكبل به من قيد
 وأطلقوها آمنة مطمئنة . وليعلموا أن الزبد يذهب جفاء وأما ما ينفع الناس
 فيمكث في الارض .

عبد الحميد بدوي



THE DEFINITION OF "INFLATION"

BY

J. I. CRAIG, M.A., F.R.S.E.

"When I use a word," Humpty Dumpty said in rather a scornful tone, "it means just what I choose it to mean—neither more nor less."

Through the Looking Glass, by Lewis Carroll.

"Newspaper readers are more interested in cats and dogs than inflation and deflation."

Norman Smith in World's Press News, 3/2/44.

The programme of this Conference includes as its first item "A view of the inflationary trends, etc."

Now the last Minister of Finance ⁽¹⁾ assured Parliament in his budgetary address that there was no inflation in Egypt "in the technical sense," and the present Minister has also assured the Chamber of Deputies, through a colleague, that inflation in the sense generally employed by economists does not exist in this country. And the Financial Committee of the Senate has reported that there is no inflation in Egypt. The President of the Board of the National Bank of Egypt has told his shareholders that there has been no overcreation of bank credit and no borrowing by Government to cover a budgetary deficit and hence no inflation.

In the sometimes amusing answers given by the members of its Brains Trust to the posers of the British Broadcasting Corporation, Professor C. E. M. Joad has earned the diverting reputation of prefacing his answers with the phrase "It all depends what you mean by . . .". But Professor Joad is entirely justified, and the caveat is nowhere more necessary than in Economics where common things and common language form the matter and equipment of what is or hopes to become a precise science of thought. This word "inflation" is a case in point. Before

(1) As at April, 1944.

we start discussing "inflationary trends" then, it will be well to understand clearly what we mean by "inflation," its verb "inflate" and adjective "inflationary".

According to the Shorter Oxford Dictionary, the word inflation comes from the Latin verb *inflare*, to blow up, the participle of which is *inflatum*, blown up. Originally, in English, the word inflate meant to blow out or fill with wind or gas. We still inflate a motor-car tyre. But in the nineteenth century it came to have a meaning "to swell or expand artificially or unduly." And the present writer feels that this nuance of artificiality or excessiveness is inherent in the word. We have plenty of words in English which denote simple increase. Increase itself, augmentation, expansion, rise, addition, extension, with their corresponding verbs and adjectives, are some of them. We gain in precision by retaining the shade of meaning of excessiveness, and in the end when an economic definition is offered, we shall try to retain this sense.

At the same time we must concede that any writer or speaker is at liberty to use his own definition, provided that he makes clear to his readers or audience what that definition is, and that he always uses it in that sense and without consciously or unconsciously attaching to it other cognate meanings or — a constant danger — drawing from his own definition conclusions that follow from others.

Before attempting a definition, however, we may be excused for citing passages to show how the word is used by English economists. The search cannot pretend to be exhaustive, as it has been confined to the writer's own library, or to such works as he has been able to consult at short notice and with scanty leisure.

The Shorter Oxford Dictionary cites Emerson as saying "We inflate our currency," in the sense of "increase it unduly", and of prices quotes Gladstone as speaking in 1881 about "an inflated state of prices that could not possibly be maintained," and gives the following definitions of inflation:—

- "(1) The action of inflating with air or gas;
- (2) The condition of being so inflated; and
- (3) Increase beyond proper limits, especially of prices, the issue of paper money, etc. . . (1864)."

Sir T. E. Gregory, writing on *Inflation* in the *Encyclopaedia Britannica*, starts by defining inflation as "an abnormal increase in the quantity of purchasing power," but later in the same article he uses the word to mean simply "increase of the volume of money," and he characterizes the increase of purchasing power as being "due mainly to governments and business men."

Here it may not be out of place to point out that inflation denotes both an action or process and the state or condition* that results from that action or process. Deflation, its antonym, on the other hand, seems mainly to connote an action or process only, though its use to denote a state is not excluded, though rare.

In the very excellent article in the *Encyclopaedia of the Social Sciences*, which should be read by anyone who desires a comprehensive view of the subject, Professors Harvey Rogers and Lester Chandler state that the word did not come into general use until the (First) World War. They go on to say "Even now the meaning which an economist associates with them ('inflation' and 'deflation') is apt to vary with his general views regarding the money-credit-price mechanism."

"Some use the words in connection with expansion and contraction of the currency only; others, with a better knowledge of banking phenomena, expand them to include primarily credit movements; still others limit their application to currency and credit disturbances connected more or less with price movements more or less general and violent."

"Many associate inflation and deflation above all with the movements of foreign exchange, and consequently are inclined to ridicule the idea of a gold inflation, however great the accompanying credit, currency and price expansion. Finally, there are in the United States some who insist on basing the definition largely on the liquidity of banking assets; inflation for them increases as liquidity declines."

"Perhaps the most generally accepted definition of inflation is that it is the issue of too much money." These authors point out that this definition raises the question of the norm or necessary amount of money.

* Mathematically the process will be specified by a rate, but the condition by a definite integral.

This point is implicit also in phrases where the words "unduly," "proper limits," and similar qualifications are used.

For Professor Taussig, in *Palgrave's Dictionary of Political Economy*, inflation is an "excessive supply of paper money not redeemable in specie," and his illustrations are drawn from English and American long-period inflations in this sense.

Professor Marshall seems to fight shy of the word, though in *Principles* he writes of "inflations of credit, which raise prices and lower the purchasing power of money for the time." A little later on: "But very soon the inflation of credit subsides, and is followed by a depression: prices fall, and the purchasing power of money rises. . . The high standard of money wages, attained during the inflation, etc."

Mill does not seem to use the word: He speaks of "increase (of money) in speculative periods". By stressing the part played by speculation in the influence of credit on prices, he would appear to confuse an effect with a cause.

M. E. Robinson in *Public Finance* writes of the printing of inconvertible notes and the issue of Treasury bills: "Both methods increased the supply of purchasing power, and the result in inflating prices was probably much the same"; goes on to say "while the policy of any government which increased purchasing power was a contributory factor the most rigid avoidance of inflation would not have kept its price-level stable, etc..." and devotes a section to the discussion of the "Cost of Inflation." In this the term inflation seems to be used as meaning simply the creation of increased purchasing power.

Hawtrey in *Currency and Credit* writes of "credit being inflated" and to him "inflation means a too free creation of credit," though he also writes of "prices being raised by the inflation of the currency." It is perhaps natural that a writer in England, where by far the greater volume of commercial transactions takes place on a banking, i.e. a credit, and not on a currency basis, should attach special emphasis to the role of credit. So we find Dr. Walter Leaf, scholar and banker, writing in *Banking* that "The great danger of it (a paper currency) is the ease with which it can be used for an artificial inflation that is an increase of credit beyond what is needed for the normal conduct of business" and again: "It (the increase in bank cash in 1914/5) is a classic example of inflation as carried out by a modern government for national purposes."

Sir Henry Strakosch talks (in the *Problem of Gold*) of economizing gold and using "the smaller base of gold to build a bigger structure of credit, which some people may call inflation, but which is not inflation in truth, so long as the level of prices remains stable."

Of India, a country where credit instruments have not the same vogue as currency, Mr. Findlay Shirras (*Indian Finance and Banking*) writes as follows: "The idea of a supply of the circulating medium in excess of the growth of business is usually known as inflation." But he also recognizes the place of credit, for he goes on: "When at a given price level a country's circulating media, cash, coin and notes, and deposit currency increase relatively to trade needs, inflation is said to occur." Again, "Government and the Banks (in Britain) by this credit operation increased the amount of currency, and if the increase in the volume of goods was not so rapid, then inflation followed."

In "*Our Money and the State*" Hartley Withers gives a timely reminder that there could be a general rise in prices without an increase in the volume of currency,* if there was a decrease in the production of goods.

Professor Gottfried von Heberler, in the League of Nations publication *Prosperity and Depression* writes "The terms 'expansion' and 'contraction' are sometimes used in the purely monetary sense of expansion and contraction of credit or money. We shall use them, when no other meaning is implied by the context, to denote the complex phenomenon — expansion and contraction of production and employment *plus* expansion and contraction of the circulating medium. For the purely monetary aspect, we shall usually employ the terms 'inflation' and 'deflation.'"

E. M. H. Loyd in *Stabilization* writes of "Credit inflation"; of "the process of inflation"; and of "the creation of fresh purchasing power by the now familiar methods of inflation — the printing of paper money and Government loans from the banks." He later on devotes a chapter to deflation, the contrary process.

Robertson and Cannan, in their books with the same title, *Money*, like Marshall fight shy of the words inflation and deflation though both give clear accounts of the processes. Nicholson in *Inflation*

* See also the quotation from Cassel on page 289.

defines it for his purposes as meaning "an abnormal increase of money" and stigmatizes it as a monetary disease.

Professor Bresciani-Turroni in his masterly study, *Of the Economics of Inflation*, nowhere seems to define the word. He plunges straight into the subject on his first page with the remark that the increase of the circulation of Reichsbank notes by more than two milliard marks from July 24 to August 7, 1914, "initiated a monetary inflation which was without precedent in history," and he uses passim the phrase "inflation of currency and credit." Although he does not attach the epithet undue or unnecessary to the augmentation of monetary instruments, there seems to be an implied intention that inflation is to be so read.

Finally, to come to Keynes in *The General Theory of Employment, Interest and Money*, we find an original view of inflation, reconcilable, however, with the common English usage. He differentiates between "semi-inflation" and "true inflation," but it seems to the present writer that a better antithesis would be between "partial" and "complete" inflation.

"When full employment is reached, any attempt to increase investment still further will set up a tendency in money prices to rise without limit, irrespective of the marginal propensity to consume: i.e. we shall have reached a state of true inflation. Up to this point, however, rising prices will be associated with an increasing aggregate income." And later, "When a further increase in the quantity of effective demand produces no further increase and entirely spends itself on an increase in the cost-unit fully proportionate to the increase in effective demand, we have reached a condition which might be appropriately designated as one of true inflation."

Elsewhere he writes of this as being "absolute inflation" and says that "the points, where a further increase in effective demand in the terms of money is liable to cause a discontinuous rise in the wage-unit, might be deemed . . . to be positions of semi-inflation."

The present writer doubts whether the ideal condition of absolute inflation postulated by Keynes can ever be reached, though the idea is a useful one as giving a limit towards which production will tend asymptotically.

What emerges from these citations? To the writer it appears that the majority of these English-writing economists use the word "inflation" in a sense that implies over-issue of currency or credit. But this raises the point—already touched upon—What is sufficient and neither more nor less than sufficient issue of currency or credit? It seems desirable to seek a definition which will avoid the question begging epithet *over*. This being so, the following definition of the word is suggested:—

Inflation is an (economic) process in which the increase of monetary instruments is proportionally greater than the corresponding increase of economic goods.

In a second sense, inflation is the state that arises as a consequence of this process.

That definition complies with the requirements of a good definition, namely that it should be made by genus and difference. Inflation is an economic process. What kind of process? One in which the output of goods is less proportionally than the increase of money. This avoids any need of invoking a norm. It is dynamic in that it compares the increment of goods as against the increment of money, with the status quo. And it has the advantage of admitting of mathematical expression. So expressed, inflation is seen to be nothing more than a name for the state or process of diminishing returns, when the factor of purchasing power is the independent variable, and economic goods the dependent.

It is proposed that the use of the word "inflation" should be restricted to the above definition, and that subdivisions, due to main of emphasized causes should be denoted by adding further defining words, "inflation due to increase of gold," "due to government finance," etc. Further, that "inflation" be not used when "rise" is intended, as "rise in prices"; nor when "augmentation" is meant, as "augmentation of credit," "increase of currency." If it is desired to include the idea of excessiveness, this can be conveyed by adding an adjective "undue," "abnormal," "excessive," "rapid," etc. "An increase of currency accompanied by a rise in prices indicated that inflation was at work" would be a definite statement not admitting of misunderstanding and not begging the question, as would such a phrase as "An inflation of the currency accompanied by an inflation of prices indicated that inflationary processes were in operation."

The definition has been confined to "inflation," but its modification to give a definition of the antithetic process of deflation is obvious.

Moreover, this definition admits of subdivisions of inflation as differentiated by its cause. There is inflation caused by an accession of the precious metals, as happened in the Sixteenth Century after the conquest of Mexico and Peru, and by the discovery of gold in California and Australia in the late fifties of last century. There may be inflation caused by the influx of foreign capital, as happened in Egypt during the sixties and seventies and again in 1906-1907. There is inflation due to the expansion of bank credit during a boom. And finally, there is the inflation caused by the financial operations of governments, usually in time of war, the sense in which the present and last Egyptian Ministers of Finance have used the word. In the sense that the present enormous increase of purchasing power and rise in prices in Egypt is in no way due to financial operations of the Egyptian Government, they were right, and in the sense that this phenomenon is not due to abuse of bank credit by banks in Egypt, the President of the Board of the National Bank of Egypt was right. But it may be pointed out that in neither case is the enumeration of the causes of inflation exhaustive. This memorandum, however, is concerned with the meaning of the word "inflation" and the attempt to find a scientific definition of the term.

In this sense there is inflation in Egypt. Research as to its cause is another story.

Appended is a note by M. Minest on the French usage of the term. And the mathematical expression has been relegated to an appendix.

Note by M. Minest on the French Usage of "Inflation"

Le mot "inflation" était autrefois un terme médical qui s'appliquait à l'enflure des organes. Comme tel, il a disparu de notre langue, et le New Oxford Dictionary a raison de le donner comme "obsoleto."

Mais ce mot est reparu dans le vocabulaire journalistique et économique depuis l'autre guerre, sous l'influence de l'anglais très certainement.

Son sens n'est donc pas très certain; ou tout au moins, je n'ai pu trouver comme référence, des auteurs connus. Vous devrez donc vous contenter de ce que je sais ou crois savoir.

"Inflation" signifie en général augmentation des signes monétaires.

Mais, ce terme n'a pas tardé à prendre en France, un sens très péjoratif (et vous comprenez pourquoi). On a donc eu une tendance à rattacher à ce mot la notion de papier-monnaie émis par l'Institut d'Emission sans autre garantie que celle de l'Etat. (Voir notamment le petit Précis de Science et Législation financières de L. Trotabas-Daloz). C'est dans ce sens que, personnellement je l'emploie généralement.

Si je dis "inflation" je pense à l'acte arbitraire de l'Etat qui crée de la monnaie.

Si je veux exprimer le fait naturel d'une augmentation des signes monétaires, je dirai: "l'augmentation des signes monétaires" ou j'emploierai le mot "inflation," mais en le faisant suivre des mots "des signes monétaires": donc inflation des signes monétaires (ou de la circulation).

Quant au mot "stabilisation" nous l'entendons dans le même sens que vous: stabilisation par opposition aux variations des cours des changes. Mais nous pensons toujours, dans ce cas, à la "loi monétaire" qui, en modifiant la définition de notre monnaie où les cours des changes sont limités par les Gold points. (Il faudrait maintenant réviser cette notion). Les "lois" de stabilisation en France (Poincaré, Reynaud) sont des lois de dévaluation à un niveau où l'on espérait pouvoir obtenir un change stable.

Mais, comme le disait un des mes anciens, "on ne stabilise pas une monnaie, une monnaie se stabilise."

Professor Gustav Cassel's view is authoritative:—

"Une dépréciation de la valeur de la monnaie causée par une quantité trop abondante de cette monnaie est communément appelée l'inflation. S'il n'y a pas rareté de marchandises, la hausse des prix peut-être expliquée comme le résultat de l'inflation. Si les marchandises commencent à se raréfier la hausse des prix s'intensifie. Mais cette hausse additionnelle des prix peut être considérée comme le résultat d'une quantité trop abondante de la monnaie et par conséquent de l'inflation. Dans les deux cas, le caractère essentiel de l'inflation est la quantité trop abondante de la monnaie."

Mathematical expression of the definition of "inflation"

If at any time the ratio of the increase the output of "goods" to the output of "money" is less than the existing ratio of goods to money, then the process in which this happens is defined as inflation.

In symbols, if

Q is a generalized expression for the quantity of "goods" in which must be reckoned all sources of economic satisfaction or of utility,

M is a generalized expression for the amount of "money" in existence, in which must be reckoned all kinds of instruments carrying purchasing-power — coins, paper money, bank credits, even the credit given by merchants in their books,

P is a generalized expression of the price-level, and

V the velocity of circulation of money,

then..... $QP = MV$ (1)

is the generalised equation of exchange and the above definition states that there is inflation if

$$\frac{dQ}{dM} < \frac{Q}{M} \quad \text{.....(2)}$$

This expression may be transformed into

$$\frac{M}{Q} \frac{dQ}{dM} < 1 \quad \text{..... (3)}$$

which in economic language states that the elasticity of goods against purchasing power is less than unity; or into

$$\frac{dQ}{Q} < \frac{dM}{M} \quad \text{.....(4)}$$

which means that the percentage increase in goods is less than the percentage increase in purchasing power. And the equation may be made dynamic by writing it

$$\frac{1}{Q} \frac{dQ}{dt} < \frac{1}{M} \frac{dM}{dt} \quad \text{..... (5)}$$

which admits of the interpretation that the time-rate of increase of goods is less than the rate of increase of money, each rate being proportionate.

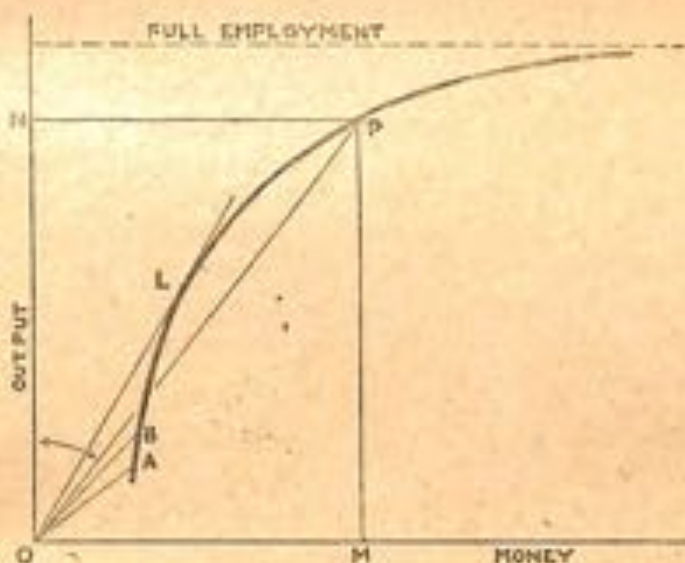
From the equation (1) by taking logarithms and differentiating we have

$$\frac{dQ}{Q} + \frac{dP}{P} = \frac{dM}{M} + \frac{dV}{V} \dots\dots\dots (6)$$

During a period of inflation, dQ/Q is less than dM/M .

Hence it follows that dP/P is then greater than dV/V(7)

In general the velocity of circulation is constant or changes very slowly, in which case we may write $dV=0$, and then $dP/P > 0$,.....(8)* which, since P is always positive, means that there is an increase in prices during inflation as defined above. The case of intense inflation, however, when the velocity of circulation of currency at any rate changes rapidly, requires closer examination, supported by statistical data.



* This is true even when the velocity is not constant, provided it is increasing, as is nearly always the case when money is expanding.

The diagram illustrates the above analysis, for the case when V is constant. By suitable choice of the units of Price, Money and Quantity, we may make V unity. In that case, if the abscissa OM represents the amount of money, and the ordinate PM the output, then $PN/ON =$ the price, which is then the tangent of the angle PON . As prices fall, this angle diminishes, and they rise as it increases. At A and B , goods are increasing faster than money: we have the process of increasing return. At L , where OL is a tangent through the origin to the curve which represents the march of affairs, there is momentary constant return and beyond L the law of decreasing return has set in: output is not increasing so fast as money: there is inflation.

If we draw a line to represent the maximum possible output of the community (volume of purchasing power being the sole independent variable introduced) then the curve will, in the writer's opinion, approach this line asymptotically, to the state of absolute inflation of Keynes, indicated analytically by $dQ = 0$, so that MdQ/QdM also vanishes.

It would overload this note to pursue the analysis further, but the author hopes to be able to do so elsewhere with a statistical application to actual affairs.

Postscript.—It had been originally intended to discuss also the meaning of that much abused word "stabilization."* To some, above all bankers, stabilization of a currency means such determination of the relation between the currency unit of one country and that of another or gold, that the relation (the rate of exchange or price of gold) is either constant or varies within narrow limits.

To others, notably to students of political science, stabilization of the general level of prices is of greater human importance than that of foreign exchange.

J. I. CRAIG

* This is the reason why M. Minsot mentions "stabilization" in his note.

LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET LES PRIX EN EGYPTE DEPUIS 1939

RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE PRONONCÉE PAR LE DR. ANDRÉ EMAN
LE 31 MARS 1944 À LA SOCIÉTÉ FOUAD I^{er} D'ECONOMIE POLITIQUE
DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION

Dans cette étude, nous nous attacherons à dégager l'élément moteur auquel les prix ont obéi en Egypte. Cette recherche est malaisée par suite de la multiplicité des phénomènes qui ont surgi depuis la guerre et qui, apparemment, tiennent le rôle du facteur causal. Pour parvenir à notre but, il faudra isoler chacun de ces éléments et trouver à la lumière des faits celui qui donne l'impulsion aux autres.

I.—*Les faits.*

Pour mieux juger la condition monétaire de l'Egypte telle qu'elle se présentait à la veille des hostilités, il nous paraît raisonnable de rappeler que les billets de la National Bank of Egypt sont soumis au cours légal et forcé depuis 1914 et qu'à l'heure actuelle, notre monnaie subit également un contrôle partiel des changes. Le régime de la livre égyptienne est celui du Sterling Exchange Standard, la couverture de notre monnaie étant en Sterling. Plus précisément, depuis 1916 et jusqu'à ce jour, la banque a été autorisée à remplacer la réserve en or par des bons du trésor anglais à court terme.

D'une étude mensuelle faite avant 1939, il ressort que la circulation tendait à augmenter en Egypte de septembre à décembre et à se contracter de janvier à août. Ces amplitudes saisonnières commandées par des besoins agricoles permettent de se faire une idée des similitudes qui existaient autrefois entre les prix et la production du coton et les variations de la circulation fiduciaire. Cette observation est importante pour ce qui va suivre. Le flux et le reflux annuel de la circulation monétaire étant un facteur saisonnier qui opère automatiquement, il sera nécessaire avant de confronter les

tableaux des prix et de la circulation de tenir compte de ce mécanisme et d'éliminer ces variations (1).

Les variations saisonnières une fois rectifiées, on s'aperçoit que la circulation et les prix de gros ne varient que légèrement de 1936 jusqu'en juillet 1939. Après cette date, les oscillations se font de plus en plus sensibles puis s'amplifient considérablement.

Depuis la déclaration de guerre, la circulation est plus lente que les prix à prendre la direction de la hausse. En septembre 1939, l'augmentation de la circulation est moins forte que celle des prix puis ces deux phénomènes suivent une marche discordante. Octobre et novembre 1939 enregistrent une diminution de la circulation tandis que les prix poursuivent leur montée régulièrement. A partir du mois de mars, les prix se stabilisent mais la circulation s'accroît considérablement et en définitive, l'augmentation de la circulation est beaucoup plus intense que la hausse des prix. Sous l'empire de ces faits, on ne peut logiquement plus affirmer que l'impulsion des prix vienne de la circulation.

Après l'été 1941, les cas de discordance, les seuls qui permettent à un économiste de tirer des conclusions peu douteuses font défaut. Devant la montée croissante de la circulation et la diminution depuis 1941 de la récolte cotonnière, les mouvements saisonniers n'apparaissent plus avec netteté.



Le change du bloc sterling par rapport au dollar a fléchi à la veille de la guerre, en août 1939. Dès la fin du mois d'octobre, le cours moyen du dollar oscillait sensiblement autour de 24, 19 P.T. Mais en Egypte, la livre égyptienne a baissé d'une façon plus accentuée par rapport à l'or.

(1) En ce qui concerne les données statistiques utiles à cette étude, nous ferons usage pour la circulation monétaire des *montants de billets de banque émis* par le *National Bank of Egypt* ainsi qu'ils ressortent à la fin de chaque mois et non pas aux *montants mensuels des billets de banque en circulation* tels qu'ils sont publiés dans l'*Annuaire Statistique*; ces derniers chiffres nous paraissent refléter inexactement ou tout au moins incomplètement la situation monétaire du pays.

Pour dégager l'évolution des prix, nous nous attacherons exclusivement aux nombres *indices des prix de gros* ainsi qu'ils nous ont été communiqués aimablement par le Département de la Statistique Générale de l'Etat.

Le bulletin mensuel des statistiques de la S.D.N. fournit quelques renseignements intéressants sur l'évolution des prix et de la circulation à l'étranger. En Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada comme en Égypte, les prix et la circulation ont augmenté de concert, les oscillations de la circulation ont été les plus amples mais alors que l'ascension des prix est modérée en Grande-Bretagne (168 %) (2), et surtout aux États-Unis (140 %) (3) et au Canada (136 %) (4), elle est forte en Égypte. Remarquons que les nombres indices des prix de certains pays orientaux tels que la Palestine, les Indes et l'Irak ont progressé dans des proportions encore plus fortes qu'en Égypte. Dans l'ensemble, les pays d'Orient ne sont pas parvenus à brider les prix avec le même succès enregistré en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou au Canada.

II.—Les causes.

Sous sa forme la plus simple, la théorie quantitative s'exprime par la formule $M = P.T$ ou $P = \frac{M}{T}$. M représente la monnaie, P les prix et T les transactions. P varie dans le même sens que M lorsque le volume des transactions reste stationnaire. Notons que M n'a pas toujours en la même signification pour tous les partisans de cette théorie.

Irving Fisher apporte de nouveaux éléments à la formule $M = P.T$. Il fait intervenir V , la vitesse de circulation de la monnaie, M' les dépôts en banque, les paiements par chèques et enfin V' , la vitesse de circulation de ces dépôts. L'équation de l'échange prend une nouvelle forme plus complexe : $MV + M'V' = P.T$ ou encore : $P = \frac{MV + M'V'}{T}$.

Le sens de monnaie s'étend ; c'est tout d'abord l'or, les métaux précieux puis la monnaie métallique et les billets, enfin, par un élargissement considérable de cette notion de monnaie, des économistes qui souscrivent à la théorie quantitative sous-entendent également des paiements par chèques au moyen des dépôts et les vitesses de circulation des billets et de ces dépôts.

Toutes les formes de la théorie quantitative ont une teneur commune : le montant du stock monétaire est l'élément causal de sa valeur.

Nous ne chercherons pas plus à approfondir les aspects variés que revêt cette théorie qu'à en critiquer l'idée générale. Nous renvoyons ceux qui cherchent des détails aux critiques déjà formulées par

(2) Nombres indices des prix de gros du mois de juillet 1943.

un groupe d'économistes français. Messieurs Lescure ⁽¹⁾, Aftalion ⁽²⁾, Nogaro qui expliquent certains mouvements des prix par d'autres facteurs que la monnaie.

Pour nous en tenir dans le domaine des expériences monétaires en Egypte, nous croyons avoir fait ressortir la discordance qui existait au début du conflit entre les variations des prix et de la circulation. En outre, les mouvements de hausse de la circulation ont été de plusieurs mois postérieurs à ceux des prix. Dans ces conditions, la circulation fiduciaire ne peut avoir commandé les prix.

De la situation de la National Bank of Egypt qui peut être considérée comme une banque centrale en Egypte, il ressort que la progression des dépôts a été modérée en 1939-1940 et bien inférieure à l'accroissement des prix. De septembre 1939 à septembre 1940, les dépôts privés ne se sont accrus que de 12 pour cent et si l'on tient compte des dépôts publics, le total des dépôts en septembre 1940 est alors inférieur de 8 pour cent à celui de septembre 1939. Ces chiffres ne concernent que la National Bank of Egypt mais ils donnent un aperçu de la situation générale des dépôts.

Quant à la vitesse de la circulation, n'ayant pu réunir le total des paiements, nous avons des données essentiellement imprécises, nous ignorons sa variation dans les quatre derniers mois de 1939, mais depuis, on peut douter qu'elle se soit accrue dans de notables proportions et c'est plutôt la thésaurisation qui s'est manifestée au cours de la guerre le plus visiblement.

Du reste, l'époque n'est pas très lointaine pour que l'on ait déjà oublié qu'aussitôt la guerre déclarée, les prix sur le marché de certains articles d'origine étrangère avaient immédiatement évolué vers la hausse sans que l'on puisse raisonnablement invoquer un phénomène monétaire quantitatif. Les prix haussaient pour des raisons psychologiques, qualitatives. Les causes ne venaient pas du dedans, elles étaient guidées par les événements internationaux. On craignait que la rupture des lignes de communications avec l'extérieur ne rende difficile ou même impossible le ravitaillement local de certaines marchandises. La tarification gouvernementale survenue très tôt

(1) Lescure—Hausse et baisse des prix de longue durée — Domat Montchrestien, 1933.

(2) Albert Aftalion, Monnaie, prix et change — Librairie du recueil Sirey—1937.

a freiné quelque peu les prix de plusieurs articles qui à l'aide de la spéculation auraient pu atteindre d'autres sommets. C'est en *précision d'une réduction de l'offre* que les prix ont gagné des points. Cette idée du reste, a trouvé sa justification tout au long du conflit. Chaque fois que les routes maritimes paraissaient menacées par l'action ennemie, les prix ont haussé instantanément en Egypte sans qu'un facteur interne, monétaire ou autre ait eu le temps d'influer. Les perspectives de paix qui se sont révélées injustifiées par la suite, ont eu l'effet contraire. Qu'un général ou un ministre, par une déclaration convaincante en Angleterre, aux Etats-Unis ou en Sud-Afrique fasse partager les milieux d'affaires égyptiens du sentiment que la fin de la guerre est proche et les répercussions sur le marché local sont salutaires, les prix se contractent momentanément. La quantité du stock monétaire n'a pas eu l'action impulsive qu'on veut bien lui attribuer.

Une autre remarque concerne les commandes anticipées. A une époque comme la notre de pénurie de produits et de tendance inflationniste, les contrats précèdent généralement de plusieurs mois la livraison des marchandises. La production de quelques usines est vendue pour une période excédant plusieurs trimestres. Les prix sont déjà fixés mais les produits sont encore en fabrication. Si l'on néglige la question des arrhes qui ne représentent qu'une fraction du prix, les paiements sont effectués bien après la passation du contrat. Il nous paraît difficile de subordonner, dans ce cas, les prix à la circulation fiduciaire.

La baisse de la livre en août 1939 par rapport aux monnaies des pays neutres a peut-être influer légèrement sur les prix au début du conflit. Mais il nous semble que la première cause déterminante de la hausse des prix a été le sentiment général que l'offre allait se résorber. Et cette prévision n'était pas injustifiée; les importations ont effectivement décliné sensiblement. La consommation tend de plus en plus à coïncider avec la production locale.

L'offre a évolué dans le sens de la baisse.

Un second facteur dû à la progression de la demande, à l'accroissement des revenus du pays, est intervenu et a tenu un rôle de plus en plus décisif.

Malgré une balance commerciale déficitaire, l'Egypte jouit de nos jours d'une balance des comptes éminemment favorable grâce aux sommes énormes dépensées sur le sol égyptien par les armées alliées. Il en est résulté un accroissement progressif des profits qui s'est étendu

de proche en proche à toutes les classes de la nation. La production locale a peu varié depuis la guerre surtout si l'on considère la masse de capitaux flottants en quête de placement. L'utilisation du frêt pour des besoins d'ordre militaire a affecté notre commerce d'importation et a déterminé les capitaux à demeurer liquides alors qu'ils auraient pu se transformer en biens productifs. Ces capitaux chôment, s'accumulent et attendent un moment opportun pour s'investir.

Mr. Albert Aftalion a rattaché sa théorie du revenu à une équation $R = PQ$, R étant le revenu en argent d'un pays, P le prix moyen des produits et Q le total de la production ; dans un pays, le revenu est égal à la valeur de sa production. D'ordinaire fait observer l'éminent professeur de la Faculté de Droit de Paris " les variations de R sont la conséquence de la production Q et des prix P . Mais il peut arriver que des variations du revenu s'effectuent indépendamment de la production. "

Il nous semble que c'est précisément ce qui s'est passé en Egypte, les dépenses effectuées par les troupes alliées constituant une source de revenus supplémentaires pour le pays. Par ailleurs, l'ensemble de la production locale et des importations n'ayant pas augmenté en conséquence, il a bien fallu que R ait eu un effet décisif sur les prix.

Du reste, ce mouvement initial de R sur PQ a été suivi de mouvements secondaires. Fabricants et commerçants dont les marchandises sont vendues plus chères, ont réalisé de ce fait des profits plus substantiels. Les revenus individuels ont donc progressé sensiblement avec la hausse des prix. A l'heure actuelle, on assiste à une inflation des revenus individuels qui s'est généralisée à toutes les classes de la nation. Ce nouvel accroissement des revenus dû à l'élévation des prix engendre à son tour une nouvelle vague de hausse des prix.

Les courbes de demande de marchandises sont aussi des courbes d'offre de monnaie ; un individu a une appréciation pour la marchandise et il en a une autre pour la monnaie. Le prix dépend du désir que l'on peut avoir pour un produit et du revenu que l'on possède.

Mr. Aftalion estime que si les revenus influent sur les courbes de demande, une augmentation générale des revenus des individus va entraîner modification de leurs courbes de demande, dépréciation de l'unité monétaire, donc hausse générale des prix. Mais nous attirons l'attention sur un point qui pourrait être cause de bien des confusions, Mr. Aftalion fait largement application de sa théorie

du revenu au cas du change et, ainsi qu'il le dit lui-même, c'est à propos du change que sa théorie a été dégagée. Les revenus ont haussé en Egypte et il importe d'insister là-dessus en dehors de toute dépréciation de la livre sterling vis-à-vis des monnaies étrangères ou de la livre égyptienne vis-à-vis du sterling.

Du reste, l'augmentation de la circulation en Egypte n'a pas été provoquée par des abus de crédit bancaire ou par des besoins exorbitants du trésor. Au contraire, la National Bank of Egypt a accusé au 30 novembre 1943 un chiffre record de dépôts gouvernementaux.

La livre égyptienne a acquis le cours légal et le cours forcé mais cette situation qui dure depuis le début de la première guerre mondiale n'a guère eu d'effet sur notre monnaie et n'en a pas entamé sa valeur.

On connaît bien la prudence exemplaire et la sagesse avec laquelle les gouvernements égyptiens successifs ont administré les finances publiques et tout en reconnaissant la pléthore de fonds inutilisables qui cherchent un placement, le succès remarquable remporté dernièrement auprès des communautés locales et étrangères par l'emprunt national émis à un taux modéré, est gageant du bon crédit dont jouit de nos jours l'état égyptien.

S'attachant à ces remarques, des économistes insistent sur la saine situation de la livre égyptienne vis-à-vis des monnaies étrangères.

Que l'on nous permette de signaler que ceux qui rattachent la stabilité de notre situation monétaire uniquement à la gestion des finances égyptiennes et aux besoins du trésor local, font montre d'une courte vue. C'est oublier que l'encaisse de la livre égyptienne autrefois en or a été remplacée, depuis 1916, par des bons du trésor anglais, que notre régime est celui du sterling exchange standard et qu'en définitive, pour estimer la valeur de notre monnaie, il importe de savoir la condition dans laquelle se trouve la monnaie anglaise.

De fait, si la solidarité actuelle des monnaies entre les pays alliés ne permet pas encore de prévoir quelle sera la fixation des changes après la guerre, on peut signaler qu'en raison des craintes qu'inspire l'inflation, la livre égyptienne s'est dépréciée sensiblement sur le marché local par rapport à l'or. Malgré une baisse légère, la livre d'or oscille quand même autour de 450 P.T.

Cependant, on peut raisonnablement affirmer que dans l'ignorance totale des solutions qui seront apportées aux problèmes monétaires à la fin des hostilités, dans l'incertitude de la valeur que les grandes

puissances dirigeantes attribueront à l'or, la position de la livre égyptienne liée au bloc du sterling est la meilleure possible.

En Egypte, la hausse croissante des prix depuis 1939 a été le résultat du déséquilibre toujours plus accentué de la demande et de l'offre.

A la lumière des faits, les solutions qui auraient pu parer à la hausse constante des prix viennent aussitôt à l'esprit ; elles sont au nombre de deux : augmenter l'offre ou réduire la demande.

Or, quelles ont été les initiatives de l'administration dans ce domaine ?

Dès le début de la guerre, dans le but louable d'éviter une hausse du coût de la vie, une politique de contrôle des prix a été appliquée aux produits de première nécessité puis s'est généralisée progressivement. Nous connaissons par expérience les conséquences de ce système. Mais point n'était besoin d'attendre les résultats pour se douter de l'échec auquel devaient aboutir ces dispositions. La rétention des produits s'est accentuée et la marchandise s'est vendue en fraude à l'arrière-boutique à un prix peut-être supérieur à celui qui aurait été pratiqué sur un marché libre.

A la suite de mesures sévères, l'intervention gouvernementale a eu parfois une action psychologique certaine contre l'accaparement mais dans ce cas, la marchandise existant sur le marché s'épuisait vite du fait des prix établis à un niveau inférieur à ceux qui auraient résulté du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande. Malgré un soulagement momentané apporté aux consommateurs, l'épuisement des marchandises disponibles aurait dû apparaître comme un danger réel dans une période où le renouvellement des stocks est des plus problématiques.

La limitation des prix nous semble prêter le flanc à une autre grave objection lorsqu'elle n'est pas appliquée avec circonspection. La fixation aux produits agricoles de première nécessité d'un prix maximum élevé aboutit à la hausse des loyers de la terre et partant, accélère la progression des prix au lieu de la limiter.



En premier lieu, la rareté de l'offre soulève des problèmes délicats d'ajustements et de modifications radicales dans la production industrielle et agricole du pays.

(1) Les efforts de la nation doivent être orientés vers la production des produits de première nécessité.

(2) Il y a intérêt à généraliser la fabrication industrielle d'articles simples et utiles et à rendre avantageux conformément à des modèles spéciaux.

L'abondance de la demande étant de nature à faire pression sur les prix, le meilleur remède, dans ce cas, réside dans une réglementation des contingents.

Or, si l'on passe outre à quelques exceptions on s'aperçoit qu'il a été laissé pleine liberté d'action à la demande qui excède notablement le volume des marchandises. Ce déséquilibre a été aggravé du fait de la fixation des prix encourageant la consommation.

5 Pour être efficace, le contrôle des prix requiert une équitable répartition des approvisionnements entre les consommateurs. Il importe d'élaborer un système de rationnement judicieusement adapté aux variations de l'offre et dont l'atténuation ne viendrait progressivement qu'avec le retour des marchandises en quantités suffisantes.

Il faut dire que l'adoption d'un tel système demande de la part des consommateurs un minimum de discipline, elle comporte aussi une organisation complexe et nécessite des statistiques tenues à jour. Mais ce ne sont pas là des difficultés insurmontables.

Nous avons signalé en outre, l'influence décisive que la progression des revenus a eu sur la demande ; celle-ci devrait logiquement se restreindre au cas où l'on frapperait les revenus de nouveaux impôts ⁽¹⁾. Evidemment, une augmentation du taux des impôts sur les bénéfices exceptionnels actuellement en vigueur serait une mesure insuffisante ; il faudrait songer plutôt à remanier les lois fiscales en vue d'élargir l'assiette de l'impôt, de saisir l'excédent des recettes y compris celui qui découle de biens fonciers et des professions libérales.

Mais l'emploi du pouvoir d'imposition est impopulaire surtout lorsqu'il est abusif. D'autre part, il risquerait d'entraver les initiatives individuelles et l'esprit d'entreprise au moment où le pays compte le plus sur son essor industriel.

(1) Dans ce cas, les impôts n'ont une influence décisive sur les prix que pour autant qu'ils stérilisent une fraction des revenus individuels. Lorsque les impôts sur les bénéfices exceptionnels alimentent de nouvelles dépenses gouvernementales on ne peut raisonnablement espérer une baisse des prix.

Au terme de cet exposé, je crois qu'on peut affirmer que les prix ont haussé pour des motifs indépendants de la circulation monétaire. Pour cette raison, nous réfutons les arguments qui cherchent les remèdes à l'inflation dans un retrait progressif de signes monétaires. Tout d'abord, la solution qui consisterait à abaisser le coût de la vie par l'émission d'un nouvel emprunt qui drainerait les capitaux flottants, devrait logiquement conduire à un but diamétralement opposé à celui recherché. Dans cette hypothèse, une certaine quantité de billets émis seraient retirés de la circulation mais par contre, les revenus individuels se développeraient.

La question des ventes d'or ainsi qu'elle se pratique actuellement est un peu plus complexe. A ceux qui prétendent que les ventes massives de l'or permettraient le retour au service d'émission d'une partie des billets et partant, stabiliserait les prix à des niveaux inférieurs, nous répondrons à priori que les faits ont déjà fait justice de la théorie quantitative de la monnaie en Egypte. Mais des esprits plus subtils voient dans le métal jaune un pouvoir supérieur, magique, qui faciliterait l'écoulement des stocks détenus chez quelques accapareurs. Cette mesure ferait remplacer le stockage des marchandises par le stockage moins dangereux de l'or. Nous faisons observer que si telle était la nouvelle technique destinée à éliminer la tendance inflationniste, il aurait fallu que les quantités d'or actuellement vendues par l'entremise de quelques banques fussent effectuées sur une plus vaste échelle et à un prix beaucoup plus bas.

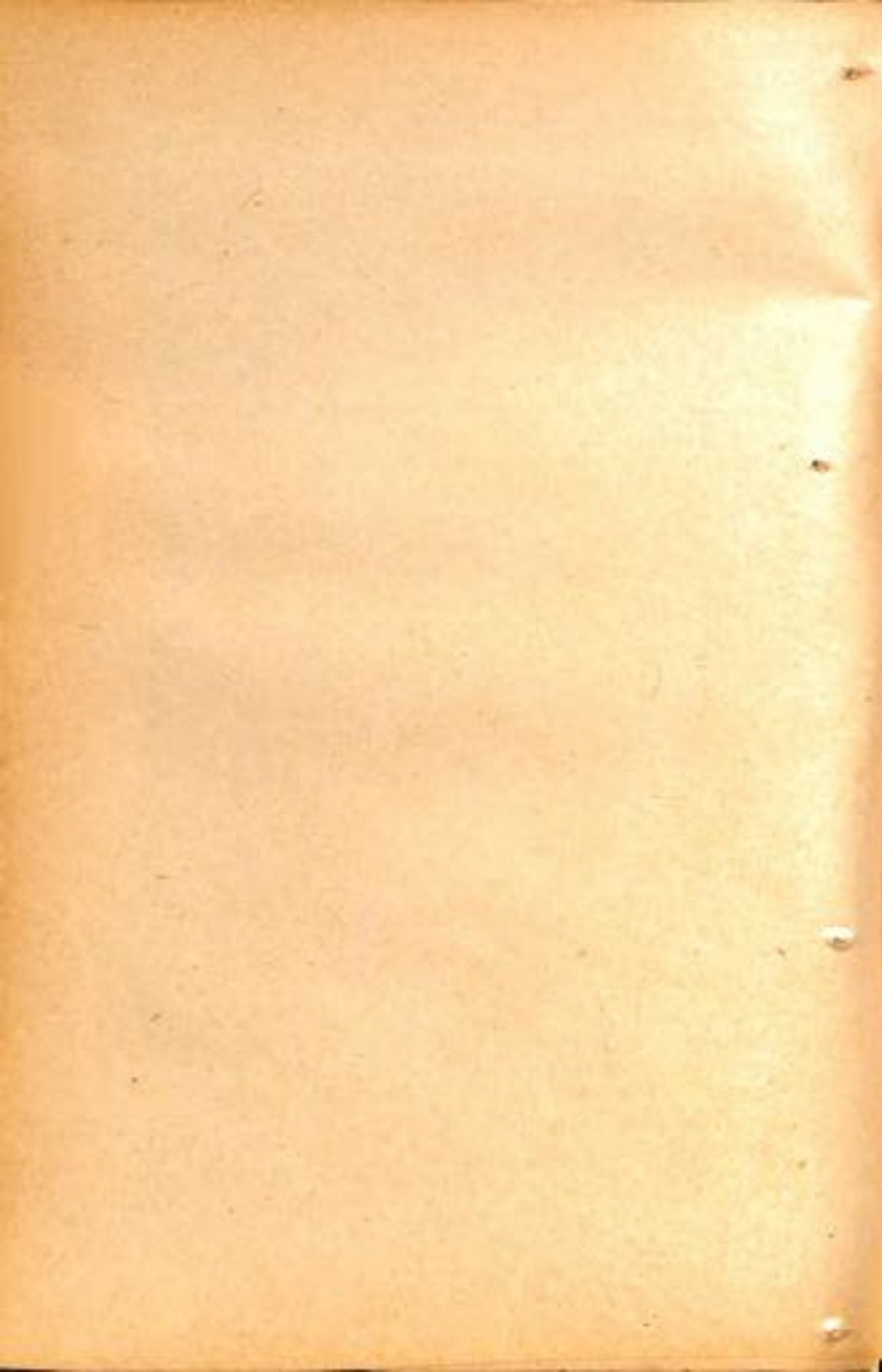
Quoi qu'il en soit, il ne nous semble pas qu'en Egypte, la pénurie des marchandises soit avant tout un effet du stockage et que la hausse des prix résulte d'une méfiance de la livre égyptienne, d'une fuite devant la monnaie, alors qu'on a enregistré par ailleurs, à plus d'une reprise, au cours de cette guerre, une thésaurisation des billets. L'or, à notre avis, est une marchandise comme les autres qui a acquis sa valeur et sa stabilité par la volonté de certaines nations et dont plusieurs pays se sont dispensés avant la guerre sans graves inconvénients pour leurs finances. La faveur de l'or est-elle révoquée ? Bornons-nous à remarquer que la plupart des pays gardent encore toute leur confiance dans ce métal et en particulier plusieurs pays d'Amérique du Sud qui ont, depuis la guerre, converti tous leurs avoirs à l'étranger en or chaque fois que cela leur était possible.

La théorie quantitative a-t-elle fait époque ? Ici encore, nous ne répondrons pas directement à la question. Nous avons localisé notre étude dans le temps et dans l'espace. Cependant, à l'appui de nos recherches, nous avons largement fait nôtres les critiques générales déjà formulées à l'adresse des théories quantitatives par un groupe d'économistes français et en particulier, par le savant professeur Mr. Aftalion.

Les riches expériences monétaires qui se sont succédées en *Egypte depuis la guerre*, nous ont paru instructives du fait que plusieurs phénomènes apparents semblent jouer le rôle du facteur causal des prix alors que la source réelle de l'inflation réside uniquement dans le heurt de l'offre et de la demande aggravé par des éléments psychologiques.

L'inflation rompt injustement l'équilibre préétabli dans la répartition des fortunes. Elle contient aussi le germe d'un autre danger. La disparité des prix entre l'Égypte et les grands pays alliés laisse prévoir une chute verticale des prix locaux après la guerre, chute d'autant plus violente que les prix auront fortement progressé. Un moment viendra où l'alignement mondial des prix sera à nouveau réalisé. La hausse frénétique parfois enregistrée dans les cours des valeurs égyptiennes, fait présager des périodes difficiles à échéance plus ou moins éloignée. Les prix se gonflent, puis un jour la bulle crève et une ère de marasme économique est commencée.

DR. ANDRÉ EMAN.



La communication de M^r le Dr André Eman a fait l'objet d'un intéressant débat au cours de réunions spéciales de la Section Économique qui eurent lieu le 14 avril et le 5 mai 1941. Nous avons cru utile de donner ci-après le texte des remarques qui y furent présentées.

LA RÉDACTION.

REMARQUES DE S.E. MAHMOUD MOHAMED EL DARWISH BEY

1.—The version which Dr. Eman gave us of the Quantitative Theory of the value of money is too simplified. Indeed, he confines the relationship to one of value and quantity, discarding all other factors which the propagators of the theory have not ignored.

He puts the theory as follows:—“les variations des prix sont commandées par les fluctuations de la quantité monétaire”. Again, “le montant du stock monétaire est l'élément causal de sa valeur”, not merely one of the elements.

2.—In fact, the theory does not confine the causal relationship to quantity and value. Even in its least complicated version, the value of money would depend on its quantity only when other things (including demand) remain equal. There is thus always a *ceteris paribus*, which should not be ignored and is indeed not ignored by the partisans of the theory.

3.—And there are eminent economists, e.g. Prof. Cannan, who would maintain that the theory of the value of money includes the quantity theory, but contains something more (*Money*, p. 64).

4.—The value of money, like any other commodity, depends on two groups of factors, the supply of the commodity and the demand for it, the latter in the case of money being the amount of goods and services that requires the use of the money or demands the money.

5.—And let it be very clear that the Quantity Theory, no more than any other theory, does not overlook the influence of factors directly affecting the value of commodities in the exchange of which money is used. This is where the *ceteris paribus* comes in. It is

only where conditions of supply and demand for these commodities are stationary that the quantity of money plays the predominant rôle. And since these conditions are not stationary, the value of commodities (or prices) is presumed to depend on the various factors—supply, demand, supply of money, etc., entering into the price equation.

6.—All this is evident in the treatises that *with* deal money (*cf.* Prof. Cannan's "Money").

7.—The general level of prices does not depend, therefore, solely on the quantity of money, but it "varies directly with purchasing power (the quantity of money) and inversely with the number of goods entering into exchange" (Bye and Hewett; *Applied Economics* p. 314).

8.—Again Dr. Eman is not justified in tracing the movement of prices and the amount of notes in circulation in Egypt in order to disprove the Quantity Theory. Let me repeat that the quantity of money is not claimed as more than a factor, indeed an important one, in the determination of the value of money.

Dr. Eman himself describes (which is quite true of a short period) how psychological factors influenced prices in Egypt at the beginning of the war.

9.—When Dr. Eman therefore maintains that while note circulation has risen, since the beginning of the war, by 382 % † wholesale prices have risen by only 295 % †, this proves and disproves nothing relating to the relationship between the quantity of money and its value:—

(a) Because there are, as said above, other factors besides the quantity of money that enter into the price-equation.

The coefficient of correlation cannot therefore be equal to unity so that where it falls short of the coefficient, it is claimed that the connection or causality is disproved.

10.—Indeed it can be less than unity and the quantitative theory still holds good. There is a certain lag at the beginning between the increase in the quantity of money and the rise in prices when the issuer (of notes) would be buying very near the old prices.

11.—The position is later reversed, *viz.* when the issue of currency is pushed to the extremes. *The value of the unit of currency falls to zero long before the supply of currency reaches infinity.* And the explanation is very simple. Human intelligence anticipates what is coming and people cease utilising currency and revert to other methods of exchange.

12.—(b) While the figures for note-issue are precise, whole-sale index numbers do not give a true picture of the movement of whole-sale prices, for the following reasons:—

(1) The index number of wholesale prices in Egypt is not an all-inclusive index. It leaves a fairly large number of commodities and indeed those whose prices have risen most.

(2) The prices used for comparison by the Statistical Department are in many cases those of "official price-lists" which, we all know, do not reflect the true movement of prices.

13.—Besides, Dr. Eman seems to admit the force of the quantitative aspects of the value of money by exposing the dangers of inflation, which is an application of that aspect of the question.

14.—After all, what is inflation if not an increase in purchasing power not offset by an equal increase in the volume of trade (Bye and Hewett *op. cit.* p. 317); the classical example of which is: *paying for a war by issuing paper-money. The Government provided with new money of its own making, comes into the market as a competing buyer of goods and services.* (cf. Ely and Young: *Outlines of Economics*, p. 303).

15.—And indeed the picture given by Dr. Eman, in his explanation of the "Revenue Theory" of the value of money and the movement of prices, does not differ from that given by any "quantitative" theorist of the phases of inflation. Let us take R.G. Hawtrey's picture (in his book "Currency and Credit" pp. 245-250):

War finance almost invariably starts with a large amount of temporary borrowing. Traders' stocks become low. They begin to raise prices charged to consumers. Arising from scarcity, this rise of prices is not inflationary. Nevertheless it swells traders' profits. Incidentally, it turns part of their working capital into cash.

16.—The consequences are :

- (a) Traders reduce their indebtedness to Banks and maybe there is a steady increase in their bank-balances.
- (b) As a result, the gap between the assets and liabilities of banks is filled by advances to the Government. No more conclusive evidence of this can be provided than by the balance-sheet of december 31, 1943 of the National Bank of Egypt, which shows that out of the funds at its disposal, amounting to about £ 150 millions, the Bank invested about 120 millions in " Fonds d'Etat ", mainly, I presume, British Treasury Bills and British War Loan.
- (c) If however, enough funds are not forthcoming through taxation and ordinary borrowing, then the Government resorts to borrowing from the bankers in excess of the ordinary limits.

The usual method is short-term loans (treasury bills), but in the last resort the Government borrows from the central bank and increases the limits of note-issue.

17.—The result is inflation with its usual symptoms, principally rising prices.

18.—Compare this picture with that given by M. Eman, in his exposition of what he calls the Revenue Theory, especially when he speaks of " variations de revenu indépendantes de la production " and of the " accroissement progressif des profits ". One is at a loss to discern any appreciable difference between the two pictures.

19.—It has not been maintained that by increasing the quantity of money (through no increase of production) prices automatically and immediately rise. It has been shown above, clearly enough I hope, that it is by introducing a new (or extra) powerful competitor for goods and services in the market, *viz.* the Government, that the issue of extra notes produces its effect on prices.

20.—And the position remains the same where the notes issued are put at the disposal, not of the Government who have issued them, but of some borrower *e.g.* the foreign armies in Egypt. Indeed, as Prof. Cannan puts it (*cf.* his *Money*, p. 66) : " even if the new currency is only issued by way of loan, the effect is the same : the borrowers are then the new and additional purchasers ".

21.—The recent examples of this phenomenon are the financing of the German armies of occupation in France, Holland, Belgium, Denmark etc. and the financing of foreign troops in the Near and the Middle East. In both cases, new and additional purchasing power is put on the market which does not correspond to an extension of production and consequently of goods in exchange. There is perhaps this difference that the chances of Germany paying back are remote, while those of Britain paying its debts are more real. But in both cases the effects of this method of financing the war on the value of the local currency and consequently on prices is the same, viz. a rise, sometimes sharp, sometimes slow, of prices.

22.—M. Eman's exposition of the situation in Egypt shows, to my mind, a misapprehension of the facts.

23.—His historical sketch of the note-issue in Egypt is fairly accurate. I would only remark that no *formal arrêté* was published in the "Journal Officiel" in 1916 authorising the replacement of gold by British Treasury Bills in the note-cover. Even were there a proper *Arrêté* or even a decision of the Council of Ministers, it could not alter a situation created by Decree. And, in 1940, by legal enactment (a law) the privilege of the National Bank in the note-issue was extended for forty years "*aux conditions stipulées dans ses statuts*".

24.—But it is in his examination of the present position that M. Eman fails to show a true apprehension of the facts. There is undoubtedly a case of inflation of the type foreseen by Cannan, viz. in which the notes are put at the disposal of a borrower or borrowers, in our case the foreign armies. *These armies are being financed in their expenditure in the local market mainly by loans to the United Kingdom.* And this method has been facilitated by irregular measures taken in 1916 (and qualified as purely temporary) whereby British Treasury Bills were allowed to take the place of gold in the cover of the notes issued by the National Bank of Egypt.

25.—It is not the classical case of monetary inflation, caused by a deficitary budget or by what Mr. Eman calls the "*besoins exorbitants du trésor*", but it is a perfect case of monetary inflation just the same. The fact that the extra money is not put at the disposal of the fisc does not alter the diagnosis. It remains inflation, in which the extra money is put at the disposal of a foreign army, thus enabling it to compete on the local market in its stock of merchandise, thus raising prices steadily and surely.

26.—And this diagnosis has been admitted by English writers in the leading papers "in England as well as in Egypt. The "Economist" has expounded it on various occasions (e.g. in the annual survey of conditions in 1942, published in March 1943, and in its number of January 15th, 1944). And in the words of the Egyptian Gazette (April 20th, 1944): "The statement of the Senate Finance Committee that there is no inflation in Egypt as it is known in other countries must have come as a surprise to many people".

27.—M. Eman is therefore not justified in maintaining that prices have risen independently of monetary circulation.

28.—His statement that, in spite of a deficitary commercial balance, Egypt enjoys presently a balance of payments eminently favourable, thanks to the enormous sum spent on Egyptian territory by allied troops, is equally unwarranted as not in accordance with the facts as explained above. The expenditure by the troops would correct the unfavourable balance of trade were they paying for their purchases in merchandise or in £, dollars, etc. which can be applied to the payment of merchandise imported by Egypt. But this is not, as shown before, the case, the financing of these armies being to a great extent effected through borrowing and issue of local currency (£).

29.—Again, M. Eman does not strike a true note where he maintains that to speak of the "saine situation de la livre égyptienne vis-à-vis des monnaies étrangères, c'est montrer courte vue". The claim is, in fact and to some extent, quite justified were M. Eman thinking of comparing the Egyptian pound with sterling. The financial situation of Egypt, whether we think of the finances of the State or those of the people, is quite sound. And although Egypt is a much smaller country, its finances compare, within their limited volume, quite favourably with those of Britain.

30.—We are not certainly faced with a prospect of a big strain on our finances through the huge war expenditure as the United Kingdom is faced.

31.—A short summary of the situation of the United Kingdom would show that she is threatened with a steadily increasing burden of debt:

- (1) By July 1943, she had disinvested £ 2185 millions worth of her investments abroad and her holdings abroad were nearing exhaustion.

(2) She had accumulated an external debt of £ 1,000 millions, this apart from:

- (a) Lend-lease;
- (b) debts to her colonies;
- (c) debts to countries in the Middle East (other than Egypt).
- (d) The debt has risen, since July 1943, in the case of Egypt, by £ 24 millions and in the case of India it has been rising by the tune of £ 25 millions per month.
- (e) The national debt has already reached the astronomical figure of £ 20,000 millions and is still rising sharply. Its burden is estimated to reach in the current financial year 400 millions, but it has to be noticed that a good part of it is in the shape of short term loans (i.e. Treasury-Bills) on which very low rates of interest are paid. When these are consolidated, the burden of the debt would jump to a much higher figure. And the war is not at its end yet, even in Europe, let apart the war in the Far East.

32.—In a peace-time budget of £ 1,000 millions, such a burden would be intolerable. Even were the post-war peace budgets to be stabilised at £ 1,500 millions per annum, the burden would still remain too heavy.

33.—This all goes to show that those who have shown certain apprehensions as to the future of £ were not such short-sighted people as M. Eman seems to think.

34.—It is true that one factor in the problem, viz. the level of prices in Egypt, gives cause for anxiety. But this factor, indeed all the aspects of the situation, are not beyond repair:

(1) With regard to the note-issue, of course the whole system whereby the allied troops' purchases in Egypt are financed by loans to the United Kingdom should be stopped. An encouraging precedent is given by Iran, who has come to an agreement with the United Kingdom and Russia whereby Iran gets for the notes she puts at the disposal of the allied troops a good percentage (40 per cent and eventually 60 per cent) in gold and the rest largely in the shape of goods (mainly grain).

32.—And to my mind, the importation of goods in payment of the whole expenditure of the allied troops in Egypt would be the best expedient. It would put a stop to the inflationary consequences of this expenditure and at the same time help to repair the scarcity of goods which is no minor a factor in the rise of prices that we are experiencing.

36.—(2) Another measure of no mean importance in coping with the situation is a proper system of rationing and control of prices which would help us make the greatest use of the stock of goods at our disposal and check the unwarranted rise of prices.

37.—As to the suggestion of M. Esmat "d'augmenter l'offre ou réduire la demande" while it is perfectly true, it leaves us in the vague field of truisms which do not give a sufficiently precise and practical way out of our present difficulties.

M. EL DARWISH, B.Sc.
(Econ.), LONDON.

REMARQUES DE M. PIERRE GORRA

*Docteur en Droit, Licencié en Sciences, Licencié en Lettres
Ex professeur suppléant à l'Ecole Française de Droit du Caire.*

I.—Corrélation entre circulation et prix.

Pour être bien posé, le problème de la liaison entre la circulation et les prix doit être étudié d'abord par la méthode statistique, par laquelle il faut entendre ici les procédés de recherche des corrélations.

En outre, si cette liaison existe, elle ne doit pas seulement s'observer pendant la guerre actuelle, mais pendant toute la durée connue des séries étudiées, c'est-à-dire depuis 1915 pour l'indice des prix égyptiens et la circulation monétaire.

Les graphiques de ces deux séries entre 1915 et 1943 révèlent en effet un parallélisme frappant qui s'exprime par un coefficient de corrélation de 0,80.

Pour les années 1921-1940, le coefficient s'élève à 0,95.

Pour les années 1939-1943 (séries semestrielles) Mr. Craig trouve un coefficient de 0,99 entre le pourcentage d'augmentation de la circulation et le pourcentage d'augmentation des prix, ce dernier étant en moyenne égal aux trois quarts du précédent.

Ces résultats semblent absolument concluants. Ils signifieraient que le mouvement des prix égyptiens ne s'explique que par les mouvements de la circulation.

Le problème serait tranché.

Et pourtant si, sans aller jusqu'à calculer des coefficients de corrélation, on compare :

- (1) Prix égyptiens et prix anglais.
- (2) Prix égyptiens et prix américains.
- (3) Prix égyptiens et prix du coton égyptien.
- (4) Prix égyptiens et recettes des chemins de fer égyptiens.
- (5) Prix égyptiens et montant des dépôts à la National Bank of Egypt.

On constate entre ces divers graphiques des ressemblances presque aussi nettes qu'entre circulation et prix, et qui s'exprimeraient également par des coefficients de corrélation voisins de l'unité.

Il y a là une anomalie qu'il s'agit de comprendre.

Je me propose de montrer que tous ces coefficients de corrélation sont trompeurs et en conséquence que le problème statistique reste ouvert.

Le problème des fausses corrélations (*spurious correlations*) signalé pour la première fois de façon retentissante à l'attention des spécialistes par Uday Yule, préoccupe les statisticiens depuis plus de trente ans.

Yule avait obtenu un coefficient de corrélation de 0,95 entre la mortalité et la proportion des mariages fait par l'Eglise d'Angleterre.

Après diverses discussions, les statisticiens sont tombés d'accord sur la nécessité d'éliminer des séries chronologiques avant de les comparer, les mouvements séculaires et saisonniers.

On ne comparait donc ces dernières années que des séries renfermant simplement mouvements cycliques et mouvements accidentels.

Les mouvements accidentels de grande amplitude étant relativement rares, on croyait ainsi arriver à une explication des cycles, donc des crises. Tel a été l'objet de l'important ouvrage de Tinbergen sur "les Cycles aux États-Unis de 1929 à 1931," publié sous les auspices de la S.D.N. et dont J. M. Keynes a pu dire qu'il était la dernière raison d'être de la S.D.N.

Ma position personnelle est nettement séparée de pareilles tentatives. C'est à mon avis dans une toute autre voie qu'il faut se diriger. Cette voie c'est la comparaison de séries dont le mouvement cyclique lui-même est éliminé ou d'une façon plus précise dont tout mouvement commun général a disparu. On compare ainsi seulement des mouvements accidentels plus ou moins accentués, c'est-à-dire qu'à proprement parler on étudie réellement des "expériences" économiques, laissant provisoirement de côté toute explication des mouvements généraux, cycliques ou séculaires.

La méthode par laquelle on arrive à ce résultat est très simple. Elle consiste d'abord à définir le mouvement commun, ainsi que l'a fait le Comité de l'Université Harvard, comme la moyenne de séries normalisées. Je suis étonné qu'on n'ait pas encore à ma connaissance été plus loin et tenté d'éliminer le mouvement commun ainsi défini pour utiliser les séries résiduelles bien plus intéressantes et bien plus significatives. Le mythe de la prévision des crises cycliques a vraisemblablement écarté les chercheurs de cette voie pourtant féconde.

L'application de cette méthode au problème égyptien conduit à des résultats provisoires très nets.

On trouve entre les séries résiduelles un coefficient de corrélation de 0,30 environ, ordre de grandeur que des procédés, dûs au grand statisticien anglais R. A. Fisher permettent d'affirmer *non significatif*.

Il n'y a donc aucune corrélation vraie entre circulation et prix qui sont simplement entraînés, tous deux, par le mouvement général de l'économie égyptienne.

Il semble qu'il n'y ait pas non plus de corrélation vraie entre prix égyptiens et prix britanniques ou prix américains ou prix du coton.

Il faut donc chercher une autre explication au mouvement des prix.

En gros, cette explication me paraît devoir être effectivement celle de Mr. Eman qui a appliqué au problème égyptien les idées de l'économiste français Aftalion.

Le dernier point de vue de Mr. Craig dans une lettre qu'il m'adressait le 7 février 1944, s'en rapproche également :

" My position now, écrivait-il, is that money is in itself inert and that the vera causa of the rise in prices is the psychology of the market, but abundance of money is a necessary condition for the rise in prices. I believe also that, as mankind is constituted it is also a sufficient condition (*ceteris paribus*) ".

Toutefois, à l'appui de la théorie psychologique défendue par Aftalion, comme un perfectionnement de la théorie du revenu, Mr. Eman signale que la hausse des prix égyptiens s'est produite dès septembre 1939, date du déclenchement de la guerre, alors que les conditions économiques étaient encore inchangées.

Le fait est exact pour les produits importés, principalement industriels, mais les produits strictement locaux non seulement n'ont pas haussé mais ont même subi une légère baisse pendant près d'un an et demi, du moins les produits essentiels comme le blé, le maïs et les fèves.

Je crois que la théorie psychologique a une part de vérité, mais je voudrais n'y faire appel qu'après m'être assuré que toute autre explication est impossible.

II.—*Quelques ordres de grandeur.*

Sur la base des deux équations fondamentales de toute étude géométrique du problème monétaire, l'équation des échanges

d'Irving Fisher $MV + M'V' = k P.T.$ et l'équation du revenu $R = K P Q$ ⁽¹⁾ on peut obtenir quelques résultats intéressants.

Les voici tels que je les ai établis pour mon ouvrage sur la " Hausse des Prix en Egypte et les Moyens de la Combattre " actuellement en cours de publication.

(1) L'application numérique de l'équation des échanges montre que la monnaie en circulation M excède dans d'assez fortes proportions les besoins monétaires du pays, résultant de la hausse des prix.

Les excédents sont environ :		L.E.
pour :	1940... ..	5.870.000
	1941... ..	13.172.000
	1942... ..	29.508.000

Essayons d'expliquer ces excédents dont, au moins une partie est attribuable à ce qu'on pourrait appeler une thésaurisation.

(2) L'excédent des grosses coupures, signalé dans le dernier discours du Président de la National Bank, conduit, par certains calculs, à admettre qu'il a existé une thésaurisation pour les montants approximatifs suivants :

		L.E.
en	1940... ^a	5.300.000
	1941... ..	5.900.000
	1942... ..	10.800.000
	1943... ..	13.400.000

(3) De cette thésaurisation totale, nous pouvons isoler la thésaurisation accidentelle révélée par la série de la circulation monétaire,

⁽¹⁾ Sur la première équation, voir le précédent article de Mr. I. I. Craig "The general rise of prices in Egypt" dans l'Egypte Contemporaine No. 195-196, janvier, février 1941, pages 17 et 18.

La seconde équation signifie simplement qu'un indice R du revenu monétaire égyptien est, à une constante K près, le produit de l'indice P des prix et de l'indice Q du volume de la production, lequel indice Q peut également être considéré comme un indice des revenus national réel.

après élimination des variations saisonnières, et estimée grossièrement par des mesures graphiques.

On a :

Thésaurisation accidentelle.

					L.E.
pour	1940...	...	...	...	4.000.000
	1941...	...	...	...	3.650.000
	1942...	...	...	...	7.000.000
	1943...	...	...	...	3.250.000

(4) Nous pouvons appeler *thésaurisation de structure*, ce qui reste de la thésaurisation des grosses coupures après élimination de la thésaurisation accidentelle.

Thésaurisation de structure

					L.E.
pour	1940...	...	...	...	1.300.000
	1941...	...	...	...	2.250.000
	1942...	...	...	...	3.800.000
	1943...	...	...	...	10.150.000

Cette thésaurisation dite de structure constitue un excédent monétaire qui peut servir :

- soit aux banques de dépôt pour maintenir une plus grande encaisse permanente que par le passé (crainte de paniques d'origine politique toujours possibles).
- soit aux commerçants pour profiter des possibles occasions d'achats intéressants sur le marché noir.
- soit aux particuliers pour une thésaurisation réelle proprement dite (épargne stérile).

Quoi qu'il en soit cette thésaurisation révélée par les grosses coupures ne suffit pas à expliquer la totalité des excédents monétaires trouvés par l'équation d'Irving Fisher.

Il nous faut donc supposer que la guerre a entraîné d'autres perturbations encore.

(5) On pourrait penser à expliquer l'excédent monétaire par l'extension du domaine géographique d'utilisation de la monnaie égyptienne (armées en campagne). Mais d'après mes informations ces utilisations exceptionnelles ont été de peu d'ampleur et de courte durée.

Il faut donc chercher ailleurs.

(6) On pourrait penser que l'accroissement excédentaire de la circulation monétaire tient à la moindre utilisation des chèques, cette moindre utilisation provenant de ce que le chèque constitue une preuve en cas de fraude à l'égard de certaines lois (tarification, bénéfices exceptionnels).

Mais l'équation d'Irving Fisher tient compte de la circulation des chèques (M'). En outre, d'après les statistiques des chèques présentés aux chambres de compensation la diminution de l'emploi des chèques s'est produite au début de la guerre en 1939 et 1940 alors que ces lois n'existaient pas et la circulation des chèques a repris un accroissement normal par la suite.

Chèques présentés aux Chambres de Compensation

	L.E.		L.E.
1937-1938	130.600.000	1941... ..	141.900.000
1939	118.600.000	1942... ..	214.300.000
1940	111.400.000	1943... ..	240.400.000

Il semble donc que la moindre utilisation des chèques s'explique, tout simplement, par l'incertitude générale du temps de guerre qui fait, par principe, préférer le paiement en espèces au paiement par chèques.

(7) Dans l'application numérique de l'équation d'Irving Fisher qui a conduit aux excédents monétaires que nous cherchons à expliquer, j'ai adopté comme indice T du volume (quantum) des transactions l'indice Q du volume de la production déterminé par l'équation $R = K P Q$. Cet indice enregistre des diminutions du revenu national réel du pays de :

2 % environ pour		1940
5 % " "		1941
15 % " "		1942

Or l'indice T ne diffère de l'indice Q , que parce qu'il tient compte des doubles emplois.

Une transaction purement commerciale ou même spéculative est comptée dans l'indice T des transactions et ne l'est pas dans l'indice Q des quantités échangées qui n'enregistre que la dernière transaction de la période envisagée.

En temps normal les deux indices présentent vraisemblablement des variations étroitement parallèles, mais il peut n'en être plus de même en temps de guerre.

En effet, nous pouvons supposer que les transactions commerciales qui n'ont pas eu lieu du fait de la diminution des quantités échangées ont été remplacées par des transactions spéculatives de même montant global portant sur les quantités restantes.

Dans cette hypothèse, les commerçants professionnels auraient compensé leur inactivité partielle provenant de la diminution du volume des ventes, en se constituant simples intermédiaires, pour un plus grand nombre de marchandises.

Cette supposition repose au fond sur la constatation que le commerçant ne laisse pas son argent dormir.

Dans ce cas, malgré la diminution de l'indice Q de la production, l'indice T des transactions serait resté pratiquement inchangé pendant la durée de la guerre.

Sur ces bases, et avec des ajustements convenables, de l'indice des prix, on arrive à expliquer à peu près l'excellent monétaire des années 1940 et 1941, mais il reste pour 1942 et 1943 des résidus inexplicables de 2 et 4 millions de livres respectivement.

On ne pourrait arriver à des résultats plus précis que par une analyse de la vitesse de circulation de la monnaie dans les divers secteurs économiques du pays.

Aux résultats qui viennent d'être signalés, il ne faut attacher qu'une signification d'ordre de grandeur, de vraisemblance générale.

En tous cas, ces conceptions font jouer à la circulation monétaire un rôle purement technique et nullement causal. La monnaie est un instrument, un outil de l'économie; on dit d'ailleurs couramment les instruments de crédit ou les moyens de paiement.

La cause des perturbations économiques actuelles doit être finalement recherchée:

(1) dans la diminution des quantités de biens mis à la disposition du pays (baisse des importations industrielles et du rendement agricole):

(2) dans les dépenses des armées britanniques;

(3) dans l'inertie gouvernementale qui a permis à l'accroissement de revenu provenant originairement de ces dépenses, de demeurer entre les mains de particuliers désireux de le dépenser en biens de consommation aussi rapidement que possible, et en conséquence de peser sur les prix d'une façon cumulative.

Ainsi, la pression sur les prix, en 1942, provenait d'une part des nouvelles dépenses des armées britanniques, en 1942, et d'autre part des anciennes dépenses de ces armées en 1941 et 1940, devenues des éléments de revenus pour toute une couche de commerçants dont les propres dépenses ont, à la longue, disséminé entre de nombreuses autres mains, le pouvoir d'achat mis initialement en circulation et dont une partie au moins aurait pu être stoppée à la source par des mesures appropriées.

En conclusion, le mécanisme économique me paraît pouvoir être considéré comme un tout, prêt à enregistrer des modifications d'origine absolument quelconque (production, importations, prix, etc).

Ces modifications initiales, dont les causes peuvent être diverses (démographiques, techniques, législatives, extérieures) entraînent des chaînes de répercussions adaptatives qu'il est du devoir de l'économiste statisticien de prévoir.

PIERRE GORRA.

REMARQUES DE MR. LE DR. S. VITALE

Au cours de sa très intéressante conférence Mr. le Dr. Eiman nous a entretenu sur les rapports entre la circulation monétaire et les prix en Égypte et cela sans négliger les autres facteurs qui d'une manière générale et d'une façon plus accentuée à l'heure actuelle, influent sur la formation des prix.

Parmi ces facteurs il en existe un qui me semble présenter un intérêt particulier et qui doit être signalé à cause de la part très importante qu'il a dans la formation de nos prix.

- * Il est constant que tout échange de marchandises ou services contre une quantité de monnaie s'opère en vertu de la certitude qu'a le vendeur de pouvoir échanger à n'importe quel moment ou presque la monnaie reçue comme prix des richesses vendues avec une quantité à peu près définie d'autres marchandises ou services.

D'une façon générale les échanges s'opèrent ainsi uniquement entre richesses réelles, et dans les échanges la monnaie joue seulement le rôle de mesure de la valeur des richesses susceptibles de s'entrechanger et de réservoir du pouvoir d'achat résultant de la production et de l'aliénation des biens au service.

Examinons maintenant comment se présente la situation en Égypte, dans ses traits fondamentaux.

Pratiquement tout possesseur égyptien de monnaie est demandeur de marchandises ou de richesses qui doivent être importées de l'étranger ou qui existent ou sont produites dans le pays dans une quantité beaucoup moindre de ce qui serait nécessaire pour satisfaire toute la demande.

Les stocks existants sont en voie d'épuisement ; les importations sont insuffisantes à balancer les consommations et quant à la production locale, sa capacité d'accroissement est tout au moins fort limitée dans les circonstances actuelles.

Dans une mesure très considérable la monnaie égyptienne représente ainsi à l'heure actuelle non pas un pouvoir d'achat susceptible d'être utilisé à n'importe quel moment et suivant la volonté de son possesseur, mais des biens aux services que d'une façon générale ne pourront être obtenus qu'après la guerre lorsque la production et la circulation des richesses seront redevenues à peu près normales.

Mais on ne peut savoir même approximativement quand cette normalisation bien que relative se réalisera, de même que l'on ignore quel sera le prix exprimé en monnaie qu'on devra payer lorsque les marchandises attendues pourront être achetées et importées.

Nos échanges intérieurs sont ainsi caractérisés par le fait qu'ils s'opèrent non pas entre richesses certaines et virtuellement actuelles comme cela arrive d'ordinaire, mais entre richesses certaines et actuelles d'une part et une monnaie qui représente essentiellement des richesses futures et quantitativement incertaines d'autre part.

Si cette monnaie qui représente essentiellement des richesses futures et quantitativement incertaines veut être échangée avec des richesses actuelles et quantitativement définies, il est de toute évidence qu'elle doit sacrifier une fraction de sa valeur; de sorte que en définitive les prix d'échange des richesses actuellement disponibles s'exprimant nécessairement dans une monnaie de l'espèce sus-indiquée, seront considérablement plus élevés qu'ils ne le seraient dans des conditions d'échanges normales.

En outre, abstraction faite de tout autre élément, l'écart entre les prix qui s'établiraient dans un régime d'échanges normaux et ceux qui s'établissent sur notre marché dans les circonstances présentes tendra à varier suivant le cours des événements qui feront apparaître plus ou moins éloigné le moment où les marchés d'approvisionnement redeviendront accessibles et plus ou moins abondante l'offre qui pourra être fournie par ces derniers.

L'état de choses que nous venons d'esquisser semble justifier la déduction que le niveau général de nos prix ne devrait pas changer sensiblement même si par une hypothèse irréalisable toutes les bank-notes en circulation seraient remplacées par des souverains d'or et si toutes les créances de l'Egypte vis-à-vis de l'étranger seraient réglées dès à présent en or.

Tout cet or ne pourrait pas acheter davantage que le marché intérieur et ses stocks en voie d'épuisement peuvent fournir, tandis que son pouvoir d'achat sur les marchés étrangers ne pourrait s'exercer qu'après la guerre aux susdites conditions inconnues quant à l'époque de livraison et aux prix.

D'ailleurs, une telle situation ne serait pas nouvelle dans les annales de l'histoire économique et, à plusieurs points de vue serait semblable à celle qui se produisit en Espagne au cours du XVI^e siècle.

La découverte de l'Amérique fit affluer en Espagne une très considérable quantité d'or et une immense demande de produits dont les nouvelles colonies avaient un besoin absolu. Et à la faveur d'une malencontreuse défense d'importer des produits étrangers, il s'ensuivit une énorme hausse des prix qui plongea le pays dans une crise épouvantable dont l'Espagne eut à souffrir très longuement.

Si nous remplaçons l'afflux d'or américain par les dépenses des armées alliées, la demande des produits des nouvelles colonies par les besoins des susdites armées et la défense d'importation par les difficultés d'importation occasionnées par la guerre, nous obtenons un tableau qui est grosso-modo celui de l'Égypte avec son haut niveau actuel des prix.

Mais tandis que l'Espagne eut à souffrir longuement de sa pléthore d'or, l'économie égyptienne qui souffre seulement d'une immobilisation du considérable pouvoir d'achat dont elle dispose, pourra, si elle est bien dirigée, en tirer de grands avantages, car cette situation spéciale d'une part constitue un stimulant à la production locale et d'autre part en imposant l'abstention de très nombreuses dépenses en produits de consommation favorise la transformation des hauts revenus actuels en capitaux qui s'avèreront être un précieux instrument de production de richesses dans l'avenir.

DR. S. VITALE



RÉPONSE DE MR. LE DR. ANDRÉ BMAN À.
MMRS. LES DOCTEURS DARWICHE BEY ET PIERRE GORRA

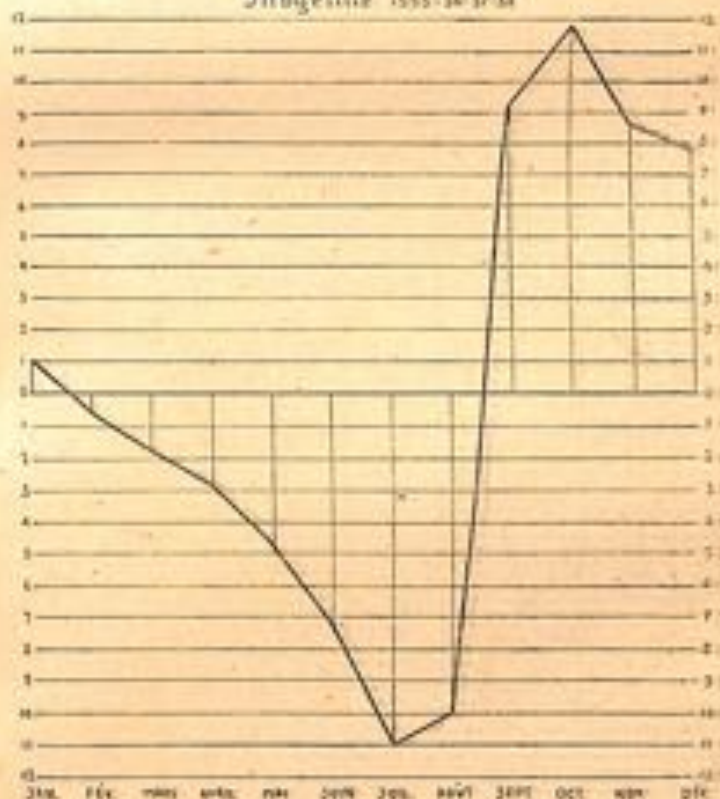
Puisqu'il me faut ordonner mes réponses, vous me permettrez de prendre en considération d'abord les observations du Dr. Gorra qui partage en gros mon point de vue sur les mouvements des prix en Egypte mais qui me fait deux critiques de détail. Je relèverai ensuite les remarques du Dr. Darwiche dont les objections portent sur l'ensemble aussi bien que sur les détails de ma communication.

•••

J'attache un intérêt tout spécial au reproche que l'on m'a fait d'avoir pris 1935 comme une année représentative des variations

Variations saisonnières de la circulation fiduciaire en Egypte

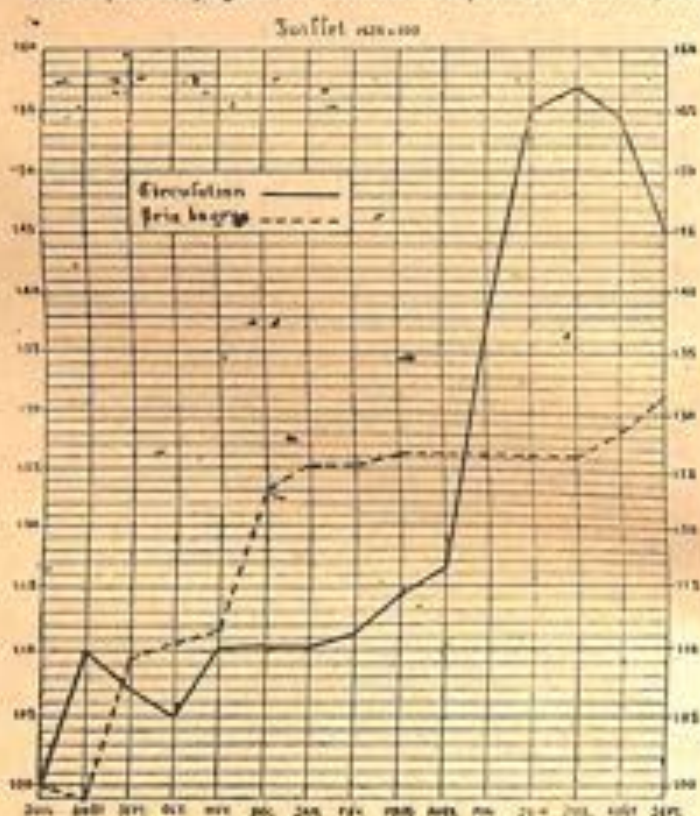
Moyenne 1935-36-37-38



saisonniers de la circulation alors que la guerre d'Éthiopie avait éclaté en octobre. Au cours de la période troublée qui a précédé la guerre, il est assez difficile de dégager une année franchement normale pendant laquelle des événements politiques n'ont pas désorganisé momentanément le jeu automatique des variations saisonnières. D'un autre côté, je voudrais éviter de remonter trop en arrière pour faire le choix d'une année de base, aussi j'ai rectifié les variations saisonnières de la circulation selon les données de la moyenne de quatre années consécutives allant de 1935 à 1938. J'ai établi à votre intention cette courbe (graphique No. 1) qui je crois, est sincèrement représentative des variations saisonnières de la circulation en Egypte.

On se rend compte que la circulation est inférieure à la moyenne dans les 8 premiers mois de l'année et par contre, elle est supérieure

Courbe séparée de la circulation fiduciaire comparée à la courbe des prix des gas



à cette moyenne dans les derniers mois. Elle fléchit de près de 11 pour cent en juillet et s'accroît dans une proportion de près de 12 pour cent en octobre.

En tenant compte de ces nouvelles données, j'ai obtenu une nouvelle courbe épurée de la circulation qui, confrontée avec celle des prix nous fournit des renseignements catégoriques et confirme, je pense, l'opinion que j'avais émise l'autre soir. On peut signaler une discordance très nette des courbes considérées tout au moins au début du conflit. Vous pouvez vous rendre compte de la marche des courbes des prix et de la circulation par un coup d'œil sur le graphique No. 2 qui porte sur une période allant de juillet 1939 à septembre 1940. Incidemment, j'attire votre attention sur la courbe des prix qui est l'image fidèle des prix de gros officiels tels qu'ils m'ont été communiqués par le Département de la Statistique Générale de l'État; ils ne tiennent pas compte, bien entendu, du trafic existant au marché noir. En outre, le Dr. Darwiche signale que la liste des articles considérés par le Département de la Statistique ne comprend pas ceux qui ont le plus haussé (paragraphe 12, alin. 1 et 2). *On peut dire que si l'on devait faire cas des allégations du Dr. Darwiche, notre courbe des prix aurait été plus élevée et nous aurions enregistré une discordance encore plus accentuée au début de la guerre entre les prix et la circulation.* J'ai fait partir les deux courbes du mois de juillet. En août, la circulation s'accroît de plus de 10 pour cent et les prix baissent légèrement. En septembre, la circulation décroît mais les prix prennent résolument le chemin de la hausse qu'ils n'abandonneront provisoirement qu'à partir du mois de mars 1940. En octobre et en novembre, la discordance s'accroît; de décembre à février, les prix haussent dans de fortes proportions et par contre, la circulation oscille autour de l'indice 111. En mars et dans les mois qui suivent, les prix se stabilisent mais au contraire, la courbe de la circulation progresse dans des proportions assez fortes pour dépasser définitivement dès le mois de mai la courbe des prix. Depuis septembre jusqu'en mai, les amplitudes enregistrées dans la courbe des prix sont les plus importantes. Depuis mai, un phénomène opposé se produit, les mouvements de la circulation sont beaucoup plus amples. En conclusion, la circulation est plus lente que les prix à s'engager dans la voie de la hausse; on enregistre une hésitation dans la hausse de la circulation dans les 8 ou 9 premiers mois qui ont succédé à la déclaration de guerre. Les prix, par contre, haussent régulièrement à cette époque. Nos courbes montrent clairement que les prix n'ont pas joué un rôle passif.



Il paraît que j'ai omis de vous dire que la hausse des prix qui s'est produite en septembre 1939 a affecté les marchandises importées. Le Dr. Gorra me fait justement observer que les produits strictement locaux tels que le blé, le maïs et les fèves non seulement n'ont pas haussé mais ont même subi une légère baisse pendant près d'un an et demi. Je crois avoir précisé dans mon manuscrit que ce sont les articles d'origine étrangère qui ont immédiatement évolué vers la hausse. Cependant, j'accepte volontiers la remarque du Dr. Gorra qui s'accorde fort bien avec mon argumentation. Que les prix des produits d'importation aient varié dans des proportions plus fortes, que les prix des produits domestiques, voilà, je pense, un argument supplémentaire pour ceux qui soutiennent que le mouvement de hausse enregistré en septembre 1939 n'était pas dû à un facteur interne mais bien à une influence extérieure, à des motifs psychologiques. Le mouvement de hausse a bien reçu son impulsion de l'extérieur.



L'exposé du Dr. Darwiche qui renferme un certain nombre de remarques fort utiles va me permettre de fournir quelques précisions en ce qui concerne la théorie quantitative de la monnaie et la balance égyptienne des comptes.

Il paraît que la version que je vous ai donnée de la théorie quantitative de la monnaie est par trop simplifiée (paragraphe I). Voyons d'abord, si vous voulez bien jusqu'à quel point cette critique est justifiée.

J'ai dit en effet que pour la théorie quantitative "le montant du stock monétaire est l'élément causal de sa valeur". L'expression "stock monétaire" sous-entend non seulement les billets émis mais aussi tous les éléments monétaires dans l'équation des échanges. Après tout, les dépôts sont une monnaie, une monnaie scripturale et Irving Fisher emploie à plus d'une reprise pour désigner les dépôts, le terme monnaie-dépôt. De reste, ceux qui ont lu intégralement le texte de ma communication se sont rendus compte que "stock monétaire" avait un sens extensif qui a été précisé dans une phrase précédant immédiatement celle que je vous ai citée plus haut: "Le sens de monnaie s'étend; c'est tout d'abord l'or, les métaux précieux puis la monnaie métallique et les billets, enfin, par un élargissement considérable de cette notion de monnaie, des économistes qui souscrivent

à la théorie quantitative sous-entendent également les paiements par chèques au moyen des dépôts et les vitesses de circulation des billets et de ces dépôts.

"Toutes les formes de la théorie quantitative ont une teneur commune: le montant du stock monétaire est l'élément causal de sa valeur."

Mais la difficulté réside d'abord dans l'imprécision des données que nous possédons pour certains des termes de l'équation des échanges. Elle réside ensuite dans l'enchevêtrement apparent de tous les éléments considérés du fait que les expériences en économie politique sont non provoquées à l'inverse des expériences chimiques ou physiques. Il nous est impossible d'isoler tous les facteurs comme nous démêlerions à la rigueur les fils d'un écheveau.

Les chiffres afférents à M qui vous ont été soumis sont rigoureusement exacts et si j'ai évité dans mes statistiques de parler des montants de billets émis par le Ministère de Finances, des currency notes ou de la monnaie métallique, je l'ai fait sciemment ayant estimé que ces monnaies occupaient une part modeste et sans influence décisive sur les variations de la circulation.

Par contre, les détails relatifs à M' et surtout à V , V' et T sont moins précis. Cependant, en ce qui concerne M' je crois que les variations des dépôts de la National Bank of Egypt qui peut être considérée comme une banque centrale en Egypte, reflètent dans une certaine mesure le sens vers lequel se sont dirigés les dépôts en Egypte.

N'oublions pas non plus que l'équation des échanges a été dégagée dans un pays où les paiements par chèques tiennent une place prépondérante parmi les facteurs monétaires et que les conditions monétaires de l'Egypte ne peuvent pas être assimilées à celles qui prévalent dans les pays anglo-saxons.

Quant au volume des transactions T , aucun fait précis ne permet d'affirmer qu'il se soit modifié dans un sens ou dans l'autre dans la première année qui a succédé à la déclaration de guerre. T est vraisemblablement demeuré stationnaire.

Les variations exactes de V me sont inconnues, je l'admetts volontiers, mais l'absence de documents positifs concernant les vitesses de circulation ne peut pas être interprétée comme défavorable à notre point de vue. Dans l'incertitude des variations de la vitesse de circulation on est mal venu pour nous dire que V n'a pas joué un rôle passif mais a déclenché la hausse des prix. M , qui doit être considéré comme étant

le principal facteur monétaire en Egypte, a évolué avec un certain retard sur les prix au début de cette guerre. Par ailleurs, il y a d'autres faits patents que l'on peut invoquer et qui corroborent notre opinion selon laquelle des raisons qualitatives ont déterminé la hausse des prix. Il y a le cas des commandes anticipées qui à mon avis, a joué un rôle important dans le domaine industriel.

Par ailleurs, répondant à une objection du Dr. Gorra, je vous ai parlé tout à l'heure de la hausse survenue dans les produits importés alors que les prix de certains produits domestiques ont baissé. Si la hausse des prix était due à des raisons d'ordre monétaire, nous n'aurions pas enregistré cette discrimination survenue immédiatement à la déclaration de guerre entre produits importés et locaux.

Je suis d'accord avec le Dr. Darwiche lorsqu'il demande de ne pas ignorer les différents facteurs susceptibles d'influer sur les prix et dont tiennent compte les partisans de la théorie quantitative. C'est pour cette raison que j'ai considéré à tour de rôle tous les termes de l'équation des échanges. Je crois avoir montré que les prix ont évolué au début de la guerre indépendamment des divers éléments monétaires compris dans l'équation des échanges. Les prix ont haussé mais sans que l'impulsion provienne des facteurs monétaires. Les discordances manifestées dans les mouvements de ces phénomènes m'ont fait dire que la théorie quantitative, depuis la guerre, ne s'accordait pas avec les faits en Egypte.

Mais le Dr. Darwiche invoque à ce sujet le "ceteris paribus" dont on ne conteste pas la réalité, mais il lui donne une fonction telle que la théorie quantitative revêtirait un caractère irréfutable.

Il est regrettable que le Dr. Darwiche n'ait pas précisé plus nettement sa pensée à ce sujet. Mais de ce qu'il écrit, des auteurs qu'il cite, on retire l'impression que tout en montrant un désir sincère de demeurer fidèle à la théorie quantitative, mon contradicteur lui fait perdre son caractère de théorie. Dans sa forme classique, la théorie quantitative attribue aux prix un rôle absolument passif; l'impulsion ne peut venir que des divers éléments monétaires: "*Le niveau des prix est normalement le seul élément absolument passif de l'équation générale des transactions. Les autres éléments de l'équation générale de l'échange et les causes qui lui sont antérieures peuvent établir des limites à ses variations, mais la réciproque n'est jamais vraie.*" (Irving Fisher, p. 199, "Le pouvoir d'achat de la monnaie.", Paris, 1926, traduction de l'anglais par R. Picard et J. Bourroux). Et encore,

p. 211: " nous avons vu que ce rôle causal des différents facteurs qui figurent dans l'équation générale des transactions n'est pas symétrique. Il y a un élément essentiellement passif les prix et leur niveau général doit se conformer aux exigences des autres facteurs." et plus loin, p. 213: "notre conclusion finale sera donc la suivante: nous ne voyons aucun obstacle qui s'oppose à l'affirmation de la loi quantitative. Des variations dans la quantité de monnaie en circulation entraînent normalement des modifications proportionnelles dans les prix." On peut donc affirmer que suivant cette conception de la théorie quantitative la quantité du stock monétaire est bien l'élément causal de sa valeur.

Mais vous savez que les contradictions enregistrées pendant la première guerre mondiale et aussitôt après entre la théorie quantitative ainsi exposée et les faits, ont déterminé des économistes fidèles à la théorie à multiplier les périodes de transition qui, dans l'esprit d'Irving Fisher, étaient surtout les variations saisonnières. Par ailleurs, certains ont donné une telle extension à la théorie quantitative que finalement on ne discerne plus de différence entre la théorie et l'équation des échanges.

Lorsque le Dr. Darwiche, s'appuyant sur l'opinion du professeur Cannan affirme "the theory of the value of money includes the quantity theory, but contains something more" (paragraphe 3), ou bien encore lorsqu'il approuve le point de vue selon lequel les prix ont haussé en Egypte au début de la guerre mais pour des motifs psychologiques (paragraphe 8) c'est-à-dire en somme, indépendamment de facteurs quantitatifs, lorsque le Dr. Darwiche émet de telles affirmations, n'avez-vous pas l'impression qu'il fait vraiment peu de cas du caractère quantitatif d'une théorie qui sous sa forme classique est exclusivement quantitative? La théorie quantitative implique une action causale aux éléments monétaires mais si l'on nie le caractère passif des prix, si on leur reconnaît à eux aussi une action impulsive, alors la théorie quantitative perd son caractère de théorie et elle se confond avec l'égalité $MV + M'V = PT$.

Or si l'on néglige certaines réserves, tout le monde admet l'équation des échanges qui fournit une relation de causalité entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau général des prix sans toutefois attribuer aux prix un rôle passif subordonné aux variations monétaires. L'équation des revenus $R = PQ$ est également une réalité indiscutable.

Mais chacune de ces équations considérée en elle-même n'apporte aucun élément positif concernant le problème de la hausse des prix.

Ce sont les théories construites à l'aide de ces équations qui projettent la lumière.

Cependant, l'équation $R=PQ$ a l'avantage de faire ressortir le rôle très important que jouent les revenus dans les variations des prix. Cette équation s'attache d'avantage, mais pas exclusivement, à des facteurs qualitatifs, à la notion de revenu, à l'appréciation variée que chaque individu se fait de l'unité monétaire. Alors que l'équation des échanges fait état exclusivement de phénomènes quantitatifs : quantité de monnaie, quantité de dépôts.

Da reste, en allant au fond des choses, l'inflation des revenus n'a pas été en Egypte la seule cause de l'augmentation des prix. J'ai fait mention l'autre soir de la résorption de l'offre. J'ai aussi parlé du caractère indéfinissable des réactions humaines devant les événements internationaux. Ces prévisions, ces sentiments dont le rôle a été parfois déterminant dans les variations des prix ne peuvent évidemment pas se calculer à l'avance. Aucune équation, pas même celle des revenus, ne pourrait matérialiser cette réalité mouvante, insaisissable.

Le Dr. Darwiche nous donne une explication sur la hausse des prix, elle est purement quantitative. Il attribue à la circulation une force motrice, un mouvement impulsif (paragraphe 25).

Mais j'étais en droit d'espérer une recherche plus approfondie de la part de mon contradicteur sur les différentes causes susceptibles d'influer sur les prix avant d'adopter une solution qui pour être apparemment vraisemblable et admise par nombre d'importants économistes, n'en est pas moins en discordance très nette avec les faits en Egypte.

Le Dr. Darwiche qui révèle l'existence d'un *ceteris paribus* " which should not be ignored and is indeed not ignored by the partisans of the theory " (paragraphe 2) et sur le fait que : "even in its least complicated version the value of money would depend on its quantity only when other things (including demand) remain equal", le Dr. Darwiche, aurait en avantage, je crois à suivre ces conseils et à considérer de plus près les termes de l'équation des transactions M et M' , V et V' , et T .

De tous ces termes, il y en a un seul dont nous connaissons avec certitude les variations, c'est M la circulation monétaire et le tracé de sa courbe confronté avec la courbe des prix de gros permet de conclure que :

(1) Une discordance très nette existait au moins dans les 3 premiers trimestres du conflit.

(2) Au début de la guerre, la hausse des prix a été plus ample que l'augmentation de la circulation. Je crois, qu'avant d'affirmer dur comme fer le caractère impulsif de la monnaie, il aurait été rationnel de démontrer l'inexactitude des courbes du graphique No. 2.

Or la seule objection que je relève à l'encontre de ces courbes se trouve au paragraphe 15, alin. 1 et 2 dont je vous ai parlé tout à l'heure mais de cette objection qui n'altère en rien la véracité de mon argumentation, bien au contraire, il ressort que les prix de gros auraient été plus élevés si l'on tenait compte de certaines particularités que signale mon contradicteur. Dans ce cas, ainsi que je l'ai déjà dit, la discordance entre prix et circulation se serait accentuée par suite d'une élévation de la courbe des prix.

L'explication fournie par le Dr. Darwiche sur l'inflation monétaire est sujette à un certain nombre d'objections. Je crois que mon contradicteur ne tranche pas avec assez de netteté les contours de la balance commerciale, de la balance des comptes et de la balance des paiements. Mais, d'abord, permettez-moi de définir l'inflation.

L'inflation qui vient du latin *inflatio* (enflure) est, selon la définition de Quillet une action d'enfler. L'augmentation de la circulation est sans conteste une inflation. Mais le gonflement des prix est également une inflation et c'est dans ce sens que j'ai parfois employé ce terme contrairement à ce que pense le Dr. Darwiche au paragraphe 13.

Cependant, en général, on désigne par inflation les émissions de papier monnaie pour pallier au déficit budgétaire. L'inflation, dans ce cas, est pernicieuse, elle témoigne d'un état de déséquilibre dans la situation financière d'un pays. En Egypte, on peut relever tous les signes particuliers à l'inflation : augmentation considérable des billets de banque, cours légal et forcé de la livre égyptienne, hausse des prix, contrôle partiel des changes, sans toutefois qu'il y ait eu ce signe particulier de déséquilibre financier ou d'abus de crédit bancaire.

Mais je vous ai déjà précisé l'autre jour la situation de l'Egypte qui est placée sous le régime du Sterling Exchange Standard.

De ce fait, les causes de dévaluation ne se limitent pas aux besoins du trésor local ou de déficit du budget égyptien. La couverture de notre monnaie suggère d'autres causes possibles de dévaluation ignorées par les pays dont l'encaisse est uniquement constituée par l'or ou l'argent. C'est à ce sujet que je vous avais dit : " Que l'on nous permette de signaler que ceux qui rattachent la stabilité de notre situation

nécessaire uniquement à la gestion des finances égyptiennes et aux besoins du trésor local, font montre d'une courte vue. C'est oublier que l'encaisse de la livre égyptienne autrefois en or, a été remplacée, depuis 1916, par des bons du trésor anglais, que notre régime est celui du Sterling Exchange Standard et qu'en définitive, pour estimer la valeur de notre monnaie, il importe de savoir la condition dans laquelle se trouve la monnaie anglaise."

Le Dr. Darwiche qui a rapporté incomplètement cette phrase, la commente dans un sens qui ferait penser à un lecteur peu averti que mon jugement concernant la gestion des finances égyptiennes est celui d'un sceptique (paragraphe 29) alors que j'ai bien insisté sur la saine situation financière du pays.

Mon contradicteur n'estime pas que la balance des comptes soit favorable à l'Egypte. L'explication en est, d'après lui, que les troupes stationnées ne payent pas leurs achats en marchandises, en sterlings ou en dollars mais en grande partie par de nouvelles émissions de billets locaux (paragraphe 28).

Cette conception de la balance des comptes me paraît erronée, elle empiète dans le domaine de la balance des paiements. Il est vrai que l'or ne constitue même pas les 10 pour cent de notre encaisse mais la livre égyptienne a pour contre-valeur une couverture réelle constituée surtout par des bons du trésor anglais et en emprunts de guerre.

Les achats des armées alliées, s'ils ne sont pas immédiatement effectués, comme le dit le Dr. Darwiche, en sterlings, en dollars ou en marchandises et nous pourrions ajouter en services, seront un jour payés de la sorte exception faite du cas d'insolvabilité. Car l'Egypte n'est aujourd'hui constituée créancière de l'Angleterre au même titre qu'un commerçant recevrait en paiement de sa marchandise ou de ses services un ou plusieurs effets. Bien sûr, lorsque les montants des effets atteignent des chiffres élevés et que cette lourde dette est supportée par un seul débiteur, le commerçant s'inquiète un peu sur la possibilité de récupérer sa créance. Et tel est le cas de l'Egypte.

Mais croit-on que l'encaisse de notre monnaie joue à l'heure actuelle un rôle important sur l'évolution des prix? Il reste à prouver que si la couverture de notre livre égyptienne eut été constituée en "or" ou en devises étrangères autres que les bons du trésor anglais ou les war loans, les prix locaux se seraient dégonflés. Il ne semble pas que nous ayons enregistré en Egypte une fuite devant la monnaie, la thésaurisation signalée si souvent au cours de cette guerre en tes

le phénomène opposé. Sans nul doute, comme le suggère le Dr. Darwiche, l'importation des marchandises en paiements de toutes dépenses des troupes alliées serait la meilleure solution. Elle permettrait d'accroître l'offre. Mais si nous avions la faculté de recevoir immédiatement des marchandises en quantités suffisantes, le problème des prix ne se serait pas posé avec autant d'acuité. Aussi, une réorganisation de la production locale me paraît plus proche du domaine des possibilités.

Enfin, pour conclure, proposer d'augmenter l'offre ou de réduire la demande serait, selon mon contradicteur, un truisme qui ne permet pas de trouver un chemin pratique à nos difficultés présentes (paragraphe 35).

Que propose le Dr. Darwiche ?

(1) *D'augmenter l'offre* par le paiement en marchandises des achats de troupes alliées (paragraphe 33), mesure excellente en elle-même mais qui me paraît peu réalisable dans la conjoncture actuelle.

(2) *De réduire la demande* par un système de rationnement et de contrôle des prix appropriés, suggestion que j'ai déjà faite dans ma communication et que mon contradicteur nous résume en anglais au paragraphe 34.

A un économiste qui traitait l'équation des échanges de simple truisme, Irving Fisher conseille de ne jamais dédaigner le truisme. Les plus vastes généralisations qu'on trouve dans les sciences physiques ne sont guère que de purs truismes. Ils sont la source la plus féconde des connaissances de mécanique appliquée.

DR. ANDRÉ EMAN.



REMARKS BY S.E. MAHMOUD MOHAMED EL-DARWISH BEY

Remarks on Dr. Ewan's Answer.

Meeting of May 5th, 1944.

(1) Although I can pretend to have some knowledge of statistics and analytical economics, I have refrained, on purpose, from indulging into formulae and complicated theoretical discussions. The issue does not, to my mind, necessitate these refinements.

(2) I do not remember having criticised M. Ewan because he had overlooked subsidiary money (government notes, bank-deposits, etc.) in his exposition of the relationship between money and prices. There was, therefore, no necessity for a lengthy discourse on the point.

(3) Where M. Ewan was wrong was to have taken a too simplified version of the Quantitative Theory and toiled hard to show that it was erroneous. In his answer, he speaks of the classical quantitative theory. We could even have traced the theory back to the Ricardian era, where it originated. But we would, thereby, be serving no useful purpose.

(4) The present refinement of the theory is to M. Ewan no theory at all, but a mere formula! It is, however, a formula which he cannot ignore. The classical version is now of no more than academic value.

(5) This is, however, taking us away from the main issue, which is quite simple. M. Ewan had laboured at some length to show that there was no causal connection between the amount of money and the movement of prices in Egypt. This contention I have tried to refute. And I still believe that, on balance, I am on the right side.

(6) In his answer, M. Ewan has, I think, avoided my criticisms on the main issue. I had shown, convincingly I hope, that what M. Ewan described as the Revenue Theory of prices was, in fact, a description of the symptoms of inflation. I went one better and tried to find out the causes of this inflation and consequently of the symptoms depicted by M. Ewan. And I thought, and still believe, that I gave the right diagnosis in maintaining that they were mainly the result of the expenses of foreign armies, coupled with a declining stock of goods. I also added that the financing of this expenditure without having to import goods was rendered possible by an irregular device, which was adopted in 1916 as a temporary measure but has lasted ever since.

(7) Part I of my contention has been confirmed by the Monetary and Financial Conference held in Cairo lately and especially by the speech of Lord Moyne, its President. It is true that a distinction was made at the Conference between a French type of inflation and a *wider type of inflation, which the Middle East now enjoys*. But for the purposes of this discussion the distinction is of no importance. *It has been admitted by the Conference that the main cause of the soaring prices in this area is the inflation caused by the expenditure of the foreign armies*. Indeed, the remedies suggested by the Conference do not differ greatly from those I had submitted here in my earlier talk.

(8) M. Eman accuses me of having misrepresented his statement about the position of the Egyptian pound. I do not think the accusation is fair. He denies that he had stated that the position of the Egyptian pound or the finances of the Egyptian State were weak. Nor did I ascribe such ideas to him. But he said "in no unequivocal terms that *'to maintain that the position of the Egyptian pound in relation to other currencies was sound (saine) would be showing short-sightedness'*". I quoted, in my earlier note, his words *verbatim* and in French. If he feels now that his expression had gone farther than it should have done this would be no fault of mine. I took the expression as he put it and tried to show that, in so far as the comparison was between sterling and the Egyptian pound, the statement was not justified.

(9) Again, M. Eman pretends that I have misunderstood him on the question of foreign trade, indeed that my whole notion of the Theory of International Trade was erroneous! And this for the simple reason that I mixed up what to him are two different expressions, viz. the "balance des comptes" and the "balance des paiements".

(10) Well, to start with, I used the English expression "balance of payments" as meaning one and the same thing as the French "balance des comptes". Indeed, the expression "balance of accounts" is not familiar to the English economic jargon, at least the Theory of International Trade. And it seems to me that the expression "balance des paiements" is equally unfamiliar in the French technical terminology of the same theory. If this is so, then there would only be two expressions, one in each language, which denote the same thing. These are "balance of payments" in English and "balance des comptes" in French. And I would not have mixed up two different notions, as M. Eman seems to imagine.

(11) *In fact, the United Kingdom is paying for the expenditure of the foreign armies on Egyptian soil by borrowing from Egypt, i.e. obtaining bank-notes from the National Bank of Egypt and giving against them promises to pay later in the shape of British Treasury Bills.*

(12) *But so long as Egypt is giving out these loans, they should not figure in the credit-side of her balance of payments (or the "balance des comptes"). It is only when she receives interest on these loans or is repaid the capital that the interest or the capital would figure in the credit-side of her balance of payments, i.e. as invisible exports.*

(13) But it seems to me that this analysis was absent from Dr. Eman's mind when he claimed that: "*malgré une balance commerciale déficitaire l'Égypte jouit de nos jours d'une balance des comptes éminemment favorable, grâce aux sommes énormes dépensées sur le sol égyptien par les armées alliées*". It is a near-enough guess that he meant something different, indeed rather the opposite, viz. that by spending these huge sums, the armies are actually correcting Egypt's unfavourable balance of trade; in other words, he seems to consider the expenditure of the foreign armies as an invisible export same as the expenditure of tourists. This is the conception which I showed in my earlier note to be entirely erroneous. And if M. Eman must put the blame for this conclusion somewhere, he should put it on to his own expressions rather than the ignorance of others.

M. EL-DARWISH.



FROM THE MIDDLE EAST MONETARY CONFERENCE TO BRETTON WOODS

BY

SANNY LACKANY BEY

Head of the Egyptian Delegation to Bretton Woods

I must take my audience back to the days when a monetary conference was last held in Cairo — the date being April 1944. The conference was convened by the late Lord Moyne, British Minister of State; the United States being represented. The conference had for its official title, the Middle East Monetary Conference, and comprised Egypt, as well as the Sudan, India, Iran, Iraq, Syria, The Lebanon, Palestine, Cyrenaica, Eritrea, Ethiopia, Arabia and Cyprus.

The conference as thus constituted stood us in good stead at Bretton Woods. An occasion had arisen when it became clear to Middle Eastern countries that it was to their advantage on a certain issue that they should present a common front whereupon the South African delegate challenged the spokesman (myself) to define the Middle East. Relying on the precedent of the Cairo conference, I replied by enumerating the countries which had met at that conference adding that the delimitation of the Middle East had had the blessing and recognition of both the United States and the United Kingdom.

The issue arose out of the clause governing the appointment and election of the governing body of the Stabilization Fund which it had been decided to establish. Side by side with the governors there was to be set up a body of twelve directors and an equal number of alternates. Of the twelve directors, five according to the draft then under discussion were to be appointed EX-OFFICIO by member countries with the largest quotas: i.e. one director on behalf of each of the United States, the United Kingdom, the Soviets, China, and France; five were to be

(1) Address delivered before the Messiaha Group of the Society.

elected by members not entitled to appoint directors except Latin America and 2 by Latin America.

This is the first bone we had to pick with the conference. The allotment of two seats to the American Republics amounts to an intrusion of a new principle: that of regional distribution of seats; and we felt there was no warrant for making an exclusive gift of that privilege. Once Latin America is recognised as a collective entity entitled to stand as such and to claim in that capacity a predetermined number of seats on the directorship, the door was at once thrown open before groups similarly situated as Latin America if such groups wished as is their undoubted right to claim to be treated on a par of equality. There was no reason why the Middle East which had had ample recognition as an Economic entity, should not be allotted an appropriate number of seats. We accordingly decided that the time had come for Middle Eastern countries to plead their case.

Our right to collective and joint action had been strengthened by previous recognition of the two powers which were not only the strongest on earth but also and especially the two with the largest quotas on the very conference where the new issue was being debated. Our right had also been established by tangible proof given at the Cairo conference that there existed in the economic domain enough interests in common to warrant joint action by Middle Eastern countries.

Our delegation fought hard, the issue was hotly debated in both commissions and committees. I explained that it was far from being our intention or wish that Latin America should be denied the privilege which the conference had conferred on it. On the contrary, I said, that measure suited our convenience very much. All I demanded was that the conference should be consistent with itself by extending the same privilege to our own economic group: The Middle East. We managed to secure plenty of sympathy but were let down in the end on a show of hands. Although we had secured a verbal promise from a number of influential and representative South American delegates to vote for the Egyptian amendment, somehow or other, the delegates felt that they were not bound by their promise and voted against us.

The Cairo conference had been convened to deliberate among other things on the price level, but it proved to be unequal in its varied efforts; and the wisdom it showed in delimiting the Middle East was badly matched by its endeavours to prove that saving and taxation were suitable tools for bringing prices down.

If all saving consisted of hoarding then it might possibly help withdraw currency from circulation, and the resulting diminution in purchasing power might theoretically help reduce the price level. This is the idea underlying the sale of gold ingots, but even so, the issue would be doubtful because purchases by the armed forces constitute such a large proportion of total purchases that likely withdrawals from circulation resulting from civilian savings would not avail.

However saving in the economic sense is not necessarily hoarding: it may take the form of deferred utility. The immediate utility derived from eating an apple or drinking a glass of lemonade and the utility derived from utilising a desk or a chair roughly illustrate the line of demarcation between spending and saving. There are also relative degrees of saving depending on the period over which is spread the benefit derived from the utilisation of an object. The sinking of capital in the erection of a bungalow constitutes a more extensive saving than the purchasing of chairs — more extensive not only as regards the amount invested because the bungalow would be greater saving even as compared with chairs of equal value —. The bungalow carries saving further because the benefit derived from its use can be spread over a longer period. Thus viewed it is difficult to see in what manner saving can reduce prices. Besides, more saving in the circumstances would mean a more extensive use of capital goods which happen to be just the goods that have gone short and are destined to go shorter. It must also be remembered that in saving as in everything else, there is an optimum point which if exceeded renders saving a drawback. We should in theory at any rate divide our income between saving and expenditure in such wise that the last piastre spent yields an equal satisfaction with the last piastre saved. It is the plain law of Equi-marginal Returns. A person is as open to the objection of being a spend thrift as for being a miser. An unqualified campaign for saving is meaningless.

Nations at war are exhorted to save not in the hope of achieving price reduction, but because saving is a means of diverting income to the war machine. But there obviously is no point in tendering such advice in a country the bulk of whose income is already invested in treasury bills and where no such diversion is required. Fortunately we heard nothing about the merits of saving at Bretton Woods.

It was to say the least queer that taxation should be advanced as a remedy for the rise of prices. Oftener than not taxation is associated with a rise of price. But it is easy to see where misconception arose on this point. When the choice lies between taxation and borrowing for the raising of funds for the conduct of the war; taxation is in the opinion of many by far the better method. All the more so because abstention from taxation often gives rise to a temptation to inflate currency which means soaring of prices. Hence in so far as taxation is a means of avoiding inflation, it is a means of keeping prices down. This does not apply to the Middle Eastern countries because their currencies — save for Arabia — are pegged to Sterling and those countries have neither the means nor the power to alter the rate at which their currencies have been so pegged. Indeed if those countries are open to any temptation at all, it is to the temptation of deflating their currencies rather than to the temptation of seeing those countries inflated further.

The contention that taxes is so much income abstracted from the spendable money of the people is rebutted by the fact that the money thus withdrawn must needs be spent, by the receiving authority.

I for one was unable to resist the temptation for deflation, and taking advantage of the Cairo conference of which I was a member, submitted a note in which — I advocated a revaluation of the Egyptian Pound such that it should be worth more in terms of Pounds Sterling than its present rate. But let me try to remove a misconception current in Egyptian circles that our high price level is due to the enforced piling up of Treasury Bills. For in the absence of such bills we should have had a pile of some other material, perhaps gold, perhaps dollars. But we could not possibly escape the amassing of a pile of sorts. Neither gold nor dollars could have availed in importing goods in the absence of ships to carry them.

My thesis at the Cairo conference was this: that the settlement of international balances which is normally effected by the movement of goods, the rendering of services and partly by the accumulation of foreign balances is at present in large measure being achieved by an enforced accumulation of foreign balances to the exclusion of the other alternatives. This, I said was due to the circumstances of war and the consequent impossibility of importing the full volume of goods and securing the full quantum of services that go to settle the excess of the obligations of England to Egypt over those of Egypt to England. The impossibility

of meeting Egyptian claims in the form of goods and services is, however, no warrant for forcing on Egyptians an undesirable alternative at a rate which had been fixed on the understanding that Egyptian note holders would at all times have a free choice between foreign balances and imported goods. True that choice has been denied us by the force of events but with its disappearance the *raison d'être* for fixation must also disappear. A proper valuation left to the determination of automatic forces would place our Pound Egyptian much higher than it is and I moved for its revaluation accordingly.

I sympathise with such of my friends as took umbrage at this thesis. People possessing sterling balances abroad would lose by repatriating their funds; and the price of cotton would also be quoted in less Pounds Egyptian than before. The loss in both cases though nominal would have an adverse psychological effect. Above all, purchases by the armed forces would rise in terms of sterling for a time at any rate.

But however unpardonable my thesis, I submit it was much less so than the counter thesis advanced which sought to prove that the proper remedy was to devalue our pound. The fact that this was a complete inversion of objectives did not prevent some of the Cairo Conference from ventilating grievances in that tone, though in concealed terms—concealed in the sense that their grievances never materialised into a resolution.

It was however clear to me throughout that there was an underlying idea designed to instil the belief that part of the blame for soaring prices in the Middle East rested with the Middle East itself. For, to claim that action of a particular kind was calculated to help bring prices down was a premise which need only be followed by another to the effect that such action was not being followed in order to reach the desired conclusion that therefore Middle Eastern countries had only themselves to thank for their plight.

Indeed, the blame for the alleged inaction by the Middle East was soon extended so far that the West—if I may so call the foreign purchasing authorities—was no longer content with the punishment which that alleged inaction automatically carried which it. In other words, Middle Eastern countries were not being consoled and solaced for their plight by the contention that it was partly of their doing; they were now being reprimanded because the rising prices had been swelling the wages which the armed forces were paying as well as the prices of goods those forces were purchasing. The contention soon took several

pseudo scientific forms all indescribably fallacious, the local version being that prices having risen here much higher than they have risen in Europe, our deferred purchases will be made on terms unfairly advantageous to ourselves. In other words oriental goods and services are said to be sold in exchange for more than their proper equivalent of European goods of the future. The discussion was later carried on by the British press where it was handled by writers possessing a reputation which should have rendered them immune against reasoning of that order.

A Reuters account has been given of an article in the London Banker in which Dr. Einzig is reported to have intensified his criticism of the Middle East huge sterling balances partly on the grounds that those balances had been inflated by excessive prices which had not been allowed to find reflection in the artificially stabilised exchange rates at which the debt had been converted into Sterling.

And in a report which appeared in Reuters X ray of November 13th, a similar claim is advanced to the effect that the present Indian and Middle Eastern balances "included a large element of profiteering at the British Government's expense," because, says the report, "the inflated prices at which those countries provided war supplies had been converted into Sterling at uninflated rates".

The association of inflated prices with inflated exchange rests on the reasoning that the normal reaction to a persistent intractable high level of prices is an adjustment such that the currency of the country where high prices rule is brought into line with the rest of the world. This reasoning, however, presupposes a competitive freedom of movement which, in the circumstances, is conspicuous by its absence. It is only when goods are free to move, when conditions are such that, even although exports are allowed to pay for imports, yet the abnormality of high prices persists, that the reaction of the exchanges may be expected to occur in the manner indicated in the quotations. This is far from being the case under war conditions to-day when East and West have practically insulated themselves for the purposes of trade. War expenditure from the Middle East point of view constitutes an invisible export of which there has been a continuous flow unchecked and unabated by shipping shortage; while that same shortage has reduced imports to the Middle East to dimensions not commensurate with that expenditure. There has been a sustained excess of the obligations of England to the Middle East over the obligations of the

Middle East to England, which has not been sufficiently met by gold shipments or capital investment. In terms of goods, it has been a one-sided transaction all along with a consequential disequilibrium.

Now what would have happened — given the present war conditions — if Middle Eastern countries had adopted say the gold standard or a gold convertible standard or followed the example of Iran by insisting on the deposit of a substantial proportion of the reserves in gold? Middle Eastern claims in that event would have been translated probably into an accumulated hoard of gold in place of a pile of Treasury Bills. Gold is no magic wand and can no better draw goods in the absence of ships than can any other standard: and I have often had occasion to criticise Egyptian critics of the Sterling standard in so far as they ascribed the accumulation of foreign credits to the adoption of that standard. The standard does not alter the fact of credit accumulation though it may well govern and affect the kind of accumulation. But under a gold convertible standard the exchange would have moved in favour of Middle Eastern Countries in such wise that while the cost to the purchasers of war material remained the same in terms of their currency, the price in Middle Eastern countries would have been lower in terms of Middle Eastern currencies to the extent to which the exchange had moved in their favour. That is to say, in return for the Pound Egyptian being worth more Pounds Sterling than under a stabilised exchange, goods in Egypt would be worth less in terms of Pounds Egyptian. Because stabilisation has intercepted an obstacle to the free movement of the exchange, equilibrium had to seek a vent and succeeded in finding one in the price level where it asserted itself with cruel severity. The choice lay between an exchange rate favourable to the Middle East with a lower level of internal prices on the one hand and a stabilised rate on the other hand with a higher price level.

Last but not least, the Middle East instead of being left stranded after the war with a mass of inconvertible credit would have been in a position to command goods and services from any source in larger quantities with a wider range of choice and on more advantageous terms.

One of the resolutions passed by the Cairo conference was the hope expressed by the conference that the time would not be distant when Egypt could convert its foreign balances into goods from any source. As it happened this resolution remained pious for our balances have since turned out to be inconvertible and our previous misgivings in

this regard have been confirmed at Bretton Woods. But let me first remove a misconception which arose out of that resolution. One of our most eminent men expressed surprise that such a resolution should be passed believing it to be an attempt to evade an obligation. Said he "why goods? Surely this is a cash debt and one that is due at sight, and should be paid on the nail."

I had occasion to rectify this error by explaining through the press that as far as currency is concerned there is no debt involved; for the debt is acquitted as and when Egyptian notes are issued or retired. Against every Egyptian note held there is an equivalent in Sterling in the custody of an Egyptian Authority. We do not have to claim the sterling equivalent of our currency; it is already in our possession. It is only when we begin to look around for goods that sterling fails us. It fails us in the first place because non-sterling countries will not accept sterling in exchange for their goods and in the second place, because England is not likely to have goods enough to satisfy our accumulated needs with the required speed.

At Bretton Woods we managed to wring a promise to have this question of sterling settled by mutual discussion between the parties concerned at meetings to be held as soon as possible. On my return, I learnt from a highly placed Englishman that he had arranged for a plan whereby priority would be given to Egyptian orders for capital goods. This arrangement he said would have to be concluded before the war came to an end because only during the war is the government, in a position to direct or canalise production.

When the conference met at Bretton Woods there had been held an informal meeting attended by the experts of thirty three nations to examine draft proposals which, in their original form, had provided for the effective utilisation of the blocked foreign balances accumulated in some countries as a consequence of the war situation. The measure contemplated purchase by the Fund from governments of member countries of abnormal war balances held in other countries subject to certain conditions. The country selling the abnormal war balances to the Fund was to agree to repurchase from the fund forty percent of them with gold at the rate of 2 per cent of the transferred balances each year for twenty years.

This provision had been removed from the final draft submitted to the conference and therefore discussions on this issue began by requiring an explanation as to why that provision had been removed. The explanation given amounted to the belief that it had been felt that

the maintenance of the provision would unduly burden the Fund in its initial stages. But the British delegates at the American conference were both honourable and frank. They admitted default and promised amends: they neither inverted objectives nor distorted facts. At no time has it been suggested that the Pound Egyptian had been over valued.

The Bretton Woods agreement is a challenge to the classical gold standard which is supposed to rest on the belief that gold flow should be two-sided — a fall of prices in the gold exporting country and a rise in the gold importing country. This movement according to the theory, should eventually lead to a reverse flow of gold and the opposite price changes.

It has been claimed that this mechanism worked to plan when London and Paris were the main creditor centres. For, the gold flow immediately produced an expansionist pressure and increased foreign lendings in those markets. Since then, both London and Paris had lost their position to New York and gold movements have since failed to produce the desired or expected effect. There has been a breakdown of international borrowing and there also has been a manifest tendency for loose Funds to fly from one depository to another at no bid of the balance of payments situation. The security market has come to play in the modern economy a role which enormously overshadows the modest one played in the pre-war period. Not only does an ever increasing proportion of total investments find its way into the security market, but those investments — even long term ones — have come to enjoy an unprecedented measure of liquidity. Thus while International capital loans were usually placed in the borrowing country, under current conditions capital movements are highly sensitive to all sorts of temporary factors which may cause sudden wholesale liquidation of foreign holdings.

Since 1914 the world has twice witnessed the collapse of the gold standard. In that same period, soaring prices and the occurrence of two major depressions have centred the world's attention as never before upon the problem of stabilising economic activity. There are on record since the last war numerous instances where the mechanism of the gold standard has failed to function in the expected fashion. The undervaluation of the Franc and the very slow response of French prices to the resultant inflow of gold made that inflow not a corrective of international disequilibrium but a cause of further readjustment. A rise in prices will, if it attracts capital in search of profits, produce

not a corrective outflow of gold, but an inflow and consequent rise of prices. Many European economists fought against the readoption of the gold standard between 1925 and 1928; and they have not failed to point out that as soon as the gold standard being readopted than the world entered upon a depression which resulted in a new general collapse of that standard. Recovery, it is pointed out in every country where it has occurred has been accompanied by monetary expansion, and this expansion occurred after the internal economy had been freed from external pressure, the freeing process being partly achieved by currency depreciation.

Before the last war, it is said, it was safe to assume that wage rates in each country would quickly adjust themselves to productivity. Even in England, wages were reasonably flexible rising and falling with the volume of unemployment or with internal prices; whereas today, we can no longer count on the attainment of swift equilibrium in the international structure of costs. In the explanatory note issued tentatively by the British Treasury it says that "if a country's wage and price levels in terms of money are out of line with those elsewhere, a change in the rate of its foreign exchange is inevitable".

The general trend in recent monetary discussion has therefore been on the whole towards allowing for a certain flexibility in the exchange rates. This tendency was a feature of the Keynes plan as well as of the revised version of the White plan. The Fund which has consolidated both plans has incorporated the idea, and it is significant that the Fund should aim not at the stabilisation of the exchange rate but cynically enough at promoting the stability of those rates. It professes to facilitate not an unconditional growth of trade but a balanced growth of trade. What the latter phrase implies is that trade expansion should never be allowed to overshadow considerations of internal economy.

The new scheme has preserved a link with gold; but it has made it a very elastic link. For the rest the Fund has parted company with the old tenets which had made of gold a rigid regulating influence. Gold will still continue to play an important part in the new monetary system; but gold has never ceased to play a part in all the monetary systems which have succeeded the gold standard and which were all avowedly non gold standard systems.

It has been provided that the par value of the currency of each member shall be expressed in terms of gold. At the same time fluctuations of those values have been allowed for subject to certain limitations.

An official buying and selling price of gold based on the parities has been fixed by the Fund, but without any obligation on member countries to buy or sell gold. Members merely undertake to refrain from buying and selling gold outside the limits fixed. The Fund may require a member to sell its currency to the Fund for gold; but there is no corresponding obligation for members to sell gold against their currency.

The essence of the gold standard in short is that exchange rates shall be fixed and domestic economy be subordinated to the maintenance of the external parity, while the essence of the Fund is that the parities fixed are from the outset recognised to be subject to change. But the full fledged gold standard still holds pride of place in the United States, not only among bankers but academicians of repute. R.W. KENNEDY, emeritus professor of finance at Princeton University gave the following testimony before the House Committee on foreign affairs as recently as April 1944. "No other kind of currency system in a distracted post war world will so quickly restore the confidence of the public as a true gold standard. No other kind can be made so simple, so easily understood..... while there should be some management of the gold standard, both international and national, this management should be kept as small as possible and should be superimposed upon a system that is fundamentally automatic in its operation there should be no restrictions on the holding by the public of gold coin or gold bullion within the country nor on the free coinage of bullion at the mint or the melting down of gold coin. The exportation and importation of gold should be free from all trade restrictions and tariff. Under such conditions gold will enjoy a very high degree of fluidity in its movements, and the value of the gold monetary unit in any gold standard country will be held very close to that of its gold equivalent in every other gold standard country and to the value of gold bullion in the free markets of the world".

Mr. Walter Spahr Professor of economics at New York University said in a paper published in January 1944 by the monetary standard's inquiry "The long history of the world's experience with media of exchange and standards of value seems to teach unmistakably that gold is superior to any other commodity or instrumentality yet devised by man as a standard of value and ultimate liquidator of claims in exchange.....Regardless of whether the nations of the world attempt to facilitate and simplify international exchanges by the establishment of a simple international clearing house or an international bank

apparently no important step forward can be taken successfully unless an international gold standard is employed".

The organ of the guarantee trust company of New York in its issue of September 1943, said "it is our belief that no method of stabilisation yet devised or suggested is so sound or so easily operated as the international gold standard with free coinage of gold, free markets and private ownership of gold, and with currencies freely convertible into gold both for domestic use and for shipment abroad".

It is easier to recognise the defects of the gold standard with which we have had much experience than it is to be sure that exchange variation would provide a cure for those defects. With the latter system, we have had little experience, and interpretation of recent experience with a view to its future applicability is far from being a simple task. Every depreciation of currency in any of the countries where depreciation has occurred has exerted deflationary pressure upon others and the succession of currency depreciations has intensified and prolonged the general depression.

In opposition to the concept of the merits of a flexible exchange the facts are advanced in the first place that flights of capital are more likely under a flexible exchange than under a stable one. Even where exchanges are kept stable for a time, if such exchanges operate under a system where flexibility is admitted in principle, they would during crises lead to abuses and at all times to flights of funds both fixed and loose. The ability to convert exchange balances into gold at a known price is the best means so far discovered that is conducive to confidence and therefore to stability. Nations are not willing to risk loss in the exchange market, and it is very reassuring to be able to use gold as an international means of payment in order to check flights of capital.

The influence attributed to gold movements under the rigid gold standard rests on a preconceived opinion as to the effects that gold movements ought to have rather than on an empirical study of the effects which those movements do actually have. A study along those lines has been undertaken by the League of Nations and has revealed a strong tendency for countries to insulate their internal money supply from the influence of the balance of payments. More often than not gold movements were offset or neutralised, sometimes deliberately and sometimes automatically. It has been demonstrated that the adjustment of the balance of international payments does not depend as closely as has sometimes been thought on changes in the domestic money supply in the various countries.

According to the traditional view of the operation of the gold standard, whenever gold flowed in, the central bank was expected to increase the national currency supply and vice-versa; the methods used to that end being changes in the discount rate designed to make borrowing from the central bank either more or less attractive. The study undertaken by the League of Nations covered three hundred and eighty two observations in the years between 1922 and 1938 and showed that in only one hundred and twenty one cases out of this total had domestic and international assets of central banks moved in the same direction.

A gold inflow though it tends to increase liquidity on the domestic side, yet it may lead the domestic market to repay some of its indebtedness to the central bank; so that while the balance sheet of the central bank shows an increase in gold, it simultaneously records a decrease in domestic discounts and advances. Here is an instance where in the teeth of a passive attitude on the part of the bank the effect of gold has been neutralised.

Similarly, an outflow of gold, tending to reduce the funds available to the market may be partly offset by an increase of borrowing from the central bank.

There is therefore no force in the complaint about the lack of response to gold movements in recent times. The whole point in that argument resided in the assertion that ready response to gold movements was a feature which manifested itself in the operation of the gold standard in the old days and which was one of its saving clauses but which has ceased to function. The evidence now at hand that this feature in fact never did function in quite the fashion depicted, removes the very foundation of the argument.

As to capital liquidity, the answer is simple. To allow capital to move from one centre to another whether the shifting is prompted by a desire for safety or for profit is surely an action which far from deserving discouragement should on the contrary be encouraged. It is anti-economic to stop mobility of this kind. Our entire system is based on demand activating and directing supply in all possible domains; and the less hindrance to such movements the better. Erratic flights cannot possibly be the rule nor can they last long without automatic correction. Only fools will move about their funds in an erratic way, but there are not fools enough to affect the matter. Besides, the movement of capital can be guarded against: one means of doing so is the setting

up of an exchange equalisation fund. Another device suggested by Professor John Williams is the addition of a *borrowing* authority to supplement the central banks use of its own portfolio.

As to the problem of costs, it seems dogmatic to lay down the rule that the exchange rate should yield to the cost structure rather than that costs should adjust themselves to exchange rates especially in a country relying on exports where exchange is a better representative than is the internal price level of the conditions of international trade. The recent tendency to treat the stability of the cost price structure as the corner stone on which all policies must be adapted is dangerous; and it is doubtful says Professor Williams whether a multilateral trade system can be attained along with adherence to a rigid internal cost price structure.

To many economists the importance of the monetary factor in the depression is very much over stressed. The London Statist hazarded that the real sources of Britains difficulties was to be found in the forces of inertia such as trade union regulations; rigidity of wages and rigidity of minds. The economists of the National City Bank of New York noted that Britains problem emanated from the relatively high cost of British goods due partly to failure to modernise industrial equipment and methods and partly to comparatively high labour costs.

A more realistic and trenchant account based this time on tangible facts is the report of Sir Frank Platt's cotton textile mission to the United States. The report not only confirms the opinions already quoted but constitutes a frontal condemnation of the theory which prescribes that currency manipulation should be subservient to the maladjustment of prices instead of the reverse. It shows the danger to which any country is open if instead of correcting economic maladjustments to keep its currency stable, it yielded to the temptation of manipulating its currency to accommodate its prices. Says the report which I quote from the London Economist "British production per man hour is less than the American by 18 to 49 per cent in spinning, by 80 to 85 per cent in winding, by 79 to 89 per cent in beaming and by 56 to 67 per cent in weaving. In other words, the average American worker produces from one and a quarter to ten times as much in an hour as the average English worker. The main reason for the higher American output the mission finds to be the use of more modern machinery. Of the total number of looms in the two countries the proportion of automatic looms is 95 per cent in America as against 5 per cent in England. How does the cost structure fit in here?

And yet the nations of the world are not being accorded the opportunity to choose between the gold standard and the Fund. The issue rather is Fund or no Fund. And no Fund means chaos.

British opinion is determined to avoid the gold standard which it calls "The straight jacket of 1925-1931"; and this determination seems to be shared by all classes of the community. The first draft of the white plan because it had not provided for variations in the rate of exchange had a very unpleasant reception in England. The Manchester Guardian wrote of it "Let it be said at once that no British government could accept anything remotely like these proposals and remain in power beyond the post war election".

If both the United States and the United Kingdom accept and adopt the plan of the Fund it will be impossible for any country ourselves included to stand back. If we are to maintain our adherence to the sterling block as I am sure we will, then I for one, would much rather have a sterling backed by an international Fund than a sterling on its own.

SANNY LACKANY BEY.



LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES AMÉRICAINS D'APRÈS GUERRE ⁽¹⁾

PAR

M. MESSIQUA

Il pourrait sembler qu'en traitant aujourd'hui des problèmes économiques américains d'après guerre, je m'éloigne de l'objet de nos recherches. Il n'en est rien. En effet, depuis plus de deux ans que nous étudions les problèmes égyptiens d'après guerre, nous nous sommes rendu compte, toutes les fois que nous avons voulu pousser le travail en profondeur, que notre étude était en grande partie conditionnée par les circonstances appelées à prévaloir dans l'économie mondiale. Nos problèmes, en effet, ne se posent pas "in abstracto", dans le vide; l'Egypte ne vit pas en vase clos; elle est plongée au sein de vastes courants économiques. Or, de tous les pays qui détermineront le sens et la direction de ces courants, les Etats-Unis figurent au premier plan. Avant la guerre déjà, ils étaient le premier pays exportateur et le second pays importateur du monde; nous savons par ailleurs que la crise de 1930 et la dépression qui l'a suivie ont eu leur point de départ aux Etats-Unis. Depuis la guerre, tandis que dans la plupart des pays l'outillage économique a été fortement endommagé, aux Etats-Unis il s'est développé dans de considérables proportions. C'est dire combien tout ce qui affecte l'économie américaine a des répercussions profondes sur l'économie mondiale et pourquoi l'étude des problèmes économiques américains nous intéresse au premier chef.

La question qui domine tous les problèmes économiques américains d'après guerre est connue sous le nom de "reconversion", c'est-à-dire de la transformation de l'économie de guerre en économie de paix. Cette transformation posera à la fois des problèmes techniques et des

(1) Le présent article constitue une communication verbale au groupe d'Etudes Economiques de la Société Royale d'Economie Politique, de Statistiques et de Législation. Ce qui explique pourquoi il ne m'a pas été possible de citer toutes mes sources. Je tiens cependant à souligner tout ce que je dois aux travaux de Gunnar Myrdal, d'Alvin Hansen, de Stuart Chase, de Paul A. Samuelson etc. ainsi qu'aux remarquables monographies du Department of Commerce.

problèmes économiques. Je ne m'attarderai pas sur les premiers pour diverses raisons : la première c'est qu'ils sont particuliers à chaque industrie et comportent une étude spéciale pour chaque cas d'espèce ; la seconde, qu'une pareille étude est en dehors de ma compétence ; la troisième, que je suis convaincu que ces problèmes ne soulèveront pas de difficultés sérieuses, les ingénieurs qui, avec un art consommé et une rapidité étonnante, ont transformé les usines de tracteurs, par exemple, en usines de tanks, sauront sans trop de difficultés procéder à l'adaptation de ces dernières en usines de tracteurs ou en toute autre production. Mais le problème économique est beaucoup plus compliqué et autrement grave.

En gros on peut le résumer comme suit :

Avant la guerre la production américaine s'élevait à 80 milliards de dollars environ ; en 1944 elle a atteint 200 milliards. Sur ces 200 milliards, à peu près la moitié (soit 100 milliards) est absorbée par l'Etat, et de beaucoup la plus grande partie de ces 100 milliards est naturellement affectée aux besoins de guerre. Ramenant les 200 milliards de 1944 en dollars de 1939, on trouve le chiffre de 140 milliards environ ; c'est dire que la production américaine a augmenté physiquement (comme disent les Américains), c'est-à-dire " en nature ", de 75 pour cent. Qu'advient-il de l'économie américaine le jour où, les hostilités terminées, cet énorme pouvoir d'achat, ou plus précisément ce pouvoir d'absorption que constituent les besoins de guerre, disparaîtra du marché ? Le problème se complique singulièrement du fait que ce moment coïncidera précisément avec la démobilisation, et qu'une grande proportion des 12 millions et demi de jeunes gens servant à l'heure actuelle dans les forces armées rentreront dans leur foyer. Thomas R. Amlie, un membre de la Chambre des Représentants qui s'est spécialisé dans l'étude des problèmes d'après guerre, estime qu'en dehors des 12.500.000 d'individus engagés dans les forces de terre, de mer et de l'air, l'économie américaine emploie entre l'agriculture, le commerce et l'industrie 54.000.000 de personnes ; le nombre de personnes occupées aux Etats-Unis s'élève donc à 66.500.000 en tout, contre en 1939 44.200.000 occupées dans le circuit économique et 500.000 retenues dans les forces armées. Il y a ainsi, à l'heure actuelle, 21.800.000 personnes occupées de plus qu'avant la guerre. Un jeune et brillant économiste suédois qui a sérieusement étudié le problème qui nous occupe et à qui j'emprunte un certain nombre de données, Gunnar

Myrdal, a estimé qu'au terme des hostilités l'armée dégagera 9 millions de personnes, l'industrie 4 millions, les transports 1/2 million et l'Administration 1 million, soit un total de 14 1/2 millions. Même en admettant qu'un certain nombre de ces individus se retireront du circuit actif de la vie économique, il estime qu'il est imprudent de ne pas compter sur au moins 13.000.000 de chômeurs. La Section d'après guerre du Bureau des Statistiques du Travail à Washington est convaincue que si les conditions sont favorables, il faut tabler sur 7 millions de chômeurs au moins ; dans le cas contraire le chiffre du chômage pourrait dépasser 12 1/2 millions. L'Institute of American Research penche pour le chiffre de 12.000.000 ; certaines estimations sont beaucoup plus pessimistes et mettent en avant le chiffre de 19.000.000.

La dépression qui a suivi la crise de 1930 a duré en fait jusqu'en 1939, puisque, à la veille de la guerre, les Etats-Unis comptaient effectivement 12.000.000 de chômeurs. Le New Deal, malgré des efforts fort louables, et les résultats atteints sur les terrains politique et social, a, il faut le reconnaître, échoué dans une très-large mesure sur le terrain économique, et plus particulièrement dans la question de la résorption du chômage. De 1930 à 1939 l'économie américaine a fonctionné sur une base incertaine et boiteuse, maintenue et rafistolée à force d'expédients, par des procédés dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'étaient pas propices à l'augmentation de la production : diminution volontaire des récoltes, destruction de matières premières ou leur emploi à des usages anti-économiques, arrêt des usines, (arrêt forcé ou par accords de cartels.) etc. Les problèmes essentiels ont été escamotés. La guerre, par l'énorme débouché que l'industrie des armements a constitué, semble avoir résolu tous les problèmes qui se posaient à l'économie américaine, en résorbant le chômage qui pesait sur elle. Mais, quand elle sera terminée, ne faut-il pas craindre qu'elle n'ait fait qu'intensifier leur urgence, de sorte que, d'une façon ou d'une autre, ils se reposeront d'une manière encore plus aiguë au terme des hostilités ? Autrement dit, en quoi la guerre avec l'énorme gaspillage de richesses qu'elle a été, a-t-elle apporté une solution au mal endémique dont souffrait l'économie américaine ?

Quand on étudie l'évolution économique des Etats-Unis de ces quatre dernières années on ne peut s'empêcher de déceler les signes caractéristiques d'un " boom " économique : hausse graduelle des prix, gros investissements, profits considérables réalisés par l'industrie, amélioration générale de la condition des travailleurs, etc. Or l'étude des cycles

économiques a démontré d'une façon pertinente qu'un boom est inévitablement accompagné d'une crise, suivie elle-même d'une période plus ou moins longue de dépression. On comprend dans ces conditions que certains observateurs perspicaces craignent que l'euphorie qui caractérise à l'heure actuelle le climat économique aux Etats-Unis ne soit le prodrome, le signe avant-coureur d'une catastrophe qui risque d'être d'autant plus redoutable, que la prospérité apparente a été plus marquée.

Nombreux sont les Américains que ce problème rend soucieux. Au début des hostilités, la préoccupation des industriels était telle que plusieurs d'entre eux étaient réfractaires à l'adaptation de leurs industries à des productions de guerre. Mais depuis deux ans environ un optimisme de commande semble prévaloir dans les milieux d'affaires. Ces milieux, qui réclament la levée des restrictions gouvernementales le plus rapidement possible, estiment que le libre jeu de l'économie libérale dont ils préconisent le retour, maintiendra, après une courte période d'adaptation, le rythme actuel de l'activité économique du pays et évitera le chômage. On ne voit pas très bien sur quoi est fondé cet optimisme quelque peu béat, qui semble avoir un peu trop tôt perdu le souvenir des dix années qui ont précédé la guerre. L'argument majeur mis en avant pour justifier cette position est que l'optimisme crée la confiance et que cette dernière est en elle-même un facteur favorable au maintien de l'activité économique, en ce sens qu'elle développe l'esprit d'entreprise, encourage les investissements et stimule la consommation. Mais s'il est vrai qu'un climat psychologique encourageant n'est pas sans effet sur la marche générale de l'économie, il faut malheureusement reconnaître qu'un climat seul peut difficilement contrecarrer un déséquilibre fondamental entre le pouvoir d'achat et la capacité de production, entre la consommation solvable et le potentiel de l'industrie. L'exemple de 1930 est présent à tous les esprits. Les énormes campagnes publicitaires n'ont guère empêché l'économie américaine de s'asphyxier graduellement, et la reprise, quand elle est venue, n'a guère été le résultat de la propagande, mais bien, il faut le reconnaître, celui de la préparation à la guerre en Europe et des commandes massives que cette préparation impliquait.

Les économistes, les professeurs, les hauts fonctionnaires, les hommes politiques, sont beaucoup moins optimistes. On peut dire que la quasi unanimité de ceux qui se sont sérieusement penchés sur ce problème pensent que, si des mesures drastiques ne sont pas prises, les Etats-Unis risquent de subir une catastrophe économique devant laquelle celle qu'ils ont connue en 1930 paraîtra comme un jeu préparatoire.

Lorsque l'on compare la façon dont l'adaptation à la guerre s'est faite en Angleterre et aux Etats-Unis on est frappé par des différences profondes, dont la plus importante paraît la suivante : tandis qu'en Angleterre l'effort de guerre a été fourni à raison de 40 pour cent d'augmentation de la production, 29 pour cent de réduction de la consommation et 31 pour cent de liquidation de capital, aux Etats-Unis presque tout l'effort de guerre résulte d'une augmentation de la production. Le rédacteur économique du Reuters X-Ray qui rapporte ces données souligne : "Ce n'est pas un miracle économique, c'est le plus grand miracle économique de tous les temps." Il s'empresse cependant d'ajouter : "Cela complique d'autant plus le problème de l'adaptation de l'économie américaine au temps de paix." Il faut malheureusement reconnaître que nous en sommes là, dans notre organisation sociale, à déplorer une augmentation de richesses et du pouvoir de production. Autrement dit le problème qui se pose peut se résumer ainsi : Où va-t-on trouver les débouchés pour ce surcroît énorme du potentiel de production du pays ?

Mais à quoi est due cette énorme augmentation de la productivité de l'industrie américaine ? Il faut l'attribuer, je crois, à cinq facteurs principaux :

(a) En premier lieu à une augmentation du nombre des travailleurs. Ces nouveaux venus ont été puisés parmi les chômeurs, les jeunes de moins de 18 ans, les retraités qui s'étaient retirés du circuit économique ou les femmes qui n'avaient jamais travaillé. On a constaté un mouvement de migration assez accentué de la campagne vers la ville. L'industrie américaine qui utilisait 10 millions d'ouvriers avant la guerre, en emploie 18 aujourd'hui.

(b) En second lieu à une augmentation du nombre des usines. C'est qu'en effet les Etats-Unis ne se sont pas contentés de produire des armes et des munitions avec leur ancien outillage économique ; ils ont considérablement augmenté ce dernier. On estime à 26 milliards de dollars la valeur des nouvelles usines édifiées, et dont le nombre s'élève à 3.000 environ. Ces usines comprennent 534 usines d'avions, 164 de fer et d'acier, 116 de machines outils, 98 de radios, 84 d'aluminium, 65 nouveaux chantiers navals, 60 usines de pétrole synthétique, etc.

(c) A l'augmentation du nombre moyen d'heures de travail, qui passe de 38 à 45 par semaine.

(d) Au fait que l'industrie aux Etats-Unis travaille à plein rendement ; on n'y trouve plus d'usines fermées ; l'ampleur des débouchés de guerre a fait tomber les accords de cartels.

(e) Enfin, un des facteurs les plus importants, sinon le plus important, résulte de l'augmentation du rendement par tête d'ouvrier. En temps normal, on estime aux Etats-Unis que l'augmentation annuelle moyenne du rendement-heure est de l'ordre de 2 1/2 pour cent. C'est dire que depuis 1929, toutes autres considérations prises à part, le rendement moyen de l'industrie américaine, en tenant compte du calcul composé, devrait avoir augmenté de 50 pour cent. Mais on sait que les besoins pressants de la guerre ont provoqué une émulation extraordinaire dans les recherches scientifiques, et que le rythme de 2 1/2 pour cent a été largement dépassé depuis quatre ans. Cela se constate surtout dans les industries qui sont d'un développement récent, comme l'aviation. La production d'une entreprise de pièces d'avions de la région de San Francisco dépasse les chiffres d'il y a douze mois, bien que le nombre de ses ouvriers ait été diminué au cours de cette période de 10 pour cent. Autre exemple : en septembre 1940, il fallait 16 hommes-heures pour débiter un demi kilo de la structure du Douglas A-20, aujourd'hui un homme-heure peut effectuer le même travail. D'une façon générale dans les établissements de construction aéronautique de la côte Ouest des Etats-Unis le débit par tête d'ouvrier a augmenté de 514 pour cent au cours des trois dernières années. On pourrait facilement multiplier les exemples.

S'il est vrai qu'après les hostilités certaines industries telles que celles du papier, du textile, du cuir, de la verrerie, des meubles, qui ont été sacrifiées pour les besoins militaires, auront besoin de plus de main-d'œuvre, par contre on ne peut manquer d'être soucieux en présence du nombre considérable de chômeurs que l'arrêt des productions de guerre provoquera. On estime habituellement qu'après la guerre la production aéronautique tombera de 90 pour cent. La production des machines-outils a décuplé littéralement en trois ans de guerre ; à l'heure actuelle les Etats-Unis sont en mesure de produire en six semaines toutes les machines-outils d'un pays comme l'Italie. Cette industrie sera vraisemblablement une des plus affectées par le retour à la paix ; en mars dernier elle ne travaillait déjà plus qu'à 75 pour cent de sa capacité.

La production de certaines matières premières subira une réduction drastique. Par exemple, celle de l'acier, qui a augmenté de 80 pour cent, celle de l'aluminium (dont le 80 pour cent de la production entre

dans la fabrication des avions), qui a décuplé depuis 1938, celle du magnésium qui a passé de 2410 tonnes à 300.000 tonnes, celle de tous les métaux légers en général, devront subir de véritables coupes réglées ; dans certains secteurs on a déjà, en pleine guerre, procédé à une certaine limitation de la production. Mais dans le domaine des matières premières, le problème le plus grave est soulevé par le caoutchouc synthétique. Avant la guerre la consommation annuelle du caoutchouc s'élevait aux États-Unis à 550.000 tonnes, importées presque entièrement d'Extrême-Orient ; depuis trois ans on a monté de toutes pièces une industrie de caoutchouc synthétique susceptible de produire 800.000 tonnes par an, mais à un prix considérablement supérieur à celui du caoutchouc naturel ; quel sera le sort de cette industrie après la guerre ? Si on la protège on porte un coup terrible à d'énormes intérêts anglo-hollandais d'Extrême-Orient tout en chargeant le consommateur américain d'un surcroît de prix non négligeable ; si on l'abandonne on sacrifie des sommes considérables et on liquide du jour au lendemain une nombreuse main-d'œuvre.

Une partie de l'énorme chômage qui sera inévitablement créé par l'arrêt des commandes militaires trouvera dans certains cas une résorption toute naturelle. Le rapport Barouch-Hancock (War & Post War Adjustment Policy) qui a étudié la question, signale en particulier l'abandon du travail par un certain nombre de femmes, le retour de nombreux jeunes travailleurs à l'école, le retrait des vieux ; il suggère également l'augmentation du temps consacré au plaisir, au repos et aux voyages, l'entraînement professionnel des jeunes ouvriers affectés à l'heure actuelle aux industries de guerre ou qui sont dans l'armée, la reprise de certaines activités et de certains métiers arrêtés ou partiellement abandonnés depuis la guerre, tels que la profession d'avocat, d'agent d'affaires, certains commerces, la domesticité ; enfin il envisage une réduction du nombre d'heures de travail. Il y a là à n'en pas douter des facteurs certains de résorption du chômage ; mais outre que cette résorption est très partielle, il faut signaler qu'elle comportera souvent une diminution du revenu familial et en conséquence, une réduction du pouvoir d'achat des masses.

Mais il y a également d'autres facteurs favorables.

D'abord il est infiniment probable que la guerre finira en deux étapes, l'armistice européen devant précéder la fin des hostilités en Extrême-Orient d'un an ou deux. On estimait il y a quelques temps que la chute de l'Allemagne comporterait une réduction de l'ordre de 40 pour cent

des commandes de l'armée ; aujourd'hui on est plutôt enclin à ramener ce chiffre à 25 pour cent ; d'autre part nous allons alors assister à une démobilisation partielle seulement. On a dit avec un humour tragique que si le Japon s'avisait de mettre brusquement bas les armes au lendemain de la capitulation d'Hitler, il provoquerait aux Etats-Unis la catastrophe la plus violente de leur histoire. Mais cette considération, si elle fait que le problème ne se pose qu'en deux étapes, ne permet pas de le résoudre ; tout au plus donnera-t-elle aux Américains un certain répit, qui leur permettra d'aviser graduellement aux meilleurs moyens de l'envisager, sans crainte de le voir surgir brusquement du jour au lendemain.

Il ne faut également pas perdre de vue que le rationnement, l'interdiction de la vente aux civils de certains biens durables de consommation, ont créé une demande différée qui agira d'une façon partiellement compensatoire au terme des hostilités. C'est le cas des autos dont l'Amérique achetait plus de quatre millions par an, des frigidaires, etc. Il se créera d'autre part un important débouché de biens de production provoqué par le renouvellement d'usines. Cette demande différée se reflète dans l'augmentation sensible des soldes créditeurs auprès des Banques, de la circulation fiduciaire et des souscriptions aux War Bonds. Il ne faut pas se leurrer cependant sur l'importance de ces augmentations lesquelles sont loin de constituer entièrement une demande différée. Dans la livraison de septembre dernier du "Survey of Current Business" publié par le Département du Commerce on lit cette phrase caractéristique "The accumulation of liquid reserve is important, as it affects consumers decisions as to the spending of current income. In the aggregate it is not a substitute for that income". On estime en Amérique que cette demande différée peut être estimée à une consommation de 20 milliards par an pendant deux ans.

Un autre facteur favorable au maintien de l'activité économique réside dans la nécessité où se trouveront les Etats-Unis de procéder à des constructions ou des reconstructions sur une grande échelle. On a calculé que la construction d'immeubles pour habitations absorbera 5 milliards de dollars, celle d'usines 2 à 3, et les constructions pour travaux publics 7 à 8.

Il faut voir un troisième facteur favorable dans le fait qu'il est infiniment probable que l'on votera aux Etats-Unis des allocations aux chômeurs. Cela répond déjà à un sentiment très généralisé ; n'oublions

pas en effet que les chômeurs seront en grande partie d'anciens combattants, et que ces derniers auront un pouvoir politique dont force sera de tenir compte. Ces allocations constitueront une augmentation de pouvoir d'achat des masses.

Enfin il faut s'attendre à une accroissement du budget fédéral. De 9 milliards qu'il était vers 1930 on estime généralement qu'il atteindra vraisemblablement quelques 30 milliards après la guerre. Ce gonflement s'explique par l'augmentation des fonctions de l'État et surtout par l'accroissement des forces armées du pays nécessité par ses responsabilités accrues dans le monde.

- ❧ Mais en face de ces facteurs favorables il en est de défavorables qui compliquent singulièrement le problème.

D'abord, techniquement, la reconversion demandera un certain temps ; elle affectera momentanément la possibilité de production et sera un facteur de chômage. En second lieu il ne faut pas perdre de vue que les hauts salaires sont payés aux États-Unis dans les industries de guerre ; ainsi les ouvriers qui seront libérés seront précisément ceux qui sont à l'heure actuelle les mieux rémunérés.

En troisième lieu indépendamment du problème général qui se pose pour tout le pays, chaque région aura ses problèmes particuliers à résoudre et ces derniers sont de nature à compliquer l'ensemble de la question. Prenons comme exemple la région de l'ouest. Sur la côte du Pacifique les trois États de Californie, d'Oregon et de Washington étaient avant la guerre presque exclusivement agricoles ou miniers. De producteurs de matières premières, ils sont devenus de grands centres industriels, bien plus des centres industriels de productions telles que les bateaux et les avions qui seront précisément les plus affectées par la fin des hostilités. Le réveil de l'activité économique a provoqué durant ces dernières années dans ces districts un afflux considérable de main-d'œuvre. L'arrêt de cette activité posera du jour au lendemain dans toute cette région des problèmes d'une gravité extrême. L'expérience de la dépression a enseigné que le processus de transfert de populations en temps de crise est lent, il y a un pouvoir d'inertie qui joue ; et au surplus on se souvient de l'action obstructive menée par les ouvriers d'une région qui voient arriver d'une autre région des chômeurs en quête de travail. Enfin la flexibilité dans la répartition de la main-d'œuvre souffrira également, selon toute vraisemblance, des allocations de chômage.

En quatrième lieu, la liquidation, même si elle doit se faire d'une façon ordonnée, des stocks du Gouvernement compliquera le problème. On sait que ces stocks comprennent toutes sortes de produits, des autos, des canons, des machines outils, des tissus, des souliers, des couvertures, des produits alimentaires en conserve, des articles de bureau, etc. Même à la fin de la guerre du Pacifique on estime que ces stocks représenteront en valeur 60 milliards de dollars, soit près du tiers de la production nationale actuelle. On envisage la cession de quantités considérables de marchandises à l'UNRRA ; et l'on a été jusqu'à suggérer d'en stocker une partie pour la prochaine guerre.

Une autre complication résultera de l'annulation des contrats en cours pour l'armée. On estime dans les milieux autorisés qu'au terme de la guerre en Extrême-Orient, ces contrats s'élèveront à 75 milliards de dollars. Outre les complications juridiques que la liquidation massive de si fortes commandes entraînera, ces annulations vont jeter sur le marché des quantités considérables de produits et arrêteront brusquement des milliers d'usines en pleine activité.

Enfin, le Gouvernement se trouvera au terme des hostilités propriétaire d'un grand nombre d'industries édifiées pendant la guerre et d'un agencement tout-à-fait moderne ; si on veut qu'elles continuent à fonctionner elles devront être adaptées à des productions de paix. Le Gouvernement va-t-il les exploiter lui-même, et allons-nous voir apparaître aux Etats-Unis un secteur nationalisé de l'économie ? La tendance générale semble encline à favoriser la liquidation de ces usines et leur revente à des particuliers ; mais comme il s'agit, le plus souvent, d'énormes unités, il en résulte qu'elles ne pourront être achetées que par les Trusts et les Cartels. Dans un discours fort remarqué Mr. Tom C. Clark, de la section anti-Trust du Département de la Justice, a déclaré : " Lorsque le pays s'est lancé dans la production de guerre, 175.000 affaires se partageaient 70 pour cent de cette production, tandis qu'aujourd'hui, deux ans et demi plus tard, 100 corporations seulement se partagent 70 pour cent des contrats de guerre principaux. Ce groupe a obtenu la plupart des nouvelles usines construites aux frais de l'Etat. On risque de voir ces usines non pas se concurrencer après la guerre mais rester sous le contrôle d'un petit groupe qui dressera ses propres barrières commerciales ; ce qui est généralement appelé cartel ". On doit ainsi constater que la guerre aura renforcé les cartels ; à la lumière de l'expérience des dix années qui ont précédé le présent conflit on peut légitimement craindre que la consolidation des monopoles n'ait un effet restrictif sur la production.

Voilà, sommairement exposés, les principaux problèmes qui se posent à l'économie américaine après la guerre. Comme on le voit ils se ramènent tous à une question essentielle, à savoir comment l'activité économique pourra-t-elle être maintenue aux États-Unis et par quels moyens pourra-t-on éviter un chômage massif ?



Les diverses solutions proposées peuvent en gros se grouper en trois catégories :

(a) Une augmentation sur grande échelle des exportations avec des investissements massifs à l'étranger.

(b) L'établissement d'un programme d'envergure de grands travaux publics.

(c) L'augmentation du pouvoir d'achat des masses travailleuses.

Ces solutions ne sont du reste pas exclusives l'une de l'autre, et toutes les trois pourraient trouver une application simultanée.

(a) L'énorme pouvoir de production de l'économie américaine, il est question, en dehors des besoins de la consommation solvable des États-Unis, de le faire travailler en partie pour l'exportation. Mais du fait que les États-Unis sont d'énormes producteurs de matières premières, et qu'ils n'entendent pas abaisser leurs barrières douanières, force leur sera en conséquence d'avoir une balance des comptes favorable, c'est-à-dire de procéder à des investissements massifs à l'étranger. L'Amérique entrera après la guerre dans une ère de grands placements extérieurs ; ces placements s'étendront dans tous les pays où ils pourront avoir lieu et prendront vraisemblablement les formes les plus variées, depuis les prêts aux gouvernements jusqu'aux participations dans des affaires. Pour mettre en pratique cette politique on demande déjà à oor et à cri la révocation du Johnson Act qui interdit au gouvernement américain de consentir des prêts aux pays qui ne sont pas en règle avec les États-Unis au sujet du paiement de leurs dettes de guerre.

Il y a un an on mettait en avant que les États-Unis devaient avoir une balance des comptes favorable de l'ordre de 2 milliards et demi ; aujourd'hui on parle couramment de 4 milliards. Le chiffre de 4 milliards est relativement petit quand on le compare au chiffre global de la production américaine de 200 milliards de dollars. C'est dire que même si des investissements de cet ordre de grandeur

s'effectuaient ils ne sauraient apporter qu'un soulagement très limité à l'immensité du problème à résoudre. Mais si petit qu'il soit quand on le compare à la production totale américaine, ce chiffre de 4 milliards de dollars est tout de même énorme quand on l'envisage en rapport avec les possibilités de placements dans les divers pays, car il s'agit pour les Etats-Unis d'investir annuellement à l'étranger 4 milliards de dollars, et cela, bien entendu, en plus des revenus des anciens investissements et des remboursements éventuels, partiels ou totaux, des dettes de guerre. A titre d'indication signaler en passant que les investissements américains à l'étranger durant les 10 années qui ont suivi la précédente guerre n'ont jamais dépassé $1\frac{1}{4}$ de milliard de dollars par an.

Soulignons au surplus que ces investissements à l'étranger ne sont pas une solution définitive, mais un renvoi pur et simple du problème. On a soutenu qu'après une période où ils procéderont à des investissements massifs, les Américains, à l'instar de ce qu'ont fait les Anglais et les Français, à la fin du XIX^{ème} siècle se paieront le luxe d'avoir une balance de comptes défavorable, et combleront le déficit qui en résultera avec les revenus de leurs investissements. Cette thèse optimiste paraît, peu fondée; non seulement parce que, producteurs de matières premières aussi bien que de produits finis, les Etats-Unis moins que tout autre pays, sont tributaires de l'Etranger, mais aussi et surtout parce que soucieux de maintenir un certain standard de prix et de salaires chez eux, les Américains sont réfractaires à toute diminution de leurs tarifs douaniers qu'ils considèrent comme formant partie intégrante de l'ensemble de leur structure économique.

Quoiqu'il en soit, cet énorme éparpillement de capitaux exigera des Etats-Unis une vigilance constante pour les surveiller; il y aura, par la force des choses, des zones dans lesquelles ces investissements seront particulièrement nombreux et où les Etats-Unis demanderont et obtiendront une espèce de contrôle économique. On sait que les zones de contrôle économique se transforment graduellement en zones de contrôle politique; et ainsi l'expansionisme économique aura pour résultat d'élargir le champ de la responsabilité politique des Américains. Le Grand Capital aux Etats-Unis, de tendance républicaine, qui était isolationniste, devient ainsi par la force des choses expansionniste dans la politique mondiale. Des conflits d'intérêts commençant déjà à apparaître entre les Etats-Unis et les grandes puissances coloniales, l'Angleterre, la France et la Hollande en tête, et un mouvement se

dessine en Amérique pour demander le contrôle international (international trusteeship) de certains pays sous mandat. Parfois on va plus loin, on réclame pour des raisons de sécurité américaine des bases qui seront des points de départ, des têtes de pont pour une pénétration, économique d'abord, politique ensuite.

Pour justifier cette expansion on proclame que les Américains, qui ont réalisé chez eux le plus haut degré de développement économique, ont un message à apporter au monde, doivent contribuer au relèvement des vieux pays dévastés et au développement des contrées arriérées. Toute une idéologie est élégamment construite pour légitimer une intervention qu'en réalité seules des nécessités économiques expliquent.

Ainsi donc ce n'est pas, contrairement aux apparences, parce qu'ils veulent élever le niveau de vie des pays arriérés et qu'ils ont un noble idéal à faire triompher que les Américains éprouvent le besoin de s'étendre sur tout l'univers, mais parce que les nécessités internes de leur économie leur imposent des investissements massifs à l'étranger ils mettent en avant une justification idéaliste. Nous avons là un exemple vivant d'un cas où l'infra-structure économique conditionne la superstructure idéaliste.

(b) Le deuxième ordre d'intervention en vue de maintenir dans la mesure du possible l'activité économique du pays réside dans l'élaboration d'un vaste programme de travaux publics. C'est la thèse d'Alvin Hansen, de Stuart Chase, et de nombreux démocrates; elle est connue sous le nom de programme de l'économie compensatrice. Il s'agit en somme de remplacer les énormes achats que l'Etat effectue à l'heure actuelle pour les besoins de la guerre, c'est-à-dire dans un but destructif par des achats qui seraient utilisés à des fins constructives. Ces dépenses publiques couvrent une gamme très étendue, depuis les mesures d'éducation, d'hygiène, jusqu'aux habitations populaires, en passant par les travaux publics proprement dits, ports, aérodromes, routes, etc. Il est bien entendu que ces dépenses publiques ne doivent pas être effectuées dans le seul but de trouver un débouché à l'économie suréquipée; mais la collectivité américaine ayant des besoins à couvrir et des nécessités à satisfaire, il y a lieu d'établir pour l'avenir un vaste programme d'action publique qui interviendrait pour maintenir l'activité de l'économie aux premiers signes d'un recul de cette activité. Notons en passant que le New Deal avait été conçu un peu dans cet esprit, mais il s'agirait cette fois de concevoir un programme beaucoup plus hardi et un ordre de dépenses dépassant plusieurs fois celui qui était prévu par le New Deal.

Malheureusement si l'on accepte sans protester des dépenses annuelles de 100 milliards quand il s'agit de faire la guerre, parce qu'on considère cette dernière comme une nécessité inéluctable, une question de vie ou de mort pour la nation entière, les milieux d'affaires sont beaucoup plus récalcitrants lorsqu'il faut faire dépenser l'Etat au profit de certaines sections de la population. Les déficits budgétaires volontairement acceptés pendant la durée de la guerre sont également très combattus quand il s'agit de travaux simplement utiles. La vraie raison de cette opposition des grands milieux d'affaires à cette politique est qu'elle implique un élargissement considérable des fonctions de l'Etat, un pouvoir énorme, tentaculaire de la puissance publique, qui devient à la fois le plus grand acheteur du marché en même temps que le grand dispensateur des services que l'on préfère réserver à des particuliers. A cette théorie on oppose celle qui est connue sous le nom de "l'Américain way"; un certain libéralisme économique qui croit, il faut le dire, la domination des trusts et des monopoles.

C'est cependant sur ces grands travaux que comptent beaucoup d'esprits perspicaces pour maintenir l'activité économique du pays. La mise en application de ce programme, si elle se fait malgré l'opposition consciente ou inconsciente des milieux d'affaires, devra s'appuyer sur de larges sections de l'opinion publique. Cette dernière devra être éclairée sur l'utilité de ce programme d'action, sur son caractère indispensable; il faudra créer un vaste mouvement d'enthousiasme autour des dépenses de l'Etat. Logiquement il n'y aurait pas de raison que les dizaines de milliards que l'on gaspille pour des besoins de destruction ne trouvent pas un emploi judicieux à des dépenses constructives.

(c) C'est à améliorer la condition des travailleurs que vise le troisième ordre de solution, à augmenter leur pouvoir d'achat par une meilleure répartition du revenu national. Ici une remarque préliminaire s'impose.

On s' imagine généralement que la masse des travailleurs américains est la mieux lotie au monde, que presque toutes les familles ouvrières ont leur auto, leur frigidaire et même un train qui paraîtrait luxueux aux bourgeois moyens d'Europe ou d'Angleterre. Une littérature et un cinéma de commande ont beaucoup contribué à accréditer cette opinion non seulement en Amérique mais aussi et surtout à l'Etranger. Rien n'est plus faux cependant. S'il est vrai que certains ouvriers américains ont des salaires fort enviables, la masse des travailleurs vit dans des conditions tout à fait misérables, surtout ceux qui chôment et nous savons que ces derniers sont fort nombreux. On a commencé à s'en rendre compte à partir de 1930; grâce à une littérature réaliste le

public en général a eu son attention attirée sur le sort d'individus dont on ne soupçonnait pas l'existence en si grand nombre aux États-Unis. D'une statistique officielle parue avant la guerre de la répartition du revenu national j'extrais les données suivantes :

2 millions de familles ont un revenu annuel de moins de
\$ 200 (£ 40 par an — £ 3 $\frac{1}{4}$ par mois)

5 millions de familles ont un revenu annuel de moins de
\$ 400 (£ 80 par an — £ 6 $\frac{1}{2}$ par mois)

1 million de familles ont un revenu annuel de moins de
\$ 700 (£ 140 par an — £ 11 $\frac{1}{4}$ par mois).

Ces 8 millions de familles sont cataloguées dans les statistiques
— officielles comme "continually facing starvation."

11 millions de familles "continually fighting poverty"

—
19 millions.

Ainsi 19 millions de familles aux États-Unis soit 89.300.000 individus sur un total de 140.000.000 sont soit sous-alimentées soit en lutte contre la misère, suivant les propres termes de l'étude officielle.

En face de ce prolétariat, nous avons :

8 millions de familles cataloguées "comfortable middle" class

2 $\frac{1}{2}$ millions de familles cataloguées aisées, dont 800.000 really
accumulating saving "

—
29 $\frac{1}{2}$ millions de familles (4,7 individus par famille, soit 140.000.000
— d'habitants).

C'est l'existence de cet énorme prolétariat, qui vit dans des conditions si misérables, qui permet au revenu national de s'accumuler entre les mains d'une minorité de privilégiés. Cette minorité, malgré le luxe qu'elle peut se payer, est fatalement amenée à réinvestir ses épargnes en biens de production, et ce sont ces investissements continuels provoqués par la très inégale répartition du revenu national qui sont la cause du déséquilibre latent entre la capacité de production et la consommation solvable aux États-Unis. Si les 19.000.000 des familles pauvres américaines menaient une vie simplement décente, la consommation aux États-Unis atteindrait facilement le total de 200 milliards de dollars.

Depuis la guerre il faut signaler une amélioration certaine de la condition de la masse des travailleurs. Du fait de la mobilisation, de la résorption du chômage, de la hausse des salaires, surtout dans les usines de guerre, on remarque des signes nombreux de cette amélioration. Il faut souligner, par exemple, qu'il existe 17 à 20 pour cent d'appartements vacants dans les immeubles connus sous le nom de "cold water flats", dans les quartiers de taudis ; par contre des appartements vides sont introuvables ailleurs. On remarque également depuis 1939 que l'augmentation de la circulation fiduciaire est plus marquée dans les districts qui comprennent les plus bas revenus dans le pays.

Or si cette amélioration de la condition des masses a pu être obtenue en pleine guerre, lorsqu'une si grosse proportion du revenu national est dépensée en biens inutiles ou en biens de destruction, combien la condition des travailleurs pourrait-elle encore plus être améliorée lorsque la totalité de la production sera divertie vers des productions utiles ?

Si l'on était en régime totalitaire, les salaires pourraient être réglés d'autorité par les pouvoirs publics. Mais sous un régime de libéralisme économique les salaires sont le produit du jeu économique ; du fait que nous sommes loin des conditions d'un vrai libéralisme, mais en présence d'une part de gros trusts et d'autre part de groupements syndicaux d'ouvriers, les salaires sont plus exactement le résultat d'un équilibre de forces. L'expérience de la décade qui a précédé la guerre prouve d'une façon pertinente que toute hausse des salaires provoque de la part du patronat une réaction naturelle sous forme d'une plus grande mécanisation, avec comme résultat une moindre utilisation de main d'œuvre et une accentuation du chômage. Ainsi donc si en un sens on obtient le résultat désiré, qui est une augmentation des salaires accompagnée d'une réduction du prix de revient, on provoque en même temps la mise en disponibilité d'une certaine tranche d'ouvriers, c'est-à-dire que l'on crée du chômage. Autrement dit le cycle se referme sur lui-même et l'on aboutit au résultat exactement contraire à celui que l'on visait. L'élévation des salaires avec la diminution du coût de production entraîne du chômage. Cette contradiction interne que nous avons vécue de 1930 à 1939 semble être inhérente au régime capitaliste, et ne paraît pas pouvoir se résoudre.

Quelle conclusion tirer ?

Si les mesures préconisées pour maintenir l'activité de l'économie ne sont pas appliquées, ou si elles sont mal appliquées, ou encore si, bien appliquées, elles s'avèrent inefficaces, nous risquons de voir apparaître aux États-Unis après la guerre un chômage sur une échelle peut-être

jamais vue précédemment. L'expérience des dernières années nous a enseigné combien un grand chômage qui devient endémique risque d'être facilement la proie de toute propagande. Je ne veux pas prononcer le mot, mais je crois que vous voyez apparaître la chose. Une certaine forme de nationalisme outré, avec toutes les conséquences que cela comporte, est susceptible de déferler en Amérique dans un avenir pas trop éloigné. Déjà une propagande à peine dissimulée prépare le terrain de cette nouvelle idéologie. On voit vers quelle direction elle est menée, contre quelles doctrines, et, en politique extérieure, à l'égard de quel pays elle est en pleine hostilité. Si ces prévisions se réalisent nous risquons d'assister avant longtemps à la guerre mondiale No. 3.

Voilà les problèmes qui se posent aux dirigeants américains. Comme on le voit, ils sont de taille à défier les plus belles intelligences du pays. De la façon dont ils seront résolus, résulteront des conséquences qui affecteront le monde entier; et l'Égypte ne peut rester indifférente à une question qui peut la toucher de si près.

Février 1945.

M. MESSIQUA.



MISUNDERSTANDINGS ABOUT FULL-EMPLOYMENT

BY

Prof. Dr. J. DOBRETSBERGER

THE PROBLEM

Permanent unemployment is one of the most striking inadequacies of the present economic system. It is temporarily screened by war-time activity, but it will reappear with the demobilisation on an even bigger scale than in 1919; in nearly all countries provisions are made to intercept this development.

It is an undeniable fact that under the present organisation of production and distribution a remarkable portion of man-power is unoccupied, a certain part of disposable capital is uninvested and even existing plants don't work to the full extent of their capacity, while consumption is potentially unlimited. The critics of capitalism find easily arguments: Brazil enacted in 1930 the "sacrifice-quota" of coffee, providing that 15 per cent of the yearly crops were to be destroyed by fire; the British-Dutch rubber-restriction in 1926 reduced the plantation area by 18 per cent; the Comité des Forges sold in 1927 nearly 30 per cent of the French production quota to the International Steel Corporation for 8 million Dollars, dismissing 230,000 French miners. In view of such examples one has to admit that the actual mechanism of production and distribution prevents the Nation from enjoying the full satisfaction which the resources could produce if well exploited. "Poverty in the midst of plenty" is the characteristic of the actual situation.

The social reformers of the 19th. century blamed capitalism for provoking exploitation and injustice, but they could not reproach it with inefficiency in production. The social reformers of the 20th. century have the much-stronger argument that capitalism does even not achieve the maximum of production, which would at least partially compensate its social and moral inadequacy.

Permanent unemployment is not a characteristic peculiar to capitalism. De Toqueville reports, in his History of the French Revolution, on forced labour-service introduced by the Jacobins in 1793 in some towns. Schmoller pointed out that in the Middle Ages nearly 10 per cent of the

European population were vagrant monks, scholars and beggars. Below considered building of cathedrals in these times to be a sort of employment policy. That can be said also about the buildings of Augustus and the Pyramides of Egypt. Bostowicz mentions unemployment in ancient Rome and Greece. All economic systems produced in a certain stage of development this phenomenon. The economic order, originally adequate to special conditions of population, technique and social institutions, loses its capacity as soon as the initial conditions change. Unemployment is one among other symptoms indicating the "crisis of the system".

The actual figures of unemployment are made up of 3 elements :

- (a) Seasonal and frictional unemployment caused by weather-conditions and frictions of the labour-market.
- (b) cyclical unemployment conditioned by the phases of business cycles.
- (c) permanent unemployment as the residue of unemployed which will not be absorbed even in the phase of prosperity.

Seasonal and frictional unemployment can be reduced by better organisation of the labour-market ; cyclical unemployment will disappear with the stabilisation of economic fluctuations ; but permanent unemployment is a question of reorganisation of the economic system as a whole. This third stratum indicates to which extent the economic mechanism itself failed.

Permanent unemployment existed already before 1914, on a scale of 2 per cent of the available man-power. It increased to 12-17 per cent after the postwar-crisis in 1921 in all industrial countries. It did not decrease during the prosperity of 1929. Saltzow (Zürich) gives the following figures for 1932 (in percentages of trade-unionists) :

Country	Actual unemployment	Permanent unemployment
France... ..	20.0	11.1
U.S.A.	22.1	12.0
Great Britain	19.8	13.6
Switzerland	26.1	15.7
Germany	31.2	17.5

The figures of actual unemployment are therefore not in conformity with the rate of permanent-unemployment. Though the actual rate in Great Britain in 1932 was lower than in U.S.A. the structural conditions of employment were less favourable in Great Britain.

Permanent unemployment is caused :

(a) By the decline of the birth-rate since 1890 in France and since 1900 in nearly all industrial countries. It may seem to be paradoxical to make the decrease of population responsible for the abundant supply of man-power — but since the decline of birth-rate implies in the first stage a deficiency only of the younger, merely consuming generation, the percentage of population being of an age able to work increases. Still in 1900, 61 per cent of the total population only were able to work, while in 1938 already 73 per cent and in 1960, if the decline continues, there will be 85 per cent of the population over-crowding the labour-market.

(b) The average longevity of the population in Western and Central-Europe increased during the last 50 years from 47 to 67 years by hygienic and medical progress. Prolonged life brings about additional supply of labour which is estimated to 40 per cent of the supply in 1890.

(c) The number of female workers in industry increased since 1919. On the one side, the number of widows and divorcees had increased during the war, concentration of workers in ever bigger towns loosened domestic life. On the other hand, lower wages for female workers induced the managers to engage women, and technical progress made work easier so that it could be done by women too. Female workers represented already in 1938 an additional supply amounting to 17 per cent of labour in Europe.

(d) Technical rationalisation puts out of work an ever increasing quantity of man-power. In the first stage of industrialisation, workers expelled by machines in consumption industry found again work in the new branches of machine factories. Expanding export-trade created new employment and the rest were absorbed by emigration overseas. But since 1919, expansion of industry slackened down, exports decreased, overseas countries started industrialisation and emigration was rationed by quota or other restrictions. The labour market no longer absorbed the unemployed. Further technical progress was only attainable at the expense of man-power. Statistics of wages illustrate this development. The "American Federationist" published in 1928 figures

concerning the proportion of wages to the increased output in the American chemical industry :

Year	Value of production	Percentage of wages in total cost
1940	100	100
1914	156	105
1919	284	141
1921	193	153
1925	293	126
1928	365	115

Computed with 1904, wages in 1928 remained 3 times behind the increased value of output. The paper considers this deficiency in wages in the course of rationalisation to be the cause of over-production and demands to compensate it either by increased rates of wages, or by a shorter working day, or by a proportionate reduction of prices of the products. In either of these 3 ways, the share of wages in total cost would keep pace with the value of output. Under this condition, rationalisation would not cause unemployment. The "American Federation of Labour" accepted at the congress of 1928 this formula as the directing principle of the policy of the trade-unions in regard to technical rationalisation. Technical progress must prove its efficiency either by higher wages, or by reduced work-days or by lower prices of consumption goods. Under this condition only the trade-unions admit rationalisation.

(c) Monopolies such as cartels, trusts, restriction plans and regional market-agreements reduced the volume of production in order to maintain high prices. The prosperity of 1929 in Europe, less in U.S.A. was characterised by an exaggerated rise in prices, while the quantity of production remained behind. Import restrictions and bilateral trade-agreements deprived a number of branches in Europe of their markets. World-trade decreased from 1929 to 1932 by 70 per cent of its previous volume. Monetary restrictions aggravated the situation. The charge on wages for social insurance as well as some erroneous principles of taxation accentuated the discrepancy between demand for and supply of work. The shortening of the working day in accordance

with the Convention of 1919 did not suffice to absorb the unemployed. More radical reductions in working hours were practicable only in countries with a high level of wages as in U.S.A.

According to these 5 points, permanent unemployment is only partially caused by economic facts. Social and political factors outside the purely economic sphere such as the decrease of population, longevity, female workers, have an essential share in the conditions of this phenomenon. The economic mechanism based on private enterprise and the free market enabled during the 19th. century a quadrupled population in Europe to live at a standard 3 times higher than in previous centuries. But the same system is, under changed conditions of today, no longer capable of procuring work for everybody. It is the most urgent economic problem of our days to find out how to reform this system in such a way as to secure work for everybody without a decline in the standard of life.

PRECURSORS OF EMPLOYMENT POLICY

Discussions in Great-Britain are at present preoccupied with the problem of Full-Employment. In the enthusiasm of discoverers one forgets sometimes that "there is nothing new under the sun". Beveridge had already in 1900, when the theorists did not yet notice this fact, drawn attention to permanent unemployment. In the years after the last war, Major Douglas, an outsider, developed his scheme for "Social Credit." The trade unions studied the problem under a particular aspect, but their conclusion, to increase wages, in order to reinforce consumption, was vehemently opposed by Pigeon who explained already in 1911 unemployment as the result of excessive wages forced by the policy of the trade-unions.

In fact, money wages and real wages as well as the share of wages in the total national income increased since 1900 and sharply since 1919; but it is doubtful whether this was owing to the intervention of the trade-unions or to increased productivity resulting from better technical equipment. The sum-total of wages, still in 1913 amounting to 41 per cent of the national income, rose in 1929 to 66 per cent and this proportion was not touched by the depression after 1931.

Keynes created in 1936 by his "General theory of employment, interest and money" the new theoretical basis for the discussion of employment policy. He was supported in England by Mrs. Joan

Robinson, but vehemently attacked by Pigo in "Employment and Equilibrium," 1940. Beveridge refers in his scheme to this theoretical foundation.

Economic conditions in England before 1939 were less prepared to accept an extreme "étatisme" making the State responsible for employment policy. That is why Keynes' books were much more applauded in Germany than in the prophet's own country. Only with the developing organisation of war economy in England and with its experiences and obvious successes, Keynes' ideas seemed to the average Englishman to be less utopian than he formerly believed. War economy seemed to him to prove that wisely directed State-intervention produces such an efficiency of industry as private initiative never had achieved. Keynes' ideas gained also ground in England.

According to Keynes, unemployment is caused by the disproportion between savings and investments. Outlay consists either of consumption or of investment. If that part of income not spent on consumption exceeds the total of investment, the demand for goods remains behind the output and employment declines. The higher the absolute figure of National income and the more unequal the distribution of this income, the more population inclines to an increased rate of savings. The consequence of excessive savings is a reduced total of income in the next production period, and subsequently over-production and unemployment. The interest rate does not restore the equilibrium as Hayek supposes. The only means to balance savings and investments is public expenditure up to the limits of full-employment. Werswick says: the employment rate is a function of spending.

The fundamental train of thought in Keynes' analysis is an old argumentation put into new words: the nucleus of all these theories is "under-consumption." Marx' accumulation of the surplus-value means that an ever increasing portion of income is turned off from consumption causing ever more accentuated crises at the markets. Ford in 1908 and Filene once more in 1923 pointed out that the condition of further technical progress is a greater capacity of the masses to consume. Ford says: Hitherto we concentrated all our efforts to increase production; now we have to adjust consumption to the nearly unlimited capacity of production. That can be achieved only by the way of increased wages.

Fisher's proposals of an "index-currency" are nothing else than a variety of the under-consumption theory. Fisher points out that the gold-price guarantees in no way a stable purchasing power of the unit

of money. Cassel adds that gold-production since 1850 remained by 1/2 per cent yearly behind the rate of industrial expansion. That caused continuous deflation. Fisher as well as Cassel and later Bellerby and Wagemann propose to abandon the gold-parity and to regulate the quantity of circulation according to the fluctuations of the general price-level, or to the oscillations of the index of wholesale prices, in order to reinforce consumption. These authors find the main cause of under-consumption in the shortage of money in circulation, which involves a stagnation of markets, a decrease of the national income and finally permanent unemployment. Fisher as well as Cassel proposes to expand the credit of the Central Bank to such an extent that the stagnation is counter-balanced. Indirectly, the increased volume of credits involves an increased demand for goods, for capital goods in the shape of new investments, for consumption goods in the shape of additional wages. So far, Fisher comes very near to Keynes' argumentation, and Keynes admitted that.

In 1930, the German Government started the first big-scale experiment of a policy of public works financed by a budget-deficit. The Woytinsky-Tardie-Bade plan assumed that every worker, additionally employed in public works for whatever purpose, implies at least 2 workers additionally employed in private industry. The increased consumption in consequence of public works stimulates also the private sector of economy to produce more goods, and in order to satisfy this new demand, investments have to be carried out. Wagemann says in his reform-plan of 1931: "An injection of 1000 million Marks by public works causes an increased total income of at least 3000 million Marks by secondary reactions of the original investment, so that it is not necessary to continue public expenditure — the motor once started by "initial ignition" works automatically in an ever increasing speed."

This theory of the "initial ignition" by public investments is the precursor of Keynes' theory of the "multiplier", i.e. the coefficient by which investments automatically increase if once stimulated by an additional demand for goods. According to Wagemann, this multiplier operates in another side also; public investments discourage private savings. Consequently the initially injected 1000 million Marks will be reinforced by at least 3000 million saving-deposits being involved in the new investment process.

Roepke, Hayek and Machlup opposed this idea of "initial ignition" with the same argument which Pigou sets against the theory of "multiplier": credits have unfortunately to be repaid; the injected purchasing

power was borrowed and must be withdrawn from the normal production as soon as the liabilities are due. If public work has in the meantime not returned the initial capital by yielding profits, the equivalent has to be gathered from the private sector of production by warning off bank-credits, unless the Government continues its "policy of spending". But Governmental debts have equally to be repaid, so that public indebtedness is no solution of this "circular vitiosus". The multiplier is a trick of financial conjurers.

Cassel raises the same objection arguing that excessive public expenditure involves "forced savings" — prices rise and consumption in real terms decreases. The consumers have finally to defray the cost of employment policy. Hayek in his study: *Is there an absurdity of savings?* asserts that the interval between expenditure and subsequent forced savings is the shorter, the greater the portion of expenditure immediately transformed into wages.

The policy for Full-Employment is therefore not a new idea. Its actual revival in England is due to 2 factors: the urgent problem, how to ensure work for the demobilized armies after the war, and the excellent formulation which Keynes found for the arguments. So, Beveridge is right, as far as England is concerned, to say: "A new era of economic theorizing about employment was inaugurated by Keynes."

That is the back ground of Beveridge's "Full-Employment in a Free Society," published in 1944. At the same time, the Institute of Statistics at Oxford published a series of studies on "Economics of Full-Employment" which agree in the chief-points with Beveridge's plan. The "White-Paper on Employment Policy" of the British Government however still keeps on the traditional postulate of a balanced budget and does not adopt the revolutionary methods of financing employment policy by unlimited borrowing as suggested by Beveridge.

BEVERIDGE AND THE NEW Nihilism IN PUBLIC FINANCE

"Employment depends on output" — that is the "leitmotif" of Beveridge's analysis. Beveridge takes it for sure that unemployment is caused by deficient demand for goods. The capacity of production, i.e. available man-power, capital and land, exceeds the capacity of consumption, i.e. that part of income which is spent for commodities and investment goods. The result is, that a certain part of man-power is not engaged in the production process. In 1938 for instance,

the output capacity of British economy amounted, according to Beveridge, to 5175 million Pounds, while consumption and investments together remained 500 million Pounds behind this figure, with the result, that 12.9 per cent of the available man-power were out of work.

The total outlay in the economy comprises the following elements: Consumption by private households, investments of private enterprises (excluding investments in loans houses and land, which is only another form of saving), the surplus in the balance of payments abroad as the equivalent of consumption by foreigners, public expenditure as far as it exceeds the revenues from taxation. The stage of full-employment is achieved under the condition that this total outlay equals the output-capacity of production. Employment policy therefore has to aim at such an increase of outlay, no matter on which route, whether by private consumption, private investment, or public expenditure, that the demand for goods is equal to the supply of goods. Under this condition the equilibrium at the stage of full-employment is restored. As long as an outlay is deficient, the equilibrium of demand and supply sets in at a stage of under-employment as in 1938.

According to Beveridge, there are 3 routes to increase the outlay to the maximum of output:

Either, to increase public expenditure covered by loans to the extent of the difference between output and outlay above mentioned. The rates of taxation left unchanged, this expenditure has to be covered by borrowing.

Or, to increase the public expenditure to the same extent, but to cover the outlay by subsequent taxation, as orthodox finance hitherto has done. Full-Employment by this route is achieved through the time lag between expenditure and subsequent taxation. It can be maintained only by an ever increasing public outlay surpassing the following increase of taxation-revenues.

Or, to continue public expenditure on the actual scale, but to enact simultaneously a general reduction of rates of taxation. By these means, private outlay is stimulated to such an extent that the demand for goods equals the maximum output.

A fourth alternative route, to reduce imports to such an extent, that the demand for home-produced goods increases, is rejected by Beveridge as the way of protectionism in foreign trade policy during the last

decades shifting unemployment upon the shoulders of the neighbours. Increased employment in one country by this way is paralysed by increased unemployment in the others.

Beveridge illustrates the mechanism of the 3 routes by an example : which consequences would have risen from an employment policy on each of the 3 alternative routes started in 1938 in England ? He gives the following approximate figures (in million Pounds).

Outlay by	Actual outlay at 1938 level of employment	Outlay at full-employment attained by		
		Route I Public outlay	Route II orthodox finance	Route III Remission of taxes
Private consumption	4,510	3,755	3,135	4,045
Private investment	420	460	460	460
Balance of payments abroad ...	— 55	— 130	— 130	— 130
Public outlay by revenues ...	725	860	1,710	460
Public outlay by borrowing ...	75	230	0	340
Unused resources	500	0	0	0
Output-capacity	5,175	5,175	5,175	5,175
Increase of actual public outlay	—	290	910	0

These figures are based on fictitious calculations : Beveridge supposes that the " datum " total output remains unchanged while employment increases. He assumes, that imports would increase under full-employment only by 75 million Pounds. He omits, that increased taxation in route II would imply a reduction in the sector of private investment, while remitted taxation in route III would provoke new private investments, in the table 460 millions are inserted in both columns. He finally neglects the reaction of employment policy on prices — the whole calculation is based on the assumption of a stable price-level. Abstraction to such an extent leads astray because the reactions of employment policy eliminated in the scheme are in reality a new datum, which alters the whole computation. If for instance prices rise in consequence of public expenditure, consumption as well as output changes.

Beveridge is in favour of route I, to "place the responsibility of ensuring at all times outlay sufficient in total to employ all the available man-power in Britain" upon the Government. Beveridge however admits, that this route implies a revolution in the methods of public finance. Public indebtedness in the example increases by yearly 155 million Pounds. That will be the yearly recurring deficit in the budget, covered by borrowing, as long as employment policy is carried on.

Is such a permanent budget-deficit during decades possible, and what consequences are to be expected? Here are Beveridge own answers to this question:

"The categorical imperative of budget is, that it has to cover a sufficient outlay to employ all available man-power. It is better to employ people however the money for paying their wages is obtained, than not to employ them at all." The question, for what purpose the outlay should be spent, is, according to Beveridge, irrelevant to the effect of employment policy as such. He concedes however that investments in the general interest of the community as hospitals, schools etc., have priority. "But the first rule is that total outlay at all times must be sufficient for full-employment."

Beveridge feels that there are some readers still trained in "orthodox finance" who may be startled by the idea of a continuous spending in excess of revenues regardless of the purpose. Beveridge calms their anxiety: "Spending in excess of current income and borrowing have altogether different implications for the State than for the private citizen. An internal national debt does not and cannot reduce the total wealth of the community." And he refers to "the most striking conclusions of Kaldor, that the national debt of England could be expanded at a rate of no less than 775 million Pounds a year unto 1970 without involving on this account any increase of tax-rates." And the tax-payers in England who have reason for being anxious about policy of spending with regard to the increase of tax-rates during the war, are appeased by the phrase: "A policy of continuous borrowing is consistent with a steady reduction of the burden on tax-payer."

Beveridge omits to give an economic argumentation of these assertions. He appeals to our social sentiment: "To leave children hungry and the sick untended for fear of increasing debts, is to lose all sense of relative values."

That is an argument, but not an economic one. It is the argument of the ruined in a state of emergency. Why then pretend employment policy to be an economic system and not a charitable institution, why

spend the money in a quasi-economic sector of public works forcing the receivers of income to hard work, while the same result would be obtained by distributing banknotes in the streets of the poor quarters? If productivity is irrelevant to a policy for wealth, it is the simplest way for the organiser as well as for the worker, to disperse the money among the people without any compensation in working. To establish employment policy on spending is what we called: "Financial Nihilism".

Beveridge however comes back to a more moderate practice: "It is better to provide the means for outlay by taxing than by borrowing." But the proportion between the two routes should be decided rather from the angle of social policy than from that of public finance. Beveridge thinks that taxation is no longer primarily a source of public revenues — the money for spending may be acquired with the same result by borrowing — but an instrument to regulate private consumption according to the general plan of the policy for wealth.

This statement recalls the "concetto produttivista" proclaimed in point 7 of the "Carta del Lavoro" in 1928: Taxes don't aim at covering public expenditure, for this purpose we dispose of an even more elastic instrument, but at encouraging or discouraging certain branches of production according to the plan of economic development.

Beveridge's theory of unlimited indebtedness of the State is not new at all. The Cammeralist Puffendorf wrote in 1688: "The Treasury is the stomach of the community. The more passes through it, the better the limbs are supplied with sap." John Law submitted in 1705 his "Money and trade considered with a proposal for supplying the Nation with money" to the Scotch Parliament, but the Scotchmen, born economists, were too experienced in this matter to be taken in by this trick. Exactly 200 years later, Knapp praised the principles of war-finance as the methods of the future peace-times. Since 1935, Prof. Donner pleads for an unlimited capacity of the State to incur debt. He says: "As long as the revenues from taxation cover the amount necessary to meet the charge of interest, there is no danger of insolvency in increasing indebtedness." The policy of cheap money enlarges this space in the budget at least to the double; and if interest would be abolished entirely, the capacity of the State to incur debts, is unlimited. Mr. Kahler may be surprised to find so many who have anticipated his conclusions.

The "Economist", in the defence, tried to delimit the capacity of public indebtedness by the following principle: The price-level is not affected by borrowing as long as the portion of interest for debts in the

total national income keeps on the same percentage as before. But it is a purely arbitrary axiom to assume the actual portion of interest for public loans in the sum-total of the budget to be the standard and every deviation from this portion to lead astray. We have no reason to take the actual budget for the equilibrium budget. This argument remains within the sphere of quantitative fictions and images and does not penetrate into the fundamental problem of all indebtedness, private as well as public: what is the productivity attained by using borrowed money? The real limits of indebtedness are given by the proceeds of investments, carried out by means of credit, and not by any quantitative relation between some items in the budget as interest for public loans and total revenues. That is valid for the balance of private enterprise as well as for the budget of the State. It is a fatal error of all modern reformers to exempt the State from the fundamental principles of economic activity as such, however organised. One of these principles is, that continuous spending in excess of revenues leads inevitably to bankruptcy, or in short: Nobody can spend more than he earns.

It is interesting that theories, long ago refuted by arguments and discredited by experience, always again gain ground if wrapped up in a new terminology. There are 2 ways, to discover the misunderstandings about full-employment in Beveridge's book: To examine the experiences of employment policy in the different countries, and to analyse theoretically the conditions of full-employment.

EXPERIENCES WITH AN EXPERIMENT

Germany started employment policy already in 1930 by public works financed in the greater part by tax-revenues and in the smaller part by public borrowing, i.e. according to Beveridge's scheme, by route II. The size of capital spent in public works, was however determined by the limited resources of the capital market, and not by the number of unemployed to be re-engaged. The results of this employment policy on a small scale before 1933 were therefore disappointing, the expected "initial ignition" did not go into action. Employment policy from 1930 to 1933 can be compared with building a bridge over the river, but when the builders arrived at the middle of the river, the fund was exhausted and the unfinished work stopped. The fragment of the bridge projected into the water being for no use at all — a warning how public work must not be carried out. At Traunstein in Bavaria there exists in fact such a ruin of insufficient employment policy of this period.

Wagemann pointed out in his "Economic Strategy" 1938 that the appropriate dose of public work is an essential condition of success.

In 1933 public orders for private industry as well as public work itself was expanded to the limits of available man-power. Spending was no more depending on the situation at the capital market, because it was financed by borrowing in the form of "creation of credit". The State did not gather the necessary means from the capital-market, but by public guarantees to the private entrepreneur, upon which the banks granted every demanded credit, or by means of tax-bonds, or finally by promissory notes of the treasury discounted by the Reichsbank.

The immediate effect of this policy — very near to Beveridge ideal — was a rise in prices especially of consumption goods. After employment policy in this stage was principally directed to investments consuming the maximum man-power and the minimum material, as to building roads, the output of production did not keep pace with the increased wages. The circulation of banknotes rose more rapidly than the national income. Employment policy provoked inflationary tendencies.

That was why the Government in 1936 decided to coordinate employment policy with increased productivity, to change the system of financing expenditure and to impose strict regulations upon all sectors of economy. The principle: spending at any price, was replaced by the principle: productivity at any price.

Here are some comparative figures showing the reaction of employment policy on prices, foreign trade, national income, circulation of banknotes and output of industry in the first stage of "spending" from 1933 to 1936 and in the second stage of "efficiency" from 1936 to 1938. (all in index numbers on the basis 1929=100):

	1932	1936	1938
1. Rate of employment	63.7	109	134
2. Price index general	68.2	78.1	79.4
(a) index to capital goods	83	82	82
(b) index of consumption goods	62	74	77
3. Output per man-hour	108	106	123
4. National income in terms of money	72	157	182
5. Circulation of banknotes	86	141	170
6. Bank deposits	6	163	187
7. Tax-revenues	8	134	211
8. Public debts	121	276	331
9. Imports	38	56	58
10. Rate of wages in terms of money	84	102	102

The interconnection of the development of these 10 items in the course of the employment policy illustrate the reactions of spendings and the essential conditions of full-employment better than theoretical analysis. Mandelbaum omitted the interconnection of facts in his study on "An experiment in full-employment" in the mentioned publication of the Oxford Institute of Statistics. Gilebaud and Balogh did not sufficiently stress this point.

The above figure show clearly the 2 eras of employment policy marked by the incision in 1936 whence the relation between the different items fundamentally changed. Employment policy from 1933 to 1936 aimed at employing as much as possible man-power regardless of the productive effect of public works. On the contrary, one tried to avoid any interference of public works in the sector of normal production. The second stage from 1936 to 1938 is characterised by the 4 years plan aiming at the maximum of efficiency in production attained with the minimum of spending. Financial methods changed too. In the first stage borrowing was preferred to taxation, to increase consumption, while in the second stage taxation was reinforced and borrowing reduced. Figures are only available unto 1933 when the last volume of the "Statistical Handbook of the German Reich" was published. The most striking results of the above figures are :

(a) In the first stage of employment policy, national income in terms of money increased more rapidly than the output of production. Consequently prices of consumption goods augmented. Employment policy was directed to labour-intensive projects ; that is why prices of capital goods in the same period even declined. Full-employment continued on this basis of spending for unproductive investments had inevitably reinforced these inflationary symptoms. In order to stop this undesirable incidents prices and wages were fixed at the level of 1936 and eventual alterations subjected to the price controller.

(b) Employment without regard to the output of production had accentuated the inflation. The 4 years plan is based on the principle, that the productivity of investments is the main purpose at which public works have to aim. The questions, whether the private sector of production is touched, whether the proportion of engaged workers to needed material changes, is unimportant. Decisive is the reduction of production cost and the increase of output. Production cost in every branch were revised, and standard cost laid down ; wasting of material

was prevented, rationalisation carried to the maximum, by standardisation of products, concentration of establishments and simplification of distribution. The 4 years plan is an obvious refusal of the principle that employment depends on outlay. The keystone of employment policy in this second stage of the German experiment was : increased output.

(c) Fixed prices combined with increasing national income produced abundant purchasing-power appearing in increased circulation or banking accounts. If prices should be prevented from rise, this abundant purchasing power had to be kept off from the market of goods. The 4 years-plan provided accordingly raised taxation and forced saving. Profits exceeding 5 per cent of the share capital had to be piled up and restrictions were imposed on the withdrawal of money from bank-accounts. Saving in advance to buy settler-houses or people-cars, old-age insurance for everybody, and finally "iron-saving" was introduced to prevent purchasing power actual from buying goods. Tax-rates were raised with the same purpose. Abundant purchasing power disabled to buy goods, represented the fund from which the Government could borrow money for new investments. Borrowing by creation of credit was replaced by borrowing from savings.

This difference is entirely omitted by Beveridge. Credits of the Central Bank increase the total purchasing power in circulation while borrowing from the saving fund shifts the already existing capital from the private entrepreneur to the Government. Such borrowing is limited by the amount of voluntary or forced saving, while creation of credit is technically unlimited. In the first case, prices rise, in the second case, prices remain stable.

(d) The legend of an "initial ignition" of public expenditure is in no way confirmed by the German experiment. The results of the first period of employment policy before 1936 prove that an ever increasing amount of public outlay has to be spent in order to maintain the employment rate. That is obvious in items 1 and 8 of the table showing that public indebtedness increased more than the employment rate. There is no secondary reaction of public expenditure in ever increasing private activity. The legend of the "multiplier" is an economic fable. The motor, once started, does not automatically continue to work, the winch of spending has to be turned unrelentingly.

(e) Employment policy involved increased imports of raw materials to a larger extent than Beveridge assumes in his calculation. This imports have to be paid by stimulated exports. Since the internal

price-level in Germany exceeded in consequence of the employment policy that of other countries, exports became more and more difficult. In order to secure the balance of foreign trade, import-bonuses were raised and export premiums paid. Clearing agreements since 1934 intended to provide Germany with the needed raw-materials independently on differences in prices between the countries. Employment policy was one of the driving factors in foreign trade control and transfer-restrictions. The gold-exchange system and the "most favoured nations clause" could not be maintained.

This 5 points in the German experiment of employment policy prove that the two principles, laid down by Beveridge, are wrong: spending for whatever purpose be the nucleus of employment policy, and: spending financed by borrowing does not provoke inflation. The success of employment policy depends entirely on the stable proportion between output of production and national income in terms of money. That alone guarantees stability of prices. The measures taken in Germany according to the 4 years plan contradict the proposals of Beveridge: increased taxation, reinvestment of profits, a stop on wages and blocked banking accounts as introduced in Germany in 1936 rather prevent purchasing power from consumption than encourages spending. This employment policy was entirely based on increased productivity and not on increased outlay.

The experiments prove a further opinion of Beveridge to be wrong that Full-Employment is realisable in a "free society". In Germany, labour-passport was introduced obliging the worker to accept any employment assigned by the Labour Office. That was necessary to carry out the 4 years plan. Beveridge thinks that free choice of job and work can be maintained.

The other point is, that employment policy implies essential restrictions of the rights of entrepreneurs with regard to forced concentration of plants, calculation of cost, investment of reserves, use of raw materials etc. The German 4 years plan degraded the entrepreneur to a mere executive functionary of the State administering his own factory according to the orders of the public authorities. Though property as such was not touched and nationalisation of industry not enacted, the rights of the proprietor were reduced to a mere title of honour. Private initiative and private profits however were restricted only during the second stage, when employment policy was mainly concerned with the increase of output and less with the increase of outlay.

Beveridge thinks to evade this implication; he is right as far as employment policy depends on outlay. Increased spending does in no way necessitate a new economic order. It can be attained under whatever system. But as soon as employment policy insists on increased output, the State curtails the right of property as well as the individual labour contract. Industrialists as well as workers have to give up an essential portion of duly acquired rights. Private initiative is nearly excluded.

This interconnection of a "policy for wealth" with a new economic order was also omitted in the 8 articles of the "Economist" in 1944, which based employment policy on increased productivity of British industry. The author did not recognize, that improved technical equipment is only one way to lower the cost of production, and that the other way, the simplification of production and distribution by standardisation and specialisation, by concentration and controlled sale, implies necessarily a change of our economic order in favour of planning by the State.

THE SOPHISM OF SPENDING

It is the fashion to call economists "progressives" or "reactionaries" according to whether they are in favour of spending or saving. But such an accentuated antithesis is usually wrong. I admit that a "Guide of Policy in the Crisis" as published by Machlup in 1931 is misleading, when it says: "Neither increased population nor enlarged production, consumption or trade, nor any other event justifies expansion of credits; even using sight-deposits for the purpose of investments is inflation." And it is equally wrong, when Pigou and Weber charges the "excessively high wages" with the responsibility for unemployment. That is without any doubt "reactionary". But on the other hand, wealth never increased, but diminishes by spending; the only way to increased consumption is improved productivity of the establishments.

Efficiency of production never depends on spending, but on factors of technique, organisation and finally cost of production. "Wealth by spending" is an easy slogan of our times, but in no way confirmed by the facts.

The aim of economic activity, however organised, is to obtain a surplus over the invested costs. Consumption can never exceed this surplus. The method however, according to which the surplus is calculated, differs according to the economic system in force. The isolated Robinson Crusoe computes the surplus in kind: he compares the quantity of

fruits and animals he got with that he consumed within a certain period. The surplus quantum represents the profit of his primitive economy. The entrepreneur of the market-economy has a more exact measure of profit in the difference between cost of production and selling-price in terms of money. The Minister of Production in a planned economy calculates the maximum output attainable by given factors of production as manpower, machines and land. But in none of these 3 methods of surplus calculation does spending condition productivity. On the contrary, the productivity delimits the quantity of consumption.

As far as economic activity is organised by the entrepreneur, the expected profit decides whether a project of production is admissible. This calculation restricts the range of admissible production to those investments which return the result exactly to the person, who invested the capital. Secondary effects of production, by which other factories, branches or classes are enriched, have to be neglected—they don't represent a surplus of production in this calculation, because they are not transformed into profits of the investing entrepreneur. Schools, roads, hospitals for instance may increase on the whole the standard of life of population and even strengthen the productive forces in industry,—entrepreneurs' calculations cannot take into consideration such widespread and secondary results of investments, because they don't return to the capitalist but to other individuals. Consequently he will not carry out such projects, whatever may be their common utility.

As long as directly profitable investments sufficed to absorb all available man-power, there was no need to resort to indirectly profitable projects, except in cases of necessary public health, education, traffic etc. Such projects were carried out by the Government and financed by tax-revenues. But since unemployment became a permanent phenomenon, it is inevitable to enlarge production. The sector of directly profitable projects carried out by the private entrepreneur, does not suffice to absorb unemployed; consequently we have to resort to indirectly profitable projects too.

The single entrepreneur, bound to his method of profit-calculation, is unable to take into consideration such projects of only indirect profitability, which return a surplus, but not to the capitalist, but to other individuals and branches. Therefore the State has to take over this task. Beside the sector of private economic activity, comprising the directly profitable establishments, there is an ever increasing sector of public economic activity, comprising the projects of indirect profitability.

That may be illustrated by an example: A chemical factory employing 50 workers is unable to build a laboratory and to finance chemical research. The laboratory may return the cost after 10 years by a tenfold profit resulting from new discoveries: nevertheless, the owner of the factory cannot calculate for such a long period and he would even not earn the result of the inventions alone. A huge chemical trust absorbing the small factories, is more capable to build the laboratory, because as monopolist in the branch it will earn the results alone, and it has sufficient capital to carry out investments which will yield only after 10 years. The Government in a planned economy will even more encourage scientific work, because it calculates for an even longer period and the results of inventions will return by the way of taxation.

Entrepreneurs' calculations though based on the same principle of profit, arrive at quite different results according as they are made for a narrow range and a short period, or for a wide range and a longer period. The larger the enterprise, the more projects appear to be profitable and therefore admissible; the smaller the enterprise, the less projects seem to yield returns and to be therefore admissible. Imagine now the whole national production combined in one colossal trust, the results of calculation would be quite different from that actually obtained by the individual entrepreneurs: investments actually considered as a failure, would turn out to be extremely remunerative. The surplus-principle stands also in the planned economy, but the calculation of surplus changes. The range of admissible production increases and that is the space within which employment policy can be carried out.

Spending is in no way a factor in the calculation of indirect profitability of investments by the Government. The question whether an investment is admissible, is still decided by the profit of production, however no more in the narrow sense of entrepreneurs' profits, but in the sense of increased standard of life of the population. Employment policy which does not keep these limits of at least indirect profitability of investments, which spends money, regardless of the effects obtained, merely to stimulate consumption leads necessarily to inflation.

Actually there is still a large space for investments of indirect profitability in all countries, which is not yet exploited. Employment policy within this space is possible without any decline of the standard of life. There are huge projects of electrification, long distance heating, hygienic installations, traffic lines and irrigation schemes which are not

picked up by private initiative, because either they exceed the financial capacity of private capitalists or they don't return the profit directly to the investing capitalist. Permanent unemployment is partly caused by the fact that, owing to an inadequate organisation of production we did not make use of this possibility of expansion. Reinforced concentration in industry and enlarged economic activity of the Governments had already spontaneously enlarged the space of admissible production, but these efforts were rather groping than planning. The projects of indirectly profitable investments have to be examined and coordinated in a plan exactly as private entrepreneurs do with regard to directly profitable projects. The same principles underlie to the public and to the private sector of production; they differ only in the methods of calculation.

We have not yet developed perfect methods of calculating indirect profits of public investments. Road building, expenditures for education, electrification, institutes of training and research are still based on very vague estimates. The Government carrying out such projects is never sure of the final result. The profitability of a new railway line for the whole economy for instance can only be estimated by the increased revenues which farmers and merchants will have, by the increased value of adjacent land, etc.

Indirect profitability of projects is the criterion and the limit of admissible employment policy. As long as public investments keep within the range of productive works, they will succeed in increasing the standard of life of the population. Public expenditure, however, for the sake of employment only, regardless of the result, is wasted man-power and material and will lead to lowering the standard of life of population. It is not spending at any price, which guarantees the success of employment policy, but producing with the aim of higher output in the whole.

That is confirmed by the German experiment: the first stage of employment policy was dominated by the principle to employ people no matter for what purpose. Projects using the maximum man-power and the minimum material were even preferred. Sporting yards were built, walks laid out, seats pruned and trees planted. The whole scheme was based on spending as much as possible exactly as Beveridge suggests. This employment policy necessarily brought about inflationary reaction. That was why the Government was forced after 3 years of spending, to turn the steering-wheel: productivity became

the only criterion for the selection of projects to be carried out, the problem of lowest production cost was put in the foreground, and spending even reduced in order to achieve the maximum effort. Beveridge's employment-theory was obviously refuted by these facts.

REVOLUTION IN PUBLIC FINANCE

The financial side of the problem of full-employment confirms this conclusion. Fisher, Keynes, Beveridge and all the theorists of under-consumption make responsible for unemployment either shortage of money, or deficient spending. Shortage of money however is not due to an inferior quantity of circulation, but to the fact, that the invested capital did not return in time in form of profits. The gap has to be filled by reserves taken from property or income, in any case, purchasing power, otherwise consumed has to be devoted to compensate the losses in production and trade. That is the real cause of shortage of money, and not any under-consumption, deficient spending or excessive saving.

We observe this fact already in the balance of a single enterprise. The firm is the more solvent the higher the profit, and the less liquid the greater the losses. New credits don't restore the equilibrium in the balance, because when they are due, the money to repay the debt is lacking again, unless the new credits produced in the meantime proceeds to such an extent, that the actual liabilities together with the previous losses are covered. The same conditions exist in the whole economy. Losses shorten the supply of money. The gap cannot be covered by new credits, because the same difficulties will return as soon as these credits are due, unless they enabled the economy in the meantime to increase the productivity. Spending at any price as suggested by Beveridge in this situation, will certainly not produce this effect. Spending of borrowed money finally ends with inflationary symptoms, as rise in prices. Continuous borrowing implies an ever increasing deficit of uncovered liabilities. The quantity of money in circulation increases, while the total of goods no longer correspond to it. Prices begin to rise.

If, however, prices are fixed, the abundant money is accumulated at the banks and the Government must take measures to keep this money from being spent on consumption. However inflation may be managed, it involves on one or the other way "forced savings" by which the deficient productivity is covered. Such a policy of employment brings about a decrease in the standard of life of the population either by devaluation of the purchasing power of money, or by restrictions on banking accounts.

If, on the other hand, in a stage of under-employment new credits are invested in productive works from which the equivalent profits will return after a certain time, the standard of life of the population improves. The liabilities are repaid by the returns and additional profits are available for consumption. This success is not due to spending as such, no matter for what purpose, but to the increased productivity of the investments for which the money was spent. Additional investments temporarily increase the volume of circulation, but the profits yielded by this investments, absorb the abundant money. Employment policy on this way therefore does not provoke inflation.

The technique of financing such schemes may differ, as to how the indirect profits of public works are refunded to the treasury. It is essential for all investments, that the spent capital returns to the enterprise by the way of gross-profits. The invested capital has to be reduced from these gross-profits, only the remainder represents the net-profit, which is available for consumption.

Public finance is not exempt from this necessity to get back the spent capital to the treasury. Only the way differs from that of private investing. The most orthodox way is that of differentiated taxation. Extra-profits wherever occurring in connection with public works have to be seized by taxation in order to cover the initial expenditure.

The difficulty of public finance consists in the fact, that the indirect profits of public investments appear first as additional income of individuals and private enterprises. But this accretion of income is in fact no real income destined for consumption; it is gross-profit containing also the amortisation quota of the originally spent capital. The extra-revenues of the land-owner for instance in connection with the new road, and the profits of the building-company due to public orders, are marked as "undeserved income". But they should rather be called "unearned income", because they are not income in the economic sense at all. They include the amortisation quota of the invested public capital, which has to be returned to the State by the way of taxation.

The most striking example of this method to finance public expenditure, is the tax on excessive profits. This tax, born in the first world war and resumed during this war in nearly all the belligerent countries, is imposed on the accretion of income owing to war expenditure. The rate of 75 per cent of the surplus income is only justified under the assumption that excessive profits are not net income available for consumption, but gross-returns containing also the amortisation quota

of the war expenditure, which incidentally fell to the share of the private enterprise. Consequently it has to be repaid to the State by tax.

Similar tax was already the duty on the accrued value of land in 1907 in Kiautschau and in 1911 in Frankfort. The tax was imposed on land the value of which augmented in consequence of housing and town-planning by public investments such as water-supply, communication lines etc. It supposes that the increased value of land appears falsely as accretion of private property, while it represents in fact only the reflex of the capital spent in public utilities. Accordingly it has to be delivered to the State.

Under the aspect of civil law such super-taxes may seem to prejudice the right of property. But in fact they don't touch real income, but only transit-items which have to be returned to the State. Only as far as the technique of taxation is not elastic enough to hit exactly the incidents of such undeserved income they may by error touch the private capital too. The methods of returning the capital invested in public works by the way of taxation are still very imperfect and incomplete.

In any case, this way mixes up two diverse principles: the one the sanctity of property and income, appropriate to the market economy with the other, discriminating undeserved income, which belongs to the system of managed economy.

But there is still another way to seize the indirect profits of public investments to leave the gross-profits in the hands of the private entrepreneur wherever they first come into existence in form of undeserved income, but not to allow the entrepreneur to dispose of this income. This way was followed in Germany by the so-called "storing of profits." Surplus-profits exceeding 5 per cent of the share capital have to be accumulated by the enterprise and re-invested either in its own establishment, or in public securities. The abundant liquid reserves of the enterprise represent only in book-keeping a real profit, in fact they are items, i.e. amortisation quota, which have to be re-invested according to the directives of the Government. In any case they are kept away from consumption.

By this way, the undeserved gross-profits are legally recognized as private income. There is no discrimination of gross and net profits. But practically the entrepreneur is allowed to spend only the smaller part of his profits freely, while he has to re-invest the greater part. By buying public loans, he makes accessible the returned capital for the Government enabling it to continue its investment policy.

This way, to seize indirect profits by means of forced investments may have induced Beveridge to believe, that the State is able to borrow unlimitedly. But what in our example appears as borrowing, is in reality a quite different thing: maintaining the fictitious shape of loans, the Government seizes indirect profits caused by public expenditure in order to re-invest them. The "frozen reserves" of the enterprises are nothing else but the amortisation quota of capital priorly spent in public works. This amortisation quota returns to the Government by forced investments as well as by taxes on excessive profits. In the first case the entrepreneur keeps formally the title of property, but in reality he is not allowed to dispose freely of his income.

But in none of these cases is Beveridge's principle realized, that the Government is able to borrow without any limit. Neither by taxation nor by forced investments of extra-profits does the Government really borrow, it only absorbs the proceeds of increased public investments, wherever they may occur, in order to fill up the exhausted reservoir of means spent for public works. As soon as spending is no more covered by these returns, that means as soon as indirect profits of public investments transitorily earned by different private enterprises no longer are equalent to the invested capital, the policy of employment cannot be continued on the previous scale. Public expenditures have to be cut, if inflationary tendencies should be evaded.

The supreme principle of all economic activity however organized, the surplus principle has to be maintained also in employment policy. Public finance is not exempt from this fundamental basis of all economic activity. Different are however the methods to calculate the surplus, and the way to gather the returns. The total planned economy gathers direct as well as indirect profits of public investments by the central book-keeping for all establishments. Entries and payments of the single factory are administered by the bank set over the whole branch. The gross-returns don't appear as real income earned by the factory, but they are booked by the bank as amortisation quota of invested credits granted to the different factories. The net profits however can be distributed in form of higher wages within the factory concerned. The amortisation quota of the invested capital return on the direct way of central book-keeping to the Investment bank, and the net profits to be spent for consumption, are directly distributed in form of increased wages. The diversity of principles as in the case of taxation or of storing profits does not exist in this system, because private enterprises don't exist.

CONCLUSION

These are in short the principles of employment policy, free from illusion in which actually some economists lose their way. The economic heresy of spending is at present gaining ground in Great Britain, as it was earlier propagated in Germany and in U.S.A. We still remember of the American prophecies in 1925 of a "perpetual prosperity" attained by creation of credit. The result of this policy of spending was the crisis of 1929. We remember of the propaganda for "initial ignition" in 1930 which turned out to be a failure in 1936. We remember of the era of the "New Deal" which led to the set-back in 1937. Actually once more the policy of spending is propagated.

It will involve the same results. If spending were really the way to wealth, the war had enriched the nations. In fact war expenditure impoverished them.

The prepossession in favour of a policy of spending has its sociological background. Employment policy by spending, if practicable at all, does not necessitate any reorganisation of the production apparatus such as forced concentration of enterprises, strict control of cost of production, taxation on extra-profits, directives concerning production quota, rationalisation etc. That means, full-employment is attainable also in the present economic system. Since spending is the only essential factor to achieve full-employment, it may be done by anybody in whatever way. Productivity of spending is not requested, there are some social aspects which may direct expenditures to certain priorities in social welfare, but even that is of secondary importance. However progressive such a scheme of employment policy may seem to be, it is in reality conservative, i.e. it tries to preserve the actual economic system for the future.

As soon, however, as productivity is recognized as the indispensable condition of an efficient employment policy, full-employment implies far-reaching interference in the system of market-economy as proved by the German example. The free decision of the individual in economics has to be restricted, not only that of the entrepreneur, but also that of the worker choosing his job, and of the consumer, buying goods. Restrictions on the right of property, on the individual labour contract, on prices, profits, wages, investments, etc., are the inevitable concomitant of such an employment policy. Such a far-reaching revolution of the actual economic system seems to Beveridge to be undesirable.

He calls his scheme : Full-Employment in a Free Society, that means maintaining the rights of the individuals. It may be that such "undesirable implications" of an employment policy based on increased productivity deters the authors to plead in favour of it; the policy of spending on the other side is free of such undesirable implications and that is the main reason for its success. It has however the only defect, that it is not true. Hayek characterises it with these words: "While aiming at wealth, it empoverishes the nation, and while pretending Freedom, it incurs a new era of Serfdom."

Prof. DR. J. DORRSTBERGER



THE BRETTON WOODS' INTERNATIONAL FINANCE PROGRAM

Lecture delivered by MAHMOUD SALEH EL FALAKI,

*Economics Tripos Parts I and II Cambridge, Honours B.A.
and Honours M.A. Degrees, Director General, Ministry of
Finance, Assistant Government Commissioner National Bank.*

at the Société Royale d'Economie Politique,
on Friday, March 16, 1945

1. I consider myself particularly fortunate to-night to have been given the opportunity to discuss the International Finance Program set up at Bretton Woods.

By profession I handle some economic and monetary problems. But I cannot conceal the fact that in handling matters relating to Money and Finance, it is for me, more of a pleasure than of a job. Moreover I have had the privilege of representing my country at the Bretton Woods Conference. I was also very lucky to have been vice-president of one of the three main Commissions of the Conference namely Commission III.

2. The Plan set up at the International Monetary and Financial Conference which met at Bretton Woods last July, *is not a plan of academic interest.* It is a plan which has been submitted to, and is now being examined by the Governments and Legislatures of the 45 nations that participated in the Conference.

The subject is one of actuality all over the world. In fact the Plan is already before the British Parliament and the American Congress. Only eight days ago the executive Council of the Independent Bankers Association in the U.S.

representing 2,000 Banks in 40 different States have endorsed the entire Bretton Woods Finance program, for both the International Bank and the International Fund.

Every Government that participated in the Conference must communicate its decision of adherence or non adherence to the International Plan at the latest before December 31, 1945. After that date countries will forfeit their right to participate.

3. Instead of waiting till the end of this terrible war, the United Nations have decided *to prepare and set up in advance*, the monetary and financial *machinery* which will enable the world as soon as the war comes to end, to resume its work of peace and production, with more efficiency and with a better vision for Hope than before.

When the last bullet has been fired and the end is reached, and it will be reached in the not distant future, nations will be allowed to make their national programs to *fit in with a large collective program* instead of leaving every country individually to reconstruct its economy in a haphazard way and on narrow nationalistic lines.

4. I must state however that in dealing with this intricate and complex subject here to-night, I shall be labouring under very serious disadvantages; the subject matter is very large indeed, the issues are innumerable, and the scheme entails complicated technical difficulties.

5. However my object is not to summarise the provisions of the Agreement. These can be found in the Final Act of the Conference.

My object is rather to try and look into the monetary problems of the future, and to attempt to discern the new tendencies that are constantly at work in the economic sphere, and in the light of those future monetary problems and new tendencies, to point out the salient characteristics and primary objectives of the new finance program set up at Bretton Woods.

6. What I shall say to-night may therefore conveniently come under four separate headings :—

- (1) The need for international monetary machinery.
- (2) The type of international monetary machinery required.
- (3) The Bretton Woods International Finance Program.
- (4) Analytical examination and conclusion.

The Need for International Monetary Machinery

7. Before the last war all or most countries were on a gold standard. The conditions for a Gold Standard were these :—
(a) Convertibility of all forms of money into gold ; (b) Freedom of movement of gold to settle differences in the balance of payments ; (c) A close relationship between the state of the gold reserve of any one country, and the availability of money and credit in that country.

Consequently any change of money and bank credit policy in any one country, had repercussions upon all other gold standard countries.

But even under the gold standard, there were some measure of monetary management through the operation of the discount rate and by other methods. But the degree of management was relatively small.

Under the Gold Standard *exchange rates* between different countries were fixed and maintained. *Internal price levels* between countries however fluctuated, but they fluctuated *within relatively narrow limits*. The international movements of gold themselves exercised a stabilising influence over credit and prices, and set in train forces which sooner or later restored equilibrium.

Exchange stability, and a semi automatic corrective to fluctuating price levels between different countries, through gold movements, are the two characteristics of the gold standard. The real advantage of the standard was that in effect it created an international money currency without submitting the monetary policy of every country to the *decisions of an international authority*.

8. Under stress of the last war, most countries abandoned gold. Because gold the common link had gone, exchange rates became widely fluctuating in response to fluctuating internal price levels in each country. The corrective for a rise in the internal price level, through a liberal credit policy in any one country, was no longer the export of gold as under the gold standard, but a depreciation of the exchange rate. Thus the conditions after the last war were characterised by *widely fluctuating exchanges* and *widely fluctuating internal price levels*.

Great Britain resumed the gold standard in 1925 and then abandoned it in 1931. All countries one by one left gold after paying a heavy price.

9. The failure of the new gold standard after 1931 led to the mechanism of the Exchange Equalisation Funds. At the the same time Axis Powers introduced complete Control over

Finance and Trade. Their economic systems were subservient to, and dominated by their military requirements. Blocked balances, bilateral trade agreements, special clearing arrangements, discriminatory exchange practices — all these were features of the economic régime of some countries and more especially of the Axis Powers in the years preceding this world war. Countries pursued policies that have had the effect of intensifying international depression, and spreading it from country to country through narrow nationalistic economic policies, designed to secure recovery of one country at the cost of depression in other countries. The result was reduced world trade with its repercussions on employment.

10. Monetary systems are merely instruments serving to facilitate the production and exchange of goods, at home and abroad.

The real importance of a monetary system however, lies in the kind of setting that it provides, for the real economic forces, which must work within it.

After the experience of modern times, no one doubts that a *new setting* is required.

The conclusion at this stage therefore points to the need, and to the pressing need, for creating international monetary machinery of a *permanent* nature.

The Type of International Monetary Machinery required

11. At the end of this war the world will be confronted with the problem of rehabilitating its monetary systems and thereby bringing order out of the monetary chaos which the war has created.

It is premature to predict the exact form and size of the post-war monetary problems. But learning from the bitter lessons of the past, there is little doubt about the fact that after this war the world will be confronted with three main monetary tasks:—

First.—To prevent widely fluctuating exchange rates.

Second.—To prevent the collapse of monetary systems.

Third.—To facilitate the restoration and expansion of international trade.

12. *As regards the first task:* It is recognised that widely fluctuating exchange rates involve several disadvantages. They introduce an extremely unstable element into foreign trade with consequent repercussions on employment. Such fluctuations create an element of risk, which tends to discourage international trade, or adds to the cost of trading.

Further, exchange fluctuations involve constant shifts from production for the home market and production for export. Such shifts create frictional unemployment and are exceedingly costly and disturbing.

The relative expansion of trade in the Sterling Area until the beginning of this war, though due to other circumstances, may be attributed in part to the fact that this Group formed a wide area of mutually fixed exchange rates, and that trade between the member countries was not hampered by the risk of exchange fluctuation.

Monetary policy should therefore aim at *exchange stability* because it is essential after the war, not only for the revival of international trade but also for domestic stability as well. But exchange stability has now come to mean something totally different from what it meant before.

Exchange stability no longer means *exchange rigidity* as provided under the gold standard, with enforced deflation and unemployment in its trail.

The new conception of stability is that it is not an end in itself, but a means of promoting trade, and through trade a high level of employment and real income. *Insistence on stable rates of exchanges irrespective of the effects of those rates on employment and income, will mean losing sight of this objective.*

Let us review the past. After the last war, huge errors were committed in this respect. Initial exchange rates of different countries emerged in piecemeal and haphazard fashion, and contained many elements of strain — notably an over-valued pound, and an undervalued franc. This strain could have been easily removed by appropriate adjustments with advantage to the whole world.

When the structure broke up in the thirties, new disparities arose through the reluctance and unwillingness of certain countries — Germany in particular — to make adjustments that would have removed the need to Exchange Controls, Import Quotas, and other restrictions, which were required to maintain the currencies in question far above their economic level, and which constituted so formidable a hindrance to the revival of international trade.

13. *The second task is to prevent the collapse of monetary systems.* The breakdown of monetary machinery entails very heavy sacrifices. The monetary lessons of the past have been paid for very heavily.

We all know that, in the long run for every country separately, exports (both visible and invisible) must pay for imports (also both visible and invisible).

For the short turn, however, disequilibrium in the balance of payments of countries often happens, and this disequilibrium manifests itself either in *surpluses* or in *deficits* in the balance of payments.

(a) The gold standard provided exchange stability nay rigidity of exchange rates, but only at the price of interfering directly with domestic economic policies. Disequilibrium is corrected by the manipulations of the supply of internal credit. In order to correct a deficit, a country under gold must deflate, in other words must resort to drastic measures entailing a curtailment of production and employment, and with that a reduced world trade.

(b) Under a free paper managed currency, disequilibrium is corrected not by the manipulation of internal credit as under gold, but either by wide variations in the exchange rates, or by the imposition of exchange restrictions. Both of these two ways lead to violent instability, create unnecessary risks, affect production and employment and finally impose insuperable obstacles in the way of international trade.

Monetary policy should be directed *towards providing countries with foreign exchange resources or loans* over reasonably short periods of time, to give them an opportunity to correct balance of payments maladjustments, without the breakdown of their monetary machinery, and without compelling such countries to adopt drastic measures to correct such disequilibria.

14. So far I have dealt with the first two major monetary tasks of the future, namely to prevent widely fluctuating exchange rates, and to avoid the collapse of monetary systems. Now I shall turn to the *third major task*; namely to *facilitate the restoration and expansion of international trade*.

There are *several methods* that should be devised for the revival and expansion of international trade.

I have already dealt with *two methods* necessary for the revival and expansion of world trade, namely (1) the provision for a *reasonably stable* standard of international exchange to which all countries can adhere without sacrificing the freedom of action necessary to meet their internal economic problems, and (2) the provision of short term foreign exchange resources to allow countries to correct balance of payment maladjustments without recourse to drastic measures for the correction of such disequilibrium.

The third method required in conjunction with the first two, is the *provision of long term funds* (as contradistinguished from short term funds required to correct temporary balance of payments maladjustments) to be made available at reasonable rates of interest, to countries whose economies have been destroyed by the war, and also to those whose economic potentialities have not been fully developed.

Belligerent countries must restore their shattered economies and produce in order to be able to buy from abroad, semi-developed countries must be allowed to increase their productive capacity, in order to increase their ability to buy from abroad.

The fourth method consists in the *cessation of economic warfare among nations*.

International trade cannot be revived and expanded if the present military warfare which is still raging will be followed in the future by economic warfare. In the post-war world, economic warfare must cease.

As Dr. White has ably said: "Unrestrained economic warfare, if allowed to continue in the future, will again disrupt production and employment, by destroying international trade and injuring national markets. It will undermine one of the foundations of a secure Peace."

THE TWO MONETARY PLANS

15. This brings me to the two monetary Plans for the post-war world, namely the Keynes and White Plans.

Exploratory studies were initiated over two years ago in the British and American Treasuries. As has happened so often in the history of ideas, a brilliant concept was developed simultaneously and independently in different parts of the world.

The Clearing Union proposal which will always remain associated with the great name of Lord Keynes was published in the United Kingdom in April 1943.

The original American plan for the Unitas scheme which was the work of Dr. White and his collaborators was published in United States at the same date (April 1943).

It would be too long here with the limited time available to examine the Keynes and White monetary plans. In less than a year ago, and in this same place, Mr. Minot has delivered an analytical survey of the currency plans and in particular the Keynes plan.

In October of the same year (1943) the U.S. Treasury announced as a supplement to its currency proposals, a tentative plan for a United Nations Bank for Reconstruction and Development.

During the winter of 1943/44 continuing conferences between the technical experts of 33 governments agreed upon certain principles. These principles were embodied in recommendations, which were published in April 1944 in the form of a "Joint Statement of Experts" embodying principles governing the setting up of an International Monetary Fund.

The Keynes and White Plans were discussed and discarded as entities by the Experts, though many of their ideas were preserved in the "Joint Statement" in a modified form. Various governments also made suggestions which were incorporated in the Joint Statement. Thus the plan embodied in the Joint Statement cannot be attributed to any one nation, but is really an international affair.

16. The Joint Statement of Experts and the tentative plan for a world Bank formed the basis of the work of the Bretton Woods Conference just as the Dunbarton Oaks plan will be the basis of the San Francisco Conference.

This brings me to the work of the Conference.

Bretton Woods International Finance Program

17. The Bretton Woods Conference has considered matters of international money and finance, which are important to Peace and Prosperity.

The Conference has agreed on the problems needing attention, on the measures which should be taken, and on the forms of international monetary co-operation which are required.

The agreements reached are unparalleled in the history of international relations. They are embodied in the Final Act of the Conference.

As Lord Keynes has said, at the closing plenary session:

"We, the delegates of this Conference, have been trying to accomplish something very difficult to accomplish. We have not been trying, each one to please himself, and to find the solution most acceptable, in our own particular situation. That would have been easy. It has been our task to find a common measure, a common standard, a common rule applicable to all, and not irksome to any."

"We have been operating moreover, in a field of great intellectual and technical difficulty. We have had to perform at one and the same time the tasks appropriate to the economist, to the financier, to the politician, to the journalist, to the propagandist, to the lawyer, to the statesman, even, I think, to the prophet and to the soothsayer. And I make bold to say, that we have been successful. International conferences have not a good record. I am certain that no similar conference within memory has achieved such a bulk of lucid, solid construction. It has been teamwork, teamwork such as I have seldom experienced."

18. The international finance program set up at Bretton Woods consists of the creation of two international institutions:—

- (1) The International Monetary Fund; and
- (2) The International Bank of Reconstruction and Development.

Both institutions are complementary to one another. The Fund supplies *short term international funds* to meet

temporary maladjustments in the balance of payments of countries, and the Bank supplies *long term international funds* for reconstruction and development.

19. The chief function of the International Bank is to guarantee private loans made through the usual investment channels. It would make loans *only* when these could not be floated through the normal channels at reasonable rates of interest. The Bank would by no means therefore restrict the investment sphere in which bankers would engage. On the contrary it would greatly expand their sphere by enlarging the volume of international investment, and would act as an anormously effective stabiliser and guarantor of loans which they might make.

Programs of reconstruction and development will speed economic progress everywhere, will aid political stability and will foster peace. The Conference has agreed on the powers and resources which the Bank must have, and on the obligations which member countries must assume.

Owing to the limited time allotted, I will deal only with one of the two international institutions set up at Bretton Woods, namely the International Monetary Fund.

20. Perhaps the essentials of the Monetary Fund are:—

(1) The defining of the currency of every country in terms of gold; (2) the acceptance of every country to keep its currency within 10 per cent of the determined value; (3) the undertaking of every country to refrain from restrictions in transactions in its currency; (4) and if found necessary to permit every country to change the value of its money after consultation. But perhaps the real characteristic feature of

the Fund proposal is *its flexibility*. In general the Fund does not depend on quasi-automatic provisions for its effectiveness. Instead, the Board of Governors is commonly given authority to adjust the policies of the Fund to the conditions prevailing in particular cases, acting within broad provisions intended to safeguard the resources of the Fund and the interests of member countries.

Automatic devices are unreliable guides to policy in troubled times, especially during the transition period. What is needed is not a series of automatic signals to replace the discarded ones of the past. On monetary problems, there can be no automatic substitute for a rational policy implemented with flexible powers.

The International Monetary Fund as set up at Bretton Woods is in a sense an International Agency for the purchase and sale of foreign exchange for the purpose of stabilising currencies.

The Fund, which in another sense, is an international version of the Equalisation Funds that supplanted the Gold Standard, sets out to provide an international monetary mechanism, free from the weaknesses of the Gold Standard yet providing a high degree of exchange stability. It is not a clearing scheme *for all exchange transactions*.

Dealings between the Fund and member countries can take place *only* through the Treasuries, Central Banks, Stabilisation Funds and similar fiscal agencies.

Ordinary transactions in exchange by nationals of members will continue to be effected through the usual channels. Only when a shortage of foreign currencies develops, will the market come to the central authorities, which in turn will apply to the Fund

In other words, members will normally apply to the Fund, *only* when they cannot exchange their currency for the currency of another country, at the agreed par rate in their day to day exchange operations, on current account. This in fact is a point at which there would be a tendency, under the gold standard, for gold to leave the country, or alternatively under a system of freely fluctuating exchange rates for depreciation to take place in the exchange rate of that country, assuming that there were no offsetting capital movements.

The Introductory Article of the International Monetary Fund Agreement lists six purposes which shall guide the Fund in all its decisions.

The Fund is charged with the responsibility of (1) promoting international monetary co-operation; (2) of facilitating the expansion and balanced growth of international trade; (3) of promoting exchange stability, and maintaining orderly exchange arrangements; (4) of assisting in the establishment of a multilateral system of payments in respect to current transactions; (5) of giving confidence to member countries by making the Fund's resources available to them, thus providing them with an opportunity to correct maladjustments in their balance of payments and (6) of shortening the duration and lessening the degree of disequilibrium in the international balance of payments of member nations.

21. *Purpose I* reads: "To promote international monetary co-operation through a permanent institution which provides the machinery for consultation and collaboration on international monetary problems."

The Fund thus establishes an International Agency which would be used for the solution of monetary problems.

The importance of such an institution can never be over-estimated. There is no doubt now about the fact that international monetary problems can no longer be solved by occasional co-operation improvised among a few great countries to meet a threatened disaster.

Monetary difficulties can be met only by continuous co-operation, to prevent them if possible, to remedy them when necessary.

Whenever a collapse appeared to be threatening, countries must consult and confer with the Fund and decide upon preventive or corrective measures.

22. *Purpose II* reads: "To facilitate the expansion and balanced growth of international trade, and to contribute thereby to the promotion and maintenance of high levels of employment and real income and to the development of the productive resources of all members as primary objectives of economic policy."

Note this: the growth of foreign trade should be a *balanced growth*, that is to say not an unconditional growth.

The fundamental objective of all new economic policy is full production and full employment as is possible in each country. This is the only practical way of improving the standards of living of the peoples.

The promotion and maintenance of a high level of employment and income in each country as primary objectives of economic policy, constitute a serious departure from old established ideas in the economic sphere.

The world will never again accept a system which will subordinate internal credit policy, and consequently *internal employment*, to rigidity of foreign exchanges.

But this fundamental objective of full production and full employment as possible, can only be attained, unless there is the fullest international trade among nations, based on the interest of all.

International trade affects directly not only those who are engaged in it, but also those who produce goods, a considerable part of which finds its way into world trade.

It is therefore a matter that concerns not merely a relatively small proportion of some countries' population, but one that directly concerns the great majority of all peoples.

23. Purpose III states: "To *promote* exchange stability, to maintain *orderly* exchange arrangements among members, and to avoid competitive exchange depreciation."

Note here the text. To *promote* not *maintain* exchange stability.

There are certain fundamental concepts in respect to exchange rates that have been agreed upon from the start by the Conference: (a) it is not desirable to alter exchange rates unnecessarily, or when there are other satisfactory means of restoring equilibrium; (b) it is not possible to support indefinitely an exchange rate that does not reflect a country's international economic position; (c) an alteration of the exchange rate affects the economic life of other countries, and should therefore be undertaken only after consultation with other countries and (d) the interest of a country in its own exchange is paramount, and no change in the exchange rate for a currency should be made except with the consent of that country.

The agreement *re-establishes international currencies on a gold basis*, but eliminates or moderates at the same time, the disturbing rigidities which characterised the gold standard.

The par value of the currency of each country shall be expressed in terms of *gold as a common denominator*, or in terms of U.S. Dollars of the weight and fineness as on July 1, 1944.

In other words, the initial rates of exchange of the currencies of all member countries are to be established by defining the parity of each currency in terms of gold or U.S. Dollars.

All transactions between the Fund and member countries, and all transactions between the member countries themselves, will be at rates of exchange within an agreed percentage of parity.

The range from parity is fixed at 1 per cent in the case of spot transactions, but in the case of other transactions, the range is determined by a margin (which exceeds the margin for spot) to be considered by the Fund as reasonable.

These margins limit the maximum and minimum rates of exchange, and correspond to the old points under the gold standard.

As regards transactions in gold, the Fund shall prescribe a margin above and below par for transactions in gold by members; and no member shall buy gold at a price above par value plus the prescribed margin, or sell gold at a price below par minus the prescribed margin.

In substance therefore a member undertakes to maintain, if necessary by freely buying and selling gold, the established rate of exchange between its currency and foreign currencies,

except as methods for orderly and necessary changes in the rates are provided for by the agreement. But there is no explicit obligation on the part of member countries to buy all gold offered for them at a fixed price.

24. As regards such changes in exchange rates, adequate provision has been made for changing rates of exchange which prove to be unsatisfactory to the member country. Initial par values of the currencies of member countries shall be fixed by agreement between the member countries and the Fund, before the latter can begin operation in accordance with an agreed procedure. But once the initial parity of a member country's currency is established in terms of gold, it cannot be changed except after consultation with or approval by the Fund. Thus the Fund limits the right of member countries to change their exchange rates without going through certain procedure. *But it does not debar such changes.*

Obviously however a greater degree of stability of exchange rates is not an end in itself. It would be a complete inversion of objectives if a high level of business activity were to be sacrificed in order to maintain any given structure of exchange rates.

Countries adhering to the Fund undertake not to propose changes in exchange rates unless they consider them appropriate to the correction of a *fundamental disequilibrium* in their balance of payments.

However provisions are made that during the transition period, in view of the extreme uncertainties that must prevail after the war comes to an end, many adjustments must necessarily be made, and it is provided that the Fund in deciding

on its attitude to any proposals for changes in exchange rates presented by members, shall give the member country the benefit of any reasonable doubt.

The Fund has also provisions that add further flexibility to the system it establishes. It authorises a country to make a 10 per cent change in its exchange rate *without* obtaining the concurrence of the Fund. However, even in that case, the country is required to consult with the Fund, and to act in accordance with its purposes, so that such changes will not be an arbitrary or competitive devaluation.

Further, the agreement provides that countries which after having made a 10 per cent change, found themselves under the necessity of making another change without delay may request the Fund's concurrence in such a change and a reply must be given within 72 hours.

Other changes can be obtained with the Fund's concurrence and there are no prescribed limitations on such *authorised* changes.

Furthermore, in order to protect the economies of a country from any untoward influences resulting from excessive rigidity of the rate, there is an explicit provision that the Fund shall not reject a requested change that is necessary to restore equilibrium, on the ground that it does not approve of the domestic, social or political policies of the member country proposing the change.

These provisions are not a substantive limitation on what the Fund is expected to do, but a re-assurance to the countries that these vital matters were kept in mind by the framers of the Agreement, and that the member countries autonomy in domestic affairs is not threatened.

There is also a special proviso whereby the Fund by a majority of the total voting power plus the approval of each country having 10 per cent or more of the quotas, may decide to make uniform proportionate changes in the par values of the currencies of all members.

Such a uniform change in the par value would result in *no change* in the world pattern of exchanges, but the result would be that *the values of currencies in gold would change*, but values in terms of other currencies would remain the same.

These adjustments of exchange rates should not involve a breakdown of established machinery as they did under the gold standard, because a change of the exchange rate would be permitted when it became really necessary, i.e. when it is required to correct a fundamental disequilibrium.

Moreover the supervision by the Fund of changes in exchange rates should eliminate the possibility of competitive exchange depreciation.

25. Purpose IV stipulates: "To assist in the establishment of a multilateral system of payments in respect of current transactions between members and in the elimination of foreign exchange restrictions which hamper the growth of world trade."

This means that member countries are not to engage in discriminatory currency arrangements or multiple currency practices.

Exchange restrictions should not be imposed on *current transactions*. There are however exceptions: First, during the transitional period and Second, in the case of a scarce currency.

During the transitional period, there are special arrangements by which members may maintain restrictions on payments and transfers from current international transactions.

Starting three years after the Fund begins operation, the Fund must issue an Annual Report on the restrictions still in force under these transitional arrangements. But after five years, the Fund has power to refuse the use of its resources to, or require the withdrawal of a member which is not eliminating its restrictions as rapidly as the Fund believes this should be done.

The conclusion here is that membership of the Fund does not involve the acceptance of multilateralism in trade, but only in monetary matters.

Secondly exchange restrictions may be imposed even in respect of current account transactions in connection with currencies to be declared scarce by the Fund. The issue about scarce currencies is too complicated and would be too long to enter into here.

As regards payments that constitute *capital transfers* (not on current account) members are empowered to maintain exchange restrictions.

The Fund's resources are not intended to be used for large capital investments.

But this does not mean that any country should be prevented from using its resources of gold and foreign exchange

as distinct from the Fund's resources, in meeting large capital outflows. Nor does this prevent the use of the resources of the Fund for capital transactions of reasonable amount required for the expansion of exports or in the ordinary course of trade.

26. I will deal with *Purpose V* and *Purpose VI* together: "To give confidence to member countries by making the Fund's resources available to them under adequate safeguards, thus providing them with opportunity to correct maladjustments in their balance of payments without resorting to measures destructive of national or international prosperity."

Purpose VI comes as a consequence of *Purpose V*: "In accordance with the above, to shorten the duration and lessen the degree of disequilibrium in the international balances of payments of members."

In order to understand *purpose V* or *VI* we must first examine the question of quotas.

Each nation at Bretton Woods was assigned a quota in the Fund. These varied from half a million dollars in the case of Liberia and Panama to 2½ billion dollars in the case of U.S., 1·3 billion for U.K. and 1·2 billion for U.S.S.R. Total quotas came to 8·8 billion dollars.

Quotas serve several different purposes: (First) they determine the voice and responsibility of a member nation in the management of the Fund; (Second) they determine a country's contribution to the Fund's assets and (Third) they determine a country's right to the credit facilities of the Fund. The Keynes Plan would have fixed the quota of each country on the basis of its share of world trade in

the three years 1936 to 1938. The White Plan used a formula which included the foreign trade features and added each nation's holdings of gold.

Because quotas determine access to the benefits of the Fund, some of the nations pressed for larger quotas, and each country's proposed formula naturally tended to place it in a favourable position relative to some others. In view of the multiple functions of the Quota, the formula devised at the Conference took into account the following criteria : (a) ability of the country to subscribe resources of the Fund ; (b) the need of a country for use of the resources of the Fund and (c) the economic significance of a country.

Ability is best indicated by the size of a country's national income and of its holdings of gold and of gold convertible exchange. The need of a country for the resources of the Fund, is best indicated by the magnitude of the fluctuation in its balance of payments. Economic significance is gauged by national output, foreign investments and economic strength.

A formula was evolved based on the above principles for all countries.

2 per cent of the National Income of 1939 ; 5 per cent of the holdings of gold and gold convertible exchange as on January 1944 ; 10 per cent of average annual imports 1934-1938 ; 10 per cent of maximum variation in amount of exports 1934-1938.

Quotas for all countries were drawn up on the basis of the above formula and were submitted to the Conference for consideration. For political reasons however special concessions were made for certain countries, and adjustments of inequitable quotas were made in a special quota committee.

This was the case in the determination of the Russian quota which was increased appreciably during the Conference.

The Egyptian Delegation fought hard in the special quota committee and managed to raise Egypt's quota from 40 to 45 millions.

27. Each member is to pay its subscription in full on or before the date it becomes eligible to buy currencies from the Fund.

The quota considered as a country's *subscription* is to consist in small part in gold, in a large part in the local currency of the member country. The gold portion of the subscription is to consist of either 25 per cent of the quota or 10 per cent of the member's official holdings of gold and U.S. dollars whichever is the smaller. The local currency portion of the subscription after gold will in most cases consist of deposit credits on the books of the Central Bank in each member country instead of currency. However in lieu of these deposit credits, the Fund would accept a special kind of bills to be issued for the purpose by the Governments of the member countries. These bills will be non-negotiable, non interest-bearing, and payable at their par value by a credit to the deposit account of the Fund at the Central Bank of the member country.

Thus the major part of the currency subscription of member countries shall be paid in the form of special government obligations, *instead of being paid in local currency*, but these obligations however are instantly available as currency, if and when that might be necessary, i.e. when a foreign demand develops for them.

Thus the Fund is allowed to acquire non-interest bearing government securities redeemable at par in part payment of the initial subscription. This would avoid the appearance of inflation or illiquidity of the Central Bank which might mistakenly be inferred from the sudden increase of its deposit liabilities.

28. Now in respect of the extent to which countries can avail themselves of the credit facilities of the Fund.

Each member country is permitted to buy foreign currencies, in an annual amount not to exceed 25 per cent of its quota, and to continue to do so yearly until the Fund's holdings of its currency are equal to 200 per cent of its quota.

In other words the aggregate amount of foreign currencies which a member nation may buy from the Fund in exchange for its own local currency is equal to the total of its gold contribution plus its quota.

Take an example. Egypt's quota had been fixed in the Final Act at \$ 45 millions. What would be the extent of our credit facilities from the Fund. Our subscription will be 33.75 million dollars in the form of non-interest bearing, *e.g.* Government obligations and 11½ million dollars in the form of gold. We will be able to draw from the Fund in exchange for this, 66½ millions in dollars or the equivalent of that amount in any other foreign currency. In other words an amount equal to our quota plus our gold contribution. But this is not all. This particular process would continue for five years until the Fund's holdings of Egyptian currency is equal to 200 per cent of our quota.

While however the *normal* amount of local currency which the Fund is permitted to hold is 200 per cent of the quota of that member country, the Fund is *not rigidly limited* to this amount. The Fund may sell foreign exchange for additional local currency, even when its holdings exceed the prescribed limits, if the Board of Directors approves the sale and the member country is taking satisfactory measures to correct the disequilibrium or to reduce the excess local currency holdings of the Fund.

In this connection the Fund will prescribe the terms and conditions under which it will permit this, and it may require the deposit of collateral as one of the conditions.

Equally important is the fact that the resources of the Fund are also not rigidly determined by the aggregate quotas of all members. There are flexible provisions for increasing the resources of the Fund as needed. No limitations are placed on the Fund's ability to obtain resources through borrowing scarce currencies from member countries on terms agreed between the countries and the Fund.

There will be an expansion of quotas periodically as national income rises, as the stock of monetary gold increases and as the volume of international trade grows. With the expansion of quotas the resources of the Fund and the ability of member countries to purchase foreign exchange will be increased correspondingly.

29. This brings me to the explanation of purpose V and VI. The National quotas, under the Fund *supply a substantial breathing space, in which short term maladjustments in the balance of payments, can have free play without necessitating*

any changes in exchange rates (as under a free paper currency) or changes in the supply of internal credit (as under the gold standard) with their injurious effects on production and domestic employment.

Countries are thus protected from feeling the pressures arising out of deficitary trade balances — in a way that leads to disruption, measures of restrictions, limitations on trade and the like.

The Fund therefore provides the necessary foreign exchange to maintain imports, while more fundamental adjustments are being made. Similarly in the case of countries with a surplus on income account, the operations of the Fund will enable them to maintain temporarily their exports while adjustments are being made instead of being forced to undertake an immediate reduction in exports with the resulting adverse effect on domestic employment. To this extent in dealing with disequilibria whatever their cause, the Fund is more stable than a system of freely fluctuating exchange rates and less rigid than the gold standard. But after a reasonable time, a member country is expected to cease to be dependent entirely on the Fund.

30. So much for *temporary* deficits and surpluses. In dealing with *chronic deficits* and *chronic surpluses* however, the Fund's provisions are different.

Under the Fund arrangement, a chronic surplus (except so long as offset by new and adequate long term foreign lending) would cause the country's currency to become scarce.

The Fund would under the circumstances declare the currency to be scarce, and will make recommendations for its

equitable rationing among members. It should also investigate the causes of the scarcity and advise how it may be brought to an end. A decision of the Fund to ration a scarce currency will serve as authorisation to member countries, after they have consulted with the Fund, temporarily to impose limitations on the freedom of exchange operations in the scarce currency. On the other hand a *chronic* deficit however (except so long as offset by new and adequate long term foreign borrowing) would have the reverse effect, and the country would soon be prevented, by the operation of its quota, from buying further supplies from other countries. In dealing with a chronic deficit the Fund eschews the deflationary effects of the gold standard, and provides for an *orderly reduction* in the par value of a member's currency.

MANAGEMENT OF THE FUND

31. The powers of the Fund are vested in a Board of Governors consisting of one Governor and one Alternate appointed by each member country for a five year term. The Board of Governors is permitted to delegate to Executive Directors, all but specified powers. The Executive Directors shall undertake the general operations of the Fund.

There will be not less than twelve Executive Directors, five appointed by the five members having the largest quotas, which at the outset will be the United States, the United Kingdom, U.S.S.R., China and France; two elected by the Latin American Republics, and five elected by the remaining members.

The procedure by which the five Directors are to be chosen is designed to see that each member will have a voice appropriate to its quota in the election of at least one director.

The principal office of the Fund will be in the United States since this country will have the largest quota.

The voting power of member countries is determined by giving each country 250 votes plus one additional vote for each part of its quota equivalent to 100,000 dollars.

	Number of votes	Percentage of total votes
		%
U.S.A.	27,750	28
U.K.	13,250	13.4
U.S.S.R.	12,250	12.4
China	5,750	5.8
France... ..	4,750	9.8
India	4,250	4.3

Egypt will have 700 votes in other words 0.77% of total votes. According to their aggregate quotas, the Latin American countries were not entitled to have two executive directors. However the Conference decided to allot two seats to them on a purely regional principal. The matter was fought hard in the Conference by the Latin American Republics and the motion to that effect (Alternative J of the Cuban Delegation) which was proposed by the Cuban Delegation was carried by only a small majority. This principle recognised Latin America as an economic unit and allotted it two seats on the strength of that recognition. We stated that as the principle of grouping together countries into economic areas for the purpose of allotting seats has been admitted by the Conference, the Egyptian Delegation would like to see the extension of that principle by granting one seat to Middle East countries. We submitted a motion (Alternative E of the Egyptian Delegation) to that effect. The motion was seconded by Iran and Iraq.

The following is my statement in this connection before Committee 3 of Commission 1 on July 13, 1944:—

32. "Mr. Chairman, may I be allowed just to say a few words in connection with Alternative J presented by the Cuban Delegation."

"We have no quarrel with that proposal. In fact we view it favourably. The grouping together of countries into economic areas or units for the purpose of allotting seats appears to be a sound principle. It seems to be the principle which has inspired Alternative J. This Alternative recognized Latin America as an economic unit and allotted it two seats on the strength of that recognition."

"But we would only like to point out that the proper application of the principal underlying Alternative J must necessarily entail its extension to all economic areas — not Latin America alone."

"This would eliminate the inconsistencies that would arise from applying the principle exclusively to Latin America. In its present form, it is difficult to believe that the proposal does not discriminate against countries other than Latin America and the Big Five."

"We are prepared to back the Latin American proposal — in fact we support it, but we should like to *see the principle consistently applied*."

"In the revised motion of the Egyptian Delegation — there we claim, and claim rightly, that the Middle East, which is undoubtedly and unquestionably an economic unit, should on this ground be allotted at least one seat."

"A Financial Conference for Middle East countries was held in Cairo last April. The United Kingdom and the United States of America were represented. This is an instance where full recognition was provided for an economic grouping which for purposes of trade, money and exchange you cannot very well afford to ignore."

33. The Egyptian Delegation fought very hard and entertained close contacts with several delegations to show the fairness of the case. The matter was then put to vote but defeated.

OUR RELATION WITH STERLING

34. Let us see how will the Fund Agreement affect our customary relationship with Sterling.

We are linked to Sterling. We are on a Sterling Standard and our currency is redeemable in Sterling. Under present conditions any fluctuation in the external value of sterling i.e. in its exchange rate with other currencies, will lead *pari passu* to a corresponding change in the external value of our currency i.e. in our exchange rate with other currencies.

It was erroneously thought that this link between Sterling and the Egyptian pound is due to the fact that our currency is mainly covered by sterling assets — British Treasury Bills. This alone is not sufficient for the link. Our link is not only due to the fact that British Treasury Bills constitute the major cover of our banknote issue, but also because the National Bank undertakes to buy and sell sterling at par in either direction with practically no charge for the transfer. Further since the war, Egypt has instituted Exchange Controls on the lines of those on sterling, and thereby continued to remain a member of the Sterling Area.

The question now arises, what will be our relation to sterling when we become members of the Fund.

The practice followed by many countries of maintaining close relationships between their currencies and either Sterling or the Dollar was helpful in maintaining a degree of *exchange stability* than would otherwise be possible, and in promoting trade within such groups.

Countries whose currencies have been linked to Sterling or the Dollar can continue, if they wish, their customary relationship and at the same time be members of the Fund. For example if they are within the Sterling Area they may by law define their currencies in terms of sterling, they may hold their monetary reserves in the form of sterling, they may make their currencies redeemable in sterling. The same applies to countries tied to the dollar.

Thus the mere fact that countries tied to sterling or the dollar, become members of the Fund, will not compel such countries to terminate or alter the prevailing relationship between their currencies with sterling or the dollar if they wished to maintain the link.

When the initial gold parties of their currencies are determined, it is expected that in most instances, the Fund will use parities based on exchange rates prevailing at the time the Fund is established.

Unless such rates are clearly inappropriate there will be no reason to disturb the existing rates between such currencies and sterling or the dollar. But under the proposed régime there is one important difference. The only occasion when a country, as a member of the Fund would not retain the customary relationship of its currency to sterling or the dollar will be when the parity for sterling or the dollar alters in the future.

When such a change takes place, countries tied to sterling or the dollar, will not follow suit i.e. will not alter their parities with the currencies of other countries correspondingly.

First, such countries must themselves accept the change of their parity, because no country's exchange rate can be altered without its own consent. Second, even if they find it in their interest to alter their exchange rate correspondingly, they must obtain the prior approval of the Fund which will not approve the change unless it is necessary to correct a fundamental disequilibrium in the country's balance of payments.

The proposed régime will thus be a great improvement on the present system, because given our present relationship with sterling, any change in the value of sterling in the future, will necessarily affect the value of the Egyptian pound.

Analytical Examination and Conclusion

35. This brings me to the last heading — namely analytical examination and conclusion. Before 1914 and still more after 1923, nearly anyone rated a monetary system as Good or Bad in proportion to its effectiveness, in checking Inflation rather than in preventing Deflation. Because of repeated Inflations in the past, there was a keen awareness of the necessity of some pressure on public authorities to keep governmental expenditures in line with governmental revenue and on bankers and businessmen to keep expenditures for imports in line with the volume of goods and services which the country was able to export.

The gold standard was valued as a good device for doing this — that is *preventing inflation*. There was little criticism however of its failure to provide comparable *protection against deflation*.

To-day the psychological situation in the world is entirely different. The disastrous experience of all nations with unemployment and shrinking production in the thirties, is associated in everybody's mind with the accumulation of excessive reserves of gold and other forms of currency.

The gold standard fulfilled the ambitions of a world that was primarily interested in safeguarding against inflation. It does not appeal to a world that is dominated by the recollection of a long era of world-wide depression.

The new International Fund would have the same responsibility *in relation to world-wide monetary and credit stability*, that central banks and stabilisation funds have had in relation to the banking and monetary systems of their respective countries. It resembles the gold standard in that it would subordinate domestic to international considerations. On the other hand it would be more flexible than the gold standard, permitting readier adaptation of policy to fluctuations in employment, abnormal capital investments, panics, and other extraordinary developments.

It would also permit the adoption for the world as a whole of newer criteria of stability, such as the movements of price levels, but without abandonment of the criterion of exchange stability.

The monetary system of the world under the Bretton Woods Agreement will be hybrid, intermediate between the gold standard and a series of nationally managed free currencies. It would be like the gold standard in restricting the discretion of the managers of the national currency system, and also in emphasizing international exchange stability. This is because no country would be free to alter the exchange

ratio of its currency against other currencies without regard to the interests and ideas of the other countries concerned.

It would be like the free currency systems of the late thirties, in that credit operations rather than gold shipments would be relied on to protect the stability of the exchanges.

All currencies would be managed currencies, but the responsibility of management would be transferred in part to an International Agency.

The adjustment of a country's credit position to its international position remains in the first instance, the responsibility of its central bank, or Exchange Stabilisation Fund or Treasury. But the managers of the new International Fund are also given a considerable degree of control over the policies of member countries.

Under a form of gold standard of the old type, changes in the credit situation in any one important country would be transmitted automatically to other gold standard countries.

Under the gold standard of the late twenties and that of the late thirties, the response of an international currency system to influences transmitted to it from without, were subject to discretionary control.

Under the Bretton Woods Agreement there is discretionary management at both the national and international levels, but the national currency managers are expected to follow the leadership of the international managers.

Thus the new system proposed would be like the gold standard in its internationalism, but like the free paper currencies and the managed gold currencies in being subject to planned control.

36. *The place of gold* would be somewhat anomalous.

The agreement re-establishes international currencies on a gold basis — but at the same time eliminates or moderates the disturbing rigidities which characterised the gold standard.

Gold will retain its role as an instrument for settling international differences in the balance of payments between countries. It will also retain its function of being a *common denominator* to all currencies and will therefore promote exchange stability in the new sense. But it will *abandon its principal role of regulating the total amount of currency and credit available in any one country*, in other words it will abandon its former role of determining the level of internal prices. As a consequence, *there is no obligation on the part of any country to redeem its local currency in gold*.

Lord Keynes, at a Conference attended by more than fifty correspondents of the world's press said that the proposed International Fund would make gold a "monarch subject to constitutional limitations". This, he insisted, was not at all inconsistent with his long expressed views that a rigid gold standard "is a decadent monetary system".

The Fund, he continued, would use gold as "the common denominator of values without exercising tyrannical powers over the world".

It would, be foolish, he said, to propose departure from the gold link. With the United States holding the largest quantities of the gold of the world, and with the British Commonwealth and Russia the largest producers of gold "no one in his senses would want to make the gold resources of the world useless or throw the gold mines of the world out of employment. The Fund he added is a modified form of the gold standard.

Under the proposed standard, he continued, all currencies would have a link with gold, but this link would be *flexible enough to permit orderly changes in exchange rates when necessary*, to avert the breakdown of monetary system, competitive currency depreciation and similar measures of economic warfare.

37. There has been much discussion in committee meetings in the Conference on conditions under which member countries shall be entitled to buy another country's currency in exchange for its own currency. Here the main issue is that of scarce currencies. After the war the whole world is expected to want American dollars with which to buy American products for rehabilitation and reconstruction of war torn economies.

Sooner or later dollars may become scarce. This brings me to the main criticism of the Fund Plan both in the U.S. and in Great Britain. Fears have been expressed in financial and economic quarters in the United States that, when dollars will become scarce the U.S. will find that the Fund had thrown "good American dollars down a rathole", and had acquired instead a lot of worthless paper money in various foreign currencies, with the result that the American taxpayer has to foot the bill for an impractical experiment.

38. Thus the principal criticism against the plan in U.S. is that the Fund is a cleverly disguised method of persuading the United States, to do the same thing it did after the last war, but only in another form. Instead of making foreign loans again (as it did after the last war), it would feed dollars to the rest of the world through the Fund until the United States would no longer afford to do so—and then the boom

would collapse, and there would be another slump, with the United States holding the bag — a bag this time not of gold, as after the last war, but of worthless foreign paper currencies. In other words the objection being that the scheme is intended to make the United States "the milch cow of the world".

In reply to this criticism Lord Keynes said that if there were no Fund, *a crisis would certainly rise after the war* because of the inability of the rest of the world to pay for exports from United States. The Fund he continued would give "everybody a breather". If the trouble were temporary, all will be well but if it got worse, it will give all the countries time to work out a solution together "in a rational, friendly orderly way".

During the breathing space, said Lord Keynes, the U.S. might decide to restore the situation to balance, by increasing her imports from abroad, and thus relieving the scarcity of dollars.

Dr. White the author of the White Plan supplied additional reply to the criticism of the U.S. banking world.

He said that the analogy of Gresham Law — bad money driving out good money — does not apply here. If dollars are in great demand in the few first years after the war, as appears to be very likely, and if the Fund gradually pays out dollars and takes in other currencies, that will not necessarily mean that the Fund is any weaker.

Instead, it will mean that the U.S. with its dollars can buy any currency in the world from the Fund, with which to pay for imports on foreign raw materials and goods. Of course, he said, this will require the adoption by the U.S. of a commercial policy based on the principle that the U.S. must buy as well as sell abroad, and must not continue to pursue a tariff policy designed to keep out foreign products.

He then said: "Our part of the Fund cannot become worthless anymore than the 20 billion dollars of gold buried at Fort Knox is worthless". The mere fact that we have this gold, which every country recognises as a world standard of value, whether they like the fact or not, is what makes the American dollar the strongest currency in the world.

Just as American gold, and the rest of the world's lack of gold enable the U.S. to buy any foreign exchange it wants, he continued, the fewer dollars there are in the Fund, the more foreign exchange we can buy with our paper dollars. Even if all the dollars we have previously contributed to the Fund are gone, he held, our participation in the Fund will be virtually as good as gold in its power to purchase other currency when we need it, because of an unfavourable balance of payments.

Asked what would happen if the U.S. permanently maintained a favourable balance of payments, exporting more than it imported, and therefore has little or no need to exchange its dollars for foreign currency, Dr. White doubted this would happen.

He thought that after the first few years following the war, during which the rest of the world will need large amounts of American products, after the first few years following the war probably there might be a change in the situation.

If the U.S. succeeds in its post-war goals of high production, high employment, and high national income, he went on, we will need to import increasing amounts of raw materials and some finished products.

Moreover Dr. White said, within a few years after the war there should be large tourist expenditures by Americans abroad

and a return of capital which fled to U.S. before the war, back again to countries which succeed in stabilising their economic structures. Both would mean an increased American demand for foreign currencies. The aggregate money in the Fund, — dollars, pounds, roubles, francs, etc — would always be 8.8 in gold value, no matter what changes were made in the comparative amount of various currencies held. If any country depreciates its currency, it has to subscribe more paper money to make up for the decline of value.

In another occasion Dr. White declared at the Conference that the U.S. will place no control over capital flights from it, will welcome the withdrawal of "several billions" of European assets in the form of gold exports, from U.S. the quicker the better after the war.

39. Now we turn to objections against the Plan in Great Britain.

In regard to objections raised in Great Britain against the Bretton Woods scheme, the Chancellor of the Exchequer is thought to have swept away the widespread criticism there against the plan — namely that Britain could do better by Planning her foreign trade by bulk buying and clearing arrangements than by re-entering what purports to be a free multi-lateral world system of trading. Some responsible people in England believe that this scheme should not apply until the U.S. clarifies her economic policy.

The Chancellor is widely interpreted as regarding all this as irrelevant on the ground that Britain is already pledged to multilateralism by the Anglo-American "mutual aid" Agreement, and by the Anglo-American trade Agreement of 1938, and accordingly that bilateralism, discriminatory arrangements

and barter are ruled out. But in fact as Lord Keynes said "the agreement does not involve the acceptance of multilateralism in *trade* but only in *monetary* matters." The reaction of an important portion of the British public to the scheme is this. It feels down that it is being committed to participation in subsequent U.S. slumps, which it could avoid by more exclusive arrangements.

However there is complete unanimity in that country, that Britain will never again accept any system (mythically described as the Gold Standard) which subordinates internal credit policy and subsequently internal employment, to rigidity of foreign exchanges or even to the external balance.

The Chancellor has asserted that Bretton Woods is no such system. Elsewhere the Chancellor has said that Bretton Woods merely seeks to generalise the monetary policy which the Sterling Area has in fact been following since 1933, namely to maintain sufficient flexibility of the exchanges to avoid a deflationary restriction of credit, and on the other hand to preserve stability of the exchanges so far as is consistent with the avoidance of deflation. Incidentally, this seems to be the first time formal announcement has been made of the monetary policy that the Sterling Area has in fact been following since 1933.

The Chancellor added that the plan recognises gold as a standard of value, as must be the case in any plan concerned with the regulation of relations between gold based currencies, such as the dollar, and managed currencies such as sterling, but that fact, he added, does not in any way justify the assertion that the acceptance of the plan would involve a return in England to the gold standard — the gold standard

being defined as a system which carries stability of the exchanges further than is consistent with the avoidance of internal deflation.

Lord Keynes challenged critics of the Fund to *produce a better plan*. He admitted that the Bretton Woods plan was subject to criticism, and said he could do a better job of criticising it himself. But all possible alternatives are so much worse, he said, that the world could not do anything else but accept it, if it wished to have a post-war era of expanded foreign trade, production and employment and avoid the monetary chaos, reduced trade, depression and unemployment that followed the last war.

If the Fund is rejected, said Lord Keynes, the British may resort to bilateral barter agreements in order to protect their world trade position and their internal economy.

40. To my mind the alternative is not between the plan and the gold standard but between the plan and no plan. Nothing could be more dangerous than to permit the different countries after this war to try to *regain their stability and their economic prosperity separately just as they have tried in times of the past to insure their Security separately. They would fail to-morrow as they have failed yesterday.*

Here I would like to warn you against one thing. The Bretton Woods Fund is not a universal panacea for the economic ills of the world. It would be dangerous to attach undue importance to *monetary organisation* of and by itself in a misguided faith that with a new form of monetary organisation, the other problems would solve themselves.

An International Fund no matter how expertly contrived cannot for very long offset policies of economic nationalism

in the form of trade barriers, international Cartels and the like.

It would be therefore necessary, if the Fund is to succeed, to attack such problems as International Investment, and Commercial policy.

The problem of *international investment* has been solved in Bretton Woods in conjunction with the problem of *monetary organisation*. It has been solved through the proposed International Bank. But the nations have still to agree in respect of *commercial policy*. There is urgent need for national commercial policies designed to reduce excessive tariffs.

Bretton Woods did not neglect this important issue.

Article VII of the Act says that agreement between member countries must be reached as soon as possible on the four following points: (1) reduce obstacles to international trade; (2) bring about orderly marketing of staple commodities at prices fair to the producer and consumer alike; (3) deal with the special problems of international concern which will arise from the cessation of production for War; (4) facilitate by co-operative effort the harmonisation of national policies designed to promote and maintain high levels of employment and progressively rising standards of living.

In fact the Bretton Woods program embodies the same issue with which the United Kingdom will be faced at San Francisco.

The issue is: Shall nations go forward to construct a system of collective security in a world organised for Peace, or shall each nation use its powers and resources at the expense of other nations in the struggle for survival?

We cannot achieve Collective Security, in political and military fields alone, without international collaboration in economic and financial fields.

As Mr. Archeson U. S. under Secretary of State said, the Bretton Woods proposals complement the Dumbarton Oaks plan. To construct Peace there must be one Peace. Economic Peace as well as Political and Military Peace. The Bretton Woods proposals should therefore be judged in their place in the structure of an enduring Peace.

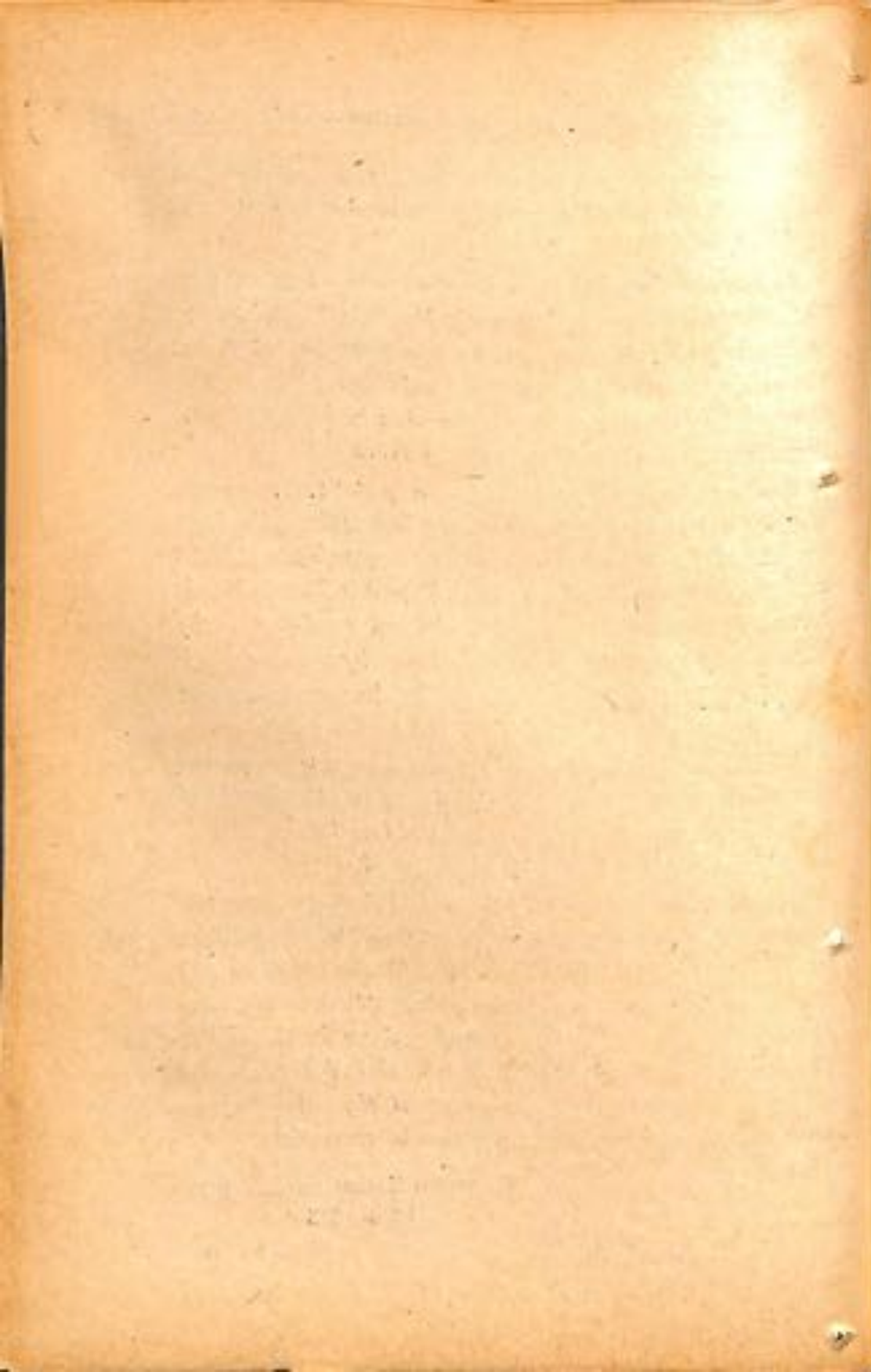
Now my concluding word. In the past 21 months the United Nations have drafted plans for best utilising the Food supplies of the world, for meeting emergency problems of Relief and Rehabilitation (through UNNRA), and at Bretton Woods have drafted plans to see that financial and monetary anarchy is replaced by economic security and thereby assuring a legitimate and practical place in the sun for the men and women of the world whose labours build Peace.

As Mr. Morgenthau has said "this monetary agreement is but one step, of course, in the broad program of international action necessary for the shaping of a free future. But it is an indispensable step and a vital test of our intentions".

Finally I would like to say that in the light of these accomplishments, we ought to face with confidence the vast problem of World Security. Bretton Woods, Dumbarton Oaks and the Yalta Agreements are epoch making. The San Francisco Conference will be the last crowning stone in the superb Edifice that has been erected by the United Nations and designed to destroy the major causes of War. Let us hope that this coming Conference will also be successful.

MAHMOUD SALEH EL FALAKI.

16-3-1945



DOCUMENTS ET STATISTIQUES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

DU 17 MAI 1944

DE LA

SOCIÉTÉ FOUAD 1^{er} D'ÉCONOMIE POLITIQUE DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Messieurs,

L'appel adressé dans notre dernier rapport à nos Membres en vue d'une plus large collaboration de leur part n'a pas reçu la réponse que nous espérons.

En effet, le nombre des conférences tenues et celui des livraisons de notre revue pendant l'année 1943 n'ont pas dépassé ceux de l'année précédente.

Il faut peut-être attribuer ce déclin de notre activité scientifique à un ensemble de facteurs se rattachant à la situation créée par le conflit mondial et notamment à l'éloignement ou au surcroît de travail et de soucis de nos plus actifs collaborateurs habituels parmi lesquels nous comptons plusieurs magistrats, professeurs universitaires, hauts fonctionnaires de l'État et des dirigeants des grandes entreprises financières et autres.

Il est constant que l'état de guerre entraîne un ralentissement de la production intellectuelle. Souhaitons donc le retour prochain aux conditions normales qui mettra un terme au trouble des esprits et à l'incertitude qui caractérisent l'époque agitée où nous vivons.

Dans le courant de l'année, votre Conseil d'Administration a créé une série de Comités pour l'étude des problèmes de l'après-guerre.

Faute de moyens nous permettant de créer un service de recherches et de documentation propre à faciliter leur tâche, ces Comités ne pourront évidemment que formuler des recommandations générales.

Cependant, ces recommandations émanant de personnalités douées de vastes connaissances sur les aspirations et les possibilités de notre pays ne manqueront pas de présenter un intérêt tout particulier.

Nous tenons à exprimer aux éminents présidents de ces Comités, à leurs membres et aux Secrétaires notre vive appréciation pour leur collaboration aussi précieuse que désintéressée.

Le groupe d'études économiques créé sous nos auspices par de jeunes économistes membres de notre Société a poursuivi son intéressante activité dont les lecteurs de notre revue trouveront le témoignage dans nos prochains fascicules. Nous comptons y publier en effet, quelques unes des notes rédigées par les membres du Groupe pour servir de base aux débats qui ont lieu tous les quinze jours au Siège de notre Société.



Dans le courant de l'année écoulée, notre Section juridique a complètement chômé alors que notre Section économique a tenu six réunions.

Ahmed Fouad Effendi a traité de la structure de l'industrie dans l'après guerre. Cette communication, en anglais, n'a pas fait l'objet d'une publication en raison de son caractère schématique. Elle a cependant révélé une assez bonne préparation économique chez le jeune auteur qui promet bien pour l'avenir.

Monsieur Naguib Youssef, Professeur à la Faculté de Commerce, a, dans une conférence en arabe donnée sous les auspices de cette dernière, fait une analyse minutieuse du budget de l'Etat et de ses répercussions sur la vie économique et sociale du pays.

Monsieur le Professeur Joseph Dobretsberger, ancien Ministre des Affaires Sociales d'Autriche et Recteur de l'Université de Graz, a parlé de l'expérience européenne en matière d'assurances sociales; Monsieur le Professeur Maurice Byé a traité de la répartition internationale des capitaux, et enfin Monsieur E. Nassif a développé la question des entités économiques et du commerce international.

Nous reviendrons par la suite sur ces trois intéressantes communications qui ont paru dans notre Revue.



La matière du XXXIV^e volume de notre Revue, est comme toujours très variée et en rapport avec la place distinguée qu'elle a conquise parmi les publications analogues.

Monsieur E. Lambiotte a, sous la forme de causerie, traité avec une parfaite maîtrise et beaucoup de clarté, le problème de l'inflation monétaire d'une manière générale ainsi que par rapport à la situation qui prévaut actuellement en Egypte.

Il s'est attaché à démontrer qu'il n'y a pas en Egypte une inflation dans le sens classique du terme et de caractère pernicieux et que la hausse du coût de la vie chez nous est un phénomène d'ordre et d'origine extramonnaire. De sorte que le retrait des capitaux circulants disponibles n'abaisserait pas le coût de la vie.

La question de la monnaie et des prix a également fait l'objet d'une étude de grande valeur économico-mathématique de la part de Monsieur J. Craig qui nous s'en a donné le préambule. Monsieur Craig, tout en admettant le haut degré de corrélation entre la monnaie et le niveau des prix en Egypte comme ailleurs, dit que les prix haussent ou baissent pour des motifs humains et non automatiquement suivant la hausse ou la baisse quantitative de la monnaie. Mr. Keynes a tenu compte, dans sa théorie quantitative modernisée de la monnaie, de facteurs autres que le volume de la monnaie.

A son tour, Monsieur Craig s'applique à la recherche d'un nouveau taux de corrélation et son étude soulèvera, nous en sommes sûrs, un vif intérêt dans le monde des économistes.

Monsieur Jean Godard a bien voulu nous envoyer de Beyrouth une étude statistique très suggestive et bien documentée sur la situation économique en Syrie et au Liban, étude que nous avons été très heureux de publier. Notre excellent collaborateur occasionnel a brossé un tableau frappant de la situation particulièrement difficile où la Syrie et le Liban se trouvèrent après l'armistice franco-allemand. Il expose les mesures prises par l'Administration pour combattre la hausse verticale du coût de la vie, mesures qui ressemblent fort à celles prises chez nous, qui n'ont pas eu plus de succès pour des raisons à peu près identiques et qui s'accompagnent des mêmes phénomènes perturbateurs : inflation, marché illégal, spéculation, etc. Aussi l'étude de Monsieur Godard mérite-t-elle d'être rapprochée des deux études précédentes.

L'économie rurale a fait l'objet de quatre études.

Monsieur Max Reybaud qui, avec quelques amis et au prix de grands sacrifices, s'était efforcé il y a quelques années d'introduire en Egypte la culture du sisal, fait l'historique de cette expérience, expose les causes extérieures de son insuccès et les avantages que l'Egypte pourrait tirer de cette culture au point de vue agricole et industriel.

Monsieur Lambert nous a donné une courte mais très intéressante note sur les divers modes de rémunération du travail agricole en vigueur en Egypte et conclut par l'affirmation que " malgré les apparences, le salarié agricole a vu, du fait de la guerre, ses possibilités de vie diminuer ".

Monsieur Jungfleisch avec l'autorité que lui confère sa vaste culture et ses fonctions auprès du Crédit Foncier Egyptien, expose la situation critique du fellah et formule des suggestions — qui méritent toute l'attention des pouvoirs publics — tendant à améliorer le sort de la population rurale et l'utilisation de la terre dont le régime actuel affecte sérieusement la fertilité.

Enfin, Mahmoud el Falaki Bey trace le programme d'une politique permanente du blé.

Aux problèmes ruraux dont nous venons de parler, se rattachent d'une manière directe ou indirecte ceux relatifs à la législation sociale. Sur cette matière, nous avons reçu, plusieurs contributions.

Monsieur le Professeur Dobretsberger, ancien Ministre des Affaires Sociales d'Autriche, a traité des expériences en matière d'assurances sociales en Europe. Son étude, richement documentée, constitue une contribution à l'organisation de la prévoyance que notre Gouvernement s'est fixé.

Le Dr. I. Lévi a exposé le développement du droit social égyptien dans le passé et dans l'avenir et Monsieur Belilos les moyens de relèvement social et économique de l'Egypte.

Monsieur l'Ingénieur Nissel qui est un spécialiste de réputation européenne en matière de production et de distribution d'énergie électrique, a développé le problème de la centralisation et de la décentralisation dans cette industrie. Son étude est d'une grande utilité en vue du projet d'électrification des chutes d'Assouan qui fait l'objet depuis de nombreuses années, de l'étude des Services techniques de l'Etat.

Monsieur R. Adler s'est livré dans son étude sur la population de l'Egypte à une analyse minutieuse de nos statistiques démographiques et conclut à la nécessité de coordonner tous les efforts en vue d'accroître

le revenu du pays en rapport avec la population et d'améliorer le standard de vie des masses.

Le Dr. Ibrahim Rachad, Chef du Département des Coopératives, a eu l'obligeance de donner la préférence à notre Revue pour la publication du Rapport du Comité d'examen des questions coopératives. Ce document jette une vive lumière sur les progrès réalisés à ce jour et les difficultés que rencontre ce mouvement si plein de promesses.

Monsieur Albert Dorra, rapporteur du Comité créé par notre Société pour l'étude des problèmes se rapportant à l'industrie, a tracé un tableau saisissant de l'industrie égyptienne et ses possibilités de développement. Cette étude très suggestive a servi de guide aux travaux du dit Comité ainsi que de celui créé pour le même objet par notre Ministre des Finances.

En rapport avec la mission confiée aux Comités pour l'étude des problèmes actuels et de l'après-guerre, le Dr. I. Lévi en a abordé certains d'un point de vue général et mis en lumière quelques uns de leurs aspects les plus intéressants.

Monsieur le Professeur Byé, s'inspirant des préoccupations dominantes quant à l'organisation future de la vie économique du monde, a montré les tendances vers une politique internationale des investissements qui a pour objet d'organiser la solidarité économique et financière mondiale préconisée par la Charte de l'Atlantique. L'étude magistrale de Monsieur Byé a reçu un chaleureux accueil dans les milieux officiels et privés.

Le Dr. E. Nassif nous a donné une étude substantielle d'ordre théorique sur la politique des échanges internationaux dont l'organisation dans l'après-guerre doit être envisagée de façon à assurer une pleine grande stabilité à l'économie mondiale.

En matière de collaboration internationale, nous avons été honorés par la contribution de Monsieur P. Kanellopoulos, ancien Vice-Président du Conseil des Ministres de Grèce et Professeur à l'Université d'Athènes, qui, dans une étude d'une haute tenue, a exposé les causes et les buts de cette guerre.

L'éminent homme politique souligne le caractère particulier et commun de la présente guerre et de la précédente. Toutes deux se présentent combinées avec de grands mouvements sociaux et idéologiques internes et mondiaux à la fois. Cela comportait de la part des démocraties la nécessité de développer une toute autre politique que celle qu'elles ont suivies. De leur côté le communisme et le national-socialisme plus agissants avec des ambitions universalistes ne tenaient pas

compte de la composition spirituelle et sociale des nations évoluées. D'où le choc entre ces deux conceptions et la guerre.

Il ne suffit pas de battre l'impérialisme allemand ou japonais. Il faut battre l'ennemi anonyme. Les différentes formes de déséquilibre que l'on constate dans la société moderne. Et cela par l'organisation internationale dans le domaine économique, social et politique, organisation à laquelle toutes les nations grandes et petites doivent collaborer dans un esprit démocratique. Le conférencier a tracé une esquisse très compréhensive de cette organisation à plusieurs degrés dans laquelle les grandes puissances joueront un rôle essentiel.

D'après lui il faudrait établir et proclamer les fondements de cette organisation afin de rendre la lutte des combattants plus féconde.

Enfin, parmi les études économiques, il y a lieu de signaler celle de Monsieur P. Demangot sur l'intervention de l'Etat dans l'établissement du bilan des sociétés anonymes. Il s'agit d'une étude documentaire et financière de grande actualité pour l'Egypte. L'auteur signale les mesures prises et les opinions exprimées à l'étranger à ce sujet.

Il est en principe favorable à une législation dans cette matière, mais du point de vue égyptien, estime qu'il faudrait se contenter d'édicter certains principes régissant l'établissement du bilan des sociétés anonymes.

Dans la partie juridique et législative, nous avons eu cinq contributions.

Monsieur M. Mouskhéli, professeur de droit public, a traité de l'état de siège en Egypte et du régime des proclamations militaires. C'est une étude remarquable de documentation et de doctrine à la fois qui met en évidence le fait que certaines de ces proclamations ne répondent pas aux deux conditions que, d'après lui, les mesures législatives doivent satisfaire ; à savoir être inspirées par des raisons de sécurité et d'ordre public et ne pas empiéter sur le domaine de certaines dispositions de droit privé.

Maître Totongui, qui est un de nos collaborateurs les plus fidèles, nous a donné une intéressante étude de droit comparé franco-égyptien sur la saisie-arrêt.

Maître Hanna Saba nous a fourni dans une excellente étude un aperçu de la réforme législative et judiciaire en Abyssinie qui, d'après l'auteur, s'inspire considérablement de la législation égyptienne. Cette constatation l'amène à souhaiter une coopération avec l'Egypte dans ce domaine.

Monsieur Bourkser s'est attaché à montrer l'influence de la guerre sur le droit pénal. La guerre exerce une influence nuisible sur la vie sociale des peuples. Elle accroît la criminalité. Elle autorise, tolère et favorise des actes défendus auparavant. Cela modifie l'attitude des citoyens envers les phénomènes qualifiés d'actes criminels.

D'après l'auteur la situation lamentable dans laquelle certaines nations sont plongées est le résultat d'une protection insuffisante des droits individuels imputables aux tendances par trop libérales. Et les conséquences graves de ces tendances amènent une réforme du droit pénal de façon à assurer plus efficacement l'ordre nouveau. La ligne qui dans la législation libérale séparait dit-il les crimes politiques et les crimes de droit commun sera fortement atténuée et il se produira un rapprochement aux principes du droit pénal autoritaire, par suite de la nécessité d'une intervention de plus en plus étendue de l'Etat dans la vie économique et sociale des peuples.

Hamed Fahmy Bey a donné une étude complète sur la loi uniforme en matière de lettres de change et de billets à ordre.

Enfin Monsieur Shafik Doss a exposé d'une manière assez serrée l'équation différentielle de la réserve mathématique dans la théorie des assurances sur la vie.

A ces études, il y a lieu d'ajouter des comptes rendus de Messieurs J. Anhoury ; E. Gordon et Dr. I. Lévi des publications de Messieurs Léopold Jullien, M. Mouskhéli et A. Bonné.

Je ne saurais terminer cet exposé de notre activité sans adresser au Directeur de l'Imprimerie Nationale et à ses collaborateurs nos plus vifs remerciements et félicitations pour la diligence et le soin technique avec lesquels ils ont assuré l'impression de notre revue, nonobstant les difficultés de plus en plus grandes qu'ils doivent surmonter par les temps présents.

Notre effectif a passé pendant l'année écoulée de 531 à 551 membres et le fonds de notre bibliothèque s'est enrichi de 260 nouveaux ouvrages, ce qui fait qu'au 31 décembre 1943 nous possédions 4.683 ouvrages.

KAMEL MOURSY BEY

RAPPORT DU TRÉSORIER

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous rendre compte des opérations du 35ème exercice social de notre Société, clos le 31 décembre 1943.

RECETTES

Les recettes se sont élevées à L.E. 1.475,255 se décomposant comme suit :

	L.E.	M.
(a) Subvention du Gouvernement	360	—
(b) Cotisations Membres Donateurs	680	—
(c) Cotisations Membres Titulaires	386	—
(d) Abonnements à la Revue	24,600	
(e) Vente Revue	13,540	
(f) Vente vieilles brochures Congrès	6,300	
(g) Intérêts de Banque	4,815	
Total des Recettes	1.475,255	

Contre L.E. 1.477,035 en 1942.

DÉPENSES

Les dépenses se sont élevées à L.E. 1.534,714 se décomposant comme suit :

	L.E.	M.
(a) Frais de poste, imprimés et menus frais	111,646	
(b) Dépenses d'entretien	25,465	
(c) Eclairage et eau	28,572	
(d) Téléphone et Assurance	37,183	
(e) Impôts et timbres fiscaux	80,622	
(f) Loyer terrain	1,005	
(g) Personnel	1.032,010	
(h) Collaborateurs Revue	63,794	
(i) Bibliothèque	154,417	
Total des Dépenses	1.534,714	

Contre L.E. 1.362,415 en 1942, soit en augmentation de L.E. 172,299 du fait des indemnités de vie chère accordées au personnel et d'achats pour la Bibliothèque plus importants que de coutume.

Il y a donc un Déficit de 59,459

que je vous propose de couvrir par prélèvement sur notre " Réserve pour Achats Livres " qui sera ainsi ramenée de L.E. 629,998 à L.E. 570,539.

Le Budget qui vous est soumis pour l'année 1944 prévoit, par suite de certains travaux de réfection de l'installation de drainage — et d'achats de livres pour la Bibliothèque, un déficit de L.E. 80 —, que nous nous efforcerons de diminuer en provoquant de nouvelles adhésions de Membres Donateurs.

Je vous demande de vouloir bien approuver les comptes que je viens de vous soumettre.

Le Trésorier,
L. VAN DAMME.

COMPTES PERDES ET PROFITS AU 31 DÉCEMBRE 1943

DÉPENSES

RECETTES

	L.E.	M.		L.E.	M.
Frais d'encaissement	6	—	Salvation du Gouvernement	360	—
Imprimés et fournitures de bureau	65	550	Cotisations Membres Donateurs	680	—
Frais de Poste et Menus frais	40	096	Cotisations Membres Titulaires	386	—
Dépenses d'entretien	25	465	Abonnements à la Revue	24	600
Eclairage	15	946	Vente Revue	13	540
Eau	12	628	Vente vieilles brochures Congrès	6	900
Téléphone	22	085	Intérêts de Banques	4	815
Assurances	15	038			
Timbres fiscaux	3	453		1.475	355
Impôts	77	167	Déficit 1943	59	459
Loyer Terrain	1	005			
Personnel	1.032	010			
Collaborateurs Revue	63	794			
Bibliothèque	154	417			
				1.534	714

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1943

ACTIF

	L.E.	M.		L.E.	M.
Caisse	4	689	Réserve Générale	220	609
Banque Ottomane	722	527	Réserve pour Achat Livres	629	968
Banque Belge	95	582	Cautiounnements	38	650
Cautiounnements	5	—			
Immeuble Social	1	—			
Mobilier	1	—			
Déficit 1943	59	459			
	889	257		889	257

PASSIF

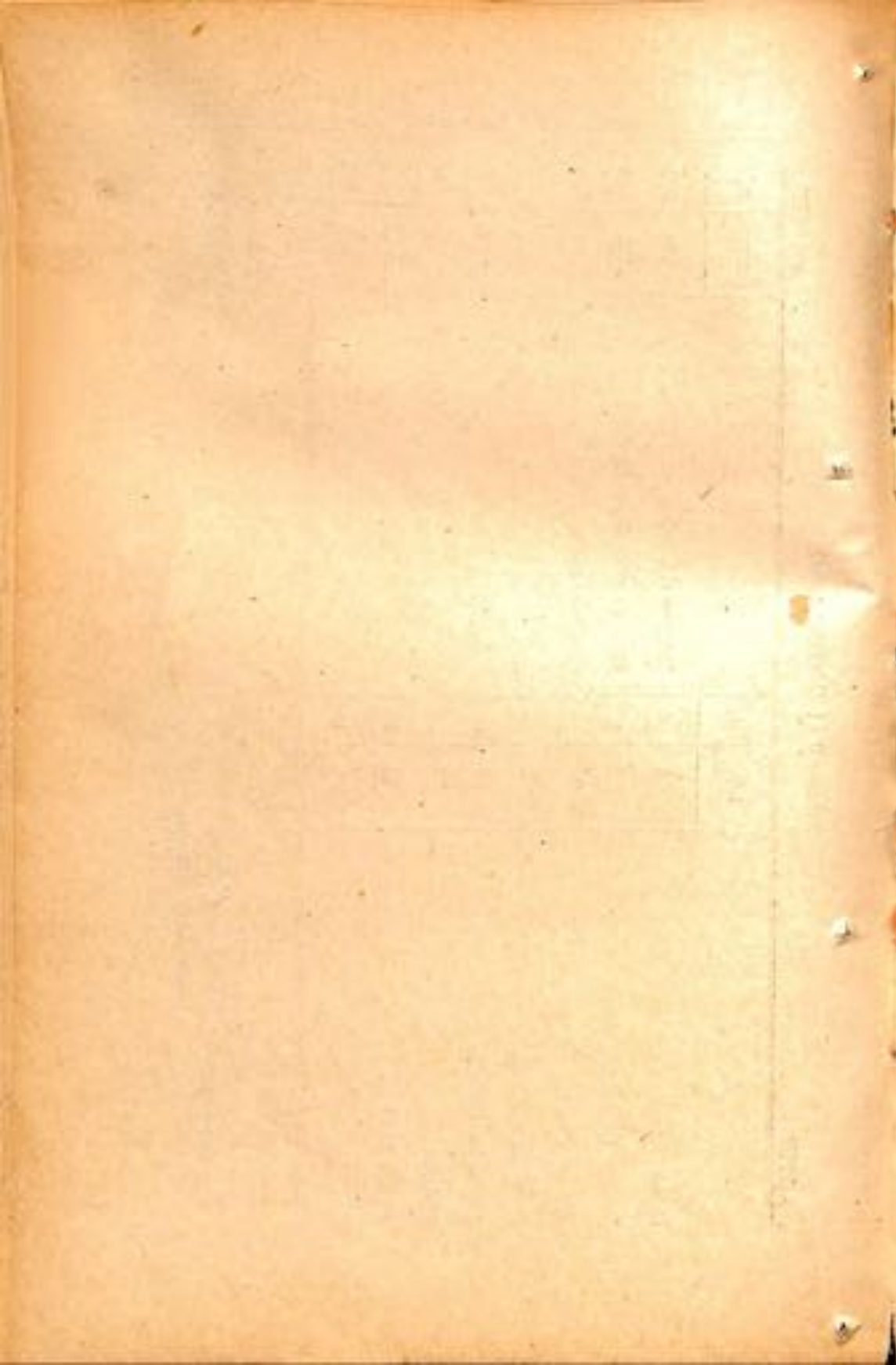
Le Caire, le 23 février 1944.

Véifié et reconnu exact :

Les Censeurs : ISKANDAR A. DOSS.

SALIM AMIN HADDAD.

Le Trésorier,
L. VAN DAMME.



RAPPORT DES CENSEURS

MESSIEURS,

Conformément au mandat qui nous a été confié par votre Assemblée Générale, nous avons vérifié le Bilan qui vous est présenté, ainsi que le compte PROFITS et PERTES pour l'Exercice arrêté au 31 décembre 1943.

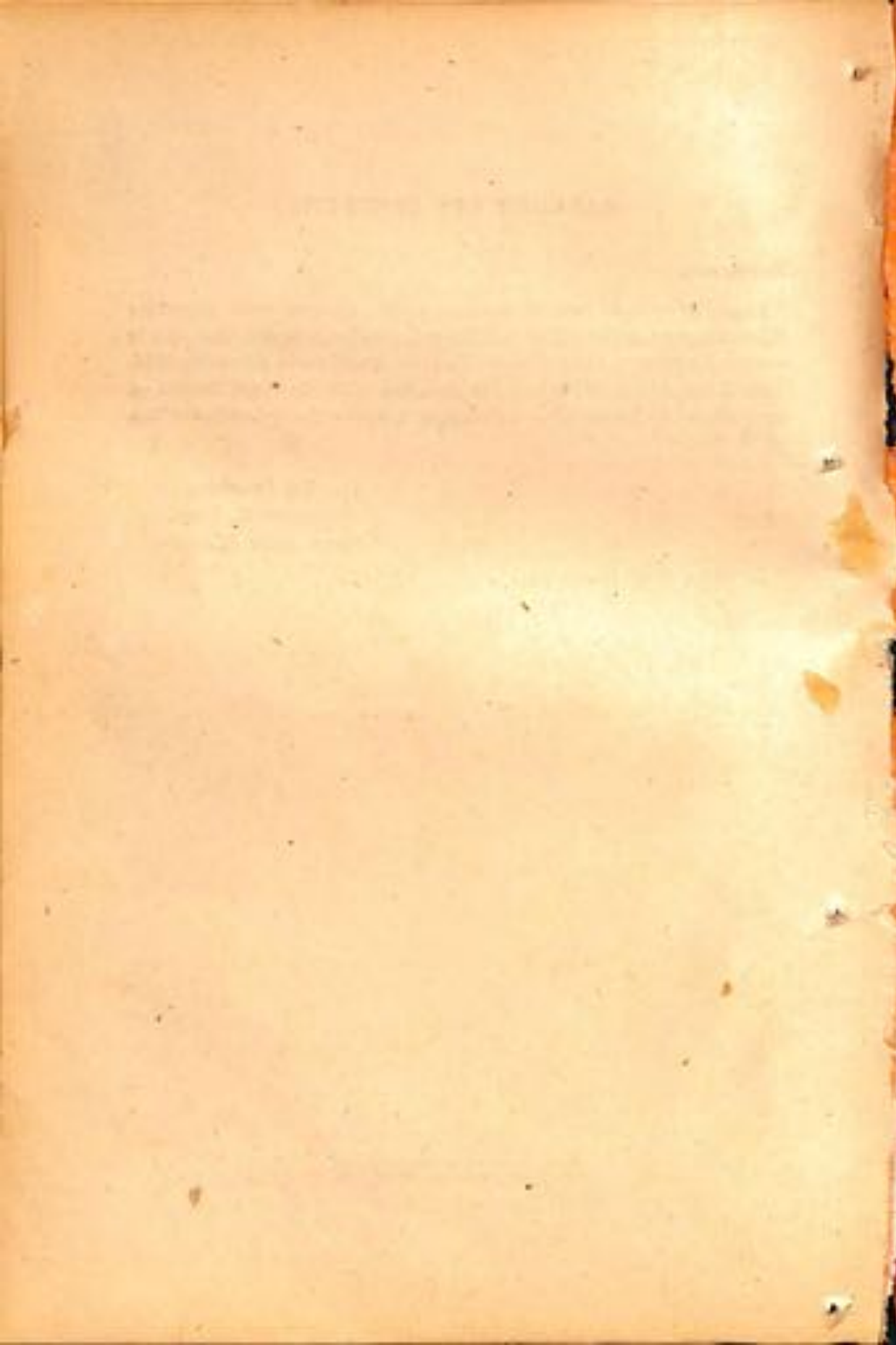
Ce Bilan reflète, selon nous, la situation réelle de votre Société et nous avons l'honneur de vous engager à approuver les comptes tels qu'ils vous sont soumis.

Les Censeurs,

ISCANDAR A. DOSS.

SELEM AMIN HADDAD.

Le Caire, le 23 février 1944.



Back numbers will be charged to Members and Subscribers unless they apply for them within a month from their publication.

The Society is not responsible for the opinions expressed by the authors.

The reproduction and the translation of any of the articles published in this Review is forbidden, except with the previous authorization of the Society.

All manuscripts delivered to "L'Egypte Contemporaine" become the property of the Society.

TABLE OF CONTENTS

	PAGES
LIST OF MEMBERS	I-XXViii
ECONOMICS AND LAW	
HAZ ABDEL HAMID BADAOUY PACHA.—Freedom of speech in Egypt (in arabic)	1-33
J. F. CHADG.—The definition of "Inflation"	35-46
Dr. A. EMAN.—Monetary circulation and price level in Egypt since 1939	47-73
S. LAUKANY BEY.—From the Middle East Monetary Conference to Bretton Woods	93-109
M. FEFSTQUEA.—American post-war economic problems	111-127
Dr. DOBBERNBERGER.—Misunderstanding about full-employment	129-156
MAHMOUD SALIH EL FALAKI.—The Bretton Woods' International Finance programme	157-201
STATISTICS AND MISCELLANEOUS	
Dr. KAMEL HOUSSEY BEY, Secretary General of the Society.—Report on the Work of the Society during the year 1943 ..	203-259
L. VAN HAMME, Treasurer of the Society.—Balance Sheet and Profit-Loss accounts for the financial year of 1943	219-214
MOHAMMED A. DOSS AND SELIM A. HADDAD, Auditors of the Society.—Report on the accounts for the year ended December 31, 1943	215